

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Guide statistique de la fiscalité directe locale 2005

Statistiques fiscales
sur les collectivités locales

22e édition / Janvier 2006

DIRECTION GÉNÉRALE DES COLLECTIVITÉS LOCALES

GUIDE STATISTIQUE DE LA FISCALITÉ DIRECTE LOCALE 2005

Le présent ouvrage constitue la vingt-deuxième édition du guide statistique de la fiscalité directe locale. Il porte sur les exercices 2004 et 2005.

Le guide fournit des indicateurs de référence pour chaque type de collectivité locale et pour l'ensemble des grandeurs représentatives de la fiscalité directe locale : quatre taxes « traditionnelles » (taxe d'habitation, taxe sur le foncier bâti, taxe sur le foncier non bâti, taxe professionnelle) et taxe d'enlèvement des ordures ménagères (taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés bâties).

Il s'adresse principalement aux élus ayant la charge du budget des collectivités locales. Ils y trouveront avant tout des éléments utiles de comparaison statistique.

Ce guide est destiné aussi à fournir une approche générale de la fiscalité locale, au-delà des aspects statistiques, pour toute personne s'intéressant aux finances ou à la fiscalité locales. De brèves analyses sont présentées concernant les règles d'établissement des bases et des taux d'imposition, l'évolution de la législation et l'intervention de l'État dans la fiscalité locale. Un descriptif de l'ensemble des taxes indirectes et de leur évolution récente figure également en fin d'ouvrage.

La coopération des services de la direction générale des impôts et en particulier des centres départementaux d'assiette a été extrêmement utile pour réunir l'ensemble des données statistiques cette année. Le département des études et des statistiques locales de la direction générale des collectivités locales les remercie cordialement pour ce travail.

Le département reste à la disposition des utilisateurs pour apporter toute précision complémentaire et pour recueillir d'éventuelles remarques ou suggestions. On pourra également consulter le site internet de la DGCL (www.dgcl.interieur.gouv.fr) sur lequel on trouvera en particulier la valeur des taux pour les communes de plus de 10 000 habitants.

CARTE REGIONALE



La fiscalité directe locale en 2005

Mode de détermination des bases et des taux d'imposition

Détermination des bases d'imposition

Pour plus de détails, voir « l'Inventaire général des impôts locaux » et « Le guide budgétaire communal, départemental et régional » (publications DGCL), les circulaires relatives :

- aux informations fiscales utiles à la préparation des budgets primitifs locaux*
- aux compensations versées aux collectivités locales pour les exonérations relatives à la fiscalité décidées par l'État*
- à la fixation des taux d'imposition des quatre taxes directes locale*

toutes les circulaires sont en ligne sur le site de la DGCL : 'www.interieur.dgcl.gouv.fr'.

Les différents niveaux de collectivités territoriales et leurs groupements prélèvent les quatre taxes (taxe d'habitation, taxe sur le foncier bâti, taxe sur le foncier non bâti et taxe professionnelle) sur des bases d'imposition relativement semblables, qui résultent de décisions nationales et locales. La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) est perçue uniquement par les communes ou les groupements de communes compétents dans ce domaine et qui décident de financer leur service par ce moyen.

Les bases brutes d'imposition sont établies par les services fiscaux selon des règles nationales qui résultent de décisions législatives. Ce sont quasiment les mêmes pour les trois niveaux de collectivités territoriales (communes, départements, régions), ainsi que pour les groupements de communes, sauf pour le foncier non bâti, puisque les taxes départementale et régionale sur les terres agricoles ont été supprimées depuis 1996 (1993 pour les régions). Par ailleurs, la loi de finances rectificative pour 2000 a décidé la suppression de la part régionale de la taxe d'habitation. Les bases régionales de taxe d'habitation sont donc nulles à partir de 2001.

Sur ces bases brutes, les collectivités locales et les groupements de communes à fiscalité propre ont le pouvoir de voter certains abattements et exonérations spécifiques pour déterminer les bases (nettes) qui seront réellement imposées. Ces bases sont notifiées aux collectivités en février afin qu'elles puissent établir leur budget : elles peuvent alors voter les taux d'imposition qui seront appliqués aux bases pour déterminer les produits imposés.

Les bases d'imposition figurant dans ce guide sont les bases notifiées aux collectivités lors de la procédure budgétaire, déduction faite des abattements, des exonérations et, pour les communes et leurs groupements, des écrêtements de taxe professionnelle.

Détermination des éléments de base de la taxation

Les valeurs locatives cadastrales des propriétés bâties et non bâties constituent l'essentiel des bases brutes des taxes d'habitation et foncières et de la TEOM. Ces valeurs locatives ont été établies par les services cadastraux après consultation des commissions communales ou départementales lors de la révision foncière de 1970 pour les propriétés bâties, et de 1961 pour les propriétés non bâties (1975 dans les DOM). À la date de la révision, elles correspondaient au loyer annuel théorique que devait produire chaque propriété aux conditions du marché. Pour tenir compte de l'inflation et de l'évolution générale des loyers depuis cette date, elles ont fait l'objet en 1980 d'une actualisation par département et, après 1980, de revalorisations annuelles nationales.

La taxe d'habitation est due par l'occupant d'un immeuble affecté à l'habitation, que ce soit à titre de résidence secondaire ou de résidence principale, et quelle que soit sa qualité : propriétaire ou locataire. La base brute de cette taxe est égale à la valeur locative de l'immeuble occupé.

Les taxes foncières (bâti et non bâti) sont dues par les propriétaires d'immeubles ou de terrains, quelle que soit leur utilisation (à titre d'habitation ou professionnel). Au titre des frais engendrés par la propriété, un abattement de 50 % pour le bâti et de 20 % pour le non bâti est appliqué aux valeurs locatives pour la détermination des bases.

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères est établie sur les mêmes bases : elle n'est pas due dans les parties du territoire communal qui ne bénéficient pas du service d'élimination des ordures ménagères. Les usines ne sont pas soumises à la taxe. Elle peut être répercutée dans les charges locatives.

La taxe professionnelle est due par les personnes physiques ou morales exerçant à titre habituel une activité professionnelle non salariée. La base brute de la taxe professionnelle est déterminée à partir des éléments concernant l'avant-dernière année civile avant la taxation. Elle est constituée de trois composantes depuis 1999, auxquelles est appliqué un abattement de 16 % depuis 1987 :

- **la valeur cadastrale des locaux passibles d'une taxe foncière** (possédés ou loués pour plus de six mois) utilisés.
- **la valeur locative des équipements et biens mobiliers** (possédés ou loués pour plus de six mois) utilisés, sauf si le chiffre d'affaires du redevable ne dépasse pas 152 500 euros (industriels ou commerçants) ou 61 000 euros (prestataires de services).
- **6 % des recettes des professions libérales employant moins de 5 salariés.**
- **18 % des salaires. La loi de finances 1999 a décidé la suppression progressive en cinq ans de cette composante salariale de la base de taxe professionnelle.** L'abattement est de 15 245 euros par redevable et par commune en 1999, 45 735 euros en 2000, 152 449 en 2001 et 914 694 en 2002 avant la suppression définitive depuis 2003. La perte de recettes consécutive à la suppression de cet élément de taxation est compensée intégralement aux collectivités l'année de la suppression, puis indexée sur la dotation globale de fonctionnement. Cette compensation est intégrée dans la dotation globale de fonctionnement depuis 2004.

Exonérations obligatoires (et compensées)

Pour réduire la charge de la fiscalité directe locale sur les contribuables, l'État peut leur accorder un **dégrèvement** : cette opération se déroule au moment de l'établissement des avis d'imposition durant l'été ou ultérieurement au moment du recouvrement. Elle a donc lieu après la notification des bases d'imposition aux collectivités et de fait ne les concerne en rien : l'État prend intégralement à sa charge le coût des dégrèvements ainsi que le montant des impayés, permettant ainsi aux collectivités d'assurer l'exécution de leur budget. **Ces dégrèvements n'influent donc aucunement sur les statistiques présentées dans ce guide**, qui ont trait aux produits fiscaux votés par les collectivités à l'occasion du vote budgétaire.

Les exonérations obligatoires interviennent, elles, au contraire pour réduire les bases d'imposition : les collectivités ne peuvent donc pas leur appliquer des taux ni voter un produit fiscal correspondant. Elles entraînent une perte de recettes fiscales, que l'État compense financièrement aux collectivités locales. Ces allocations compensatrices sont notifiées aux collectivités en même temps que les bases d'imposition, afin qu'elles puissent établir leur budget. *Pour plus de détails sur les compensations et sur les dégrèvements institués dernièrement, se référer aux circulaires relatives à la fiscalité, disponibles sur le site de la DGCL.*

Sont concernées, entre autres :

➤ **Taxes d'habitation**

- Exonération accordée aux personnes de condition modeste

➤ **Foncier bâti**

- Exonérations des personnes de condition modeste (ECF)
- Exonérations temporaires de longue durée de certains immeubles à caractère social (exonération de droit compensée pour partie). La durée de l'exonération est portée à vingt-cinq ans, lorsqu'une décision d'octroi de subvention ou de prêt aidé intervient entre le 1^{er} juillet 2004 et le 31 décembre 2009
- Abattement de 30% sur la base des HLM en ZUS.
- Abattement de 30% sur la valeur locative des logements faisant l'objet d'une convention globale de patrimoine (impositions établies au titre des années 2006 à 2009).
- Abattement de 30% sur la base d'imposition foncière de certains logements faisant l'objet de travaux anti-sismiques dans les DOM. L'abattement de 30% est de droit, sauf délibération contraire des collectivités locales et EPCI.
- Exonérations des bâtiments affectés aux activités de préparation et d'entraînement des équidés domestiques.
- Exonération des logements pris à bail à compter du 1^{er} janvier 2005. Ces logements sont exonérés de droit pendant la durée du bail.
- Exonérations d'immeubles situés dans les ZFU et affectés à une activité entrant dans le champ d'application de la TP. Exonération de droit compensée. Les collectivités peuvent délibérer pour s'y opposer.

➤ **Foncier non bâti**

- Exonération des parts départementale et régionale des terres agricoles sur l'ensemble du territoire.
- Exonération des terres agricoles en Corse.
- Exonération de 20% des terres agricoles.
- Exonération des terrains ensemencés, plantés ou replantés en bois et des bois plantés.
- Exonération des terrains situés en site « Natura 2000 »
- Exonération de taxe foncière des terrains situés en zones humides.

➤ **Taxe professionnelle**

- Exonération de taxe professionnelle pour les entreprises équestres
- Exonération de taxe professionnelle de plein droit dans les zones de revitalisation rurale (ZRR) et les anciennes zones de redynamisation urbaine (ZRU)
- Exonérations de taxe professionnelle de plein droit dans les nouvelles ZRU
- Exonérations de taxe professionnelle de plein droit dans les zones franches urbaines (ZFU)
- Exonérations de taxe professionnelle de plein droit dans la zone franche de Corse
- Exonérations de taxe professionnelle de plein droit en Corse qui succèdent à celles de la zone franche
- Réduction progressive de la fraction imposable des recettes dans les bases de taxe professionnelle des titulaires des bénéfices non commerciaux (professions libérales...)

Les allègements de taxe professionnelle décidés par l'État donnent lieu à compensation des pertes de recettes subies par les collectivités locales.

La dotation de compensation de la taxe professionnelle

La DCTP regroupe les allocations compensatrices suivantes :

- la compensation du plafonnement du taux communal en 1983,
- la réduction de la fraction imposable des salaires de 20% à 18% instituée par l'article 13 de la loi de finances rectificative pour 1982,
- l'abattement général de 16% des bases de taxe professionnelle

Ces allègements ont été complétés par la réduction de moitié des bases pour création d'établissement.

Les trois sous-dotations (plafonnement du taux, réduction de salaires, abattement de 16%) évoluent de manière forfaitaire. La réduction de moitié des bases pour création d'établissement évolue en fonction des bases réelles.

Les trois fractions de la DCTP évoluent depuis 2002 de manière différenciée. Un premier sous-ensemble (DCTP1) correspond aux compensations versées au titre du plafonnement du taux de taxe professionnelle de 1983 et de la réduction de la fraction imposable des salaires. Le deuxième sous-ensemble (DCTP2) correspond à la compensation versée au titre de l'abattement général de 16%.

Le mécanisme des fonds de péréquation départementaux de la taxe professionnelle

L'écêtement de la base de taxe professionnelle des communes et de leurs groupements permet l'alimentation d'un fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle et la redistribution intercommunale d'une richesse initialement concentrée sur les communes (ou les groupements) où sont implantés des magasins de grande surface ou des établissements considérés comme "exceptionnels" relativement à la population de la commune (voir l'annexe 2 « Les fonds de péréquation »).

Détermination des taux d'imposition

Pour plus de détails, voir « La fixation des taux des impôts locaux » (collection « Guide pratique de l'élu » de la DGCL).

Les collectivités territoriales et leurs groupements à fiscalité propre doivent, après avoir voté le produit fiscal qui permet d'équilibrer leur budget, choisir les taux d'imposition des quatre taxes qui, appliqués à leurs bases d'imposition, permettront d'atteindre ce produit.

Les communes, les groupements à fiscalité propre, les départements et les régions (depuis 1989) peuvent fixer ces taux **dans les limites des règles d'encadrement imposées par la loi** :

- plafonnement des taux : le taux de taxe professionnelle est plafonné à 2 fois la moyenne nationale pour les communes, les départements et les régions. Pour les taxes « ménages » (taxe d'habitation et taxes foncières) communales, le taux est plafonné à 2,5 fois le plus grand des deux taux moyens au niveau national et au niveau du département.
- on ne peut augmenter plus vite ou diminuer moins vite le taux de taxe professionnelle que le taux de taxe d'habitation et la moyenne des taux des taxes « ménages ». Cette règle a été assouplie depuis la loi de finances 2003, l'augmentation pouvant aller jusqu'à une fois et demie celle des taux ménages.
- on ne peut augmenter plus vite ou diminuer moins vite le taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties que le taux de la taxe d'habitation.

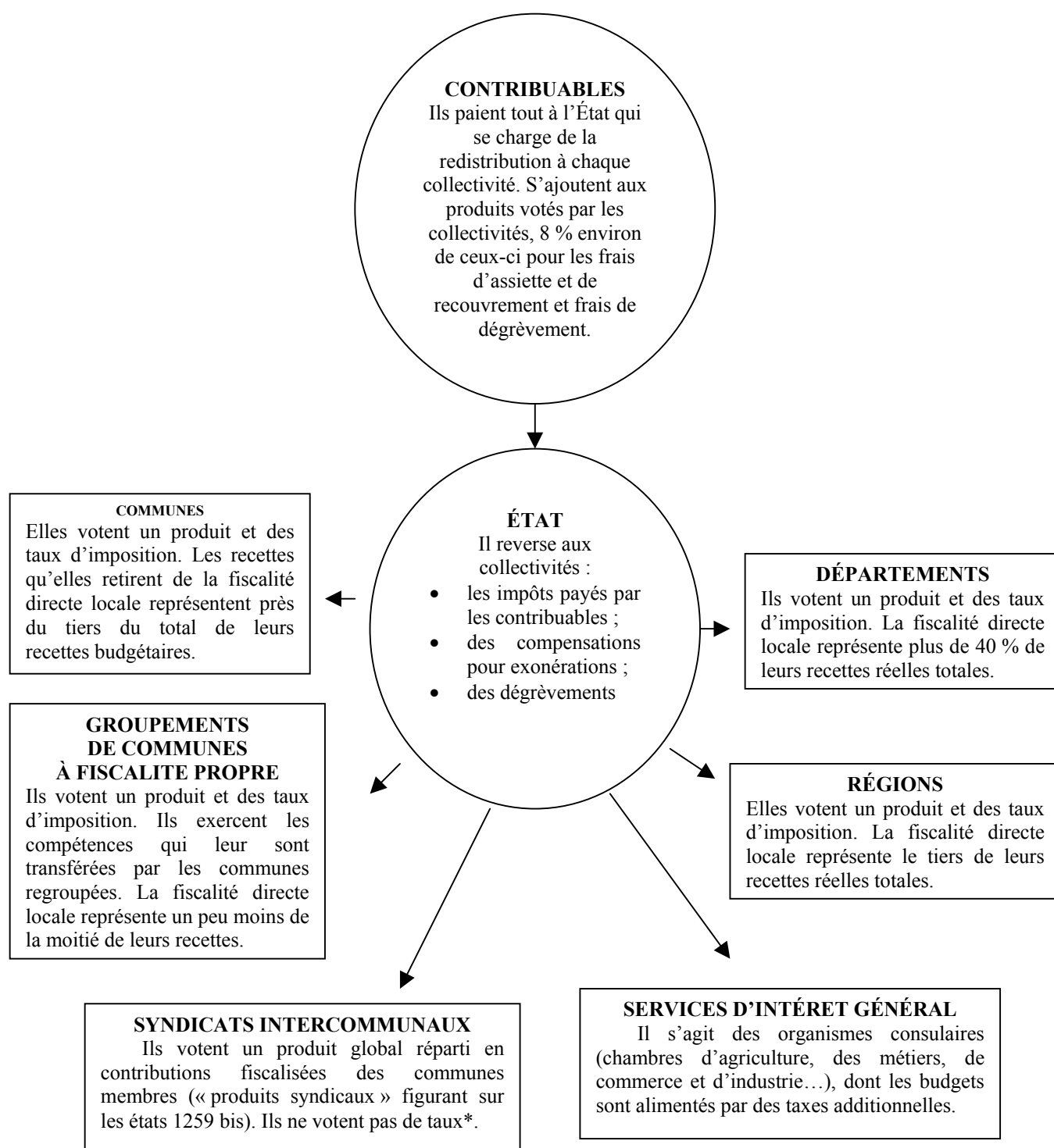
Les communes, les groupements à fiscalité propre et les départements disposent néanmoins de deux possibilités pour déroger aux règles de lien entre les variations des taux :

- lorsqu'il y a une augmentation des taux moyens de la taxe d'habitation et du taux moyen pondéré des trois taxes ménages (TH, FB et FNB) par les collectivités locales, l'augmentation du taux de taxe professionnelle maximale autorisée est alors égale à une fois et demie la plus petite de ces deux augmentations (LFI 2003).
- La majoration spéciale du taux de taxe professionnelle donne la possibilité aux EPCI à TPU d'un côté, aux communes et aux départements de l'autre, d'augmenter leurs taux de TP à hauteur maximum de 5% du taux moyen nationale de TP de leur catégorie sans pouvoir dépasser celui-ci. Le recours à la majoration spéciale est conditionné par une structure particulière des taux : un taux de TP inférieur au taux moyen communal, et des taux de taxes ménages supérieurs au taux moyen pondéré des communes. Il s'agit ainsi de rééquilibrer la pression fiscale, au profit des ménages notamment.
- Les groupements de communes à TPU sont autorisés à capitaliser, sur trois ans, les marges possibles de hausse de fiscalité générées par les communes membres. Le droit à récupération de cette capitalisation ne sera pas cumulable avec l'utilisation de la déliaison partielle, ni de la majoration spéciale du taux de taxe professionnelle (LFI 2004).
- Pour les EPCI à TPU dont le taux de TP est inférieur à 75% de la moyenne de leur catégorie, ils ont la possibilité de fixer le taux de TP dans cette limite, sans que l'augmentation de taux soit supérieure à 5 % (amendement « Marini » en LFI 2005).
- Si un ou plusieurs taux ménages est supérieur à son taux moyen national ou au taux de TP de la commune, possibilité de ramener ce ou ces taux ménages au niveau des taux moyens nationaux ou au niveau des taux de TP si ce taux est supérieur ;
- Si ces conditions ne sont pas remplies, possibilité de diminuer le seul taux de TH jusqu'au niveau du taux moyen national ;
- Sans condition, possibilité de diminuer le taux de TP à la hauteur de la moitié de la réduction des taux ménages(amendement « Lambert » en LFI 2005) ;
- Dans les 3 derniers cas , l'augmentation du taux de TP et de TFPNB est limitée pendant les 3 années suivantes à hauteur de la moitié de l'augmentation des taxes ménages.

Les régions ne peuvent pas utiliser la mesure dérogatoire de majoration spéciale du taux de taxe professionnelle.

Chronologie des principales étapes du cycle de la fiscalité directe locale dans la procédure d'élaboration du budget d'une collectivité locale

Élaboration du budget primitif, fixation du produit attendu et vote des taux de chacune des quatre taxes locales	Janvier	1 31		Perception mensuelle de 1/12 du produit à taux constants
	Février	1 28	Réception en mairie des états 1259 (ou 1253 pour les régions, les départements et les groupements) où figurent les bases nettes estimées, les bases exonérées et les compensations.	
	Mars	1 31	Date limite du vote du budget primitif et du vote des taux des quatre taxes.	
	Avril	1 30		
Élaboration du budget Supplémentaire au vu des reports	Mai	1 31		Régularisation sur six mois par rapport au produit voté
	Juin	1 30	Adoption du compte administratif de l'année précédente	
	Juillet	1 31		
	Août	1 31		
du compte administratif de l'année précédente et des besoins nouveaux non prévus dans le budget primitif	Septembre	1 30		Perception mensuelle de 1/12 du produit Voté
	Octobre	1 31	Délibérations en matière d'abattements et d'exonérations pour l'année suivante.	
	Novembre	1 30		
	Décembre	1 31	Bilan de fin d'exercice en vue de la préparation du budget primitif de l'année suivante.	

Liaison entre les différents intervenants en fiscalité directe locale

L'importance de la fiscalité directe locale dans les recettes des collectivités locales a été établie à l'aide des comptes administratifs 2001 (compte 731). Pour plus d'informations, se reporter aux publications de la Direction générale des collectivités locales :

- Les finances des communes de plus de 10 000 habitants 2003 ;
- Les finances des communes de moins de 10 000 habitants 2003 ;
- Les finances des départements 2003 ;
- Les finances des régions 2004 ;
- Les finances des groupements de communes à fiscalité propre 2003.

* Il existe à côté de ces syndicats à contributions fiscalisées de nombreux syndicats de communes dont les ressources viennent de contributions budgétaires des communes membres.

La fiscalité directe locale en 2005, toutes collectivités

**_*_*_*_*_*_

- . Analyse d'ensemble en 2005
- . Tableaux d'ensemble, toutes collectivités
- . Disparités régionales
- . Disparités départementales

Analyse d'ensemble 2005

La fiscalité directe locale en 2005 : Une évolution contrastée selon les collectivités

En 2005, le produit prélevé par les collectivités locales au titre des quatre taxes directes locales devrait s'élever à 56,9 milliards d'euros. Les collectivités adoptent une politique d'évolution des taux différenciée. On distingue d'une part celle des communes et de leurs groupements, d'autre part celle des départements et des régions. Le secteur communal stabilise la croissance de sa fiscalité. L'évolution des taux est de + 1,1 % en 2005 contre + 1,3 % en 2004. Les départements et les régions, dans un contexte de mutation de leurs rôles et de leurs missions dans le cadre de la décentralisation, font le choix de se doter de marges de manœuvre en augmentant respectivement leurs taux de + 4,3 % et de + 21,0 % (contre + 1,2 % et + 0,4 % en 2004). Néanmoins le poids des produits fiscaux des départements et des régions dans le produit global de la fiscalité directe locale reste limité.

Le produit des quatre taxes directes locales devrait s'élever en 2005 à 56,9 milliards d'euros.

Les produits de ces quatre taxes sont très différents : moins d'un milliard d'euros pour la taxe sur le foncier non bâti (FNB) et plus de 25 milliards d'euros pour la taxe professionnelle (TP), la taxe sur le foncier bâti (FB) et la taxe d'habitation (TH) atteignant ensemble près de 31 milliards d'euros.

Le produit global de la fiscalité directe se répartit inégalement entre le secteur communal (communes et établissements publics de coopération intercommunale – les EPCI), les départements et les régions. Un peu moins des deux tiers (63,8 %) du produit des 4 taxes est prélevé par les communes et les EPCI. Le produit départemental représente 29,2 % du produit total et le produit régional seulement 6,9 %. Pour cette raison, les hausses de fiscalité observées pour les départements et particulièrement pour les régions sont à apprécier en regard du poids limité des produits fiscaux de ces collectivités dans le produit global de la fiscalité directe locale.

La fiscalité du secteur communal apparaît plus dynamique quand on rajoute au produit des 4 taxes le produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (la TEOM). Le produit global de la fiscalité s'élève alors à 61,3 milliards d'euros.

Pour la première fois en 2005, la part du produit fiscal prélevée par les EPCI n'augmente plus. Trois facteurs contribuent à la stabilisation : d'une part la croissance du nombre d'EPCI tend à se ralentir, ensuite le nombre d'EPCI optant pour la taxe professionnelle unique (TPU) commence lui aussi à se stabiliser, après un passage massif des groupements à la TPU, enfin les évolutions des taux de fiscalité pour les EPCI dans leur ensemble sont modérées en 2005 (+ 0,7 %) en comparaison des évolutions constatées pour les départements (+ 4,3 %) et pour les régions (+ 21,0 %).

Une évolution modérée pour les communes et groupements à fiscalité propre

Le secteur communal choisit en 2005 de poursuivre une politique de hausse modérée de la fiscalité avec une évolution moyenne des taux de + 1,1 % contre + 1,3 % l'année précédente et une évolution de + 4,2 % du produit des 4 taxes contre + 4,3 % en 2004. Cette modération de l'évolution des taux est particulièrement marquée pour le taux de taxe professionnelle qui n'augmente que de 1,1 % en 2005 contre + 1,4 % en 2004. Cette taxe est perçue à près de 95 % sous forme de taxe professionnelle unique. Le choix massif de ce régime fiscal a pu entraîner par le passé des variations assez conséquentes des taux de taxe professionnelle. Ces variations semblent désormais se réguler, une majorité de groupements ayant décidé de son régime fiscal. Le régime de la taxe professionnelle est donc en passe d'atteindre l'un de ses objectifs initiaux à savoir l'harmonisation des taux, afin de limiter la concurrence fiscale entre les territoires. L'évolution du taux de taxe professionnelle est également limitée par la règle de liens entre les taux : l'évolution de ce taux est conditionnée par l'évolution soit du taux de la taxe d'habitation soit du taux moyen pondéré des trois taxes « ménages » (TH, FB, FNB). Cependant, en 2005 encore, une majorité des collectivités du secteur communal privilégie une évolution proportionnelle des taux. Contrairement à 2004, la hausse de fiscalité pratiquée par les EPCI se concentre davantage en 2005 sur les taxes « ménages », ce qui concerne surtout les groupements à 4 taxes ou à fiscalité mixte. Pour la première année depuis l'essor de l'intercommunalité et de la TPU, on observe une hausse des produits de ces taxes « ménages »; ainsi la hausse est de 14,2 % pour la taxe d'habitation.

Une forte augmentation de la fiscalité pour les départements et les régions

En 2005, les départements et les régions ont décidé d'augmenter leurs taux respectivement de + 4,3 % et de + 21,0 %. Notons qu'en l'absence de taxe d'habitation la fiscalité régionale touche peu les ménages, les propriétaires et les entreprises sont plus directement concernés.

Cette évolution de la fiscalité intervient dans un contexte de mutation pour les départements et les régions dont les budgets connaissent une forte croissance. Ces collectivités augmentent leurs taux de fiscalité afin de se préserver une marge de manœuvre en perspective des nouvelles compétences qu'elles s'approprient à exercer (loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales) ou de la montée en charge des compétences anciennement dévolues (APA, RMI...). Les départements ont voté un produit de 16,66 milliards d'euros soit une augmentation de 1,22 milliard d'euros et les régions ont voté un produit total de fiscalité de 3,94 milliards d'euros soit une augmentation de 0,78 milliard d'euros. Cette évolution est surtout sensible pour la taxe professionnelle qui connaît une variation de taux de + 4,6 % pour les départements et de + 21,7 % pour les régions. Ces évolutions interviennent après des années de croissance régulière et modérée des taux départementaux et régionaux. Les départements et les régions ont eu davantage recours à la « déliaison » des taux en 2005, ce qui explique entre autre la concentration de la hausse de la fiscalité sur la taxe professionnelle. En 2005, 71 départements et 22 régions ont augmenté leur taux de taxe professionnelle contre 38 départements et 3 régions l'année précédente. Les évolutions enregistrées dans les départements et les régions sont néanmoins à apprécier en regard de la part que représentent les produits fiscaux de ces collectivités dans le produit global de fiscalité directe. Ainsi, l'évolution des taux régionaux implique en moyenne pour le contribuable à la taxe sur le foncier bâti un supplément d'impôt de 21€.

Rappel :

La fiscalité directe en 2004 : Un net ralentissement des taux.

En 2004, le produit levé par les collectivités locales au titre des quatre taxes directes locales s'est élevé à 53,5 milliards d'euros.

Les groupements collectent plus des deux-tiers de la TP du secteur communal

L'évolution du produit au sein du secteur communal de + 4,3 % masque une disparité entre communes (+ 2,4 %) et groupements (+ 8,6%). Deux mouvements se combinent : l'adhésion de communes à de nouveaux groupements et le passage à la taxe professionnelle unique (TPU) de groupements à fiscalité additionnelle.

Ces mouvements entraînent à la fois une baisse de la taxe professionnelle levée par les communes seules (- 6,7 %) et du produit des taxes « ménages » des EPCI (- 5,5 % pour la taxe d'habitation et - 4,1 % pour le foncier bâti), alors que le produit de la taxe professionnelle des groupements augmente (+ 9,7 %).

Faible progression des taux

L'augmentation des taux d'imposition a été moins forte qu'en 2003 et 2002 :

Le ralentissement a été très marqué pour les départements (+1,2% contre +3,9%). Seuls 38 départements ont augmenté leurs taux d'imposition ; ils étaient 72 en 2003.

Pour les communes et groupements, les taux ont augmenté en moyenne de +1,3% contre +1,6% en 2003. Comme pour les départements, la proportion de communes qui ont augmenté leurs taux est plus faible qu'en 2003.

Enfin, pour les régions, l'augmentation moyenne des taux est un peu plus forte (+0,4% contre +0,2%).

Croissance contrastée des bases d'imposition

Les bases d'imposition connaissent en 2004 une croissance dynamique pour les taxes sur les ménages : + 3,5 % pour la taxe d'habitation et + 3,4 % pour le foncier bâti, grâce notamment à la revalorisation forfaitaire de 1,5%. Les bases de taxe professionnelle, quant à elles, progressent moins rapidement que les années précédentes.

La croissance des bases explique l'essentiel de la croissance totale du produit

Au total, c'est l'augmentation des bases qui explique la majeure partie (près des trois quarts) de l'augmentation totale du produit de la fiscalité directe locale en 2004. L'augmentation (+4,3%) peut en effet se décomposer en +1,2 % d'augmentation des taux et environ 3% d'augmentation des bases.

À noter que si l'on ajoute au produit voté par les collectivités les diverses compensations encore versées par l'État, notamment au titre de la réduction progressive de la fraction des recettes pour les bénéfices non commerciaux, le produit total de la fiscalité directe perçue par les collectivités locales en 2004 passe de 53,5 à 54,0 milliards d'euros en progression de + 4,5% par rapport à 2003.

La « déliaison » des taux de fiscalité directe locale

Afin d'éviter une dispersion et une hétérogénéité trop grandes des taux de fiscalité locale sur le territoire national et pour ne pas reporter la pression fiscale sur les contribuables économiques, le législateur a prévu un certain nombre de règles encadrant l'évolution des taux des impôts locaux directs entre eux et plafonnant ces évolutions par rapport à une référence nationale. Les collectivités locales bénéficient d'assouplissements juridiques dans le dispositif des règles de liens entre les taux.

C'est le cas lorsqu'il y a une augmentation des taux moyens de la taxe d'habitation et du taux moyen pondéré des 3 taxes ménages (TH, FB et FNB) par les collectivités locales. L'augmentation du taux de taxe professionnelle maximale autorisée est alors égale à une fois et demie la plus petite de ces deux augmentations (LFI 2003).

D'autre part, la majoration spéciale du taux de taxe professionnelle donne la possibilité aux EPCI à TPU d'un côté, aux communes et aux départements de l'autre d'augmenter leur taux de TP à hauteur maximum de 5 % du taux moyen national de TP de leur catégorie sans pouvoir dépasser celui-ci. Le recours à la majoration spéciale est conditionnée par une structure particulière des taux : un taux de TP inférieur au taux moyen communal et des taux de taxes ménages supérieurs au taux moyen pondéré des communes. Il s'agit ainsi de rééquilibrer la pression fiscale au profit des ménages notamment.

Les groupements de communes à TPU sont autorisés à capitaliser, sur trois ans, les marges possibles de hausse de fiscalité générées par les communes membres. Le droit à récupération de cette capitalisation ne sera pas cumulable avec l'utilisation de la déliaison partielle, ni de la majoration spéciale du taux de taxe professionnelle (LFI 2004).

Les EPCI à TPU, dont le taux de TP est inférieur à 75% de la moyenne de leur catégorie, ont la possibilité de fixer le taux de TP dans cette limite, sans que l'augmentation de taux soit supérieure à 5% (amendement « Marini » en LFI 2005).

En 2005, les régions pour la première fois ont eu recours à la déliaison partielle des taux alors qu'en 2004 aucune des régions ne l'avait utilisée. Ce phénomène est probablement à rapprocher de la hausse de la fiscalité observée pour les régions en 2005. Ainsi presque la moitié des régions a eu recours à la déliaison des taux en 2005, et on observe dans le même temps que 88 % des régions ont procédé à une hausse de leur taux de taxe professionnelle.

Les départements ont également pratiqué la déliaison en 2005, 73% des départements l'ont appliquée alors qu'ils n'étaient que 39% en 2004.

Evolution du taux de la taxe professionnelle en 2005(*)	Nombre de collectivités									
	Régions		Départements		CU		CA		EPCI	Communes
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%		
Augmentation	22	88	71	73	7	50	71	44	nd	nd
- dont recours à l'assouplissement de la règle des liens entre les taux	12	48	13	13	6	43	58	36	nd	nd
Stabilité	3	12	26	27	7	50	89	55	nd	nd
Diminution	0	0	0	0	0	0	2	1	nd	nd
Ensemble	25	100	97	100	14	100	162	100		

(*) Hors les départements de Paris, de la Corse-du-Sud et de la Haute-Corse, hors la collectivité Territoriale de Corse et hors les communes membres d'un groupement à taxe professionnelle unique qui ne votent pas de taux de TP.

Au sein du secteur communal l'utilisation des systèmes de déliaison entre les taux semble prendre également de l'ampleur, en 2005 les CA ont utilisé tous les types de déliaison mis à leur disposition. Ainsi parmi les CA qui ont appliqué une déliaison des taux, 34 CA ont fait le choix de la déliaison partielle instaurée par la Loi de Finances Initiale en 2003, 11 CA ont eu recours à la majoration spéciale du taux de taxe professionnelle, 7 CA ont utilisé l'intégralité de la réserve de taux capitalisée et 2 CA l'ont utilisé partiellement. Enfin pour la première fois 2 CA ont mis en pratique l'article 103 de la LFI 2005 (amendement Marini) qui leur permet donc d'augmenter de 5 % leur taux de taxe professionnelle au maximum.

De même en 2005, 5 CU ont utilisé la déliaison partielle des taux et 1 CU a appliqué la majoration spéciale du taux de taxe professionnelle.

Tableaux d'ensemble, toutes collectivités

Évolution du produit voté des quatre taxes et de la TEOM ⁽¹⁾ depuis 1996 (métropole) à législation constante et en euros constants (en %)

	Communes et groupements	Départements	Régions	Toutes Collectivités	Indice des prix ⁽²⁾
1996	+ 5,3	+ 5,0	+ 5,5	+ 5,2	+ 1,9
1997	+ 4,0	+ 4,1	+ 1,7	+ 3,9	+ 1,1
1998	+ 3,8	+ 3,6	+ 2,5	+ 3,7	+ 0,6
1999	+ 3,5	+ 5,3	+ 4,1	+ 3,7	+ 0,5
2000	+ 2,2	+ 2,4	+ 5,1	+ 2,5	+ 1,6
2001	+ 2,9	+ 1,6	+ 3,0	+ 2,4	+ 1,6
2002	+ 4,0	+ 5,4	+ 2,6	+ 4,3	+ 1,7
2003	+ 4,0	+ 5,6	+ 2,6	+ 4,4	+ 1,5
2004	+ 2,9	+ 3,2	+ 2,1	+ 2,9	+ 1,5
2005	+ 2,4	+ 4,2	+ 20,6	+ 3,9	+ 1,8

⁽¹⁾ Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères

⁽²⁾ Indice des prix à la consommation des ménages (hors tabac) - moyenne annuelle (INSEE). Prévission LFI pour 2005

Depuis 2002, le produit global est en augmentation sensible, en raison de la hausse de la pression fiscale, notamment celle des départements. 2005 est une année de rupture dans l'évolution du produit fiscal en raison des hausses conséquentes des taux enregistrées pour les départements et les régions cette année.

Évolution des produits par taxe (en %) en euros courants depuis 1997 (toutes collectivités, métropole)

	1997	1998 ⁽¹⁾	1999 ⁽¹⁾	2000 ⁽¹⁾	2001 ⁽¹⁾	2002 ⁽¹⁾	2003 ⁽¹⁾	2004 ⁽¹⁾	2005 ⁽¹⁾	Produit 2005 (en milliards d'euros)
4 taxes	+ 5,0	+ 4,2⁽¹⁾	+ 4,2⁽¹⁾	+ 4,2⁽¹⁾	+ 4,0⁽¹⁾	+ 5,7⁽¹⁾	+ 5,8⁽¹⁾	+ 4,4⁽¹⁾	+ 6,3⁽¹⁾	55,43
Taxe d'habitation	+ 4,2	+ 3,8	+ 2,9	+ 2,8	+ 3,3 ⁽¹⁾	+ 5,4 ⁽¹⁾	+ 6,0 ⁽¹⁾	+ 4,6	+ 5,8	13,05
Foncier bâti	+ 5,2	+ 5,0 ⁽¹⁾	+ 3,6	+ 2,9	+ 2,5	+ 5,3	+ 5,8	+ 4,5	+ 7,2	17,27
Foncier non bâti	+ 0,6	+ 0,4	+ 2,2	+ 1,4	+ 1,7	+ 3,4	+ 2,9	+ 2,6	+ 3,1	0,93
Taxe professionnelle	+ 5,3	+ 4,1 ⁽¹⁾	+ 5,1 ⁽¹⁾	+ 5,6 ⁽¹⁾	+ 5,1 ⁽¹⁾	+ 6,1 ⁽¹⁾	+ 5,8 ⁽¹⁾	+ 4,4	+ 6,0	24,18
4 taxes + TEOM	+ 5,1	+ 4,3⁽¹⁾	+ 4,2⁽¹⁾	+ 4,2⁽¹⁾	+ 4,1⁽¹⁾	+ 6,0⁽¹⁾	+ 6,0⁽¹⁾	+ 4,9⁽¹⁾	+ 6,4⁽¹⁾	59,64
Foncier bâti + TEOM	+ 5,5	+ 5,1	+ 3,8	+ 3,0	+ 3,1	+ 6,2	+ 6,4	+ 5,7	+ 7,3	21,48
dont TEOM	+ 6,8	+ 5,4	+ 4,7	+ 3,3	+ 6,0	+ 9,8	+ 9,0	+ 9,0	+ 7,7	4,2

⁽¹⁾ à législation constante, sans tenir compte des transformations de dégrèvements en exonérations, ni de la réforme de la taxe régionale d'habitation

Évolution annuelle des taux par taxe depuis 2001 (toutes collectivités, France entière) (en %)

	Évolutions annuelles en pourcentage					Taux moyen 2005 (en %)
	2001	2002	2003	2004	2005	
4 taxes	+ 0,3	+ 2,1	+ 2,1	+ 1,2	+ 2,0	
Taxe d'habitation	+ 0,1	+ 2,2	+ 2,2	+ 1,2	+ 1,8	20,77
Foncier bâti	+ 0,4	+ 2,2	+ 2,2	+ 1,1	+ 3,2	28,90
Foncier non bâti(*)	+ 0,9	+ 1,8	+ 1,4	+ 1,2	+ 0,6	43,12
Taxe professionnelle	+ 0,4	+ 1,9	+ 2,1	+ 1,3	+ 4,0	25,84
4 taxes + TEOM	+ 0,5	+ 2,4	+ 2,4	+ 1,5	+ 5,2	
Foncier bâti + TEOM	+ 0,9	+ 3,1	+ 2,9	+ 1,7	+ 2,0	25,37

(*) taux moyens "communes+groupements" (les taxes départementale et régionale reposent sur une assiette qui a été très diminuée par l'exonération sur les terres agricoles)

Les produits des quatre taxes en 2004 et 2005 et leur évolution de 2004 à 2005 (métropole + outre-mer)

		Produits votés (millions d'euros)		Évolution en %	Produit en € / habitant 2005
		2004	2005		
Communes (a)	Ensemble des 4 taxes	23 578	24 217	+ 2,7	391
	Taxe d'habitation	8 268	8 639	+ 4,5	139
	Foncier bâti	10 212	10 660	+ 4,4	172
	Foncier non bâti	777	793	+ 2,1	13
	Taxe professionnelle	4 321	4 125	- 4,6	67
Syndicats Intercommunaux à Contributions Fiscalisées (b)	Ensemble des 4 taxes	218	223	+ 2,8	4
	Taxe d'habitation	74	77	+ 4,4	1
	Foncier bâti	83	85	+ 3,3	1
	Foncier non bâti	6	6	+ 0,4	0
Groupements de communes à fiscalité propre (c)	Taxe professionnelle	55	55	+ 0,2	1
	Ensemble des 4 taxes	10 644	11 302	+ 9,6	182
	Taxe d'habitation	284	322	+ 13,5	5
	Foncier bâti	365	403	+ 10,4	7
	Foncier non bâti	86	90	+ 5,1	2
	Taxe professionnelle hors TPU (3)	190	207	+ 9,2	3
	TPZ(4)	9 493	10 033	+ 5,7	162
Communes et groupements (d) (d=a+b+c)	Ensemble des 4 taxes	34 440	35 742	+ 3,7	576
	Taxe d'habitation	8 626	9 038	+ 4,8	146
	Foncier bâti	10 660	11 148	+ 4,6	180
	Foncier non bâti	869	889	+ 2,4	14
	Taxe professionnelle	14 285	14 667	+ 2,4	237
FDPTP(5) (e)	Taxe professionnelle	488	526	+ 7,8	8
Départements (f)	Ensemble des 4 taxes	15 439	16 662	+ 7,9	269
	Taxe d'habitation	3 883	4 187	+ 7,8	68
	Foncier bâti	4 652	5 032	+ 8,2	81
	Foncier non bâti	40	43	+ 7,5	1
	Taxe professionnelle	6 864	7 400	+ 7,8	119
Régions (g)	Ensemble des 3 taxes	3 155	3 938	+ 24,8	64
	Foncier bâti	1 155	1 439	+ 24,5	23
	Foncier non bâti	10	12	+ 19,9	0
	Taxe professionnelle	1 990	2 488	+ 25,0	40
Ensemble des collectivités (h) (h=d+e+f+g)	Ensemble des 4 taxes	53 522	56 868	+ 6,0	917
	Taxe d'habitation	12 509	13 225	+ 6,3	213
	Foncier bâti	16 467	17 619	+ 5,8	284
	Foncier non bâti	919	944	+ 7,2	15
	Taxe professionnelle	23 627	25 081	+ 3,1	405

Les produits des taxes directes locales : quatre taxes + TEOM (taxe d'enlèvement des ordures ménagères) (métropole + outre-mer)

		(en millions d'euros)		Évolution en % brute	Produit en €/hab 2005
		2004	2005		
Communes et groupements	4 taxes + TEOM	37 794	39 399	+ 4,2	635
	Foncier bâti + TEOM	14 352	15 162	+ 5,6	245
	dont TEOM	3 912	4 216	+ 7,8	68
Ensemble des collectivités	4 taxes + TEOM	56 066	59 642	+ 6,4	962
	Foncier bâti + TEOM	20 022	21 484	+ 7,3	347

N.B. : la population prise en compte dans le calcul des produits par habitant est la population sans doubles comptes. Tous les produits ont été divisés par la même population ce qui rend ces produits par habitant sommables mais marque une différence avec les calculs de produits par habitant des chapitres suivants dans lesquels seule la population concernée par une taxe est prise en compte.

Les taux des quatre taxes en 2004 et 2005 et leur évolution annuelle (métropole + outre-mer)

		Taux moyens en %		Évolution (*) en %
		2004	2005	2005
Communes	Ensemble des 4 taxes			+ 1,3
	Taxe d'habitation	13,47	13,66	+ 1,4
	Foncier bâti	17,29	17,47	+ 1,1
	Foncier non bâti	38,55	38,70	+ 0,4
(A)	Taxe professionnelle	12,31	12,34	+ 0,2
Syndicats	Ensemble des 4 taxes⁽³⁾			+ 1,8
Intercommunaux	Taxe d'habitation ⁽³⁾	0,74	0,76	+ 2,5
à contributions	Foncier bâti ⁽³⁾	0,90	0,91	+ 1,3
Fiscalisées	Foncier non bâti ⁽³⁾	2,93	2,94	+ 0,4
(B)	Taxe professionnelle ⁽³⁾	0,97	1,00	+ 2,2
Groupements	4 taxes hors TPU/TPZ⁽¹⁾			+ 7,4
de communes à	Taxe d'habitation	2,26	2,42	+ 7,3
Fiscalité propre	Foncier bâti	3,46	3,67	+ 6,0
	Foncier non bâti	9,00	9,47	+ 5,3
	Taxe professionnelle hors TPU/TPZ ⁽¹⁾	2,42	2,58	+ 6,7
(C)	TPU ⁽¹⁾	15,96	16,40	+ 2,7
	TPZ ⁽¹⁾	9,71	10,10	+ 4,1
Communes	Ensemble des 4 taxes			+ 1,0
et groupements	Taxe d'habitation	14,17	14,29	+ 0,9
	Foncier bâti	18,11	18,27	+ 0,9
	Foncier non bâti	43,13	43,40	+ 0,7
(A+B+C)	Taxe professionnelle	15,36	15,42	+ 1,1
Départements	Ensemble des 4 taxes			+ 4,3
	Taxe d'habitation	6,37	6,61	+ 3,8
	Foncier bâti	8,90	9,27	+ 4,2
	Foncier non bâti	21,39	22,18	+ 3,7
	Taxe professionnelle	7,46	7,81	+ 4,6
Régions	Ensemble des 4 taxes			+ 21,0
	Foncier bâti	1,99	2,39	+ 19,9
	Foncier non bâti	4,99	5,79	+ 15,9
	Taxe professionnelle	2,03	2,48	+ 21,7
Ensemble	Ensemble des 4 taxes			+ 2,0
des collectivités	Taxe d'habitation	20,42	20,77	+ 1,8
	Foncier bâti	28,00	28,90	+ 3,2
	Foncier non bâti	42,84	43,12	+ 0,6
	Taxe professionnelle	24,86	25,84	+ 4,0

⁽¹⁾TPU : Taxe Professionnelle Unique. TPZ : Taxe Professionnelle de Zone d'activités économiques

⁽²⁾Évolutions "à champ constant" pour les groupements existant les deux années avec le même régime fiscal

⁽³⁾ Les taux indiqués pour les syndicats intercommunaux à contribution fiscalisée sont des taux calculés a posteriori. Rappelons que ces syndicats n'ont pas le pouvoir de voter des taux

Les taux des taxes directes locales : quatre taxes + TEOM (taxe d'enlèvement des ordures ménagères) (métropole + outre-mer)

		Taux moyen en %		Évolution
		2004	2005	2005 en %
Communes	4 taxes + TEOM			+ 3,1
et groupements	Foncier bâti + TEOM	24,92	25,37	+ 2,0
	dont TEOM	8,10	8,50	+ 3,8
Ensemble	4 taxes + TEOM			+ 5,2
des collectivités	Foncier bâti + TEOM	33,90	35,22	+ 3,9

⁽³⁾ Évolutions "à champ constant", dans les communes où la TEOM a été perçue les deux années

Évolution des bases d'imposition du secteur communal ⁽¹⁾ par taxe depuis 1995, évolution à législation constante et en euros courants en % (métropole)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	Moyenne 2005/1997
Taxe d'habitation	+ 2,9	+ 3,0	+ 2,6	+ 3,0	+ 3,6	+ 3,0	+ 3,9	+ 3,4	+ 3,0	+ 3,2
Foncier bâti	+ 3,8	+ 3,9	+ 3,0	+ 3,0	+ 2,3	+ 3,0	+ 3,6	+ 3,3	+ 3,3	+ 3,2
Foncier non bâti	- 0,3	- 0,4	+ 1,5	+ 1,0	+ 0,7	+ 1,4	+ 1,3	+ 1,4	+ 1,7	+ 0,9
Taxe professionnelle	+ 3,9	+ 3,2	+ 3,8	+ 6,3	+ 4,3	+ 2,5	+ 4,3	+ 2,6	+ 2,1	+ 3,7

⁽¹⁾ bases communales + bases de TP unique d'agglomération et de zone d'activités économiques

Les bases de la taxe d'habitation et du foncier continuent leur progression. Ce n'est pas le cas de la taxe professionnelle en 2005 dont la progression des bases est plus modérée. Ceci s'explique par un moindre dynamisme de l'activité économique en 2003, conséquence de la baisse des investissements des entreprises (les bases d'imposition sont calculées d'après les données de l'année n-2).

Évolution depuis 1995 des bases de taxes d'habitation et du foncier bâti « hors évolutions forfaitaires », évolution à législation constante et en euros courants en % (métropole)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	Moyenne 2005/1997
Taxe d'habitation	+ 1,9	+ 1,9	+ 1,6	+ 2,0	+ 2,6	+ 2,0	+ 2,4	+ 1,9	+ 1,2	+ 1,9
Foncier bâti	+ 2,8	+ 2,8	+ 1,9	+ 2,0	+ 1,3	+ 2,0	+ 2,1	+ 1,8	+ 1,4	+ 2,0
Coef. de revalorisation	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,0	+ 1,0	+ 1,0	+ 1,0	+ 1,5	+ 1,5	+ 1,8	+ 1,2

La revalorisation forfaitaire annuelle des bases permet de prendre en compte en partie l'évolution des loyers dans la détermination des valeurs locatives foncières.

Les bases de taxe d'habitation en 2005 et leur évolution annuelle (France entière)

	Montants en millions d'euros				Évolution en %
	2002	2003	2004	2005	2005/2004
Bases communales	56 579,8	58 805,7	61 388,5	63 233,6	+ 3,0
Bases départementales	56 869,8	58 769,7	60 982,1	63 343,4	+ 3,9

Depuis la loi de finances rectificative pour 2000, les régions n'ont plus de base de taxe d'habitation.

Les bases du foncier bâti en 2005 et leur évolution annuelle (France entière)

	Montants en millions d'euros				Évolution en %
	2002	2003	2004	2005	2005/2004
Bases communales	54 972,7	56 946,3	59 064,7	61 007,1	+ 3,3
Bases départementales	48 759,5	50 544,7	52 284,1	54 292,7	+ 3,8
Bases départementales + ville de Paris	54 194,3	56 124,2	58 011,2	60 159,1	+ 3,7
Bases régionales	54 205,0	56 125,6	57 988,8	60 141,5	+ 3,7

Le département de Paris perçoit seulement la taxe d'habitation, mais la ville prend en charge de nombreuses compétences habituellement exercées par les départements. Les bases du foncier bâti des départements et des régions sont inférieures à celles des communes en raison de l'exonération de 2 ans qui s'applique obligatoirement dans leur cas aux locaux à usage professionnel.

Les bases du foncier non bâti en 2005 et leur évolution annuelle (France entière)

	Montants en millions d'euros				Évolution en %
	2002	2003	2004	2005	2005/2004
Bases communales	1 960,2	1 986,2	2 014,7	2 049,0	+ 1,7
Bases départementales	178,7	182,3	185,7	192,5	+ 3,7
Bases régionales	189,0	190,9	194,0	200,3	+ 3,3

L'assiette régionale et départementale du foncier non bâti a été diminuée de plus de 90% (en 1993 pour les régions, entre 1993 et 1996 pour les départements) par l'exonération sur les terres à usage agricole, encore taxées pour les communes.

Les bases de taxe professionnelle en 2005 et leur évolution annuelle (France entière)

	Montants en millions d'euros		Évolution 2005 en %
	2004	2005	
Bases communales	35 096,2	33 432,8	- 4,7
Bases de taxe professionnelle unique (TPU)	57 438,2	61 193,7	+ 6,5
Bases de taxe professionnelle de zone (TPZ)	483,3	518,7	+ 7,3
Bases d'imposition du secteur communal	93 018,3	95 145,2	+ 2,3
Bases écrêtées communales (+TPU/TPZ)	5 537,2	5 895,8	+ 6,5
Bases du secteur communal + bases écrêtées	98 555,5	101 040,9	+ 2,5
Bases départementales	91 952,5	94 785,2	+ 3,1
Bases départementales + ville de Paris et Corse	97 864,0	100 536,3	+ 2,7
Bases régionales	97 837,5	100 404,3	+ 2,6
Bases régionales + Corse (bases communales)	98 034,9	100 627,2	+ 2,6

Sur les territoires imposés à la taxe professionnelle unique et dans les zones d'activités économiques (ZAE), les redevables ne sont plus imposés par la commune sur laquelle ils sont implantés, mais par le groupement intercommunal à fiscalité propre auquel elle appartient. Les bases communales écrêtées des « établissements exceptionnels » et des magasins de grande surface ne sont pas imposées au bénéfice des communes sur le territoire desquelles elles se situent, mais à celui d'un fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle, chargé de redistribuer cette taxe aux communes et groupements environnants. La collectivité territoriale et les départements de Corse ne collectent plus la taxe professionnelle. Le total des bases communales, départementales et régionales est néanmoins très proche si on additionne les bases sur l'ensemble du territoire.

La part des salaires dans l'assiette de la taxe professionnelle a diminué rapidement sur la période précédant la réforme de la taxe professionnelle : en huit ans, elle est passée de 34,3% à 9,2% avant de disparaître complètement.

Part des différentes composantes de la base brute de la taxe professionnelle de 1996 à 2004

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Valeur locative des immeubles	12,5%	12,5%	13,4%	14,0%	14,8%	16,0%	17,0%	17,2%
Valeur locative matériels et outillages	50,7%	51,0%	55,5%	58,7%	63,5%	70,6%	79,0%	79,3%
Part des salaires	33,6%	33,3%	27,7%	23,7%	17,8%	9,2%	0,0%	0,0%
Part des recettes	3,2%	3,2%	3,4%	3,6%	3,9%	4,2%	4,0%	3,5%

Source : Direction Générale des Impôts-Bureau M2

En 2004, ce sont les parts relatives au capital qui ont le plus augmenté (valeur locative des matériels et outillages et valeur locative des immeubles).

Évolution des composantes de la base brute de la taxe professionnelle de 1997 à 2004 (en %)

	en pourcentage							
	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Valeur locative des immeubles								
- totale	+ 3,8	+ 2,8	+ 2,8	+ 3,3	+ 3,5	+ 2,6	+ 5,1	+ 3,3
- hors coefficients de revalorisation	+ 2,3	+ 2,2	+ 1,8	+ 2,3	+ 2,5	+ 1,6	+ 3,6	+ 1,5
Valeur locative matériels et outillages	+ 4,4	+ 3,4	+ 4,2	+ 4,5	+ 5,8	+ 6,1	+ 10,2	+ 2,90
Salaires	+ 3,1	+ 1,8	- 20,0	- 15,6	- 26,3	- 50,9	-100	-
Recettes	+ 3,0	+ 4,1	+ 2,8	+ 4,8	+ 4,1	+ 4,4	- 6,8	- 10,87
Ensemble	+ 3,9	+ 2,8	- 4,1	- 1,2	- 2,2	- 4,6	- 1,5	+ 2,41

Source : Direction Générale des Impôts-Bureau M2

Suite à la réforme de la taxe professionnelle de 1999, on note une très nette baisse de la composante ou de la part des salaires jusqu'à sa disparition totale en 2003.

Disparités régionales

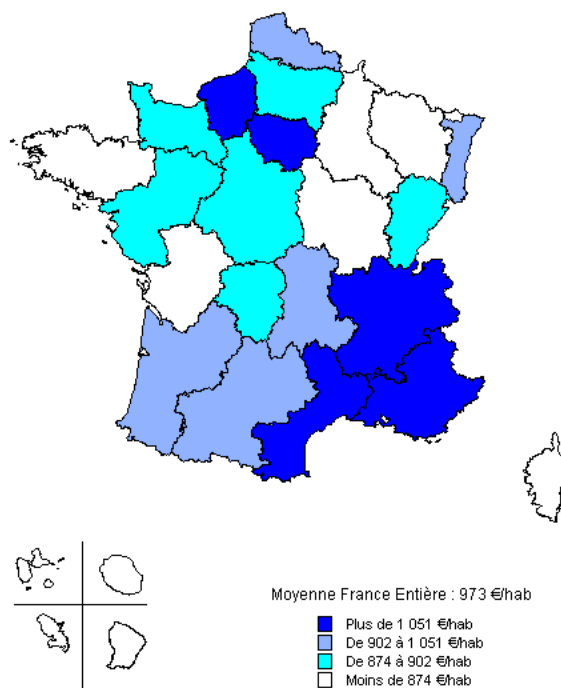
Les produits globaux ⁽¹⁾ par habitant dans chaque région en 2005

en euros par habitant

	Taxe d'habitation	Foncier bâti	Foncier non Bâti	Taxe professionnelle	Ensemble 4 taxes + TEOM
Alsace	179,9	215,5	14,1	450,9	910,4
Aquitaine	230,7	295,3	20,3	395,3	1 016,4
Auvergne	186,4	263,3	26,8	368,5	902,2
Bourgogne	174,4	271,6	26,3	332,1	858,4
Bretagne	217,8	241,0	20,5	305,3	833,1
Centre	190,2	274,6	22,4	348,6	901,0
Champagne-Ardenne	177,7	263,6	19,7	331,9	825,3
Corse	286,2	204,1	5,0	169,6	757,4
Franche-Comté	161,9	257,8	12,0	413,7	875,7
Languedoc-Roussillon	255,1	364,7	22,8	323,6	1 073,2
Limousin	193,7	258,1	26,0	335,9	874,3
Lorraine	168,0	203,5	10,4	368,1	801,5
Midi-Pyrénées	182,2	314,6	24,4	407,1	998,9
Nord-Pas-de-Calais	176,2	227,2	10,6	493,0	961,6
Basse-Normandie	154,2	288,6	30,6	352,0	887,8
Haute-Normandie	154,0	325,0	16,2	493,5	1 051,1
Pays de la Loire	213,1	239,9	23,1	341,4	875,8
Picardie	180,2	283,3	23,7	363,3	890,0
Poitou-Charentes	182,6	271,5	28,0	311,0	845,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	300,0	340,7	9,5	438,5	1 195,9
Rhône-Alpes	213,1	297,4	10,8	506,9	1 090,6
Métropole hors Ile-de-France	204,9	278,1	18,0	398,6	963,9
Ile-de-France	258,7	314,3	3,9	402,3	1 073,7
Métropole	214,8	285,8	15,5	399,3	984,1
Guadeloupe	91,4	200,9	5,9	177,1	527,4
Martinique	121,2	241,6	5,1	186,1	627,2
Guyane	64,1	208,0	5,2	258,5	581,3
Réunion	107,0	191,7	5,8	198,9	579,1
Outre-mer	102,3	207,0	5,7	196,2	577,2
France entière	211,7	282,6	15,2	393,6	972,8

⁽¹⁾ Toutes collectivités, hors taxes perçues par l'État et les organismes consulaires et hors FDPT

Le produit global par habitant en 2005

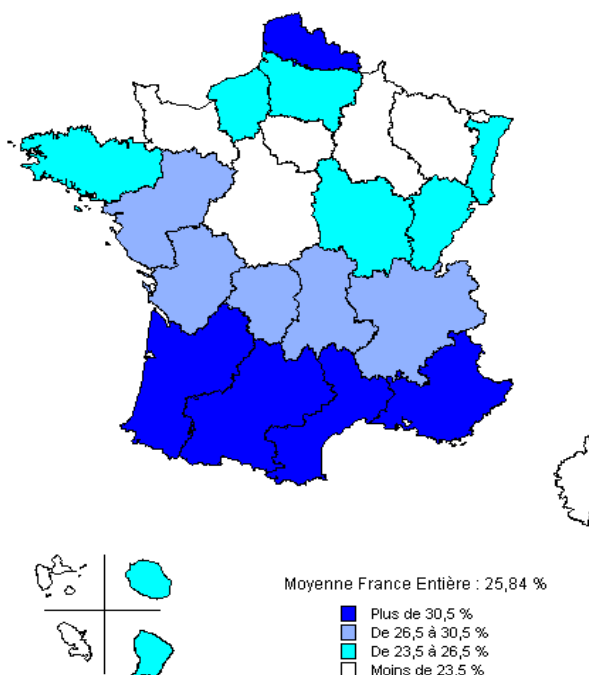


Les taux globaux ⁽¹⁾ moyens dans chaque région en 2005 (en %)*en pourcentage*

	Taxe d'habitation	Foncier bâti	Foncier non bâti ⁽²⁾	Taxe Professionnelle
Alsace	21,24	23,14	54,12	24,13
Aquitaine	22,19	33,84	53,12	32,15
Auvergne	20,74	32,65	53,11	26,72
Bourgogne	19,82	34,55	35,28	24,74
Bretagne	23,59	31,95	47,74	25,10
Centre	21,75	35,69	36,26	23,34
Champagne-Ardenne	24,39	37,20	21,33	23,10
Corse	25,07	21,75	63,68	19,97
Franche-Comté	18,81	32,93	24,37	24,21
Languedoc-Roussillon	24,04	41,59	73,25	35,41
Limousin	19,73	32,79	63,16	29,97
Lorraine	21,04	26,42	31,86	22,38
Midi-Pyrénées	20,75	38,61	83,20	34,39
Nord-Pas-de-Calais	30,45	36,54	45,47	30,74
Basse-Normandie	19,42	40,93	33,25	21,80
Haute-Normandie	20,59	41,73	38,40	23,65
Pays de la Loire	23,61	31,88	39,75	27,24
Picardie	23,60	41,27	36,02	25,26
Poitou-Charentes	20,19	37,45	47,55	27,46
Provence-Alpes-Côte d'Azur	23,08	30,20	47,88	31,28
Rhône-Alpes	19,40	28,03	47,09	27,30
Métropole hors Ile-de-France	22,15	33,23	43,33	27,29
Ile-de-France	16,99	18,81	43,10	21,02
Métropole	20,76	28,77	43,32	25,89
Guadeloupe	18,28	35,45	35,45	21,13
Martinique	24,92	40,64	21,19	20,82
Guyane	22,03	47,77	28,53	24,25
Réunion	22,86	34,40	30,81	24,60
Outre-mer	22,06	37,19	28,89	22,81
France entière	20,77	28,90	43,12	25,84

*(1) Toutes collectivités, hors taxes perçues par l'État et les organismes consulaires et hors FDPTP**(2) Foncier non bâti : communes + groupements uniquement (taux appliqué sur les terres agricoles)*

Pour évaluer ces taux globaux, on a additionné les taux des différentes collectivités (commune, éventuellement groupements, département, région) au niveau de chaque commune, et on a calculé leur moyenne en pondérant chaque taux par les bases d'imposition de chaque commune.

Le taux global moyen de taxe professionnelle en 2005

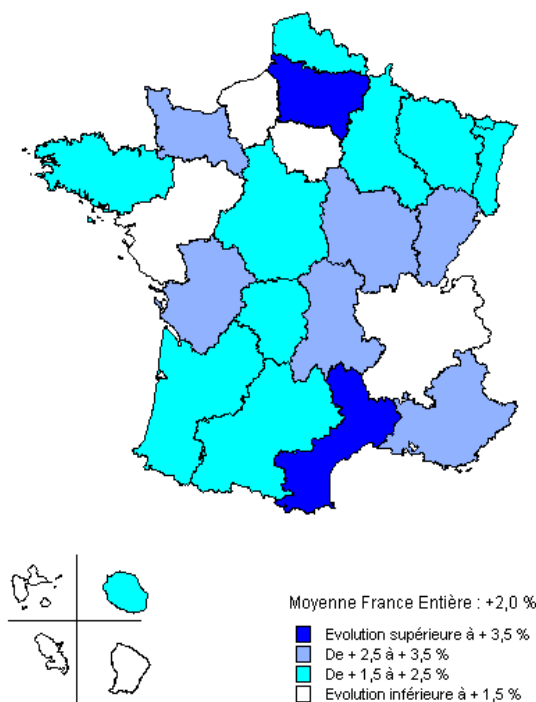
L'évolution de 2004 à 2005 des taux globaux ⁽¹⁾ moyens d'imposition dans chaque région (en %)

	en pourcentage			
	Taxe d'habitation	Foncier Bâti	Foncier non bâti ⁽²⁾	Taxe Professionnelle
Alsace	+2,2	+2,2	+1,9	+2,8
Aquitaine	+1,2	+2,2	+1,3	+2,5
Auvergne	+1,7	+4,3	+1,1	+4,8
Bourgogne	+1,5	+4,9	+0,9	+7,4
Bretagne	+1,4	+2,5	+0,8	+3,4
Centre	+1,7	+3,0	+0,7	+4,4
Champagne-Ardenne	+1,9	+2,8	+0,4	+6,5
Corse	+1,9	+1,6	+1,2	-0,2
Ile-de-France	+1,5	+3,8	+1,6	+4,1
Languedoc-Roussillon	+2,6	+7,5	+1,1	+7,9
Limousin	+2,1	+2,1	+1,4	+1,9
Lorraine	+3,2	+3,6	+1,0	+6,7
Midi-Pyrénées	+1,8	+3,3	+0,9	+4,4
Nord-Pas-de-Calais	+1,8	+3,3	+0,8	+4,1
Basse-Normandie	+2,6	+3,6	+1,8	+6,1
Haute-Normandie	+1,1	+1,6	+1,0	+4,4
Pays de la Loire	+2,4	+3,2	+0,8	-0,2
Picardie	+4,6	+6,0	+1,4	+8,1
Poitou-Charentes	+3,1	+3,8	+1,1	+5,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+3,2	+5,9	+0,8	+4,9
Rhône-Alpes	+1,6	+2,0	+0,8	+2,1
Métropole hors Ile-de-France	+2,2	+3,6	+1,0	+4,1
Ile-de-France	+0,9	+2,2	-0,6	+3,7
Métropole	+1,9	+3,4	+0,9	+4,1
Guadeloupe	-27,1	-18,6	-47,5	-11,7
Martinique	-1,9	-1,4	-1,8	+2,6
Guyane	-12,5	-10,9	-48,1	-11,6
Réunion	+1,3	+1,4	+0,1	+1,9
Outre-mer	-8,4	-6,2	-23,5	-3,2
France entière	+1,8	+3,2	+0,6	+4,0

(1) Toutes collectivités, hors taxes perçues par l'État et les organismes consulaires et hors FDPTP

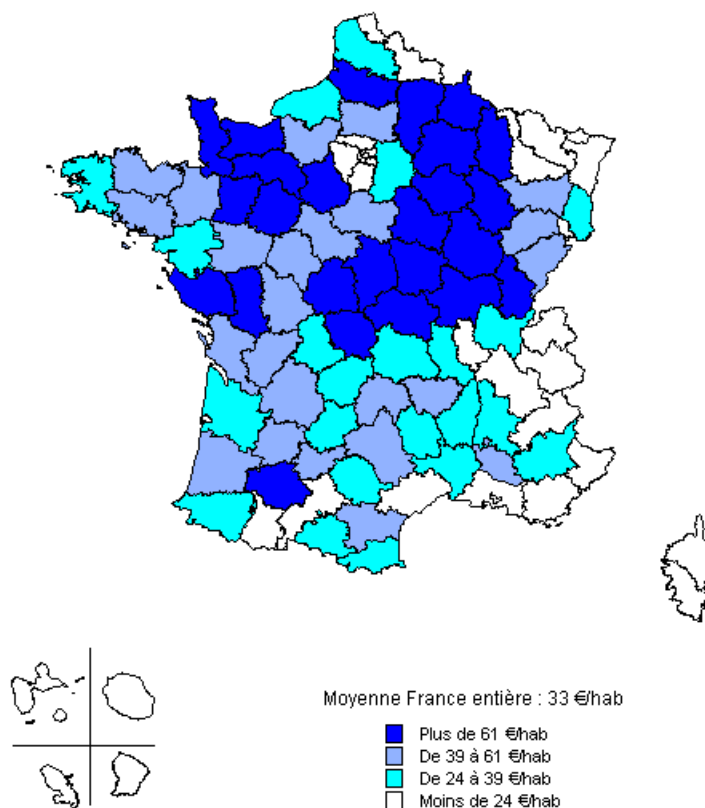
(2) Foncier non bâti : communes + groupements uniquement (taux appliqué sur les terres agricoles)

L'évolution des taux globaux

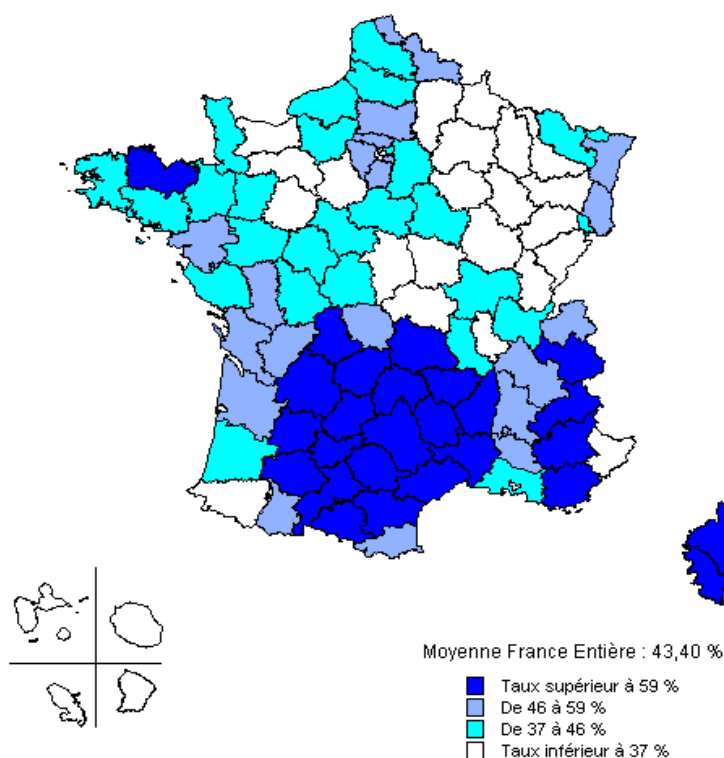


Disparités départementales

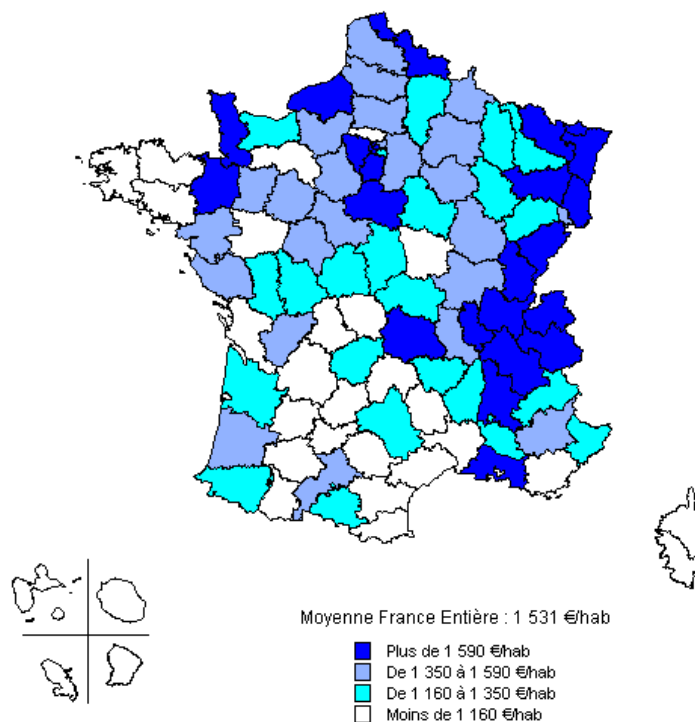
Les bases moyennes en euros par habitant du Foncier non bâti du secteur communal par département en 2005



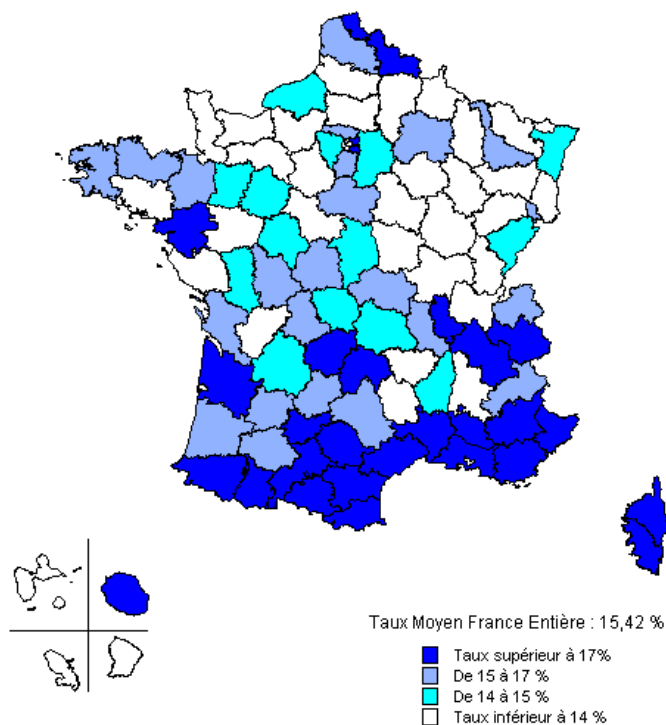
Le taux moyen du secteur communal de Foncier non bâti par département en 2005 (en %)



Les bases moyennes en euros par habitant de taxe professionnelle du secteur communal par départements en 2005



Le taux moyen du secteur communal de Taxe Professionnelle par département en 2005 (en %)



La fiscalité directe des communes et de leurs groupements en 2005

**_*_*_*_*_*_*_

- . Développement de l'intercommunalité
- . Répartition des communes selon leur appartenance intercommunale par strate de population en 2005
- . La fiscalité directe des communes et de leurs groupements en 2005
- . Indicateurs moyens de référence de la fiscalité des communes et de leurs groupements
- . Taxe et redevance d'enlèvement des ordures ménagères
- . Les groupements de communes à fiscalité propre

Développement de l'intercommunalité

La loi d'orientation relative à l'administration territoriale de la République du 6 février 1992 a considérablement transformé les structures de l'action intercommunale, en instituant de nouveaux types de groupements de communes à fiscalité propre (voir p.107). Les **communautés de communes** en particulier ont connu un développement important. Le cadre juridique et financier proposé a satisfait et suscité les vocations de regroupements de communes notamment parmi les communes rurales.

La loi relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale du 12 juillet 1999 a accentué le phénomène en encourageant la création de certaines structures intercommunales (communautés de communes), en en créant de nouvelles (communautés d'agglomération) et en en supprimant certaines depuis le 1^{er} janvier 2002 (districts et communautés de villes). La proportion de communes membres d'un groupement à fiscalité propre a été multipliée par 8 entre 1992 et 1999 pour atteindre 52,1 % en 1999 ; en 2004 cette proportion s'élève à 85,7% et en 2005 à 88%. 1 687 communes ont intégré un groupement à fiscalité propre en 2004, ce qui correspond à une population supplémentaire de 1,8 million d'habitants. En 2005 les 32 311 communes membres d'un EPCI rassemblent 52,2 millions d'habitants.

Les compétences dévolues aux structures intercommunales s'accompagnent d'un **transfert de fiscalité** des communes vers leurs groupements. La perception des impositions par les groupements de communes à un taux unique sur l'ensemble du territoire intercommunal contribue par ailleurs à une harmonisation de la fiscalité dans les différentes communes. **La loi du 12 juillet 1999 a favorisé l'adoption de la TPU.** Dans ce régime fiscal toute la TP est perçue par les groupements à un taux unique. Parmi les groupements à TPU, certains continuent de percevoir en plus de la taxe professionnelle unique une part additionnelle du produit des taxes d'habitation et foncières, il s'agit des groupements à fiscalité mixte, ils étaient 145 en 2004 mais parmi ces 145 groupements à fiscalité mixte 23 n'ont pas voté de taux de taxes ménages. En 2005, le nombre de groupements optant pour la fiscalité mixte est en augmentation, ils sont 182.

La première année où un groupement décide d'adopter le régime fiscal à TPU, le taux de taxe professionnelle unique correspond au maximum, au taux moyen pondéré de taxe professionnelle des communes membres (y compris des contributions fiscalisées de TP), majoré, le cas échéant, du taux de TP voté par les communes l'année n-1 de l'application de la TPU. Si la communauté de communes percevait l'année n-1 du passage à la TPU, une taxe professionnelle de zone, le territoire concerné est considéré comme une commune dans le calcul du taux de TPU. En outre la loi prévoit un système de lissage des taux qui permet une application étalée dans le temps du taux de la taxe professionnelle unique. La durée de réduction progressive des écarts de taux est calculée en fonction de l'importance initiale de l'écart entre les taux communaux de TP. Néanmoins le conseil communautaire peut, par une délibération adoptée à la majorité simple de ses membres, modifier cette période, sans qu'elle puisse excéder 12 ans. Parmi les communes qui se sont regroupées dans un EPCI à fiscalité propre en 2004, 624 ont intégré directement un groupement à TPU accroissant ainsi la population des groupements à TPU de 1,1 million d'habitants. Par ailleurs, 1 412 communes sont passées au régime de la TPU entre 2003 et 2004 (soit 2,3 millions d'habitants) ainsi que 1 025 communes entre 2004 et 2005 (soit 1,7 million d'habitants). La population concernée par ce régime fiscal s'élève à 39,4 millions d'habitants en 2005.

Le transfert de fiscalité est donc particulièrement développé pour **la taxe professionnelle unique (TPU)**, puisqu'il concerne dans ce cas l'ensemble du produit de la taxe professionnelle communale. Les décisions concernant l'utilisation du produit de taxe professionnelle intercommunale sont désormais du seul ressort du conseil délibérant du groupement. Cependant, le groupement doit préserver les ressources antérieures des communes en leur attribuant une dotation de compensation équivalente au produit de taxe professionnelle perçu précédemment par chaque commune, diminué du coût des charges transférées.

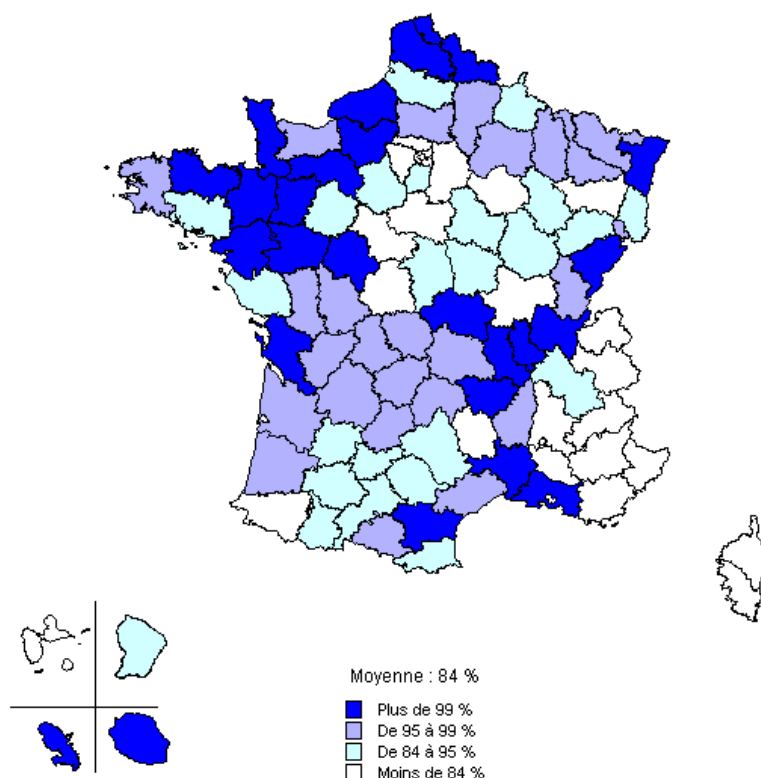
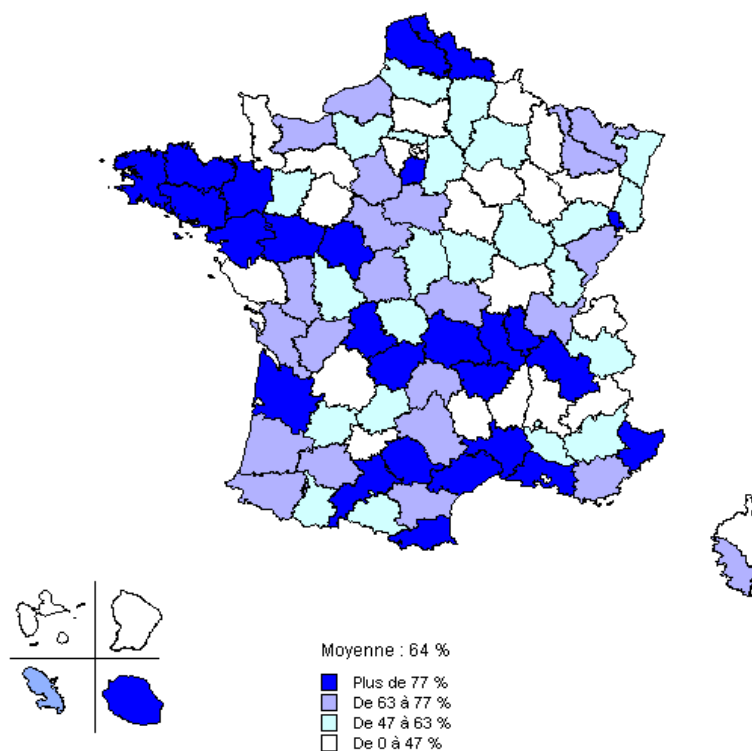
Le régime fiscal de **taxe professionnelle unique de zone d'activités économiques (TPZ)** constitue une autre possibilité de mise en commun des bases de TP des communes et des groupements à fiscalité propre. En pratique on constate que le choix de la TPZ est souvent un préalable au passage à la TPU.

Du point de vue fiscal comme du point de vue de l'action communale, il n'est plus pertinent de s'intéresser aux seules communes prises isolément, mais il faut prendre en compte l'ensemble d'un "secteur communal" qui regroupe les communes et leurs structures intercommunales :

- ***syndicats intercommunaux***, dont certains sont financés par des contributions fiscalisées assises sur les quatre taxes (mais dont les taux ne sont pas unifiés sur le territoire intercommunal), et d'autres par des contributions émanant des budgets des communes et autres collectivités territoriales (donc transparents au niveau fiscal).
- ***groupements de communes à fiscalité propre*** (communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes, syndicats d'agglomération nouvelle et, jusqu'en 2001, districts et communautés de villes), percevant soit les quatre taxes en addition aux impositions communales (fiscalité dite "additionnelle"), soit une fiscalité additionnelle aux quatre taxes et, sur une zone d'activités économiques, une taxe professionnelle unique de zone (TPZ), soit la seule taxe professionnelle en lieu et place des communes membres (taxe professionnelle unique), soit la taxe professionnelle unique sur le territoire du groupement et une fiscalité additionnelle à la taxe d'habitation et aux taxes foncières (fiscalité mixte instaurée par la loi du 12 juillet 1999).

Répartition des communes selon leur appartenance intercommunale par strate de population en 2005

Communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communes appartenant à une communauté urbaine à fiscalité additionnelle											
Nombre	5	9	5	3	5	3	2	0	1	0	33
Communes appartenant à une communauté de communes à fiscalité additionnelle											
Nombre	12 184	4 582	613	209	190	67	22	4	0	0	17 871
Communes appartenant à un groupement à fiscalité additionnelle											
Nombre	12 189	4 591	618	212	195	70	24	4	1	0	17 904
Communes appartenant à une communauté d'agglomération											
Nombre	370	1 005	395	224	342	189	155	47	24	2	2 753
Communes appartenant à un SAN											
Nombre	1	4	5	2	10	6	6	0	0	0	34
Communes appartenant à une communauté urbaine à TPU ou fiscalité mixte											
Nombre	7	58	39	38	74	49	41	7	7	2	322
Communes appartenant à une communauté de communes à TPU ou fiscalité mixte											
Nombre	5 610	4 213	768	288	275	113	28	0	0	0	11 295
Communes appartenant à un groupement à TPU ou à fiscalité mixte											
Nombre	5 988	5 280	1 207	552	701	357	230	54	31	4	14 404
Communes appartenant à un groupement à fiscalité propre											
Nombre	18 177	9 871	1 825	764	896	427	254	58	32	4	32 308
Communes isolées mais versant des contributions fiscalisées à des syndicats											
Nombre	212	167	37	20	30	30	30	6	0	0	532
Communes isolées											
Nombre	2 700	1 134	205	72	107	66	67	24	0	1	4 376
Ensemble des communes	20 877	11 005	2 030	836	1 003	493	321	82	32	5	36 684

Proportion de la population appartenant à un groupement à fiscalité propre en 2005 (en %)**Proportion de la population appartenant à un groupement à taxe professionnelle unique ou à fiscalité mixte en 2005 (en %)**

La fiscalité directe des communes et de leurs groupements en 2005

Le produit des quatre taxes des communes et de leurs groupements de 1997 à 2005 (métropole)

	<i>en milliards d'euros</i>								
	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Communes et groupements	29,13	30,29	30,92	31,28	31,10	31,33	32,51	33,88	35,17
Communes	25,02	25,89	26,30	24,82	23,34	22,61	22,64	23,17	23,85
Syndicats à contributions fiscalisées	0,30	0,32	0,30	0,26	0,27	0,23	0,21	0,22	0,22
Groupements à fiscalité propre	3,81	4,09	4,31	6,20	7,49	8,50	9,66	10,50	11,14
Part des groupements à fiscalité propre	13,1%	13,5%	13,9%	19,8%	24,1%	27,1%	29,7%	30,9%	31,7%

Évolution des produits votés des communes et de leurs groupements de 1997 à 2005 (métropole)

	<i>en %</i>								
	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Communes									
Taxe d'habitation	+ 2,8	+ 2,8	+ 2,0	+ 2,9	+ 3,9	+ 5,4	+ 5,3	+ 4,9	+ 4,6
Foncier bâti	+ 3,7	+ 4,0	+ 2,6	+ 3,3	+ 2,3	+ 5,0	+ 4,9	+ 4,9	+ 4,6
Foncier non bâti	- 1,7	- 1,1	+ 0,9	- 0,3	+ 0,1	+ 1,6	+ 1,1	+ 2,5	+ 2,4
Taxe professionnelle	+ 2,8	+ 2,5	+ 3,1	- 15,4	- 13,8	- 18,1	- 14,4	- 6,8	- 3,0
Total des 4 taxes	+ 2,9	+ 2,9	+ 2,6	- 5,5	- 4,1	- 3,6	- 1,2	+ 2,5	+ 3,1
Syndicats intercommunaux à contributions fiscalisées									
Taxe d'habitation	+ 3,3	+ 2,3	+ 3,3	- 8,0	+ 7,3	- 8,3	- 0,0	+ 2,7	+ 4,3
Foncier bâti	+ 4,4	+ 3,4	+ 4,3	- 9,4	+ 4,8	- 8,2	+ 0,4	+ 1,5	+ 3,2
Foncier non bâti	- 19,7	- 7,5	- 1,3	- 10,5	- 7,3	- 10,9	- 22,4	- 5,0	+ 0,4
Taxe professionnelle	+ 3,4	+ 2,7	+ 4,8	- 18,7	+ 3,7	- 25,3	- 17,0	- 0,6	+ 0,2
Total des 4 taxes	+ 2,6	+ 2,4	+ 4,1	- 13,4	+ 4,5	- 15,8	- 7,1	+ 1,2	+ 2,7
Groupements de communes à fiscalité propre									
Taxe d'habitation	+ 10,0	+ 7,7	+ 4,4	- 15,8	- 14,1	- 26,3	- 21,0	- 5,7	+ 14,2
Foncier bâti	+ 11,2	+ 9,1	+ 5,1	- 18,4	- 15,5	- 22,0	- 18,9	- 4,4	+ 11,2
Foncier non bâti	+ 24,6	+ 10,8	+ 8,0	+ 1,4	+ 0,8	+ 2,2	+ 5,1	+ 4,2	+ 5,2
Taxe professionnelle	+ 11,1	+ 6,1	+ 0,3	+ 82,9	+ 38,0	+ 31,0	+ 17,5	+ 10,1	+ 6,7
Total des 4 taxes	+ 11,1	+ 7,0	+ 7,2	+ 50,9	+ 28,2	+ 24,2	+ 14,7	+ 9,0	+ 7,0
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	+ 5,7	+ 4,5	+ 4,1	+ 1,7	+ 4,3	+ 8,2	+ 7,4	+ 6,8	+ 6,9
Communes et groupements									
Taxe d'habitation	+ 3,4	+ 3,2	+ 2,3	+ 1,0	+ 2,5	+ 3,2	+ 4,0	+ 4,6	+ 4,9
Foncier bâti	+ 4,3	+ 4,4	+ 2,9	+ 1,1	+ 1,0	+ 3,2	+ 3,8	+ 4,5	+ 4,8
Foncier non bâti	- 0,4	- 0,3	+ 1,5	- 0,3	+ 0,1	+ 1,5	+ 1,3	+ 2,6	+ 2,7
Taxe professionnelle	+ 4,2	+ 3,2	+ 4,2	+ 4,5	+ 3,8	+ 3,9	+ 3,7	+ 4,4	+ 3,4
Total des 4 taxes	+ 4,0	+ 3,5	+ 3,4	+ 2,8	+ 2,7	+ 3,5	+ 3,7	+ 4,4	+ 4,2
Foncier bâti + TEOM	+ 4,6	+ 4,5	+ 3,0	+ 1,3	+ 1,8	+ 4,4	+ 4,7	+ 5,7	+ 5,6
Ensemble des 4 taxes + TEOM	+ 4,0	+ 3,6	+ 3,2	+ 2,7	+ 2,8	+ 3,9	+ 4,0	+ 4,7	+ 4,2

(*) législation constante : en neutralisant les effets des modifications législatives d'une année sur l'autre

Évolution des taux des quatre taxes des communes et de leurs groupements (métropole)

	<i>en %</i>								
	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Communes et groupements									
Taxe d'habitation	+ 1,5	+ 1,1	+ 0,4	- 0,3	+ 0,6	+ 1,9	+ 1,6	+ 1,5	+ 1,1
Foncier bâti	+ 1,6	+ 1,1	+ 0,4	- 0,2	+ 0,6	+ 1,9	+ 1,7	+ 1,5	+ 1,1
Foncier non bâti	+ 1,1	+ 0,8	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,9	+ 1,9	+ 1,4	+ 1,1	+ 1,0
Taxe professionnelle	+ 1,5	+ 0,9	+ 0,5	0,0	+ 0,7	+ 1,4	+ 1,4	+ 1,0	+ 1,1

Indicateurs moyens de référence de la fiscalité des communes et de leurs groupements

En raison du fort développement de l'intercommunalité à fiscalité propre, qui concerne désormais près des deux tiers des communes, les indicateurs de référence traditionnels pour les communes prises isolément ont perdu beaucoup de leur intérêt ces dernières années.

Il était donc devenu indispensable de prendre en compte l'ensemble de la fiscalité du secteur communal dans les indicateurs par strate et par région habituellement fournis dans ce guide. Depuis trois éditions, des indicateurs strictement communaux continuent à apparaître, mais seulement en tenant compte de l'appartenance intercommunale de la commune. La multiplicité des croisements entre la nature juridique des groupements à fiscalité propre auxquels les communes appartiennent de plus en plus et leur régime fiscal nous a conduit à ne plus décliner les indicateurs sur la fiscalité communale seule que suivant la taille de la commune.

À l'attention des responsables municipaux intéressés par les indicateurs de produit fiscal « communes + groupements » par habitant et qui ne parviendraient pas à connaître le produit fiscal total perçu par la commune et le (les) groupement(s) sur le territoire communal, une méthode simple est proposée, qui leur permettra d'en obtenir une estimation généralement satisfaisante. Il leur suffit pour cela d'additionner les taux communaux et intercommunaux, et ensuite de multiplier ce taux global par les bases d'imposition de leur commune. Dans la plupart des cas, en effet, la différence des bases des communes et des groupements à fiscalité propre est relativement faible, alors que les bases syndicales sont par construction identiques aux bases des communes. Toutefois, cette méthode n'est pas applicable en cas d'existence d'une taxe professionnelle d'agglomération voire d'une taxe professionnelle de zone sur la commune. Par ailleurs, dans certains cas, les écrêtements ou exonérations communaux et intercommunaux sont relativement différents. Il appartiendra aux responsables intéressés de prêter attention à ce type de situation et d'ajuster le résultat. Pour les évolutions selon « l'appartenance intercommunale », il s'agit de l'appartenance au 1^{er} janvier 2005, qui n'était pas nécessairement la même une année auparavant.

Les indicateurs en euros par habitant tiennent compte du recensement de la population de 1999 et des recensements complémentaires. Par ailleurs, depuis 2000, les strates de population retenues pour tous les tableaux qui suivent sont celles de la nomenclature de comptabilité des communes (M14).

Dans les pages suivantes, on trouvera successivement les tableaux suivants par strate de population et par région ou par nature juridique et fiscale du groupement auquel la commune appartient :

- les bases des quatre taxes et leurs évolutions
- les taux des quatre taxes et leurs évolutions, les coefficients de variation proportionnelle
- les produits des quatre taxes et leurs évolutions

Les bases de taxe d'habitation des communes et de leurs groupements en 2005

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	805	844	847	822	880	887	915	730	831	-	847
Aquitaine	718	794	997	1 031	1 163	1 306	1 108	1 235	1 339	-	1 028
Auvergne	737	795	907	893	955	1 065	1 000	-	1 095	-	904
Bourgogne	823	852	832	790	844	929	940	1 039	959	-	873
Bretagne	566	731	906	977	1 030	1 009	890	1 053	1 026	-	917
Centre	757	753	797	792	906	968	970	956	1 009	-	860
Champagne-Ardenne	605	632	634	571	678	755	711	865	944	-	714
Corse	1 117	1 464	1 188	844	943	1 716	877	988	-	-	1 131
Franche-Comté	733	877	967	883	811	872	885	932	1 117	-	876
Languedoc-Roussillon	992	963	1 109	1 267	1 441	1 199	1 262	1 041	1 049	-	1 148
Limousin	765	784	905	999	1 165	1 037	-	1 140	1 285	-	976
Lorraine	584	697	741	786	766	844	880	-	1 185	-	790
Midi-Pyrénées	763	843	892	911	939	1 063	986	892	-	1 126	930
Nord-Pas-de-Calais	531	546	584	575	584	549	615	490	749	-	576
Basse-Normandie	580	700	879	1 208	872	741	795	-	1 177	-	794
Haute-Normandie	640	638	703	688	770	757	797	730	918	-	741
Pays de la Loire	554	651	749	805	1 065	1 203	953	1 046	1 088	-	897
Picardie	620	690	770	813	857	828	884	763	939	-	757
Poitou-Charentes	639	773	980	1 055	1 046	1 179	957	1 017	-	-	902
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 537	1 704	1 487	1 338	1 509	1 350	1 269	1 561	1 057	983	1 288
Rhône-Alpes	1 017	1 096	1 160	1 192	1 089	1 052	977	1 005	1 050	1 280	1 091
Métropole hors Ile-de-France	730	815	914	961	995	987	967	1 000	1 034	1 078	926
Ile-de-France	1 249	1 242	1 224	1 309	1 363	1 405	1 343	1 446	2 047	2 057	1 507
Métropole	740	832	931	986	1 037	1 074	1 115	1 187	1 056	1 584	1 033
Outre-mer	n.s.	245	306	372	375	434	459	480	714	-	463
France entière	740	831	929	977	1 018	1 048	1 076	1 131	1 047	1 584	1 018

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	822	876	974	1 020	995	1 083	1 108	1 011	1 056	1 259	1 048
- à un SAN ⁽²⁾	3 690	977	935	846	872	695	792	-	-	-	795
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	561	697	820	902	913	879	882	668	1 036	972	918
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	723	674	862	753	701	730	792	-	932	-	835
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	727	794	875	921	998	957	956	-	-	-	870
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	712	787	868	913	934	870	930	1 059	-	-	825
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	1 005	1 241	1 369	1 681	1 476	1 493	1 243	1 377	-	-	1 351
- autres communes isolées	871	1 080	1 215	1 149	1 360	1 374	1 221	1 556	-	2 057	1 485
- à un groupement à TPU⁽⁴⁾	735	810	906	960	985	1 008	1 046	961	1 050	1 078	969
- à un groupement à fiscalité additionnelle	712	787	868	911	928	863	914	1 059	932	-	825
- communes isolées	882	1 104	1 243	1 299	1 393	1 427	1 231	1 509	-	2 057	1 454

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Évolution de 2004 à 2005 des bases de taxe d'habitation des communes et de leurs groupements

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	+3,6	+3,4	+3,2	+3,3	+3,1	+2,9	+2,6	+2,4	+1,9	-	+2,9
Aquitaine	+3,9	+3,9	+3,5	+4,0	+3,5	+3,7	+2,8	+2,5	+4,5	-	+3,5
Auvergne	+3,5	+3,6	+3,7	+2,9	+3,3	+3,0	+0,6	-	+2,8	-	+3,0
Bourgogne	+3,1	+3,2	+2,8	+2,9	+2,8	+2,3	+2,3	+2,0	+2,9	-	+2,8
Bretagne	+3,7	+4,0	+4,0	+3,8	+3,9	+3,0	+2,6	+1,9	+2,2	-	+3,4
Centre	+3,3	+3,4	+3,7	+3,2	+3,2	+2,3	+2,5	+2,6	+2,4	-	+3,0
Champagne-Ardenne	+3,8	+3,5	+3,0	+3,0	+2,6	+3,0	+2,1	+2,3	+2,1	-	+2,9
Corse	+3,1	+3,5	+3,1	+4,3	+4,0	+3,2	+4,4	+2,4	-	-	+3,3
Franche-Comté	+3,9	+3,7	+3,6	+3,3	+2,9	+2,4	+2,1	+2,3	+2,7	-	+3,2
Languedoc-Roussillon	+4,4	+4,2	+4,0	+3,4	+3,4	+3,4	+3,4	+2,9	+2,7	-	+3,5
Limousin	+3,5	+3,5	+3,1	+3,9	+3,0	+2,4	-	+2,5	+2,7	-	+3,1
Lorraine	+3,8	+3,5	+3,4	+2,8	+2,8	+2,7	+2,4	-	+2,1	-	+2,9
Midi-Pyrénées	+3,7	+3,6	+3,8	+3,8	+4,0	+2,6	+3,1	+3,4	-	+2,8	+3,4
Nord-Pas-de-Calais	+4,0	+3,7	+3,4	+3,1	+3,0	+2,5	+2,5	+0,3	+2,6	-	+2,7
Basse-Normandie	+3,9	+3,8	+3,5	+3,0	+2,9	+2,7	+2,0	-	+2,4	-	+3,2
Haute-Normandie	+3,6	+3,2	+3,0	+2,6	+2,6	+2,5	+2,2	+1,7	+2,5	-	+2,7
Pays de la Loire	+4,2	+4,4	+4,4	+4,2	+4,1	+3,4	+3,4	+2,7	+2,6	-	+3,6
Picardie	+3,4	+3,1	+2,7	+3,0	+2,6	+2,1	+2,2	+2,4	+2,7	-	+2,8
Poitou-Charentes	+3,9	+4,0	+4,0	+4,1	+3,5	+2,9	+2,2	+2,7	-	-	+3,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+3,6	+3,6	+3,6	+3,8	+3,2	+2,8	+3,1	+2,5	+2,3	+2,3	+2,9
Rhône-Alpes	+3,7	+3,8	+3,6	+3,6	+3,4	+3,2	+2,5	+2,6	+2,5	+2,6	+3,2
Métropole hors Ile-de-France	+3,7	+3,7	+3,6	+3,5	+3,3	+2,9	+2,7	+2,3	+2,6	+2,5	+3,2
Ile-de-France	+3,4	+3,2	+3,3	+3,1	+2,9	+2,7	+2,6	+2,5	+2,3	+2,2	+2,6
Métropole	+3,7	+3,7	+3,6	+3,5	+3,3	+2,8	+2,6	+2,4	+2,6	+2,3	+3,0
Outre-mer	n.s.	+2,4	+5,5	+3,4	+3,6	+3,5	+3,6	+3,3	+2,9	-	+3,4
France entière	+3,7	+3,7	+3,6	+3,5	+3,3	+2,9	+2,7	+2,5	+2,6	+2,3	+3,0

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	+3,7	+3,8	+3,8	+3,6	+3,4	+2,8	+2,5	+2,5	+2,5	+2,4	+2,8
- à un SAN ⁽²⁾	+3,5	+3,2	+7,0	+5,6	+3,8	+3,4	+2,9	-	-	-	+3,5
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+5,0	+3,1	+3,6	+3,4	+3,5	+3,0	+2,9	+1,3	+2,9	+2,5	+2,8
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	+3,7	+3,2	+3,3	+2,4	+3,2	+2,7	+2,1	-	+2,7	-	+2,6
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+3,8	+3,8	+3,8	+3,6	+3,3	+3,0	+2,8	-	-	-	+3,5
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+3,6	+3,6	+3,4	+3,4	+3,1	+2,8	+3,3	+2,6	-	-	+3,4
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+3,6	+3,4	+3,7	+3,2	+3,0	+3,1	+2,5	+2,5	-	-	+2,8
- autres communes isolées	+3,5	+3,5	+3,2	+3,4	+3,1	+2,5	+2,8	+2,6	-	+2,2	+2,7
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	+3,8	+3,8	+3,8	+3,6	+3,4	+2,9	+2,6	+2,4	+2,6	+2,5	+3,0
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+3,6	+3,6	+3,4	+3,4	+3,1	+2,8	+3,2	+2,6	+2,7	-	+3,4
- communes isolées	+3,6	+3,4	+3,3	+3,3	+3,0	+2,8	+2,7	+2,5	-	+2,2	+2,7

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Les bases du foncier bâti des communes et de leurs groupements en 2005

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	619	771	1 001	967	1 142	938	1 162	899	991	-	932
Aquitaine	526	639	797	804	956	1 131	998	1 102	1 329	-	873
Auvergne	568	637	784	831	876	1 028	945	-	1 117	-	806
Bourgogne	566	677	760	772	892	924	941	1 020	1 040	-	788
Bretagne	420	538	709	787	875	925	857	967	843	-	757
Centre	523	660	683	729	843	898	923	885	988	-	770
Champagne-Ardenne	486	663	618	643	827	787	772	772	961	-	708
Corse	914	1 010	900	898	804	1 417	685	1 021	-	-	929
Franche-Comté	532	730	986	966	781	834	998	928	959	-	785
Languedoc-Roussillon	697	693	774	986	1 098	1 003	1 040	1 033	1 060	-	930
Limousin	595	607	720	730	910	957	-	1 005	1 039	-	784
Lorraine	451	646	819	779	814	889	855	-	1 069	-	771
Midi-Pyrénées	602	724	770	758	838	930	1 015	915	-	1 190	851
Nord-Pas-de-Calais	390	511	573	582	633	605	657	671	912	-	617
Basse-Normandie	571	577	704	948	835	819	834	-	890	-	707
Haute-Normandie	582	617	630	723	961	867	792	866	995	-	776
Pays de la Loire	398	478	654	692	920	1 032	901	942	914	-	756
Picardie	436	607	756	742	801	793	823	826	905	-	686
Poitou-Charentes	449	598	722	936	838	1 003	883	874	-	-	727
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 282	1 217	1 110	1 021	1 129	1 217	1 149	1 385	1 002	993	1 124
Rhône-Alpes	946	916	1 091	1 077	1 116	1 040	1 018	1 116	1 068	1 381	1 057
Métropole hors Ile-de-France	568	673	794	844	919	939	939	971	1 001	1 120	842
Ile-de-France	1 082	1 084	1 411	1 123	1 285	1 217	1 367	1 718	2 647	2 731	1 666
Métropole	578	690	828	864	961	997	1 107	1 286	1 036	1 953	994
Outre-mer	n.s.	469	714	374	382	450	576	599	870	-	559
France entière	580	689	828	857	945	975	1 076	1 231	1 032	1 953	982

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	577	694	844	858	894	964	1 042	1 029	1 030	1 284	979
- à un SAN ⁽²⁾	2 630	2 323	4 287	678	1 398	1 126	766	-	-	-	1 143
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	473	765	1 004	889	927	910	896	813	1 049	1 023	956
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	869	573	939	566	637	665	801	-	911	-	806
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	568	655	748	822	921	899	934	-	-	-	759
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	544	651	795	808	888	890	957	944	-	-	722
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	867	978	1 139	1 428	1 412	1 315	1 254	1 410	-	-	1 282
- autres communes isolées	765	948	1 053	1 009	1 183	1 187	1 482	1 910	-	2 731	1 707
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	569	666	803	841	915	940	999	998	1 036	1 120	906
- à un groupement à fiscalité additionnelle	544	651	796	805	882	878	940	944	911	-	725
- communes isolées	774	953	1 069	1 127	1 249	1 244	1 383	1 778	-	2 731	1 606

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Évolution de 2004 à 2005 des bases du foncier bâti des communes et de leurs groupements

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	+4,0	+3,7	+4,1	+3,2	+5,2	+3,2	+3,0	+2,5	+2,3	-	+3,4
Aquitaine	+4,4	+4,3	+3,9	+4,5	+4,1	+4,1	+3,1	+3,9	+3,0	-	+3,9
Auvergne	+3,6	+3,6	+3,9	+3,3	+3,1	+3,5	+2,3	-	+1,9	-	+3,1
Bourgogne	+3,7	+3,7	+3,5	+3,5	+3,2	+2,8	+2,5	+1,8	+2,9	-	+3,2
Bretagne	+4,6	+4,6	+4,9	+4,1	+4,9	+3,4	+2,8	+3,4	+2,2	-	+4,0
Centre	+3,6	+3,3	+4,0	+3,5	+4,6	+2,8	+3,9	+2,6	+2,3	-	+3,4
Champagne-Ardenne	+4,4	+3,5	+3,2	+3,6	+2,1	+5,0	+2,5	+2,2	+2,1	-	+3,0
Corse	+3,5	+4,3	+4,1	+3,9	+4,9	+4,2	+4,0	+3,2	-	-	+3,9
Franche-Comté	+4,0	+3,8	+2,9	+3,4	+2,0	+2,7	+2,0	+2,8	+0,3	-	+2,8
Languedoc-Roussillon	+4,7	+5,0	+4,6	+4,4	+3,7	+3,4	+3,7	+3,2	+3,4	-	+4,0
Limousin	+3,3	+3,9	+3,9	+4,2	+3,4	+3,7	-	+3,0	+2,6	-	+3,4
Lorraine	+5,7	+3,3	+3,2	+3,6	+3,3	+2,3	+2,2	-	+2,4	-	+3,1
Midi-Pyrénées	+3,8	+3,7	+4,3	+4,3	+7,2	+3,1	+5,3	+4,1	-	+3,0	+4,2
Nord-Pas-de-Calais	+4,6	+3,9	+3,4	+2,2	+3,2	+2,5	+2,4	+3,2	+2,4	-	+2,9
Basse-Normandie	+3,1	+4,0	+4,2	+3,2	+3,5	+3,0	+1,7	-	+2,3	-	+3,2
Haute-Normandie	+3,6	+4,6	+3,6	+3,3	+1,5	+2,0	+2,5	+2,4	+2,2	-	+2,8
Pays de la Loire	+4,4	+5,2	+8,1	+6,0	+4,2	+4,2	+3,8	+3,4	+2,5	-	+4,5
Picardie	+3,6	+3,3	+3,8	+0,2	+2,8	+2,9	+2,5	+2,2	+2,7	-	+3,0
Poitou-Charentes	+3,8	+4,1	+4,8	+4,1	+3,9	+2,9	+2,2	+3,2	-	-	+3,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+3,6	+3,9	+4,3	+4,4	+3,7	+3,5	+3,5	+2,7	+2,7	+2,5	+3,3
Rhône-Alpes	+4,1	+4,2	+4,1	+4,0	+3,6	+3,4	+2,9	+2,7	+2,1	+2,8	+3,4
Métropole hors Ile-de-France	+4,0	+4,0	+4,4	+3,9	+3,8	+3,3	+3,1	+3,0	+2,5	+2,7	+3,5
Ile-de-France	+3,1	+3,5	+4,2	+3,6	+3,0	+3,0	+2,9	+2,7	+1,7	+2,4	+2,8
Métropole	+3,9	+4,0	+4,4	+3,8	+3,7	+3,2	+3,0	+2,8	+2,4	+2,5	+3,3
Outre-mer	+1,8	+4,3	+4,1	+5,6	+6,4	+6,0	+5,8	+4,5	+3,4	-	+5,1
France entière	+3,9	+4,0	+4,4	+3,9	+3,7	+3,2	+3,1	+2,9	+2,4	+2,5	+3,3

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	+4,0	+4,4	+4,2	+3,9	+4,1	+3,2	+3,1	+3,1	+2,4	+2,7	+3,2
- à un SAN ⁽²⁾	+6,2	+3,5	+7,3	+6,0	+5,1	+3,8	+6,0	-	-	-	+5,3
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+3,0	+3,9	+4,8	+4,8	+4,2	+3,4	+2,9	+3,3	+2,5	+2,7	+3,1
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	+3,0	+5,6	+4,5	+3,2	+3,0	+3,1	+0,4	-	+2,3	-	+2,2
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+3,9	+4,2	+4,9	+3,7	+3,4	+3,4	+2,9	-	-	-	+3,9
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+4,0	+3,8	+3,8	+3,9	+3,7	+3,1	+3,9	+3,1	-	-	+3,7
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+3,8	+3,8	+3,8	+3,1	+2,7	+3,0	+3,0	+3,1	-	-	+3,1
- autres communes isolées	+3,9	+3,7	+4,0	+4,1	+3,4	+3,3	+2,9	+2,4	-	+2,4	+2,8
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	+3,9	+4,2	+4,7	+3,9	+3,9	+3,3	+3,1	+3,1	+2,4	+2,7	+3,4
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+4,0	+3,8	+3,8	+3,8	+3,7	+3,1	+3,5	+3,1	+2,3	-	+3,7
- communes isolées	+3,9	+3,7	+4,0	+3,8	+3,1	+3,2	+2,9	+2,5	-	+2,4	+2,8

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Les bases du foncier non bâti des communes et de leurs groupements en 2005

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	76	51	29	23	16	6	7	10	2	-	25
Aquitaine	111	65	35	22	22	10	5	5	2	-	36
Auvergne	169	70	28	13	16	7	3	-	1	-	49
Bourgogne	223	90	50	20	16	8	6	1	2	-	72
Bretagne	129	84	52	40	24	13	5	6	2	-	41
Centre	250	99	41	26	13	7	6	4	2	-	59
Champagne-Ardenne	287	121	52	28	13	7	7	3	7	-	90
Corse	2	8	5	5	4	27	1	5	-	-	5
Franche-Comté	136	47	20	17	8	6	5	1	3	-	46
Languedoc-Roussillon	84	52	38	25	19	23	10	16	6	-	29
Limousin	115	60	29	17	12	6	-	3	2	-	40
Lorraine	138	39	16	13	7	5	4	-	3	-	31
Midi-Pyrénées	86	43	21	20	10	9	4	10	-	1	28
Nord-Pas-de-Calais	145	64	26	16	10	6	3	2	5	-	21
Basse-Normandie	248	108	45	26	16	8	5	-	2	-	87
Haute-Normandie	165	63	24	17	8	6	3	3	2	-	39
Pays de la Loire	256	118	62	44	32	16	8	7	3	-	56
Picardie	198	73	30	18	13	7	5	3	4	-	62
Poitou-Charentes	165	92	37	24	18	15	5	3	-	-	57
Provence-Alpes-Côte d'Azur	65	52	42	30	23	19	10	17	5	4	17
Rhône-Alpes	85	50	24	17	11	6	4	3	3	4	21
Métropole hors Ile-de-France	161	72	36	24	16	10	6	6	3	3	39
Ile-de-France	140	51	21	11	7	4	4	4	20	4	8
Métropole	161	71	35	23	15	9	5	5	4	3	33
Outre-mer	14	33	22	27	24	23	16	12	11	-	17
France entière	161	71	35	23	15	9	5	6	4	3	33

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	110	45	26	18	12	8	5	7	4	3	11
- à un SAN ⁽²⁾	31	67	17	22	12	4	6	-	-	-	8
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	133	35	19	12	10	6	3	3	3	3	5
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	175	60	24	31	12	8	3	-	5	-	10
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	145	72	40	29	20	12	8	-	-	-	53
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	173	80	37	25	17	11	7	8	-	-	73
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	116	51	22	16	8	6	5	3	-	-	11
- autres communes isolées	158	66	37	19	16	11	6	4	-	4	26
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	143	66	35	23	15	9	5	6	4	3	24
- à un groupement à fiscalité additionnelle	173	80	37	25	17	11	7	8	5	-	71
- communes isolées	155	64	34	18	13	9	5	4	-	4	22

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Évolution de 2004 à 2005 des bases du foncier non bâti des communes et de leurs groupements

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	+1,7	+1,8	+2,0	+1,4	+2,1	+1,2	+1,6	+1,6	+4,1	-	+1,8
Aquitaine	+1,7	+1,8	+1,9	+2,6	+2,4	+0,6	+1,4	+0,9	-0,9	-	+1,8
Auvergne	+1,7	+1,7	+1,9	+1,3	+1,1	+3,4	+0,6	-	+5,6	-	+1,7
Bourgogne	+1,7	+1,7	+1,7	+1,6	+1,7	+0,6	+1,5	+3,9	-2,4	-	+1,7
Bretagne	+1,7	+1,7	+1,3	+2,3	+1,9	+2,8	+2,7	+1,8	-4,8	-	+1,7
Centre	+1,7	+1,7	+1,5	+1,3	+1,7	+0,5	+1,0	+1,7	-0,3	-	+1,7
Champagne-Ardenne	+2,0	+2,1	+1,9	+1,6	+1,8	+2,1	+0,6	-0,3	+0,3	-	+1,9
Corse	-7,2	+4,6	+1,4	-0,8	+0,4	+7,2	-0,9	+21,	-	-	+6,1
Franche-Comté	+1,5	+1,4	+2,0	+1,7	+1,2	+6,5	+11,	+3,0	-9,1	-	+1,5
Languedoc-Roussillon	+1,6	+1,6	+1,0	+0,4	0,0	+0,3	+4,9	-3,9	+0,9	-	+1,2
Limousin	+1,7	+1,8	+1,8	+2,5	+3,0	+2,8	-	+3,3	+8,7	-	+1,9
Lorraine	+1,7	+1,8	+1,2	+1,0	-0,1	+3,5	+1,6	-	+5,5	-	+1,7
Midi-Pyrénées	+1,6	+1,7	+1,6	+2,0	+3,0	+2,1	+7,0	+1,8	-	-6,7	+1,7
Nord-Pas-de-Calais	+1,7	+1,6	+2,2	+1,4	+2,5	+3,1	+0,7	+1,9	+2,0	-	+1,8
Basse-Normandie	+1,7	+1,8	+1,6	+2,3	+3,8	+1,6	-1,7	-	-9,4	-	+1,8
Haute-Normandie	+1,7	+1,7	+1,6	+2,0	+2,1	-2,4	-4,4	+1,6	-2,4	-	+1,5
Pays de la Loire	+1,7	+1,7	+1,6	+1,2	+1,4	+1,5	+1,6	+0,3	+0,3	-	+1,6
Picardie	+1,7	+1,7	+1,3	+1,8	+1,2	+3,4	+2,6	+1,1	-1,6	-	+1,7
Poitou-Charentes	+1,7	+1,8	+1,4	+3,2	-1,8	+2,8	+0,3	+3,6	-	-	+1,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+1,4	+1,8	+1,4	+1,0	+1,3	+1,7	+0,1	-0,3	+4,7	-0,3	+1,1
Rhône-Alpes	+1,6	+1,7	+2,0	+1,2	+2,0	+0,6	+0,6	+6,0	+6,4	+2,6	+1,8
Métropole hors Ile-de-	+1,7	+1,7	+1,6	+1,6	+1,5	+1,7	+1,3	+0,9	+1,0	-0,2	+1,7
Ile-de-France	+1,8	+1,7	+0,9	+1,0	+1,6	+4,0	+0,5	+2,6	+262,2	-9,5	+2,4
Métropole	+1,7	+1,7	+1,6	+1,6	+1,5	+1,9	+1,0	+1,4	+10,8	-5,6	+1,7
Outre-mer	+0,3	+1,4	+0,5	+1,9	+1,5	+1,9	+1,5	+1,7	+4,9	-	+1,8
France entière	+1,7	+1,7	+1,6	+1,6	+1,5	+1,9	+1,1	+1,4	+10,3	-5,6	+1,7

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	+1,6	+1,7	+1,4	+1,4	+1,1	+1,2	+2,0	+0,7	+12,5	-2,8	+2,0
- à un SAN ⁽²⁾	+1,0	+5,8	-3,1	+1,8	-1,0	+0,8	-5,5	-	-	-	-1,5
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+1,7	0,0	+3,2	+0,3	+1,6	+1,5	-0,2	+2,4	+2,5	+1,0	+1,3
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	+1,9	+3,9	+2,5	+3,7	+0,2	+6,2	-4,5	-	+9,5	-	+4,0
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+1,7	+1,7	+1,4	+1,8	+1,6	+1,8	+1,7	-	-	-	+1,7
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+1,7	+1,7	+1,7	+1,6	+2,1	+2,5	+0,4	+7,2	-	-	+1,7
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+1,6	+1,6	+2,3	+2,1	+2,0	+4,1	-2,5	-6,8	-	-	+1,0
- autres communes isolées	+1,8	+1,8	+1,6	+1,1	+1,7	+3,2	+1,9	+4,2	-	-9,5	+1,4
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	+1,7	+1,7	+1,5	+1,6	+1,4	+1,5	+1,5	+0,8	+10,3	-0,2	+1,7
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+1,7	+1,8	+1,7	+1,6	+2,1	+2,6	+0,1	+7,2	+9,5	-	+1,7
- communes isolées	+1,8	+1,8	+1,7	+1,4	+1,7	+3,4	+0,2	+2,0	-	-9,5	+1,3

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine
 (4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes
 n.s. : non significatif

Les bases de taxe professionnelle des communes et de leurs groupements en 2005

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	531	1 295	2 403	2 655	2 538	1 880	2 626	1 773	1 789	-	1 857
Aquitaine	593	922	1 338	1 106	1 600	2 101	1 085	1 450	1 566	-	1 224
Auvergne	510	963	1 548	1 704	1 885	2 166	1 013	-	2 239	-	1 372
Bourgogne	536	1 077	1 574	1 945	2 267	1 820	1 604	2 578	1 463	-	1 401
Bretagne	633	742	1 019	1 286	1 858	1 754	1 225	1 401	1 157	-	1 223
Centre	524	1 216	1 524	1 634	1 845	2 015	1 807	1 542	1 399	-	1 458
Champagne-Ardenne	761	1 516	1 619	2 868	1 858	1 835	1 635	1 154	1 611	-	1 450
Corse	491	580	685	2 174	946	1 354	731	1 007	-	-	823
Franche-Comté	735	1 451	2 708	4 075	1 716	1 702	4 108	1 329	1 322	-	1 734
Languedoc-Roussillon	500	565	731	1 153	952	1 179	1 246	1 226	1 159	-	939
Limousin	497	744	1 173	880	1 248	1 562	-	1 628	1 672	-	1 096
Lorraine	542	1 760	2 405	2 166	1 888	2 131	1 216	-	1 630	-	1 701
Midi-Pyrénées	587	928	1 100	1 055	1 136	1 417	1 610	1 455	-	1 947	1 211
Nord-Pas-de-Calais	514	1 398	1 270	1 719	2 059	1 527	1 497	1 788	1 714	-	1 584
Basse-Normandie	3 380	1 141	1 267	1 475	1 823	1 966	1 417	-	1 229	-	1 759
Haute-Normandie	621	1 413	1 433	2 055	5 397	2 854	1 557	2 197	1 586	-	2 034
Pays de la Loire	514	797	1 413	1 606	1 945	1 923	1 398	1 838	1 371	-	1 390
Picardie	526	1 230	1 773	1 760	2 091	1 975	1 449	1 568	2 084	-	1 430
Poitou-Charentes	462	827	1 158	2 070	1 390	1 201	1 826	1 391	-	-	1 161
Provence-Alpes-Côte d'Azur	997	1 047	1 019	1 970	1 169	2 527	1 519	1 311	1 038	1 014	1 401
Rhône-Alpes	905	1 359	2 062	2 453	2 705	2 135	1 536	2 433	1 374	1 706	1 848
Métropole hors Ile-de-France	771	1 114	1 483	1 823	1 977	1 955	1 497	1 604	1 460	1 356	1 475
Ile-de-France	928	1 425	3 300	1 374	1 520	1 208	1 507	2 145	7 157	2 574	1 887
Métropole	774	1 126	1 583	1 790	1 925	1 801	1 501	1 832	1 585	1 986	1 551
Outre-mer	1 661	592	783	325	384	633	1 191	756	1 036	-	848
France entière	774	1 125	1 581	1 770	1 881	1 754	1 483	1 746	1 570	1 986	1 531

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	885	1 383	1 713	2 008	1 891	1 687	1 378	1 591	1 570	1 554	1 592
- à un SAN ⁽²⁾	6 864	8 799	16 400	1 111	2 600	5 411	894	-	-	-	3 155
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	1 139	1 805	2 613	1 856	2 143	2 196	1 550	1 910	1 542	1 238	1 671
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	1 021	1 519	1 831	422	1 555	990	1 283	-	1 831	-	1 502
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	1 149	1 101	1 376	1 674	1 843	1 572	1 442	-	-	-	1 385
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	562	993	1 522	1 597	1 789	1 840	1 405	942	-	-	1 182
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	902	1 319	1 516	1 814	1 627	1 577	1 433	1 666	-	-	1 518
- autres communes isolées	793	1 391	1 726	1 970	1 970	1 450	2 062	2 262	-	2 574	1 999
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	1 131	1 176	1 591	1 821	1 910	1 795	1 403	1 637	1 562	1 356	1 551
- à un groupement à fiscalité additionnelle	562	994	1 524	1 581	1 784	1 797	1 392	942	1 831	-	1 190
- communes isolées	802	1 380	1 688	1 926	1 871	1 506	1 787	2 105	-	2 574	1 886

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Les bases de taxe professionnelle des communes en 2005

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Métropole hors Ile-de-France	597	1 042	1 495	1 721	1 925	1 975	1 341	1 960	1 831	-	1 260
Métropole	598	1 051	1 479	1 673	1 871	1 689	1 753	2 087	1 831	2 574	1 504
Outre-mer	3 174	697	1 318	352	319	822	1 081	594	-	-	785
France entière	599	1 050	1 479	1 640	1 808	1 628	1 688	1 947	1 831	2 574	1 481

Évolution « brute » de 2004 à 2005 des bases de taxe professionnelle des communes et de leurs groupements

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	+0,4	+2,0	+3,6	+3,5	+0,1	+1,3	-1,2	+0,6	+5,4	-	+2,3
Aquitaine	+2,4	+3,2	+3,5	+3,1	+4,2	+3,3	+2,5	+8,6	+2,4	-	+3,5
Auvergne	+3,6	+4,9	+6,7	+4,5	+3,7	+3,5	+0,5	-	+2,4	-	+3,8
Bourgogne	+1,9	+1,8	+2,5	-0,4	+2,7	+2,2	+1,1	+5,2	+1,0	-	+2,0
Bretagne	+3,0	+3,6	+5,0	+1,9	+6,6	+1,9	+3,3	+1,9	+2,5	-	+3,7
Centre	+2,9	+1,5	+1,6	+5,9	+3,6	+2,9	+0,5	+0,8	-0,5	-	+2,0
Champagne-Ardenne	+5,3	+0,7	+5,6	+51,0	-2,4	+2,8	+2,7	-4,4	+1,3	-	+3,7
Corse ⁽⁶⁾	+11,9	+24,0	+13,5	+13,6	+16,4	+20,1	0,0	+11,6	-	-	+12,9
Franche-Comté	+4,3	+5,2	+3,8	+5,9	-0,6	+0,6	+2,4	+3,5	+3,1	-	+3,5
Languedoc-Roussillon	+2,3	+4,3	+3,5	+2,3	+0,9	+2,6	+4,3	+2,2	+3,1	-	+2,9
Limousin	+3,3	+2,8	+3,9	+2,6	+0,2	-0,6	-	-3,8	+0,9	-	+1,0
Lorraine	+4,3	+4,7	+2,3	+1,7	+2,8	+0,3	-2,4	-	-0,6	-	+2,0
Midi-Pyrénées	+3,5	+2,3	+2,6	+2,0	+3,2	+2,6	+3,8	+3,5	-	+3,1	+3,0
Nord-Pas-de-Calais	+2,6	+1,1	+1,9	-3,6	+1,4	+3,9	+1,1	+4,1	+3,0	-	+1,7
Basse-Normandie	-0,2	+2,2	+3,6	+5,9	+4,8	+1,2	+1,2	-	-7,6	-	+1,0
Haute-Normandie	+3,3	+3,0	+4,4	+4,8	+3,9	+3,1	-2,8	-1,2	+3,7	-	+2,8
Pays de la Loire	+3,4	+3,5	+4,3	+3,3	+3,9	+3,9	+1,9	+2,9	-1,0	-	+2,8
Picardie	+2,8	+2,9	+1,0	+5,4	+4,8	+0,9	+1,0	-0,3	-1,5	-	+1,8
Poitou-Charentes	+5,5	+3,5	+0,7	+2,6	+2,7	+2,7	+2,2	+2,5	-	-	+2,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+4,1	+6,5	+2,7	+2,4	+8,6	+3,3	+2,9	+1,6	+2,2	-1,1	+2,7
Rhône-Alpes	+3,6	+4,2	+4,8	+5,8	+4,7	+1,7	+0,5	-0,1	-1,4	-1,0	+2,8
Métropole hors Ile-de-France	+2,5	+3,2	+3,4	+3,9	+3,6	+2,5	+1,4	+2,1	+1,3	+0,1	+2,6
Ile-de-France	-3,6	+2,9	+5,9	+2,4	+1,9	+1,2	+0,3	+5,2	+7,3	-3,2	+1,1
Métropole	+2,3	+3,2	+3,7	+3,8	+3,4	+2,3	+1,0	+3,6	+1,8	-2,2	+2,3
Outre-mer	-	+4,1	+2,9	-2,0	+3,7	+2,8	+4,9	+3,8	-1,1	-	+3,6
France entière	+2,3	+3,2	+3,7	+3,8	+3,4	+2,3	+1,1	+3,6	+1,8	-2,2	+2,3

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	+3,1	+3,1	+3,8	+4,0	+3,2	+2,8	+1,2	+5,1	+1,7	+1,6	+2,7
- à un SAN ⁽²⁾	+1,3	+8,1	+12,4	+9,9	+1,7	+3,0	+5,4	-	-	-	+5,0
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	-8,7	0,0	+6,9	+5,4	+1,0	+4,0	+1,2	+4,6	+2,2	-1,0	+2,0
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-1,6	+3,0	+0,1	+2,6	+3,4	+6,3	-1,9	-	+0,2	-	+0,7
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+0,9	+3,5	+3,9	+3,7	+4,8	+2,4	+0,7	-	-	-	+3,3
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+3,7	+2,8	+1,9	+2,6	+3,2	+0,5	+2,1	+4,1	-	-	+2,5
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+2,6	+0,7	+4,8	+6,3	+2,1	+2,1	+1,1	-3,3	-	-	+0,8
- autres communes isolées	+3,0	+3,7	+5,1	+5,6	+3,9	+0,1	+0,9	+2,6	-	-3,2	+0,4
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	+1,0	+3,4	+4,4	+4,0	+3,4	+2,9	+1,2	+5,0	+1,8	+0,1	+2,8
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+3,7	+2,8	+1,9	+2,6	+3,2	+0,7	+1,7	+4,1	+0,2	-	+2,4
- communes isolées	+3,0	+3,2	+5,1	+5,8	+3,5	+1,0	+1,0	+1,3	-	-3,2	+0,5

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine (4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes (6) : l'évolution observée pour la Corse résulte en partie de la fin progressive du régime de zone franche qui lui était appliqué
n.s. : non significatif

Evolution⁽⁷⁾ entre 2004 et 2005 des bases de taxe professionnelle des communes

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Métropole hors Ile-de-France	+3,7	+2,8	+2,6	+3,2	+3,8	+0,3	+0,6	+1,4	+0,2	-	+2,6
Métropole	+3,6	+2,8	+2,5	+3,3	+3,3	+0,2	+1,1	+2,6	+0,2	-3,2	+1,2
Outre-mer	-7,2	+4,3	+3,2	+2,2	+2,2	-1,0	+1,3	+6,4	-	-	+2,2
France entière	+3,6	+2,8	+2,5	+3,3	+3,3	+0,2	+1,1	+2,7	+0,2	-3,2	+1,3

(7) : pour les communes isolées ou appartenant à des groupements de même nature juridique et de même régime fiscal

Évolution « à législation constante » de 2004 à 2005 des bases de taxe professionnelle des communes et de leurs groupements

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	+0,5	+2,0	+3,5	+3,5	+0,1	+1,4	-1,4	+0,7	+5,3	-	+2,3
Aquitaine	+2,4	+3,0	+3,3	+3,2	+4,2	+3,1	+1,9	+8,4	+1,8	-	+3,3
Auvergne	+3,4	+4,9	+6,7	+4,1	+3,7	+3,2	+0,3	-	+3,0	-	+3,8
Bourgogne	+1,7	+1,7	+2,6	-0,5	+2,7	+1,2	+0,5	+4,6	+0,9	-	+1,8
Bretagne	+3,1	+3,6	+5,0	+1,9	+6,6	+1,9	+3,3	+1,9	+2,5	-	+3,7
Centre	+2,9	+1,9	+1,5	+5,4	+3,6	+2,9	+0,4	+0,8	-0,6	-	+2,0
Champagne-Ardenne	+4,6	+0,6	+5,7	+48,	-2,2	+2,5	+0,4	-5,6	+1,2	-	+3,1
Corse ⁽⁶⁾	-4,2	-3,6	-8,9	+2,8	-8,0	-6,7	-9,3	+0,4	-	-	-4,2
Franche-Comté	+4,3	+5,2	+4,0	+5,9	-0,7	+0,5	+2,2	+3,4	+3,1	-	+3,5
Languedoc-Roussillon	+2,0	+4,2	+3,3	+2,1	+1,0	+2,1	+4,0	+3,2	+2,8	-	+2,7
Limousin	+3,3	+1,7	+3,8	+2,0	+0,3	-1,1	-	-3,9	+0,8	-	+0,7
Lorraine	+4,5	+4,9	+2,3	+1,6	+2,8	+0,4	-3,2	-	-0,7	-	+1,9
Midi-Pyrénées	+3,3	+2,3	+3,3	+2,5	+3,1	+2,7	+3,8	+3,5	-	+2,2	+2,8
Nord-Pas-de-Calais	+3,3	+1,2	+2,0	-3,6	+1,3	+4,1	+1,1	+3,1	+2,5	-	+1,6
Basse-Normandie	-0,3	+2,3	+3,9	+5,6	+4,6	+1,3	+0,2	-	-7,7	-	+1,0
Haute-Normandie	+3,2	+2,9	+4,4	+4,7	+3,9	+3,0	-3,0	-1,2	+3,5	-	+2,8
Pays de la Loire	+6,9	+3,5	+4,0	+3,1	+3,9	+3,9	+2,1	+2,8	-1,0	-	+2,8
Picardie	+2,9	+2,9	+1,1	+5,3	+4,6	+0,9	0,0	-0,5	-1,6	-	+1,6
Poitou-Charentes	+4,2	+3,4	+0,6	+2,5	+2,5	+2,6	+2,1	+1,7	-	-	+2,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+4,1	+6,3	+2,0	+2,3	+8,4	+3,2	+2,8	+1,4	+2,1	-1,0	+2,6
Rhône-Alpes	+3,8	+4,1	+4,8	+5,7	+4,6	+1,6	+0,3	-0,3	-1,4	-0,8	+2,7
Métropole hors Ile-de-France	+2,4	+3,1	+3,3	+3,8	+3,5	+2,4	+1,1	+1,6	+1,2	-0,1	+2,5
Ile-de-France	-3,6	+1,6	+5,9	+2,0	+1,5	+1,2	0,0	+5,0	+7,3	-3,0	+0,9
Métropole	+2,2	+3,0	+3,6	+3,7	+3,3	+2,2	+0,6	+3,3	+1,7	-2,0	+2,1
Outre-mer	-	+4,2	+2,7	-2,5	+3,3	+1,6	+4,9	+3,6	-1,4	-	+3,3
France entière	+2,2	+3,0	+3,6	+3,7	+3,3	+2,2	+0,8	+3,3	+1,7	-2,0	+2,1
Selon l'appartenance intercommunale											
- à une CA ⁽¹⁾	+3,0	+3,0	+3,6	+3,8	+3,1	+2,7	+0,9	+4,7	+1,6	+0,9	+2,5
- à un SAN ⁽²⁾	+1,2	+8,1	+12,4	+9,9	+1,7	+3,0	+5,4	-	-	-	+5,0
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	-8,8	0,0	+6,6	+5,4	+0,9	+4,0	+1,0	+4,0	+2,0	-0,8	+1,9
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-1,8	+2,6	+1,0	+2,3	+3,3	+5,9	-3,3	-	0,0	-	+0,3
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+0,8	+3,2	+3,8	+3,5	+4,5	+2,1	-0,1	-	-	-	+3,0
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+3,6	+2,9	+2,0	+2,6	+3,2	+0,6	+1,6	+4,1	-	-	+2,5
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+1,0	+0,3	+4,4	+5,4	+0,9	+2,3	+1,3	-2,9	-	-	+0,8
- autres communes isolées	+2,9	+3,4	+4,7	+5,3	+3,9	-0,3	+0,4	+2,3	-	-3,0	+0,3
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	+0,9	+3,1	+4,2	+3,8	+3,3	+2,8	+0,9	+4,6	+1,7	-0,1	+2,6
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+3,6	+2,9	+2,0	+2,6	+3,2	+0,8	+1,1	+4,1	0,0	-	+2,4
- communes isolées	+2,7	+2,9	+4,6	+5,4	+3,1	+0,9	+0,7	+1,2	-	-3,0	+0,4

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes (6) : l'évolution observée pour la Corse résulte en partie de la fin progressive du régime de zone franche qui lui était appliqué

n.s. : non significatif

Evolution⁽⁷⁾ « à législation constante » entre 2004 et 2005 des bases de taxe professionnelle des communes

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Métropole hors Ile-de-France	+3,6	+2,7	+2,6	+3,1	+3,7	+0,3	+0,0	+1,0	+0,0	-	+2,5
Métropole	+3,5	+2,8	+2,5	+3,3	+3,3	+0,2	+0,5	+2,3	+0,0	-3,0	+1,2
Outre-mer	-7,2	+4,4	+3,3	+2,3	+6,4	-0,9	+1,2	+6,5	-	-	+2,4
France entière	+3,5	+2,8	+2,5	+3,2	+3,3	+0,2	+0,5	+2,5	+0,0	-3,0	+1,2

(7) : pour les communes isolées ou appartenant à des groupements de même nature juridique et de même régime fiscal

Les taux de taxe d'habitation des communes et de leurs groupements en 2005

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	9,96	10,25	10,91	12,43	13,69	14,51	16,84	17,52	22,32	-	14,55
Aquitaine	9,47	10,41	11,70	12,89	13,77	15,24	19,94	21,87	22,20	-	15,38
Auvergne	8,99	10,61	10,84	13,15	13,18	14,39	17,89	-	16,93	-	13,06
Bourgogne	8,10	9,28	10,92	13,15	12,93	12,99	17,76	17,98	19,84	-	12,60
Bretagne	12,70	13,07	13,80	13,86	14,83	17,28	20,28	16,87	21,51	-	15,76
Centre	10,22	11,82	13,50	13,82	15,03	15,97	19,19	17,44	20,89	-	15,03
Champagne-Ardenne	11,78	14,04	13,90	14,90	14,84	18,63	20,91	21,71	19,70	-	16,76
Corse	12,00	11,49	12,98	16,98	16,46	14,52	20,54	22,72	-	-	15,50
Franche-Comté	7,29	7,93	8,22	9,43	11,53	13,37	14,24	16,80	21,91	-	11,33
Languedoc-Roussillon	10,07	11,97	13,09	13,40	13,62	15,27	19,19	20,75	22,08	-	15,51
Limousin	9,05	10,64	9,97	12,29	12,19	12,55	-	16,78	17,76	-	13,05
Lorraine	8,79	10,30	11,78	11,66	14,46	14,73	18,50	-	18,49	-	13,82
Midi-Pyrénées	8,06	9,96	10,89	11,38	12,58	12,10	16,09	13,67	-	19,26	12,92
Nord-Pas-de-Calais	11,99	14,27	16,61	19,34	19,56	24,20	27,48	31,02	34,00	-	22,62
Basse-Normandie	9,02	10,20	11,04	11,19	12,26	14,27	17,16	-	16,28	-	12,18
Haute-Normandie	8,66	10,11	12,62	12,98	12,95	15,32	18,12	19,80	19,14	-	14,32
Pays de la Loire	12,92	14,09	14,11	15,47	14,49	15,46	20,91	17,87	19,87	-	16,32
Picardie	11,33	11,82	13,09	12,93	16,21	15,87	18,41	18,73	17,97	-	14,39
Poitou-Charentes	10,35	11,05	11,53	10,77	12,38	13,63	15,81	21,66	-	-	13,39
Provence-Alpes-Côte d'Azur	9,47	10,57	10,98	12,15	13,38	14,76	16,77	18,57	20,39	22,86	16,39
Rhône-Alpes	9,40	10,12	10,32	10,75	11,70	13,79	16,67	17,72	19,65	20,27	13,49
Métropole hors Ile-de-France	9,56	11,06	12,13	12,83	13,86	15,49	18,64	19,77	20,66	21,42	15,01
Ile-de-France	7,13	8,86	11,16	12,77	13,38	14,18	15,32	12,30	9,74	8,80	12,34
Métropole	9,47	10,92	12,06	12,83	13,79	15,14	17,07	15,94	20,20	12,95	14,29
Outre-mer	4,61	14,05	11,06	13,28	9,60	9,50	15,48	16,51	17,73	-	14,47
France entière	9,47	10,93	12,06	12,83	13,74	15,04	17,02	15,96	20,15	12,95	14,29

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	9,91	11,34	12,17	12,97	13,86	14,86	16,99	17,71	18,91	18,91	16,18
- à un SAN ⁽²⁾	4,01	9,84	10,14	14,19	14,63	13,78	20,49	-	-	-	16,73
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	19,98	17,54	17,16	17,34	18,02	20,78	22,39	26,40	23,53	23,34	22,33
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	9,78	9,96	11,64	14,52	14,96	17,74	17,82	-	18,87	-	17,58
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	9,40	10,95	12,01	12,90	13,55	14,71	16,58	-	-	-	12,45
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	9,80	11,04	12,42	12,36	13,34	14,85	16,93	14,10	-	-	12,09
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	7,99	9,74	11,37	12,49	12,69	13,92	15,85	14,42	-	-	14,03
- autres communes isolées	8,37	9,99	10,46	11,02	12,08	12,91	13,99	11,98	-	8,80	10,65
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	9,45	11,11	12,21	13,22	14,17	15,53	17,78	18,59	20,19	21,42	15,96
- à un groupement à fiscalité additionnelle	9,80	11,04	12,42	12,39	13,37	14,97	17,02	14,10	18,87	-	12,24
- communes isolées	8,33	9,94	10,65	11,56	12,27	13,38	14,81	12,56	-	8,80	11,39

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Les taux de taxe d'habitation des communes en 2005

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Métropole hors Ile-de-France	7,96	9,85	11,31	12,15	13,15	14,89	18,06	19,61	20,02	20,81	14,23
Métropole	7,91	9,85	11,25	12,15	13,10	14,59	16,61	15,81	19,58	12,75	13,66
Outre-mer	4,61	11,92	9,28	11,50	8,95	8,91	15,06	16,24	17,73	-	14,03
France entière	7,91	9,85	11,25	12,15	13,06	14,50	16,57	15,82	19,55	12,75	13,66

Évolution de 2004 à 2005 des taux de taxe d'habitation des communes et de leurs groupements

En pourcentage											
Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	+2,3	+2,6	+2,6	+1,8	+1,6	+2,3	+0,3	+1,5	+1,5	-	+1,8
Aquitaine	+1,9	+1,5	+1,8	+1,6	+1,6	+0,2	+1,4	+0,5	0,0	-	+1,1
Auvergne	+1,7	+1,4	+1,6	+1,1	+0,7	+1,1	0,0	-	+1,0	-	+1,0
Bourgogne	+1,8	+0,6	+1,6	+1,0	+1,4	+0,4	+0,1	0,0	+1,9	-	+1,0
Bretagne	+1,1	+1,2	+1,3	+0,8	+1,4	+1,4	+1,4	+1,3	-2,8	-	+0,5
Centre	+1,2	+1,1	+1,1	+0,6	+0,8	-0,2	-0,2	+4,8	0,0	-	+0,8
Champagne-Ardenne	+1,3	+0,5	+1,6	+1,0	+1,7	+0,6	-3,8	+1,0	+1,1	-	+0,5
Corse	+0,7	+1,2	+1,2	+2,5	+2,7	+1,5	0,0	0,0	-	-	+0,8
Franche-Comté	+2,0	+2,0	+1,6	+1,0	+0,8	+0,9	+0,5	+2,0	0,0	-	+1,1
Languedoc-Roussillon	+2,3	+1,9	+2,0	+1,7	+2,3	+1,3	+2,7	0,0	0,0	-	+1,4
Limousin	+1,6	+1,5	+1,9	+2,6	+2,5	+0,5	-	+5,0	+0,9	-	+1,8
Lorraine	+2,0	+1,5	+1,4	+0,8	-1,3	+2,1	+0,8	-	+0,9	-	+0,8
Midi-Pyrénées	+1,4	+1,2	+0,3	+2,0	+1,6	-2,2	+0,7	0,0	-	+0,6	+0,6
Nord-Pas-de-Calais	+0,8	-0,2	+1,2	+0,9	+1,0	+1,3	+1,2	+0,2	0,0	-	+0,8
Basse-Normandie	+2,2	+2,1	+1,6	+1,2	+1,2	+0,7	+0,3	-	0,0	-	+1,2
Haute-Normandie	+1,6	+1,2	+0,2	+2,6	+0,2	+0,4	+1,1	0,0	+0,5	-	+0,7
Pays de la Loire	+1,1	+1,3	+1,6	+1,7	+1,0	+0,8	+1,1	+0,6	+1,9	-	+1,3
Picardie	+2,2	+2,1	+1,3	+2,1	+2,6	+2,0	+1,1	+0,6	0,0	-	+1,6
Poitou-Charentes	+1,2	+2,1	+2,8	+1,8	+2,1	+0,2	+1,6	+1,2	-	-	+1,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+1,4	+2,0	+2,4	+2,8	+2,5	+0,2	+1,4	-0,3	-0,1	+8,3	+2,9
Rhône-Alpes	+1,6	+1,4	+1,0	+1,2	+0,8	-0,6	-0,5	-1,4	0,0	0,0	+0,3
Métropole hors Ile-de-France	+1,6	+1,4	+1,5	+1,5	+1,3	+0,5	+0,8	+0,6	+0,3	+4,6	+1,2
Ile-de-France	+1,6	+0,6	+0,8	+1,2	+0,1	+0,2	+1,0	+1,7	+2,0	0,0	+0,8
Métropole	+1,6	+1,4	+1,5	+1,5	+1,1	+0,5	+0,9	+1,1	+0,3	+2,4	+1,1
Outre-mer	0,0	-14,6	-8,2	-4,3	-33,3	-30,0	-7,2	-10,5	0,0	-	-12,2
France entière	+1,6	+1,4	+1,5	+1,4	+0,8	0,0	+0,7	+0,6	+0,3	+2,4	+0,9
Selon l'appartenance intercommunale											
- à une CA ⁽¹⁾	+0,7	+1,2	+1,3	+1,5	+1,0	+0,6	+0,9	+0,9	+0,3	+0,3	+0,8
- à un SAN ⁽²⁾	0,0	0,0	0,0	-3,8	+0,4	-13,3	-1,6	-	-	-	-3,7
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+3,3	-0,6	+0,9	+3,2	+2,2	+1,7	+1,7	+0,6	+0,3	+7,4	+2,6
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	+1,1	+0,2	+0,5	+1,5	+1,5	+0,7	0,0	-	+1,4	-	+1,0
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+1,3	+1,2	+1,5	+0,9	+0,8	+0,2	+0,3	-	-	-	+0,9
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+2,0	+1,9	+1,8	+1,7	+0,4	+0,2	+1,2	+1,7	-	-	+1,5
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+1,2	+1,0	+3,1	+1,4	+0,7	+0,4	0,0	+0,9	-	-	+0,5
- autres communes isolées	+1,3	+0,5	+0,4	+1,9	-0,7	-4,3	-0,3	-0,4	-	0,0	-0,4
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	+1,3	+1,1	+1,4	+1,3	+1,0	+0,5	+0,9	+0,8	+0,3	+4,6	+1,1
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+2,0	+1,9	+1,8	+1,7	+0,4	+0,2	+1,1	+1,7	+1,4	-	+1,4
- communes isolées	+1,3	+0,6	+1,0	+1,7	-0,3	-2,1	-0,2	0,0	-	0,0	-0,1

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Evolution entre 2004 et 2005 des taux de taxe d'habitation des communes

En pourcentage											
Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Métropole hors Ile-de-France	+1,0	+1,0	+1,2	+1,1	+1,0	+0,3	+0,6	+0,6	+0,2	+0,2	+0,7
Métropole	+1,0	+1,0	+1,1	+1,0	+0,8	+0,2	+0,8	+1,0	+0,2	+0,1	+0,7
Outre-mer	0,0	-16,8	-20,2	+0,2	-35,6	-40,0	-3,8	-10,6	0,0	-	-11,3
France entière	+1,0	+0,9	+1,1	+1,0	+0,5	-0,4	+0,6	+0,5	+0,2	+0,1	+0,5

Les taux du foncier bâti des communes et de leurs groupements en 2005

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	11,38	11,31	11,51	12,34	13,79	15,00	14,82	17,80	21,65	-	15,01
Aquitaine	12,64	14,55	18,48	18,89	20,64	21,63	25,22	26,57	27,14	-	21,06
Auvergne	12,32	14,74	16,35	18,35	19,69	20,06	24,76	-	20,41	-	18,30
Bourgogne	12,33	14,89	18,50	21,32	21,47	22,30	25,87	24,37	24,31	-	19,77
Bretagne	16,17	16,91	17,70	17,89	19,13	20,89	24,45	23,02	24,35	-	19,91
Centre	14,20	16,59	21,18	20,51	23,73	25,98	27,87	25,67	25,08	-	22,13
Champagne-Ardenne	16,11	19,76	19,98	20,05	20,32	24,64	31,22	27,57	29,15	-	23,46
Corse	10,12	9,29	10,05	11,34	15,50	10,34	19,68	17,02	-	-	12,95
Franche-Comté	11,99	12,94	14,30	15,80	19,10	23,24	21,87	19,00	23,76	-	16,97
Languedoc-Roussillon	16,95	18,41	20,26	19,41	21,42	25,91	33,01	27,65	28,67	-	23,92
Limousin	12,01	15,46	18,54	19,22	19,23	24,91	-	34,70	17,02	-	18,88
Lorraine	11,26	11,77	13,67	13,24	17,16	15,02	21,26	-	17,93	-	15,41
Midi-Pyrénées	12,99	16,53	17,71	20,56	20,77	21,98	29,67	30,13	-	21,64	20,70
Nord-Pas-de-Calais	13,08	15,23	18,30	21,97	25,01	28,61	28,56	27,78	24,03	-	24,42
Basse-Normandie	17,91	19,16	21,07	23,54	24,82	23,93	26,92	-	28,85	-	22,48
Haute-Normandie	18,18	18,28	25,61	25,14	24,35	28,73	29,96	35,03	24,45	-	24,40
Pays de la Loire	18,15	18,08	16,67	20,36	18,42	18,81	22,57	23,12	25,98	-	20,59
Picardie	16,58	18,31	21,88	21,89	23,17	26,39	27,64	33,05	27,76	-	23,03
Poitou-Charentes	16,10	17,05	19,49	19,51	23,10	28,68	30,29	30,33	-	-	22,53
Provence-Alpes-Côte d'Azur	16,46	15,87	15,22	17,29	17,99	21,36	22,33	21,32	22,26	21,34	20,28
Rhône-Alpes	16,64	14,65	15,04	16,29	18,69	20,26	22,69	22,46	24,10	16,17	18,37
Métropole hors Ile-de-France	14,60	15,78	17,30	18,43	20,17	22,16	25,23	25,03	24,49	19,96	20,40
Ile-de-France	11,38	12,84	15,81	16,88	16,60	18,92	17,80	14,10	6,75	7,11	13,36
Métropole	14,48	15,59	17,16	18,28	19,62	21,34	21,62	18,88	23,50	10,67	18,22
Outre-mer	4,46	24,34	12,11	29,62	18,26	15,64	21,62	24,80	22,65	-	21,51
France entière	14,46	15,61	17,15	18,35	19,61	21,24	21,62	19,11	23,48	10,67	18,27

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	14,28	15,75	17,06	19,11	21,19	22,19	22,93	23,37	23,60	20,88	22,02
- à un SAN ⁽²⁾	9,83	13,11	23,00	23,99	25,25	31,89	29,74	-	-	-	27,67
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	17,30	17,33	15,77	18,70	20,37	22,00	23,87	28,33	23,27	19,28	22,13
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	16,14	15,77	17,79	22,66	24,91	25,92	26,84	-	22,63	-	23,73
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	14,16	15,14	17,18	18,02	19,27	22,54	25,23	-	-	-	18,15
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	14,87	16,53	17,98	19,34	19,22	20,95	21,56	19,66	-	-	17,86
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	10,26	11,87	15,30	14,64	13,21	16,14	18,05	13,31	-	-	15,59
- autres communes isolées	14,06	14,63	15,00	15,56	17,35	16,96	16,39	13,18	-	7,11	11,49
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	14,16	15,31	17,21	18,54	20,45	22,49	23,42	23,96	23,51	19,96	21,04
- à un groupement à fiscalité additionnelle	14,87	16,53	17,97	19,37	19,31	21,14	22,07	19,66	22,63	-	18,04
- communes isolées	13,70	14,20	15,06	15,23	16,00	16,58	17,05	13,20	-	7,11	12,27

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Les taux du foncier bâti des communes en 2005

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Métropole hors Ile-de-France	12,04	14,07	16,09	17,38	19,20	21,33	24,53	24,82	23,84	19,39	19,34
Métropole	11,98	13,94	16,00	17,27	18,72	20,61	21,10	18,74	22,89	10,51	17,42
Outre-mer	4,46	18,72	10,57	26,11	17,02	14,46	21,08	24,36	22,65	-	20,79
France entière	11,97	13,95	15,99	17,32	18,70	20,49	21,10	18,96	22,88	10,51	17,47

Évolution de 2004 à 2005 des taux du foncier bâti des communes et de leurs groupements

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	+2,5	+2,3	+2,4	+0,9	+1,7	+3,0	+0,3	+1,5	+1,5	-	+1,8
Aquitaine	+1,8	+1,4	+1,3	+2,0	+1,7	+0,5	+1,3	+0,5	0,0	-	+1,0
Auvergne	+1,7	+1,1	+1,6	+1,3	+0,9	+0,9	0,0	-	+2,0	-	+1,1
Bourgogne	+1,8	+0,5	+1,5	+1,0	+1,6	+0,4	+0,1	0,0	+1,9	-	+1,0
Bretagne	+0,9	+1,1	+1,2	+0,8	+1,4	+1,5	+1,3	+1,3	+0,8	-	+1,2
Centre	+1,1	+1,0	+0,8	+0,7	+0,8	+0,2	-0,6	+4,9	0,0	-	+0,8
Champagne-Ardenne	+1,2	+2,0	+2,0	+2,6	+1,3	+0,6	-0,2	+1,0	+1,1	-	+1,2
Corse	+1,1	+0,8	+1,2	+2,5	+3,1	+1,5	0,0	0,0	-	-	+0,8
Franche-Comté	+1,9	+1,8	+1,4	+1,3	+0,9	+0,8	+0,2	+2,0	0,0	-	+1,1
Languedoc-Roussillon	+2,1	+1,4	+1,8	+1,4	+2,2	+1,2	+2,7	0,0	0,0	-	+1,3
Limousin	+1,5	+1,3	+1,7	+1,6	+2,1	+0,4	-	+5,0	+1,1	-	+1,9
Lorraine	+1,8	+1,3	+1,1	+0,1	-1,0	+2,0	+0,9	-	+0,9	-	+0,7
Midi-Pyrénées	+1,6	+1,0	-0,9	+1,7	+1,7	-2,0	+0,6	0,0	-	+0,6	+0,5
Nord-Pas-de-Calais	+0,7	-0,3	+1,1	+1,5	+1,1	+1,4	+1,1	+2,3	0,0	-	+1,1
Basse-Normandie	+1,3	+1,9	+1,5	+1,0	+1,2	+0,6	+0,2	-	0,0	-	+1,0
Haute-Normandie	+0,9	+1,2	+0,4	+1,2	+0,4	+0,2	+0,4	0,0	+0,4	-	+0,5
Pays de la Loire	+0,7	+1,1	+1,4	+1,1	+1,6	+0,7	+1,3	+0,6	+1,6	-	+1,2
Picardie	+1,8	+1,8	+1,0	+2,0	+1,7	+1,4	+1,3	+0,5	0,0	-	+1,2
Poitou-Charentes	+1,0	+2,0	+3,1	+2,1	+1,4	+0,2	+1,6	+1,0	-	-	+1,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+1,6	+1,4	+1,8	+2,4	+2,3	+1,3	+1,3	0,0	0,0	+8,3	+2,8
Rhône-Alpes	+1,2	+1,3	+1,0	+0,9	+0,6	+0,4	0,0	-0,1	0,0	0,0	+0,5
Métropole hors Ile-de-France	+1,5	+1,3	+1,3	+1,4	+1,3	+0,8	+0,8	+1,0	+0,6	+4,5	+1,2
Ile-de-France	+1,3	0,0	+1,0	+1,3	+0,7	-0,6	+1,3	+1,9	+2,0	0,0	+0,9
Métropole	+1,4	+1,2	+1,2	+1,3	+1,2	+0,5	+1,0	+1,4	+0,6	+2,3	+1,1
Outre-mer	+11,2	-6,9	-14,1	-2,8	-31,3	-34,3	-6,9	-7,9	0,0	-	-11,9
France entière	+1,5	+1,2	+1,2	+1,3	+0,7	-0,2	+0,8	+0,9	+0,6	+2,3	+0,9

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	0,0	+0,9	+1,2	+1,2	+0,9	+1,0	+1,0	+1,3	+0,3	+0,3	+0,9
- à un SAN ⁽²⁾	0,0	0,0	+0,3	-2,3	0,0	+1,0	+2,3	-	-	-	+1,0
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+2,5	-0,2	+0,9	+2,5	+2,0	+1,5	+1,1	+1,5	+1,2	+8,1	+2,6
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	+0,5	0,0	+0,4	+1,4	+1,3	+0,8	0,0	-	+1,3	-	+0,8
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+1,0	+0,9	+1,1	+1,0	+1,0	+0,2	+0,7	-	-	-	+0,8
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+1,9	+1,9	+1,5	+1,4	+0,3	-0,8	+1,5	+1,5	-	-	+1,2
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+1,4	+1,1	+3,3	+1,2	0,0	+0,4	-0,1	+0,8	-	-	+0,4
- autres communes isolées	+1,0	+0,3	+0,4	+2,0	-1,2	-8,7	-0,5	-0,5	-	0,0	-0,9
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	+0,9	+0,9	+1,1	+1,2	+1,0	+0,8	+1,0	+1,3	+0,6	+4,5	+1,2
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+1,9	+1,9	+1,4	+1,4	+0,4	-0,7	+1,3	+1,5	+1,3	-	+1,2
- communes isolées	+1,0	+0,4	+0,9	+1,7	-0,9	-4,7	-0,4	-0,3	-	0,0	-0,6

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Evolution entre 2004 et 2005 des taux du foncier bâti des communes

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Métropole hors Ile-de-France	+0,8	+0,8	+0,9	+0,9	+1,0	+0,7	+0,7	+1,0	+0,5	+0,2	+0,8
Métropole	+0,8	+0,7	+0,9	+1,0	+1,0	+0,3	+0,9	+1,4	+0,5	+0,1	+0,8
Outre-mer	+11,2	-8,9	-17,4	+1,4	-32,1	-45,3	-4,7	-8,0	0,0	-	-11,5
France entière	+0,8	+0,7	+0,9	+1,0	+0,6	-0,6	+0,7	+0,8	+0,5	+0,1	+0,5

Les taux du foncier non bâti des communes et de leurs groupements en 2005

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	56,15	54,28	52,38	49,49	56,36	54,59	65,84	53,00	76,73	-	54,73
Aquitaine	51,89	51,35	56,74	54,71	57,67	55,56	69,88	54,70	83,65	-	53,28
Auvergne	49,67	53,39	62,46	65,45	67,93	76,78	83,56	-	51,38	-	53,39
Bourgogne	31,63	37,23	42,63	53,00	50,08	67,38	43,78	68,43	77,05	-	35,28
Bretagne	49,99	47,02	47,37	46,10	48,92	55,92	53,03	51,82	38,34	-	47,74
Centre	31,33	37,14	43,30	43,89	55,10	53,41	50,77	42,33	35,58	-	36,15
Champagne-Ardenne	20,17	21,79	25,20	30,41	24,77	32,64	43,70	41,91	29,16	-	21,36
Corse	46,82	59,74	68,29	58,97	64,82	92,49	63,03	46,24	-	-	64,90
Franche-Comté	22,43	25,89	31,29	29,88	44,90	40,05	34,58	82,83	25,93	-	24,51
Languedoc-Roussillon	83,36	73,40	66,51	65,75	74,71	81,36	74,54	63,84	61,61	-	73,79
Limousin	59,40	64,06	70,16	74,58	88,74	79,59	-	101,51	54,91	-	63,75
Lorraine	27,27	36,55	41,52	35,20	38,63	45,82	48,67	-	48,17	-	32,03
Midi-Pyrénées	72,21	86,66	96,25	106,20	105,47	112,46	108,62	102,23	-	83,56	83,27
Nord-Pas-de-Calais	37,15	43,87	52,01	56,26	63,62	67,95	53,77	64,61	16,65	-	46,34
Basse-Normandie	30,05	35,34	40,06	41,81	44,73	50,53	46,70	-	29,92	-	33,22
Haute-Normandie	35,57	41,02	57,01	51,51	56,13	61,02	48,67	72,31	26,44	-	39,82
Pays de la Loire	36,19	38,88	40,97	44,27	44,27	50,04	59,34	45,87	43,46	-	39,99
Picardie	33,78	38,30	43,08	51,46	47,53	63,30	61,10	57,03	15,52	-	36,67
Poitou-Charentes	45,20	47,25	51,73	54,06	49,92	60,92	56,08	57,24	-	-	47,56
Provence-Alpes-Côte d'Azur	55,34	49,68	54,09	51,49	53,23	46,71	43,87	44,77	15,49	26,15	48,06
Rhône-Alpes	47,93	46,01	50,15	48,09	53,34	54,72	61,12	43,20	44,31	18,27	47,72
Métropole hors Ile-de-France	37,38	44,31	49,54	51,39	55,34	58,93	56,96	51,78	42,16	28,89	43,60
Ile-de-France	34,26	43,47	55,86	63,92	64,09	61,19	59,45	28,97	8,47	13,50	43,82
Métropole	37,32	44,28	49,75	51,82	55,85	59,17	57,70	45,09	38,05	20,38	43,61
Outre-mer	13,81	27,62	13,00	31,86	27,89	25,21	35,44	28,34	12,40	-	28,93
France entière	37,32	44,26	49,67	51,49	54,59	55,71	53,82	42,13	36,06	20,38	43,40

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	37,72	45,68	51,99	53,52	57,76	54,48	51,50	45,00	34,55	45,48	48,93
- à un SAN ⁽²⁾	41,28	34,82	53,36	58,54	69,27	49,22	69,41	-	-	-	60,81
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	51,38	49,98	48,54	53,64	51,98	54,20	59,88	61,12	42,38	21,50	47,84
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	28,03	28,49	36,94	39,70	53,08	64,67	53,88	-	35,23	-	40,98
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	40,67	45,15	49,98	48,96	56,23	61,35	67,63	-	-	-	45,87
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	36,41	43,59	49,14	52,09	50,05	53,93	42,60	41,75	-	-	40,88
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	39,24	45,92	56,35	52,66	53,15	61,91	63,73	34,57	-	-	50,09
- autres communes isolées	33,99	42,18	45,59	60,76	48,68	44,02	45,81	25,68	-	13,50	38,38
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	40,51	45,25	50,45	50,58	56,70	57,26	55,41	45,94	36,10	28,89	46,70
- à un groupement à fiscalité additionnelle	36,40	43,56	49,08	51,88	50,10	54,33	43,20	41,75	35,23	-	40,89
- communes isolées	34,32	42,63	46,85	58,68	49,44	49,60	52,75	27,33	-	13,50	39,81

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Les taux du foncier non bâti des communes en 2005

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Métropole hors Ile-de-France	30,83	39,49	46,43	48,73	53,10	57,31	55,87	51,28	40,95	27,89	38,73
Métropole	30,85	39,54	46,63	49,16	53,61	57,50	56,49	44,65	36,99	19,33	38,87
Outre-mer	13,81	21,90	5,75	25,64	25,61	23,29	34,53	27,53	12,40	-	27,19
France entière	30,85	39,52	46,55	48,77	52,36	54,01	52,67	41,63	35,08	19,93	38,70

Évolution de 2004 à 2005 des taux du foncier non bâti des communes et de leurs groupements

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	+2,1	+1,9	+1,8	+0,7	+1,4	+4,4	+0,4	+1,5	+1,2	-	+1,8
Aquitaine	+1,3	+1,2	+1,5	+1,6	+1,1	+0,8	+1,8	+0,6	0,0	-	+1,3
Auvergne	+1,2	+0,9	+1,5	+1,1	+0,5	+0,8	0,0	-	+1,0	-	+1,1
Bourgogne	+1,3	+0,3	+1,3	+1,1	+1,6	+0,2	+0,1	0,0	+1,9	-	+0,9
Bretagne	+0,6	+0,8	+0,7	+0,7	+1,1	+0,9	+2,0	+0,8	-3,4	-	+0,8
Centre	+0,9	+0,7	+0,7	+0,8	+0,5	-0,2	0,0	+3,2	0,0	-	+0,7
Champagne-Ardenne	+0,7	-0,4	+0,6	+3,7	+1,9	+0,9	-3,6	+1,4	+1,1	-	+0,4
Corse	+2,9	+0,8	+1,4	+2,6	+3,1	+1,5	0,0	0,0	-	-	+1,3
Franche-Comté	+1,6	+1,7	+1,5	+0,6	+1,0	+1,4	0,0	+2,0	0,0	-	+1,6
Languedoc-Roussillon	+1,4	+1,1	+1,1	+1,0	+1,8	+1,7	+2,0	0,0	0,0	-	+1,2
Limousin	+1,0	+1,2	+1,8	+1,8	+2,4	+0,2	-	+5,0	+0,9	-	+1,2
Lorraine	+1,3	+1,4	+1,2	-1,0	-5,1	+2,0	+1,8	-	+0,4	-	+0,9
Midi-Pyrénées	+1,1	+0,9	-1,0	+1,3	+1,4	+0,4	+0,5	0,0	-	+0,6	+0,8
Nord-Pas-de-Calais	+0,5	-0,1	+0,7	+0,1	+0,9	+1,1	0,0	+0,2	0,0	-	+0,3
Basse-Normandie	+1,9	+1,7	+2,6	+1,3	+0,9	+0,4	+0,3	-	0,0	-	+1,8
Haute-Normandie	+1,3	+1,2	-0,4	+0,8	+0,7	+0,2	+1,3	0,0	+0,4	-	+1,1
Pays de la Loire	+0,8	+0,7	+1,0	+1,3	+1,0	+0,7	+0,8	+0,5	+1,8	-	+0,8
Picardie	+1,7	+1,7	-0,6	+1,4	+0,8	+1,1	+1,0	+0,5	0,0	-	+1,5
Poitou-Charentes	+0,9	+1,2	+1,9	+2,1	+0,7	+0,1	+1,7	+0,9	-	-	+1,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+1,0	+0,8	+1,6	+0,5	+0,8	-0,5	+0,5	-0,1	0,0	+8,9	+0,8
Rhône-Alpes	+0,9	+0,8	+0,7	+1,2	+0,9	+0,3	-0,1	-0,1	0,0	0,0	+0,8
Métropole hors Ile-de-France	+1,2	+0,9	+0,9	+1,0	+0,9	+0,7	+0,7	+0,5	+0,3	+5,3	+1,0
Ile-de-France	+0,9	+0,6	+0,4	+1,1	-0,7	-2,1	+0,5	+2,0	+2,0	0,0	+0,3
Métropole	+1,2	+0,9	+0,9	+1,0	+0,8	+0,4	+0,6	+0,8	+0,3	+3,3	+1,0
Outre-mer	+0,3	-36,3	-60,6	+1,1	-34,8	-42,2	-10,9	-7,7	0,0	-	-23,4
France entière	+1,2	+0,9	+0,8	+1,0	-0,4	-2,9	-0,9	-0,3	+0,3	+3,3	+0,7

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	+0,1	+0,3	+0,9	+0,8	+0,6	+0,9	+0,7	+0,9	+0,3	+0,3	+0,6
- à un SAN ⁽²⁾	0,0	0,0	0,0	-4,9	+0,2	-14,3	-1,8	-	-	-	-2,7
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+0,8	-3,2	+0,7	+1,0	+0,7	+1,2	+1,3	+0,5	+0,4	+10,5	+1,1
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	+1,5	0,0	+0,5	+1,6	+1,0	+0,7	0,0	-	+1,2	-	+0,8
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+0,6	+0,8	+0,9	+0,8	-0,4	-1,4	+0,8	-	-	-	+0,6
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+1,6	+1,2	+0,8	+1,5	-1,5	-5,8	+0,7	+1,2	-	-	+1,2
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+1,0	+0,9	+1,2	+0,9	-2,2	+0,1	-8,1	+0,9	-	-	-1,2
- autres communes isolées	+0,8	+0,3	+0,1	+1,4	-2,1	-20,4	-5,5	-10,6	-	0,0	-1,0
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	+0,6	+0,7	+0,9	+0,8	+0,1	-0,2	+0,7	+0,9	+0,3	+5,3	+0,6
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+1,6	+1,2	+0,8	+1,5	-1,4	-5,5	+0,7	+1,2	+1,2	-	+1,2
- communes isolées	+0,8	+0,4	+0,2	+1,3	-2,1	-13,5	-6,7	-8,1	-	0,0	-1,0

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Evolution entre 2004 et 2005 des taux du foncier non bâti des communes

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Métropole hors Ile-de-France	+0,6	+0,5	+0,6	+0,7	+0,8	+0,5	+0,6	+0,4	+0,2	+0,2	+0,6
Métropole	+0,6	+0,5	+0,6	+0,7	+0,7	+0,2	+0,7	+0,7	+0,3	+0,1	+0,5
Outre-mer	+0,3	-41,9	-83,9	+3,1	-37,1	-49,7	-5,9	-7,9	0,0	-	-24,2
France entière	+0,6	+0,5	+0,5	+0,7	-0,5	-3,6	-0,2	-0,4	+0,3	+0,1	0,2

Les taux de taxe professionnelle des communes et de leurs groupements en 2005

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	10,69	10,54	11,09	11,38	12,93	13,06	14,70	13,05	20,10	-	13,75
Aquitaine	13,41	12,70	15,33	15,74	17,73	22,12	22,00	24,22	27,12	-	18,99
Auvergne	13,64	12,74	13,19	12,69	14,52	14,77	19,54	-	14,91	-	14,34
Bourgogne	8,28	9,40	10,32	13,71	13,44	14,69	16,53	14,69	16,13	-	12,90
Bretagne	11,69	12,07	12,37	12,51	15,10	14,92	16,96	15,86	17,81	-	14,42
Centre	9,34	10,54	11,76	11,70	13,29	16,17	15,68	17,53	17,30	-	13,71
Champagne-Ardenne	8,14	10,22	10,01	11,91	14,02	13,47	17,64	16,28	21,50	-	13,75
Corse	19,90	16,13	17,37	17,72	17,18	21,17	25,99	24,72	-	-	20,61
Franche-Comté	7,88	8,48	10,72	12,76	11,83	14,06	15,42	20,94	17,32	-	12,12
Languedoc-Roussillon	15,80	15,69	16,71	16,01	19,44	20,22	19,88	22,17	22,20	-	19,22
Limousin	15,66	14,95	15,79	17,72	15,73	16,73	-	20,16	15,66	-	16,20
Lorraine	8,38	8,82	9,74	11,16	12,90	12,64	17,65	-	18,79	-	12,10
Midi-Pyrénées	16,68	16,68	16,30	20,12	17,40	18,34	21,32	18,02	-	19,17	18,44
Nord-Pas-de-Calais	11,05	14,37	15,41	14,84	17,35	21,65	21,48	23,50	23,15	-	19,03
Basse-Normandie	5,74	9,07	10,39	12,84	14,23	14,06	16,44	-	17,77	-	10,21
Haute-Normandie	11,28	11,43	12,98	12,69	12,74	15,78	15,92	16,76	16,20	-	13,84
Pays de la Loire	10,63	11,07	11,68	12,01	13,68	15,10	19,89	16,57	15,44	-	13,97
Picardie	9,62	10,05	11,58	14,15	13,73	15,23	15,50	17,56	15,38	-	13,09
Poitou-Charentes	12,32	12,07	13,12	13,22	15,36	16,31	17,40	18,22	-	-	14,72
Provence-Alpes-Côte d'Azur	15,34	16,50	17,00	18,64	18,31	21,84	21,65	23,42	22,45	20,06	20,59
Rhône-Alpes	16,90	13,92	14,90	13,49	15,59	18,02	19,45	18,60	19,81	19,92	16,56
Métropole hors Ile-de-France	10,29	11,91	13,00	13,81	15,13	17,59	19,31	19,55	18,95	19,77	15,72
Ile-de-France	9,69	10,12	13,15	12,81	13,89	16,67	16,18	16,53	8,73	12,35	14,49
Métropole	10,27	11,82	13,02	13,76	15,02	17,46	18,07	18,06	17,94	14,79	15,44
Outre-mer	4,14	12,31	16,28	10,87	11,74	6,81	14,86	15,54	14,51	-	13,78
France entière	10,27	11,82	13,02	13,75	15,00	17,31	17,92	17,97	17,88	14,79	15,42

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	13,61	13,44	14,42	14,76	15,87	16,69	18,50	17,91	16,38	20,11	16,80
- à un SAN ⁽²⁾	9,16	16,59	14,46	17,10	17,42	24,66	21,04	-	-	-	20,60
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	18,21	17,28	19,03	17,91	19,75	22,42	21,64	24,13	22,10	19,51	21,31
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	7,67	7,62	11,44	15,18	14,65	17,22	16,92	-	15,73	-	15,55
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	8,55	11,42	12,13	12,60	13,44	15,73	16,59	-	-	-	12,69
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	11,33	11,55	12,20	13,52	14,20	15,42	16,39	17,81	-	-	13,08
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	14,42	11,14	14,07	14,40	14,50	16,75	16,16	17,07	-	-	15,80
- autres communes isolées	11,89	11,59	12,82	12,23	12,90	15,43	15,31	16,12	-	12,35	13,61
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	8,86	12,07	13,42	13,96	15,46	17,88	18,92	18,97	17,96	19,77	16,40
- à un groupement à fiscalité additionnelle	11,33	11,54	12,19	13,53	14,21	15,47	16,45	17,81	15,73	-	13,17
- communes isolées	12,13	11,53	13,02	12,81	13,30	16,04	15,61	16,32	-	12,35	14,03

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Les taux de taxe professionnelle des communes en 2005

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Métropole hors Ile-de-France	9,08	9,37	10,53	11,09	12,09	14,14	15,38	18,53	8,92	-	11,19
Métropole	9,07	9,30	10,58	11,19	12,23	14,76	15,15	16,34	8,92	12,35	12,39
Outre-mer	3,92	10,69	16,68	8,05	4,57	2,48	10,72	11,89	-	-	9,06
France entière	9,07	9,31	10,60	11,17	12,17	14,32	14,88	16,22	8,92	12,35	12,34

Évolution de 2004 à 2005 des taux de taxe professionnelle des communes et de leurs groupements

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	+1,1	+1,9	+1,6	+1,8	+1,4	+2,7	+0,2	+0,6	-1,0	-	+0,8
Aquitaine	+1,2	+1,8	+2,2	+1,1	+0,7	-0,2	+1,1	+0,9	-0,7	-	+0,7
Auvergne	+1,5	+1,6	+2,8	+2,0	+2,6	+1,7	-2,1	-	+6,1	-	+2,3
Bourgogne	+1,6	+2,4	+2,5	+0,6	+2,4	+2,0	-0,3	-3,0	+1,1	-	+1,2
Bretagne	+3,6	+2,9	+2,6	+0,7	+1,0	+0,9	+1,0	-0,3	0,0	-	+1,1
Centre	+0,7	+2,0	+1,8	+0,7	+0,8	+1,1	+1,6	-1,3	+1,7	-	+1,1
Champagne-Ardenne	-0,6	+3,0	+2,4	+2,0	+2,0	+2,8	+1,4	-0,4	+1,1	-	+1,5
Corse	+2,3	+2,9	+2,4	+0,7	+3,5	+1,5	+0,3	-0,3	-	-	+1,1
Franche-Comté	+3,3	+3,9	+3,8	+1,5	-0,6	-0,6	-0,5	-0,8	-1,1	-	+1,1
Languedoc-Roussillon	+2,0	+1,6	+2,4	+2,6	+1,8	+1,2	+0,5	-0,4	+0,4	-	+1,2
Limousin	+1,0	+1,6	+2,1	+1,5	+1,7	-0,8	-	-0,3	+1,8	-	+1,2
Lorraine	+1,7	+2,1	+2,7	+0,1	-1,0	+3,7	-1,0	-	-0,8	-	+0,8
Midi-Pyrénées	+1,7	+2,2	+1,0	+1,9	+3,4	+0,4	-0,6	0,0	-	+1,3	+1,1
Nord-Pas-de-Calais	+2,1	+3,0	+2,4	+3,2	+1,1	+0,2	-0,2	-0,8	-0,1	-	+0,7
Basse-Normandie	+0,8	+3,3	+2,2	+2,2	+0,5	+3,1	-1,4	-	-2,5	-	+1,1
Haute-Normandie	+2,3	+2,5	+2,3	+1,5	+2,1	+1,9	+0,6	-1,1	-0,4	-	+1,4
Pays de la Loire	+1,1	+1,4	+1,3	+1,1	+2,0	+0,8	+1,2	-0,8	+0,6	-	+1,0
Picardie	+2,8	+3,7	+2,0	+2,9	+0,5	+1,6	+1,0	0,0	-0,3	-	+1,6
Poitou-Charentes	+0,9	+1,7	+1,9	+4,0	+1,7	-0,8	-0,1	+1,4	-	-	+1,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+1,6	+2,2	+1,7	+0,8	+1,6	+0,6	+1,2	-0,1	-0,4	+4,1	+1,4
Rhône-Alpes	+1,1	+1,3	+1,6	+1,9	+1,0	+0,3	-1,1	-0,9	+0,1	+0,2	+0,5
Métropole hors Ile-de-France	+1,4	+2,2	+2,0	+1,7	+1,3	+0,9	+0,1	-0,4	+0,2	+2,2	+1,0
Ile-de-France	+5,4	+4,3	+4,7	+8,8	+2,9	+1,5	+1,2	+1,9	+0,7	0,0	+1,5
Métropole	+1,5	+2,3	+2,3	+2,0	+1,4	+1,0	+0,5	+0,6	+0,2	+0,9	+1,1
Outre-mer	+9,0	-14,9	-4,3	+1,3	-13,2	-10,5	+0,1	+2,5	+4,5	-	-0,5
France entière	+1,5	+2,3	+2,3	+2,0	+1,3	+0,9	+0,5	+0,7	+0,3	+0,9	+1,1

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	+5,7	+4,8	+3,4	+2,9	+2,2	+1,6	+0,1	+0,2	+0,6	+0,7	+1,2
- à un SAN ⁽²⁾	+6,6	+10,9	0,0	0,0	+4,1	+0,6	+4,8	-	-	-	+1,8
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+5,3	+4,4	+3,4	+3,4	+1,9	+0,7	+0,3	-0,6	-0,5	+3,3	+0,9
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	0,0	0,0	+0,5	+1,2	+2,4	-12,2	0,0	-	+1,9	-	-0,2
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+1,5	+2,1	+1,6	+0,7	+0,4	0,0	+0,1	-	-	-	+1,0
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+1,4	+1,7	+2,7	+2,7	+0,4	+1,1	+1,6	+1,1	-	-	+1,6
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+0,7	+1,1	+0,2	+0,8	+0,8	+0,9	+0,6	+0,7	-	-	+0,7
- autres communes isolées	+0,9	+0,9	+1,3	+1,2	+0,7	+1,0	+1,5	+2,4	-	0,0	+1,0
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	+1,9	+2,9	+2,3	+2,0	+1,6	+0,9	+0,2	0,0	+0,2	+2,2	+1,1
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+1,4	+1,7	+2,7	+2,7	+0,5	+0,7	+1,4	+1,1	+1,9	-	+1,5
- communes isolées	+0,9	+0,9	+1,1	+1,0	+0,7	+1,0	+1,2	+2,1	-	0,0	+1,0

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Evolution⁽⁶⁾ entre 2004 et 2005 des taux de taxe professionnelle des communes

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Métropole hors Ile-de-France	+0,6	+0,6	+0,7	+0,6	+0,0	+1,0	+0,2	+0,0	+2,3	-	+0,5
Métropole	+0,7	+0,6	+0,7	+0,7	+0,1	-0,7	+1,3	+2,3	+2,3	+0,0	+0,7
Outre-mer	+11,4	-17,2	-4,7	+4,1	-56,9	-73,4	-28,1	-22,1	-	-	-34,9
France entière	+0,7	+0,6	+0,7	+0,7	-0,3	-3,1	+0,0	+1,5	+2,3	+0,0	+0,1

(6) : pour les communes isolées ou appartenant à des groupements de même nature juridique et de même régime fiscal

Évolution de 2004 à 2005 de l'ensemble des taux des quatre taxes des communes et de leurs groupements (« coefficient de variation proportionnelle »)

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	+2,0	+2,2	+2,0	+1,6	+1,5	+2,7	+0,2	+1,1	+0,3	-	+1,3
Aquitaine	+1,6	+1,5	+1,8	+1,5	+1,2	+0,1	+1,3	+0,7	-0,3	-	+0,9
Auvergne	+1,5	+1,3	+2,2	+1,6	+1,7	+1,3	-0,7	-	+3,6	-	+1,5
Bourgogne	+1,6	+1,1	+1,9	+0,8	+2,0	+1,1	-0,1	-1,4	+1,6	-	+1,1
Bretagne	+1,6	+1,6	+1,6	+0,8	+1,2	+1,2	+1,2	+0,7	-0,7	-	+0,9
Centre	+1,0	+1,4	+1,3	+0,7	+0,8	+0,5	+0,3	+2,3	+0,6	-	+1,0
Champagne-Ardenne	+0,7	+1,9	+2,0	+2,0	+1,7	+1,5	-0,4	+0,6	+1,1	-	+1,1
Corse	+1,3	+1,5	+1,6	+1,4	+3,1	+1,5	+0,1	-0,1	-	-	+0,9
Franche-Comté	+2,3	+2,7	+2,8	+1,4	+0,2	+0,2	-0,2	+0,7	-0,4	-	+1,1
Languedoc-Roussillon	+2,0	+1,6	+2,0	+1,9	+2,1	+1,2	+2,0	-0,2	+0,1	-	+1,3
Limousin	+1,3	+1,5	+1,9	+1,8	+2,1	-0,1	-	+2,9	+1,3	-	+1,6
Lorraine	+1,7	+1,7	+2,0	+0,2	-1,1	+2,9	+0,1	-	+0,2	-	+0,8
Midi-Pyrénées	+1,5	+1,5	+0,1	+1,8	+2,3	-1,0	+0,1	0,0	-	+0,9	+0,8
Nord-Pas-de-Calais	+1,0	+1,5	+1,7	+2,2	+1,1	+0,7	+0,5	+0,1	0,0	-	+0,8
Basse-Normandie	+1,3	+2,4	+1,8	+1,5	+0,9	+1,8	-0,4	-	-0,8	-	+1,1
Haute-Normandie	+1,4	+1,8	+1,1	+1,6	+1,5	+1,2	+0,6	-0,5	+0,1	-	+1,0
Pays de la Loire	+0,9	+1,2	+1,4	+1,3	+1,6	+0,8	+1,2	0,0	+1,4	-	+1,1
Picardie	+2,1	+2,6	+1,4	+2,4	+1,3	+1,6	+1,1	+0,3	-0,1	-	+1,4
Poitou-Charentes	+1,0	+1,8	+2,5	+2,9	+1,7	-0,1	+0,9	+1,2	-	-	+1,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+1,5	+1,8	+2,0	+1,6	+2,1	+0,7	+1,3	-0,1	-0,2	+6,9	+2,3
Rhône-Alpes	+1,2	+1,3	+1,3	+1,5	+0,9	+0,2	-0,6	-0,8	0,0	+0,1	+0,5
Métropole hors Ile-de-France	+1,4	+1,6	+1,6	+1,5	+1,3	+0,8	+0,5	+0,3	+0,4	+3,6	+1,1
Ile-de-France	+2,3	+1,6	+2,9	+3,6	+1,3	+0,3	+1,2	+1,9	+1,2	0,0	+1,1
Métropole	+1,5	+1,6	+1,7	+1,7	+1,3	+0,7	+0,8	+1,0	+0,4	+1,8	+1,1
Outre-mer	+10,9	-12,3	-9,9	-2,3	-27,7	-28,4	-3,9	-5,3	+1,4	-	-8,2
France entière	+1,5	+1,6	+1,7	+1,7	+1,0	+0,3	+0,6	+0,7	+0,4	+1,8	+1,0

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	+2,3	+2,6	+2,3	+2,1	+1,5	+1,1	+0,7	+0,7	+0,4	+0,4	+1,0
- à un SAN ⁽²⁾	+3,8	+8,2	+0,1	-1,9	+2,0	-0,2	+1,9	-	-	-	+0,9
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+3,6	+2,0	+2,4	+3,1	+2,0	+1,1	+0,9	+0,2	+0,3	+6,1	+1,8
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	+0,7	0,0	+0,5	+1,4	+1,9	-4,3	0,0	-	+1,6	-	+0,5
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+1,2	+1,4	+1,4	+0,9	+0,6	+0,1	+0,4	-	-	-	+0,9
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+1,7	+1,8	+2,0	+2,0	+0,4	+0,3	+1,4	+1,4	-	-	+1,4
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+1,0	+1,1	+2,0	+1,1	+0,5	+0,6	+0,1	+0,8	-	-	+0,5
- autres communes isolées	+1,0	+0,6	+0,8	+1,6	-0,3	-4,1	+0,4	+0,8	-	0,0	+0,1
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	+1,3	+1,7	+1,7	+1,6	+1,3	+0,8	+0,7	+0,6	+0,4	+3,6	+1,1
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+1,7	+1,8	+2,0	+2,0	+0,4	+0,1	+1,3	+1,4	+1,6	-	+1,4
- communes isolées	+1,0	+0,6	+1,0	+1,4	-0,1	-1,9	+0,3	+0,8	-	0,0	+0,2

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Les produits de la taxe d'habitation des communes et de leurs groupements en 2005

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	80	87	92	102	121	129	154	128	186	-	123
Aquitaine	68	83	117	133	160	199	221	270	297	-	158
Auvergne	66	84	98	117	126	153	179	-	185	-	118
Bourgogne	67	79	91	104	109	121	167	187	190	-	110
Bretagne	72	96	125	135	153	174	181	178	221	-	145
Centre	77	89	108	110	136	155	186	167	211	-	129
Champagne-Ardenne	71	89	88	85	101	141	149	188	186	-	120
Corse	134	168	154	143	155	249	180	224	-	-	175
Franche-Comté	53	70	80	83	94	117	126	157	245	-	99
Languedoc-Roussillon	100	115	145	170	196	183	242	216	232	-	178
Limousin	69	83	90	123	142	130	-	191	228	-	127
Lorraine	51	72	87	92	111	124	163	-	219	-	109
Midi-Pyrénées	62	84	97	104	118	129	159	122	-	217	120
Nord-Pas-de-Calais	64	78	97	111	114	133	169	152	255	-	130
Basse-Normandie	52	72	97	135	107	106	136	-	192	-	97
Haute-Normandie	55	64	89	89	100	116	144	145	176	-	106
Pays de la Loire	72	92	106	125	154	186	199	187	216	-	146
Picardie	70	82	101	105	139	131	163	143	169	-	109
Poitou-Charentes	66	85	113	114	130	161	151	220	-	-	121
Provence-Alpes-Côte d'Azur	146	180	163	163	202	199	213	290	215	225	211
Rhône-Alpes	96	111	120	128	127	145	163	178	206	259	147
Métropole hors Ile-de-France	70	90	111	123	138	153	180	198	214	231	139
Ile-de-France	89	110	137	167	183	199	206	178	199	181	186
Métropole	70	91	112	127	143	163	190	189	213	205	148
Outre-mer	n.s.	34	34	49	36	41	71	79	127	-	67
France entière	70	91	112	125	140	158	183	181	211	205	146

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	82	99	119	132	138	161	188	179	200	238	170
- à un SAN ⁽²⁾	148	96	95	120	128	96	162	-	-	-	133
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	112	122	141	156	165	183	198	176	244	227	205
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	71	67	100	109	105	130	141	-	176	-	147
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	68	87	105	119	135	141	159	-	-	-	108
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	70	87	108	113	125	129	157	149	-	-	100
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	80	121	156	210	187	208	197	199	-	-	190
- autres communes isolées	73	108	127	127	164	177	171	186	-	181	158
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	70	90	111	127	140	157	186	179	212	231	155
- à un groupement à fiscalité additionnelle	70	87	108	113	124	129	156	149	176	-	101
- communes isolées	74	110	132	150	171	191	182	190	-	181	166

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Les produits de taxe d'habitation des communes en 2005

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Métropole hors Ile-de-France	58	81	103	117	131	147	175	196	207	224	132
Métropole	59	82	105	120	136	157	185	188	207	202	141
Outre-mer	1	29	28	43	34	39	69	78	127	-	65
France entière	59	82	105	119	133	152	178	179	205	202	139

Évolution de 2004 à 2005 des produits de taxe d'habitation des communes et de leurs groupements

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	+7,7	+7,5	+7,4	+6,3	+6,0	+6,4	+3,8	+4,4	+3,9	-	+5,5
Aquitaine	+7,9	+7,1	+6,9	+7,1	+6,4	+4,8	+5,0	+3,3	+6,9	-	+5,8
Auvergne	+6,8	+6,0	+6,2	+4,9	+4,7	+4,5	+0,8	-	+3,9	-	+4,4
Bourgogne	+6,4	+4,1	+5,6	+4,2	+4,6	+3,4	+2,2	+2,3	+6,1	-	+4,3
Bretagne	+7,3	+7,3	+7,0	+6,1	+6,5	+5,5	+4,3	+4,6	-0,1	-	+5,0
Centre	+5,4	+5,1	+5,2	+4,6	+4,8	+0,6	+3,0	+7,8	+2,4	-	+4,0
Champagne-Ardenne	+6,0	+4,7	+5,4	+0,1	+4,9	+3,2	-1,6	+3,3	+3,4	-	+3,5
Corse	+6,4	+8,4	+6,4	+13,7	+8,8	+10,7	+4,8	+4,4	-	-	+6,6
Franche-Comté	+8,0	+7,1	+6,4	+5,2	+3,9	+3,8	+1,3	+2,9	+3,9	-	+4,9
Languedoc-Roussillon	+5,4	+8,0	+7,6	+6,8	+6,8	+5,6	+7,3	+4,4	+3,8	-	+6,0
Limousin	+6,9	+6,8	+6,6	+7,4	+5,9	+3,2	-	+8,6	+4,5	-	+5,9
Lorraine	+7,6	+5,9	+5,4	+3,9	+2,0	+5,4	+3,7	-	+4,3	-	+4,4
Midi-Pyrénées	+6,9	+6,5	+5,3	+7,2	+6,6	+1,4	+4,9	+4,8	-	+4,6	+5,2
Nord-Pas-de-Calais	+6,8	+4,6	+5,6	+4,6	+4,9	+4,9	+4,2	+1,5	+3,2	-	+4,2
Basse-Normandie	+8,1	+7,3	+7,5	+4,7	+5,7	+4,8	+1,8	-	+3,9	-	+5,4
Haute-Normandie	+6,6	+5,2	+4,0	+5,8	+3,3	+3,0	+3,6	+0,7	+3,4	-	+3,8
Pays de la Loire	+7,6	+7,6	+8,0	+7,7	+6,6	+5,3	+5,6	+3,9	+5,5	-	+6,2
Picardie	+6,9	+6,2	+5,1	+5,9	+6,1	+4,5	+3,3	+4,0	+3,2	-	+5,0
Poitou-Charentes	+7,2	+7,4	+8,1	+7,1	+6,4	+4,2	+3,9	+4,6	-	-	+6,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+6,4	+6,9	+7,8	+8,1	+7,2	+4,4	+5,5	+2,7	+3,8	+12,0	+7,0
Rhône-Alpes	+7,2	+6,9	+6,2	+5,9	+5,4	+3,7	+2,4	+1,6	+3,9	+3,4	+4,5
Métropole hors Ile-de-France	+6,9	+6,6	+6,6	+6,2	+5,7	+4,3	+4,1	+3,5	+3,9	+8,3	+5,3
Ile-de-France	+5,8	+4,5	+4,7	+4,9	+3,5	+3,5	+4,2	+5,0	+4,2	+2,4	+3,9
Métropole	+6,9	+6,5	+6,5	+6,0	+5,4	+4,1	+4,1	+4,1	+3,9	+5,5	+4,9
Outre-mer	n.s.	-2,0	-2,5	+3,7	-26,1	-25,4	0,0	-6,2	+4,4	-	-6,4
France entière	+6,9	+6,5	+6,5	+6,0	+5,1	+3,7	+4,0	+3,7	+3,9	+5,5	+4,8

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	+6,0	+6,5	+6,6	+6,2	+5,5	+4,1	+4,0	+4,1	+3,5	+3,8	+4,3
- à un SAN ⁽²⁾	+4,0	+3,2	+11,3	+3,2	+5,8	-9,1	+1,9	-	-	-	+0,5
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+10,4	+3,6	+5,9	+7,6	+7,0	+5,6	+5,3	+2,1	+4,6	+11,3	+6,4
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-1,4	-2,4	+0,4	+2,3	+5,4	+4,6	+0,6	-	+4,7	-	+3,5
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+6,3	+6,7	+6,7	+5,6	+5,0	+4,1	+3,9	-	-	-	+5,6
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+7,4	+6,8	+6,4	+6,1	+4,4	+3,0	+5,1	+5,1	-	-	+5,9
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+6,6	+5,4	+7,9	+5,6	+4,7	+4,4	+2,8	+3,9	-	-	+3,9
- autres communes isolées	+6,2	+5,1	+5,2	+6,0	+3,4	-0,2	+3,6	+3,0	-	+2,4	+3,1
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	+6,3	+6,6	+6,7	+6,0	+5,5	+4,2	+4,2	+3,8	+3,9	+8,3	+5,0
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+7,4	+6,8	+6,4	+6,1	+4,5	+3,1	+4,6	+5,1	+4,7	-	+5,8
- communes isolées	+6,2	+5,1	+5,8	+5,8	+3,8	+2,0	+3,2	+3,2	-	+2,4	+3,3

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Evolution de 2004 à 2005 des produits de taxe d'habitation des communes

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Métropole hors Ile-de-France	+6,1	+6,2	+6,4	+5,8	+5,3	+4,1	+3,9	+3,4	+3,7	+3,6	+4,7
Métropole	+6,1	+6,1	+6,3	+5,7	+5,1	+3,8	+4,0	+4,0	+3,7	+2,9	+4,5
Outre-mer	+43,7	-3,4	-16,7	+8,0	-26,7	-36,0	+4,2	-6,4	+4,4	-	-5,4
France entière	+6,1	+6,1	+6,2	+5,7	+4,9	+3,3	+4,0	+3,6	+3,8	+2,9	+4,3

Les produits du foncier bâti des communes et de leurs groupements en 2005

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	70	87	115	119	158	141	172	160	215	-	140
Aquitaine	67	93	147	152	197	245	252	293	361	-	184
Auvergne	70	94	128	153	172	206	234	-	228	-	148
Bourgogne	70	101	141	165	192	206	243	249	253	-	156
Bretagne	68	91	126	141	167	193	210	223	205	-	151
Centre	74	109	145	149	200	233	257	227	248	-	171
Champagne-Ardenne	78	131	123	129	168	194	241	213	280	-	166
Corse	93	94	91	102	125	147	135	174	-	-	120
Franche-Comté	64	95	141	153	149	194	218	176	228	-	133
Languedoc-Roussillon	118	128	157	191	235	260	343	286	304	-	223
Limousin	71	94	134	140	175	238	-	349	177	-	148
Lorraine	51	76	112	103	140	134	182	-	192	-	119
Midi-Pyrénées	78	120	136	156	174	204	301	276	-	258	176
Nord-Pas-de-Calais	51	78	105	128	158	173	188	187	219	-	151
Basse-Normandie	102	111	148	223	207	196	225	-	257	-	159
Haute-Normandie	106	113	161	182	234	249	237	303	243	-	189
Pays de la Loire	72	87	109	141	169	194	203	218	237	-	156
Picardie	72	111	165	162	186	209	228	273	251	-	158
Poitou-Charentes	72	102	141	183	194	288	267	265	-	-	164
Provence-Alpes-Côte d'Azur	211	193	169	177	203	260	257	295	223	212	228
Rhône-Alpes	157	134	164	175	209	211	231	251	257	223	194
Métropole hors Ile-de-France	83	106	137	156	185	208	237	243	245	224	172
Ile-de-France	123	139	223	190	213	230	243	242	179	194	223
Métropole	84	108	142	158	189	213	239	243	244	208	181
Outre-mer	549	114	87	111	70	70	125	149	197	-	120
France entière	84	108	142	157	185	207	233	235	242	208	179

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	82	109	144	164	189	214	239	241	243	268	216
- à un SAN ⁽²⁾	259	305	986	163	353	359	228	-	-	-	316
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	82	133	158	166	189	200	214	230	244	197	212
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	140	90	167	128	159	173	215	-	206	-	191
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	80	99	129	148	177	203	236	-	-	-	138
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	81	108	143	156	171	186	206	186	-	-	129
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	89	116	174	209	187	212	226	188	-	-	200
- autres communes isolées	108	139	158	157	205	201	243	252	-	194	196
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	81	102	138	156	187	211	234	239	244	224	191
- à un groupement à fiscalité additionnelle	81	108	143	156	170	186	207	186	206	-	131
- communes isolées	106	135	161	172	200	206	236	235	-	194	197

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Les produits du foncier bâti des communes en 2005

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Métropole hors Ile-de-France	68	95	128	147	177	200	230	241	239	217	163
Métropole	69	96	133	149	180	205	234	241	237	205	173
Outre-mer	549	88	76	98	65	65	122	146	197	-	116
France entière	69	96	132	149	177	200	227	233	236	205	171

Évolution de 2004 à 2005 des produits du foncier bâti des communes et de leurs groupements

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	+7,1	+6,4	+6,6	+4,5	+8,3	+6,9	+4,5	+5,4	+4,3	-	+5,7
Aquitaine	+6,6	+6,1	+5,6	+7,1	+6,6	+5,4	+4,6	+5,8	+3,7	-	+5,4
Auvergne	+6,1	+5,1	+6,1	+5,1	+4,4	+5,0	+2,6	-	+4,0	-	+4,5
Bourgogne	+6,0	+4,1	+5,4	+5,0	+5,3	+3,2	+2,8	+2,1	+5,1	-	+4,3
Bretagne	+5,8	+6,3	+6,6	+5,4	+6,7	+5,5	+6,0	+5,5	+3,6	-	+5,7
Centre	+4,7	+4,3	+4,8	+4,8	+6,0	+1,5	+3,3	+7,7	+2,6	-	+4,0
Champagne-Ardenne	+5,7	+5,1	+5,1	+1,2	+4,4	+6,4	+2,3	+3,3	+3,6	-	+4,1
Corse	+7,0	+5,9	+5,8	+7,5	+9,2	+7,6	+4,4	+3,0	-	-	+5,3
Franche-Comté	+6,9	+6,7	+5,8	+6,1	+3,1	+4,0	+2,8	+5,7	+1,7	-	+4,6
Languedoc-Roussillon	+4,2	+6,8	+6,9	+6,4	+7,0	+5,5	+6,8	+4,1	+3,9	-	+5,7
Limousin	+5,3	+5,5	+5,9	+6,1	+5,8	+4,1	-	+8,8	+4,2	-	+5,6
Lorraine	+7,0	+5,0	+4,6	+4,1	+2,6	+5,2	+3,2	-	+3,4	-	+4,0
Midi-Pyrénées	+5,9	+5,2	+3,8	+6,8	+9,2	+1,9	+7,2	+4,8	-	+4,9	+5,6
Nord-Pas-de-Calais	+5,3	+4,2	+5,2	+4,7	+4,6	+4,6	+3,5	+5,8	+2,6	-	+4,4
Basse-Normandie	+4,8	+6,1	+7,9	+4,8	+5,3	+4,7	+1,3	-	+2,7	-	+4,6
Haute-Normandie	+4,5	+5,8	+4,5	+4,5	+2,4	+1,7	+3,3	+2,0	+2,7	-	+3,2
Pays de la Loire	+5,8	+6,7	+8,4	+7,4	+6,8	+5,5	+6,3	+4,6	+4,8	-	+6,0
Picardie	+6,3	+5,7	+5,4	+2,9	+5,3	+5,0	+4,1	+2,8	+3,0	-	+4,7
Poitou-Charentes	+5,5	+6,6	+8,6	+7,3	+5,8	+3,5	+4,1	+4,3	-	-	+5,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+5,4	+5,8	+6,7	+7,8	+6,8	+5,5	+5,4	+3,0	+2,7	+11,3	+6,6
Rhône-Alpes	+6,2	+6,2	+5,5	+5,4	+4,9	+4,0	+3,2	+2,8	+2,0	+3,2	+4,3
Métropole hors Ile-de-France	+5,7	+5,7	+6,0	+5,8	+5,7	+4,4	+4,4	+4,5	+3,4	+7,9	+5,1
Ile-de-France	+4,5	+3,6	+5,9	+5,4	+4,2	+2,8	+4,5	+4,9	+2,2	+2,6	+4,0
Métropole	+5,7	+5,6	+6,0	+5,7	+5,5	+4,1	+4,4	+4,6	+3,4	+5,3	+4,8
Outre-mer	+13,2	-3,1	-9,2	+3,2	-24,9	-29,1	-0,8	-2,9	+4,7	-	-6,3
France entière	+5,7	+5,6	+6,0	+5,7	+5,0	+3,4	+4,2	+4,2	+3,4	+5,3	+4,6

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	+4,6	+5,8	+6,0	+5,8	+5,6	+4,5	+4,7	+4,8	+3,1	+3,8	+4,6
- à un SAN ⁽²⁾	+6,2	+3,9	+7,6	+4,5	+4,9	+5,2	+8,7	-	-	-	+6,5
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+5,7	+4,3	+5,7	+8,0	+7,2	+5,4	+4,3	+5,7	+4,3	+11,4	+6,2
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-3,0	-2,6	+2,3	+2,9	+4,4	+3,6	-1,3	-	+3,7	-	+2,3
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+4,8	+5,6	+6,2	+5,4	+5,1	+4,1	+3,8	-	-	-	+5,1
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+6,2	+6,0	+5,7	+5,5	+4,2	+2,2	+5,5	+5,9	-	-	+5,2
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+5,8	+5,2	+7,9	+4,6	+3,2	+4,0	+3,3	+4,1	-	-	+3,9
- autres communes isolées	+5,9	+4,2	+5,3	+7,0	+2,7	-4,8	+2,2	+2,2	-	+2,6	+2,3
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	+4,8	+5,6	+6,2	+5,7	+5,6	+4,5	+4,7	+4,9	+3,4	+7,9	+5,0
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+6,2	+6,0	+5,7	+5,4	+4,2	+2,3	+4,6	+5,9	+3,7	-	+5,1
- communes isolées	+5,9	+4,4	+5,8	+6,2	+2,8	-1,0	+2,7	+2,6	-	+2,6	+2,7

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

Evolution de 2004 à 2005 des produits du foncier bâti des communes

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Métropole hors Ile-de-France	+5,0	+5,3	+5,8	+5,5	+5,4	+4,4	+4,3	+4,4	+3,4	+3,6	+4,6
Métropole	+5,0	+5,2	+5,8	+5,5	+5,3	+4,0	+4,4	+4,7	+3,3	+3,0	+4,5
Outre-mer	+13,2	-5,1	-14,8	+8,0	-25,5	-40,9	+1,4	-3,0	+4,7	-	-6,1
France entière	+5,0	+5,2	+5,8	+5,5	+5,0	+3,2	+4,2	+4,2	+3,4	+3,0	+4,3

Les produits du foncier non bâti des communes et de leurs groupements en 2005

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	43	28	15	11	9	3	5	5	1	-	13
Aquitaine	58	33	20	12	13	6	4	3	2	-	19
Auvergne	84	37	18	8	11	6	3	-	1	-	26
Bourgogne	70	33	21	10	8	6	3	1	1	-	26
Bretagne	64	39	25	19	12	7	3	3	1	-	20
Centre	78	37	18	11	7	4	3	2	1	-	21
Champagne-Ardenne	58	26	13	8	3	2	3	1	2	-	19
Corse	1	5	3	3	3	25	0	2	-	-	3
Franche-Comté	30	12	6	5	4	2	2	1	1	-	11
Languedoc-Roussillon	70	39	25	17	14	19	8	10	4	-	21
Limousin	68	38	20	13	11	5	-	3	1	-	25
Lorraine	38	14	7	5	3	2	2	-	1	-	10
Midi-Pyrénées	62	37	20	21	11	10	4	11	-	1	23
Nord-Pas-de-Calais	54	28	14	9	7	4	1	1	1	-	10
Basse-Normandie	74	38	18	11	7	4	2	-	1	-	29
Haute-Normandie	59	26	14	9	4	4	1	2	1	-	15
Pays de la Loire	93	46	26	19	14	8	5	3	1	-	22
Picardie	67	28	13	9	6	5	3	2	1	-	23
Poitou-Charentes	75	44	19	13	9	9	3	2	-	-	27
Provence-Alpes-Côte d'Azur	36	26	23	16	12	9	5	7	1	1	8
Rhône-Alpes	41	23	12	8	6	3	2	1	1	1	10
Métropole hors Ile-de-France	60	32	18	12	9	6	3	3	1	1	17
Ile-de-France	48	22	12	7	5	3	2	1	2	1	3
Métropole	60	32	18	12	8	5	3	2	1	1	15
Outre-mer	2	9	3	9	7	6	6	4	1	-	5
France entière	60	32	18	12	8	5	3	2	1	1	14

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	42	21	13	10	7	4	3	3	1	1	5
- à un SAN ⁽²⁾	13	23	9	13	9	2	4	-	-	-	5
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	68	18	9	6	5	4	2	2	1	1	2
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	49	17	9	12	7	5	2	-	2	-	4
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	59	33	20	14	11	7	6	-	-	-	24
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	63	35	18	13	8	6	3	4	-	-	30
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	46	23	12	9	4	4	3	1	-	-	6
- autres communes isolées	54	28	17	11	8	5	3	1	-	1	10
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	58	30	18	12	9	5	3	3	1	1	11
- à un groupement à fiscalité additionnelle	63	35	18	13	8	6	3	4	2	-	29
- communes isolées	53	27	16	11	7	5	3	1	-	1	9

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Les produits du foncier non bâti des communes en 2005

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Métropole hors Ile-de-France	50	29	17	12	8	6	3	3	1	1	15
Métropole	50	28	17	11	8	5	3	2	1	1	13
Outre-mer	2	7	1	7	6	5	6	3	1	-	5
France entière	50	28	16	11	8	5	3	2	1	1	13

Évolution de 2004 à 2005 des produits du foncier non bâti des communes et de leurs groupements

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	+3,9	+3,9	+3,6	+2,6	+3,1	+5,3	+2,7	+2,2	+6,0	-	+3,8
Aquitaine	+3,3	+2,9	+3,6	+4,4	+3,5	+2,2	+4,3	+0,1	-5,8	-	+3,1
Auvergne	+3,2	+2,7	+3,4	+2,5	+2,0	+6,7	+2,9	-	+10,5	-	+3,0
Bourgogne	+2,9	+1,7	+2,8	+2,7	+3,3	+0,3	+1,1	-3,3	+2,1	-	+2,4
Bretagne	+2,4	+2,7	+2,3	+3,2	+3,6	+3,8	+2,9	+3,0	-10,1	-	+2,7
Centre	+2,3	+2,1	+1,7	+2,1	+3,2	-2,6	+0,8	+4,4	+1,4	-	+2,1
Champagne-Ardenne	+2,8	+1,6	+2,4	-1,1	+4,2	+3,2	-3,3	+2,1	+0,2	-	+2,3
Corse	+2,2	+10,7	+4,4	0,0	+6,0	+1,8	+2,0	+13,3	-	-	+6,1
Franche-Comté	+3,3	+3,6	+3,9	+1,1	+1,9	+6,7	+13,9	+7,1	-7,9	-	+3,4
Languedoc-Roussillon	+2,8	+2,1	+1,0	-0,1	+1,5	+0,4	+7,9	-6,0	+1,9	-	+1,8
Limousin	+3,0	+3,1	+3,8	+4,2	+4,8	+3,8	-	+8,8	+10,1	-	+3,3
Lorraine	+3,2	+3,4	+3,0	-0,1	-5,4	+9,0	+3,3	-	+2,7	-	+2,8
Midi-Pyrénées	+3,0	+2,7	+0,7	+3,1	+4,3	+2,7	+8,1	+1,4	-	+4,4	+2,9
Nord-Pas-de-Calais	+2,3	+1,6	+3,1	+1,9	+4,0	+3,9	+1,1	+2,4	+1,3	-	+2,4
Basse-Normandie	+3,6	+3,6	+5,0	+3,1	+4,1	+1,2	-2,0	-	-10,8	-	+3,6
Haute-Normandie	+3,1	+3,0	+1,4	+3,5	+2,6	-1,8	-3,6	+11,2	+2,2	-	+2,8
Pays de la Loire	+2,6	+2,4	+2,6	+2,7	+2,4	+1,8	+2,5	0,0	+0,6	-	+2,4
Picardie	+4,0	+3,6	+1,3	+3,1	+1,5	+4,6	+3,7	+2,9	-0,4	-	+3,6
Poitou-Charentes	+2,8	+3,1	+3,4	+5,2	-1,2	+2,5	+3,3	+2,7	-	-	+2,9
Provence-Alpes-Côte	+3,1	+3,1	+3,4	+2,2	+2,3	+1,5	+0,2	-0,2	+4,2	+11,5	+2,4
Rhône-Alpes	+3,0	+2,5	+2,8	+2,7	+2,7	+1,0	+1,6	-2,8	+3,9	+2,2	+2,6
Métropole hors Ile-de-	+3,1	+2,7	+2,5	+2,6	+2,6	+2,1	+2,7	+0,7	+1,0	+8,1	+2,7
Ile-de-France	+2,7	+2,5	+1,3	+1,6	-2,2	+1,1	+2,3	+2,3	+207,7	-6,5	+1,7
Métropole	+3,0	+2,7	+2,5	+2,5	+2,3	+2,0	+2,6	+1,0	+2,9	+2,3	+2,7
Outre-mer	+1,9	-39,6	-60,2	+3,4	-32,6	-40,7	-9,7	-6,0	+2,0	-	-21,9
France entière	+3,0	+2,6	+2,4	+2,5	+1,1	-1,3	+1,0	+0,1	+2,9	+2,3	+2,4

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	+1,9	+2,1	+2,4	+2,2	+1,1	+1,4	+3,1	+1,4	+3,2	+2,0	+2,0
- à un SAN ⁽²⁾	+4,1	+5,5	+0,1	-3,9	-3,5	-13,7	-4,4	-	-	-	-4,3
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+2,4	-2,9	+4,4	+1,7	+2,8	+2,1	+3,4	+2,0	+0,5	+14,5	+2,7
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-11,3	-10,5	-3,7	+4,4	+2,0	+5,1	-3,5	-	+11,6	-	+1,0
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+2,5	+2,5	+2,4	+2,5	+1,6	+0,6	+2,7	-	-	-	+2,4
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+3,4	+3,0	+2,5	+2,8	+0,5	-3,2	+1,9	+2,7	-	-	+3,0
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+3,0	+2,7	+3,4	+2,9	-2,0	+4,2	-9,2	-4,8	-	-	-0,1
- autres communes isolées	+2,7	+2,1	+2,0	+2,8	+0,5	-18,1	-2,2	-10,1	-	-6,5	+0,8
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	+2,5	+2,4	+2,4	+2,3	+1,4	+1,0	+2,8	+1,4	+2,6	+8,1	+2,3
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+3,4	+3,0	+2,5	+2,9	+0,5	-2,9	+1,5	+2,7	+11,6	-	+3,0
- communes isolées	+2,7	+2,2	+2,2	+2,8	+0,1	-10,6	-5,6	-8,9	-	-6,5	+0,7

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Evolution de 2004 à 2005 des produits du foncier non bâti des communes

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Métropole hors Ile-de-France	+2,4	+2,3	+2,3	+2,2	+2,4	+2,1	+2,7	+0,7	+0,7	+2,1	+2,3
Métropole	+2,4	+2,3	+2,2	+2,2	+2,0	+1,8	+3,1	+1,2	+2,6	-2,2	+2,3
Outre-mer	+1,9	-45,3	-83,6	+4,9	-34,8	-48,3	-4,8	-6,2	+2,0	-	-22,8
France entière	+2,4	+2,2	+2,1	+2,2	+0,9	-1,9	+2,1	+0,2	+2,6	-2,2	+1,9

Les produits de taxe professionnelle des communes et de leurs groupements en 2005

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	57	136	267	302	328	246	386	231	360	-	255
Aquitaine	80	117	205	174	284	465	239	351	425	-	232
Auvergne	70	123	204	216	274	320	198	-	334	-	197
Bourgogne	44	101	163	267	305	267	265	379	236	-	181
Bretagne	74	90	126	161	281	262	208	222	206	-	176
Centre	49	128	179	191	245	326	283	270	242	-	200
Champagne-Ardenne	62	155	162	342	261	247	288	188	346	-	199
Corse	98	94	119	385	163	287	190	249	-	-	170
Franche-Comté	58	123	290	520	203	239	634	278	229	-	210
Languedoc-Roussillon	79	89	122	185	185	238	248	272	257	-	181
Limousin	78	111	185	156	196	261	-	328	262	-	178
Lorraine	45	155	234	242	244	270	215	-	306	-	206
Midi-Pyrénées	98	155	179	212	198	260	343	262	-	373	223
Nord-Pas-de-Calais	57	201	196	255	357	331	322	420	397	-	301
Basse-Normandie	194	103	132	189	259	276	233	-	218	-	180
Haute-Normandie	70	162	186	261	688	450	248	368	257	-	281
Pays de la Loire	55	88	165	193	266	290	278	305	212	-	194
Picardie	51	124	205	249	287	301	225	275	321	-	187
Poitou-Charentes	57	100	152	274	213	196	318	253	-	-	171
Provence-Alpes-Côte d'Azur	153	173	173	367	214	552	329	307	233	203	289
Rhône-Alpes	153	189	307	331	422	385	299	452	272	340	306
Métropole hors Ile-de-France	79	133	193	252	299	344	289	314	277	268	232
Ile-de-France	90	144	434	176	211	201	244	355	625	318	273
Métropole	80	133	206	246	289	314	271	331	284	294	239
Outre-mer	69	73	127	35	45	43	177	118	150	-	117
France entière	80	133	206	243	282	304	266	314	281	294	236

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	120	186	247	296	300	282	255	285	257	313	268
- à un SAN ⁽²⁾	629	1 460	2 371	190	453	1 334	188	-	-	-	650
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	207	312	497	332	423	492	335	461	341	242	356
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	78	116	210	64	228	170	217	-	288	-	234
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	98	126	167	211	248	247	239	-	-	-	176
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	64	115	186	216	254	284	230	168	-	-	155
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	130	147	213	261	236	264	232	284	-	-	240
- autres communes isolées	94	161	221	241	254	224	316	365	-	318	272
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	100	142	214	254	295	321	265	311	281	268	254
- à un groupement à fiscalité additionnelle	64	115	186	214	254	278	229	168	288	-	157
- communes isolées	97	159	220	247	249	242	279	344	-	318	265

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Les produits de taxe professionnelle des communes en 2005

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Métropole hors Ile-de-France	54	98	156	191	233	279	206	363	163	-	141
Métropole	54	98	157	187	229	249	266	341	163	318	186
Outre-mer	124	75	220	28	15	20	116	71	-	-	71
France entière	54	98	157	183	220	233	251	316	163	318	183

Évolution « brute » de 2004 à 2005 des produits de taxe professionnelle des communes et de leurs groupements

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	+2,0	+4,0	+6,1	+5,7	+1,1	+3,4	-1,7	+1,2	+4,3	-	+3,3
Aquitaine	+3,9	+5,0	+5,3	+4,0	+5,1	+3,1	+3,9	+9,5	+1,7	-	+4,4
Auvergne	+4,6	+6,9	+8,8	+6,0	+6,6	+5,6	-1,6	-	+9,0	-	+6,0
Bourgogne	+3,3	+4,0	+4,8	0,0	+5,4	+4,1	+1,5	+2,1	+1,9	-	+3,3
Bretagne	+6,8	+6,7	+7,2	+2,3	+7,9	+2,8	+4,2	+1,5	+2,5	-	+4,8
Centre	+4,0	+3,1	+3,1	+6,5	+4,3	+1,7	+2,0	-0,6	+1,3	-	+2,5
Champagne-Ardenne	+6,4	+2,8	+6,8	+27,7	+1,0	+5,5	+4,2	-4,7	+2,4	-	+3,7
Corse ⁽⁶⁾	+13,6	+27,0	+16,3	+16,7	+17,7	+21,9	+0,3	+11,3	-	-	+13,2
Franche-Comté	+8,3	+9,7	+8,2	+7,6	-1,1	+0,1	+1,9	+3,3	+2,0	-	+4,7
Languedoc-Roussillon	+8,0	+5,9	+5,7	+4,5	+4,8	+3,2	+5,2	+1,7	+3,4	-	+4,4
Limousin	+3,9	+4,8	+5,9	+3,9	+1,9	-1,7	-	-4,2	+2,7	-	+2,0
Lorraine	+8,2	+7,4	+5,4	+1,8	+0,7	+3,5	-1,8	-	-1,5	-	+2,3
Midi-Pyrénées	+5,1	+3,9	+3,2	+4,3	+5,7	+3,1	+2,9	+3,5	-	+4,4	+3,9
Nord-Pas-de-Calais	+5,2	+3,4	+4,5	+1,1	+2,6	+4,2	+1,1	+3,2	+2,9	-	+2,8
Basse-Normandie	+0,7	+5,4	+7,8	+8,7	+5,3	+3,6	-0,7	-	-10,0	-	+2,1
Haute-Normandie	+3,4	+5,0	+6,6	+7,6	+5,5	+5,5	-2,3	-2,3	+3,1	-	+4,0
Pays de la Loire	+5,2	+2,7	+4,0	-14,4	+3,5	-8,7	+3,4	+2,6	-17,8	-	-4,7
Picardie	+7,2	+7,3	+3,8	+9,4	+6,1	+2,4	+2,2	-0,4	-1,8	-	+3,6
Poitou-Charentes	+6,3	+5,7	+2,6	+6,7	+4,9	+2,4	+2,0	+3,9	-	-	+4,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+4,4	+8,6	+4,3	+2,8	+8,4	+4,0	+4,1	+0,9	+1,1	+2,9	+3,8
Rhône-Alpes	+5,4	+5,7	+6,6	+7,7	+5,6	+2,0	-0,5	-0,8	-1,4	-0,8	+3,0
Métropole hors Ile-de-France	+4,7	+5,3	+5,4	+3,9	+4,7	+2,6	+1,7	+1,9	-0,5	+2,2	+3,0
Ile-de-France	-1,1	+5,2	+4,6	+4,7	+1,9	-0,6	+1,5	+6,2	+8,0	-3,2	+1,7
Métropole	+4,6	+5,3	+5,3	+3,9	+4,4	+2,1	+1,7	+3,8	-0,1	-0,9	+2,7
Outre-mer	-7,6	-9,9	-0,8	-0,8	-11,7	-35,4	+0,1	-0,4	+3,4	-	-3,6
France entière	+4,6	+5,2	+5,3	+3,9	+4,3	+1,8	+1,6	+3,6	-0,1	-0,9	+2,7

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	+9,2	+6,3	+5,8	+1,6	+4,5	+1,4	+1,5	+4,4	-1,0	+2,2	+2,3
- à un SAN ⁽²⁾	+7,0	+19,1	+10,9	+6,0	+5,3	+3,8	+11,0	-	-	-	+6,3
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	-5,8	+4,3	+10,3	+9,1	+3,2	+5,0	+1,6	+4,0	+1,7	+2,3	+3,1
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-10,5	-5,8	-2,7	+2,9	+6,6	+6,8	-2,9	-	+2,2	-	+1,6
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+3,0	+5,6	+5,2	+4,3	+4,9	+2,1	+1,0	-	-	-	+4,1
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+5,5	+4,6	+3,7	+4,2	+3,7	+1,3	+3,9	+7,3	-	-	+3,9
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+5,1	+3,2	+4,9	+7,0	+3,1	+3,3	+1,7	-3,9	-	-	+1,3
- autres communes isolées	+4,8	+4,5	+5,5	+6,9	+5,3	-7,0	+1,0	+3,9	-	-3,2	+0,6
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	+3,5	+5,9	+6,0	+3,4	+4,4	+2,5	+1,6	+4,3	-0,1	+2,2	+3,0
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+5,5	+4,6	+3,7	+4,2	+3,7	+1,5	+3,2	+7,3	+2,2	-	+3,8
- communes isolées	+4,9	+4,3	+5,4	+6,9	+4,7	-2,3	+1,2	+2,1	-	-3,2	+0,7

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine
 (4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes (6) : l'évolution observée pour la Corse résulte en partie de la fin progressive du régime de zone franche qui lui était appliqué
 n.s. : non significatif

Evolution⁽⁷⁾ « brute » de 2004 à 2005 des produits de taxe professionnelle des communes

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Métropole hors Ile-de-France	+4,6	+3,8	+3,7	+3,6	+3,9	+1,6	+1,1	+1,8	+2,4	-	+3,3
Métropole	+4,5	+3,8	+3,6	+3,8	+3,5	-0,2	+2,6	+4,8	+2,4	-3,2	+1,9
Outre-mer	+3,4	-12,1	-1,8	+4,9	-53,4	-73,6	-26,8	-16,6	-	-	-32,7
France entière	+4,5	+3,8	+3,6	+3,8	+3,1	-2,6	+1,3	+4,1	+2,4	-3,2	+1,4

(7) : pour les communes isolées ou appartenant à des groupements de même nature juridique et de même régime fiscal

Évolution « à législation constante » de 2004 à 2005 des produits de taxe professionnelle des communes et de leurs groupements

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	+2,5	+4,4	+6,5	+6,3	+1,8	+4,3	-1,0	+2,1	+5,2	-	+4,0
Aquitaine	+5,1	+6,0	+6,5	+5,8	+6,2	+4,6	+5,6	+10,8	+2,7	-	+5,7
Auvergne	+5,2	+7,9	+9,8	+6,2	+7,3	+6,3	-0,8	-	+10,1	-	+6,8
Bourgogne	+3,9	+4,9	+6,1	+0,7	+6,2	+5,3	+2,7	+2,7	+2,9	-	+4,2
Bretagne	+7,9	+7,7	+8,3	+3,3	+8,9	+3,9	+5,6	+3,0	+3,5	-	+5,9
Centre	+4,3	+4,0	+3,7	+7,1	+5,2	+2,8	+3,0	+0,2	+2,4	-	+3,3
Champagne-Ardenne	+5,8	+3,3	+7,4	+28,4	+1,8	+6,3	+3,6	-4,4	+3,3	-	+4,2
Corse ⁽⁶⁾	+3,7	+11,3	+3,1	+6,1	+1,7	+9,4	-12,6	-4,1	-	-	-0,9
Franche-Comté	+9,0	+10,5	+8,8	+7,9	-0,5	+0,8	+2,1	+4,0	+3,0	-	+5,3
Languedoc-Roussillon	+8,2	+7,5	+7,2	+5,9	+6,8	+4,7	+6,8	+4,5	+5,7	-	+6,2
Limousin	+4,9	+5,2	+6,9	+5,1	+2,5	-1,7	-	-2,8	+3,7	-	+2,8
Lorraine	+8,8	+8,2	+6,1	+2,3	+1,6	+4,2	-0,8	-	-0,4	-	+3,2
Midi-Pyrénées	+5,8	+5,0	+5,0	+5,8	+7,7	+4,5	+4,3	+4,9	-	+5,0	+5,1
Nord-Pas-de-Calais	+6,8	+4,3	+5,6	+1,9	+3,3	+5,4	+2,1	+4,3	+4,6	-	+3,8
Basse-Normandie	+0,9	+6,2	+8,9	+9,8	+6,6	+4,9	+1,0	-	-9,2	-	+3,0
Haute-Normandie	+3,7	+5,6	+7,2	+8,5	+6,5	+7,0	-1,5	-1,3	+4,8	-	+5,0
Pays de la Loire	+7,9	+3,5	+4,8	-13,9	+4,3	-8,0	+4,5	+3,6	-17,2	-	-4,0
Picardie	+7,8	+8,0	+4,7	+10,8	+7,0	+2,9	+2,9	+0,4	-1,6	-	+4,2
Poitou-Charentes	+6,3	+6,7	+3,7	+7,8	+5,9	+3,6	+3,0	+4,9	-	-	+5,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+4,8	+9,7	+5,6	+3,9	+9,8	+4,8	+5,3	+2,6	+2,6	+5,0	+5,1
Rhône-Alpes	+5,5	+6,2	+7,1	+8,3	+5,5	+3,0	+0,5	+0,1	-0,4	+0,2	+3,7
Métropole hors Ile-de-France	+5,1	+6,0	+6,3	+4,7	+5,4	+3,6	+2,7	+2,7	+0,7	+3,6	+4,0
Ile-de-France	-0,5	+5,6	+4,2	+5,7	+2,6	+0,5	+2,1	+7,0	+8,4	-1,3	+2,6
Métropole	+5,0	+6,0	+6,0	+4,7	+5,2	+3,2	+2,5	+4,6	+1,0	+0,8	+3,7
Outre-mer	-	-9,7	-0,7	+0,2	-10,9	-34,1	+1,0	+0,7	+4,2	-	-2,6
France entière	+5,0	+6,0	+6,0	+4,7	+5,1	+2,8	+2,5	+4,5	+1,1	+0,8	+3,6
Selon l'appartenance intercommunale											
- à une CA ⁽¹⁾	+10,0	+7,2	+6,6	+2,4	+5,4	+2,5	+2,4	+5,2	+0,1	+3,5	+3,3
- à un SAN ⁽²⁾	+7,1	+19,6	+8,0	+4,3	+5,6	+3,9	+10,8	-	-	-	+6,0
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	-4,2	+5,4	+11,5	+10,3	+4,4	+6,2	+2,7	+5,2	+2,9	+3,7	+4,3
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-9,5	-5,5	-1,5	+3,8	+7,2	+6,7	-0,6	-	+2,8	-	+2,5
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+3,6	+6,3	+5,9	+5,0	+5,2	+3,1	+2,2	-	-	-	+4,8
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+5,9	+5,4	+4,5	+5,1	+4,8	+2,2	+4,8	+9,0	-	-	+4,8
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+4,4	+3,3	+6,5	+7,8	+2,4	+4,7	+2,4	-3,2	-	-	+2,0
- autres communes isolées	+4,8	+4,8	+6,0	+7,8	+6,1	-5,9	+1,4	+4,5	-	-1,3	+1,6
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	+4,1	+6,7	+6,7	+4,2	+5,2	+3,5	+2,5	+5,2	+1,0	+3,6	+3,9
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+5,9	+5,4	+4,5	+5,1	+4,8	+2,3	+4,2	+9,0	+2,8	-	+4,7
- communes isolées	+4,8	+4,6	+6,1	+7,8	+5,2	-1,2	+1,7	+2,8	-	-1,3	+1,7

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine
 (4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes (6) : l'évolution observée pour la Corse résulte en partie de la fin progressive du régime de zone franche qui lui était appliqué
 n.s. : non significatif

Evolution⁽⁷⁾ « à législation constante » de 2004 à 2005 des produits de taxe professionnelle des communes

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Métropole hors Ile-de-France	+4,9	+4,5	+4,6	+4,6	+4,9	+2,4	+2,4	+3,4	+3,1	-	+4,1
Métropole	+4,8	+4,5	+4,5	+4,9	+4,4	+0,8	+3,0	+5,5	+3,1	-1,3	+2,9
Outre-mer	+3,4	-12,0	-1,6	+6,3	-50,5	-72,6	-24,8	-14,3	-	-	-30,7
France entière	+4,8	+4,4	+4,4	+4,9	+4,1	-1,6	+1,8	+4,8	+3,1	-1,3	+2,4

(7) : pour les communes isolées ou appartenant à des groupements de même nature juridique et de même régime fiscal

Les produits des quatre taxes des communes et de leurs groupements en 2005

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	250	338	489	535	615	518	717	524	761	-	532
Aquitaine	272	326	489	471	654	914	715	917	1 084	-	594
Auvergne	290	338	448	494	583	685	613	-	748	-	488
Bourgogne	251	314	415	545	614	600	678	815	680	-	472
Bretagne	278	316	402	456	613	636	601	626	633	-	491
Centre	279	363	449	461	589	717	730	666	701	-	521
Champagne-Ardenne	269	401	387	564	532	584	681	590	814	-	504
Corse	325	360	367	633	445	707	505	649	-	-	468
Franche-Comté	206	299	517	761	449	552	979	612	703	-	454
Languedoc-Roussillon	367	370	449	562	631	700	841	784	796	-	602
Limousin	286	327	429	432	524	635	-	872	668	-	478
Lorraine	185	317	440	441	497	530	561	-	719	-	444
Midi-Pyrénées	300	396	433	493	501	603	807	671	-	849	543
Nord-Pas-de-Calais	225	385	411	503	636	640	680	760	872	-	592
Basse-Normandie	423	324	395	559	580	582	596	-	667	-	464
Haute-Normandie	290	365	450	541	1 026	819	631	818	676	-	592
Pays de la Loire	291	312	405	478	604	678	685	713	667	-	518
Picardie	260	344	484	526	618	646	617	693	741	-	477
Poitou-Charentes	270	331	425	583	546	654	739	741	-	-	483
Provence-Alpes-Côte d'Azur	545	572	528	722	631	1 020	802	900	672	641	736
Rhône-Alpes	447	457	603	643	764	743	695	882	737	823	657
Métropole hors Ile-de-France	292	361	459	543	631	711	709	758	737	723	560
Ile-de-France	350	415	805	540	612	634	695	776	1 005	694	685
Métropole	293	363	478	543	629	695	704	765	742	708	583
Outre-mer	620	231	251	204	158	161	378	349	475	-	309
France entière	293	363	477	538	616	673	684	732	735	708	575

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	326	415	523	602	634	661	685	708	701	820	658
- à un SAN ⁽²⁾	1 048	1 884	3 460	485	942	1 791	582	-	-	-	1 104
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	470	584	805	661	782	879	749	869	830	666	775
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	338	290	486	314	498	477	575	-	672	-	576
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	306	344	421	492	572	598	639	-	-	-	446
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	277	344	455	498	558	605	597	506	-	-	413
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	345	407	556	689	614	688	658	671	-	-	635
- autres communes isolées	328	436	523	536	631	607	732	804	-	694	636
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	308	364	480	549	631	694	688	731	737	723	610
- à un groupement à fiscalité additionnelle	277	344	455	496	556	599	595	506	672	-	418
- communes isolées	330	431	529	579	626	643	700	769	-	694	636

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine
 (4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes
 n.s. : non significatif

Les produits des quatre taxes des communes en 2005

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Métropole hors Ile-de-France	219	290	394	439	523	597	533	979	358	-	369
Métropole	221	293	398	448	533	602	673	778	358	694	469
Outre-mer	1 248	224	338	154	86	97	276	198	-	-	195
France entière	221	293	398	441	515	567	634	724	358	694	460

Évolution « brute » de 2004 à 2005 du produit des quatre taxes des communes et de leurs groupements

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	+5,5	+5,5	+6,4	+5,5	+3,8	+5,1	+0,9	+3,3	+4,2	-	+4,4
Aquitaine	+5,4	+5,6	+5,7	+5,9	+5,8	+4,1	+4,5	+6,4	+3,7	-	+5,0
Auvergne	+5,0	+5,7	+7,2	+5,4	+5,4	+5,2	+0,6	-	+6,2	-	+5,0
Bourgogne	+4,7	+3,8	+5,1	+2,3	+5,2	+3,6	+2,2	+2,1	+4,2	-	+3,8
Bretagne	+5,6	+6,2	+6,6	+4,4	+7,1	+4,4	+4,9	+3,8	+1,9	-	+5,0
Centre	+4,1	+3,8	+4,1	+5,4	+5,0	+1,4	+2,7	+4,2	+2,1	-	+3,3
Champagne-Ardenne	+5,3	+3,9	+5,8	+15,5	+2,8	+5,2	+2,2	+0,6	+3,0	-	+3,7
Corse ⁽⁶⁾	+8,6	+12,0	+9,2	+14,3	+12,0	+13,9	+2,9	+6,6	-	-	+8,6
Franche-Comté	+7,0	+7,9	+7,2	+7,0	+1,3	+2,2	+2,0	+3,9	+2,5	-	+4,7
Languedoc-Roussillon	+5,0	+6,4	+6,4	+5,7	+6,1	+4,6	+6,5	+3,2	+3,7	-	+5,2
Limousin	+4,7	+5,3	+5,9	+5,6	+4,3	+1,5	-	+3,5	+3,7	-	+4,2
Lorraine	+6,6	+6,3	+5,2	+2,7	+1,5	+4,4	+1,4	-	+1,5	-	+3,3
Midi-Pyrénées	+5,2	+4,7	+3,7	+5,7	+7,1	+2,4	+4,9	+4,2	-	+4,6	+4,7
Nord-Pas-de-Calais	+4,9	+3,7	+4,9	+2,8	+3,5	+4,5	+2,5	+3,5	+2,9	-	+3,5
Basse-Normandie	+3,1	+5,8	+7,6	+6,0	+5,3	+4,2	+0,6	-	-1,5	-	+3,7
Haute-Normandie	+4,4	+5,1	+5,2	+6,2	+4,6	+3,9	+1,1	-0,2	+3,0	-	+3,7
Pays de la Loire	+5,1	+5,1	+6,1	-2,7	+5,2	-1,2	+4,9	+3,6	-3,4	-	+1,6
Picardie	+6,0	+6,2	+4,6	+6,5	+5,8	+3,7	+3,2	+1,8	+0,9	-	+4,3
Poitou-Charentes	+5,3	+6,1	+6,0	+6,9	+5,4	+3,3	+3,1	+4,2	-	-	+5,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+5,2	+6,9	+6,1	+5,1	+7,4	+4,4	+4,8	+2,1	+2,5	+8,7	+5,5
Rhône-Alpes	+5,8	+6,0	+6,1	+6,6	+5,4	+2,9	+1,4	+0,7	+1,2	+1,6	+3,7
Métropole hors Ile-de-France	+5,2	+5,5	+5,8	+4,9	+5,2	+3,5	+3,2	+3,1	+2,0	+5,8	+4,2
Ile-de-France	+3,1	+4,4	+4,9	+5,0	+3,1	+1,9	+3,3	+5,5	+6,3	-0,2	+3,0
Métropole	+5,1	+5,4	+5,7	+4,9	+4,9	+3,2	+3,2	+4,1	+2,2	+2,7	+3,9
Outre-mer	+10,4	-7,4	-5,7	+2,6	-22,2	-30,6	-0,4	-2,9	+4,2	-	-5,6
France entière	+5,1	+5,4	+5,7	+4,9	+4,7	+2,7	+3,1	+3,8	+2,2	+2,7	+3,8

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	+6,2	+6,0	+5,9	+3,8	+5,0	+3,1	+3,3	+4,4	+1,7	+3,1	+3,5
- à un SAN ⁽²⁾	+6,4	+15,3	+9,9	+4,5	+5,1	+3,3	+7,3	-	-	-	+5,6
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+0,8	+3,9	+8,5	+8,4	+4,9	+5,2	+3,3	+4,0	+3,3	+7,9	+4,8
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-5,8	-4,4	-0,4	+2,8	+5,6	+5,0	-1,4	-	+3,3	-	+2,3
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+4,1	+5,6	+5,7	+4,9	+4,9	+3,2	+2,8	-	-	-	+4,7
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+5,7	+5,4	+4,9	+5,0	+4,0	+1,9	+4,8	+6,1	-	-	+4,7
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+5,3	+4,4	+6,6	+5,8	+3,5	+3,9	+2,5	+0,5	-	-	+2,9
- autres communes isolées	+5,1	+4,4	+5,3	+6,6	+3,9	-4,5	+2,0	+3,1	-	-0,2	+1,7
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	+4,3	+5,7	+6,1	+4,7	+5,0	+3,5	+3,3	+4,4	+2,2	+5,8	+4,1
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+5,7	+5,4	+4,9	+5,0	+4,0	+2,0	+4,1	+6,1	+3,3	-	+4,6
- communes isolées	+5,2	+4,4	+5,5	+6,4	+3,8	-0,7	+2,2	+2,5	-	-0,2	+2,0

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine
 (4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes (6) : l'évolution observée pour la Corse résulte en partie de la fin progressive du régime de zone franche qui lui était appliqué
 n.s. : non significatif

Evolution⁽⁷⁾ « brute » de 2004 à 2005 des produits des quatre taxes des communes

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Métropole hors Ile-de-France	+4,6	+5,0	+5,4	+5,1	+5,1	+3,9	+3,9	+3,8	+3,5	+3,6	+4,4
Métropole	+4,6	+4,9	+5,3	+5,1	+4,9	+3,4	+4,0	+4,4	+3,5	+0,8	+4,0
Outre-mer	+12,1	-9,8	-9,1	+7,4	-29,6	-47,5	-2,3	-5,8	+4,6	-	-10,1
France entière	+4,6	+4,9	+5,3	+5,1	+4,5	+2,4	+3,8	+4,0	+3,5	+0,8	+3,7

(7) : pour les communes isolées ou appartenant à des groupements de même nature juridique et de même régime fiscal

Évolution « à législation constante » de 2004 à 2005 du produit des quatre taxes des communes et de leurs groupements

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	+5,6	+5,6	+6,6	+5,8	+4,2	+5,5	+1,3	+3,7	+4,6	-	+4,8
Aquitaine	+5,7	+6,0	+6,2	+6,3	+6,3	+4,6	+5,1	+7,0	+4,1	-	+5,5
Auvergne	+5,2	+6,0	+7,7	+5,5	+5,7	+5,2	+0,9	-	+6,7	-	+5,3
Bourgogne	+4,8	+4,1	+5,6	+2,7	+5,6	+4,2	+2,6	+2,4	+4,6	-	+4,2
Bretagne	+5,9	+6,5	+7,0	+4,7	+7,6	+4,8	+5,4	+4,3	+2,3	-	+5,4
Centre	+4,1	+4,2	+4,4	+5,6	+5,3	+1,8	+3,1	+4,5	+2,5	-	+3,7
Champagne-Ardenne	+5,1	+4,1	+6,0	+16,1	+3,2	+5,6	+2,0	+0,7	+3,4	-	+3,9
Corse ⁽⁶⁾	+5,6	+8,7	+4,9	+9,4	+7,5	+9,2	-4,2	0,0	-	-	+3,2
Franche-Comté	+7,2	+8,2	+7,6	+7,2	+1,6	+2,6	+2,2	+4,2	+2,9	-	+5,0
Languedoc-Roussillon	+5,1	+6,8	+6,9	+6,1	+6,7	+5,1	+6,9	+4,2	+4,5	-	+5,8
Limousin	+4,9	+5,4	+6,4	+6,0	+4,5	+1,4	-	+4,0	+4,1	-	+4,5
Lorraine	+6,8	+6,5	+5,5	+3,0	+2,0	+4,7	+1,6	-	+2,0	-	+3,6
Midi-Pyrénées	+5,5	+5,1	+4,3	+6,3	+7,8	+2,9	+5,4	+4,8	-	+4,9	+5,2
Nord-Pas-de-Calais	+5,3	+4,0	+5,3	+3,2	+3,9	+5,0	+3,0	+4,1	+3,7	-	+4,0
Basse-Normandie	+3,1	+6,1	+8,0	+6,4	+5,9	+4,8	+1,3	-	-1,3	-	+4,1
Haute-Normandie	+4,5	+5,4	+5,5	+6,5	+4,6	+4,7	+1,4	+0,3	+3,7	-	+4,1
Pays de la Loire	+5,6	+5,4	+6,4	-2,5	+5,5	-0,9	+5,3	+4,0	-3,3	-	+1,9
Picardie	+6,3	+6,5	+4,9	+7,2	+6,2	+3,9	+3,5	+2,1	+0,9	-	+4,5
Poitou-Charentes	+5,3	+6,4	+6,4	+7,4	+5,9	+3,7	+3,5	+4,6	-	-	+5,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+5,4	+7,2	+6,6	+5,8	+7,8	+4,9	+5,3	+2,7	+3,0	+9,3	+6,1
Rhône-Alpes	+5,9	+6,2	+6,4	+6,9	+5,2	+3,4	+1,8	+1,2	+1,6	+2,0	+4,0
Métropole hors Ile-de-France	+5,3	+5,8	+6,1	+5,3	+5,5	+3,9	+3,6	+3,5	+2,5	+6,3	+4,6
Ile-de-France	+3,3	+4,5	+4,8	+5,2	+3,4	+2,3	+3,6	+5,9	+6,5	+0,7	+3,4
Métropole	+5,2	+5,7	+6,0	+5,3	+5,2	+3,6	+3,6	+4,5	+2,6	+3,4	+4,3
Outre-mer	+10,	-7,3	-5,6	+2,6	-21,6	-30,2	+0,1	-2,5	+4,4	-	-5,3
France entière	+5,2	+5,7	+6,0	+5,3	+5,0	+3,1	+3,5	+4,2	+2,6	+3,4	+4,2
Selon l'appartenance intercommunale											
- à une CA ⁽¹⁾	+6,5	+6,4	+6,3	+4,2	+5,4	+3,5	+3,6	+4,8	+2,1	+3,6	+3,9
- à un SAN ⁽²⁾	+6,4	+15,7	+7,9	+3,9	+5,3	+3,4	+7,3	-	-	-	+5,4
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+1,6	+4,6	+9,2	+9,0	+5,5	+5,9	+3,8	+4,7	+3,8	+8,4	+5,3
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	-5,6	-4,3	+0,1	+2,9	+5,9	+5,0	-0,6	-	+3,6	-	+2,7
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+4,3	+5,8	+6,0	+5,2	+5,0	+3,6	+3,1	-	-	-	+4,9
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+5,8	+5,7	+5,3	+5,4	+4,3	+2,3	+5,1	+6,7	-	-	+5,0
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+5,4	+4,4	+6,8	+5,8	+3,8	+4,2	+2,9	+1,1	-	-	+3,2
- autres communes isolées	+5,1	+4,5	+5,4	+7,0	+4,2	-4,1	+2,1	+3,4	-	+0,7	+2,2
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	+4,4	+6,0	+6,4	+5,0	+5,3	+3,9	+3,7	+4,8	+2,6	+6,3	+4,5
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+5,8	+5,7	+5,2	+5,4	+4,4	+2,4	+4,4	+6,7	+3,6	-	+4,9
- communes isolées	+5,2	+4,5	+5,7	+6,6	+4,1	-0,3	+2,4	+2,9	-	+0,7	+2,4

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine (4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes (6) : l'évolution observée pour la Corse résulte en partie de la fin progressive du régime de zone franche qui lui était appliqué
n.s. : non significatif

Evolution⁽⁷⁾ « à législation constante » de 2004 à 2005 des produits des quatre taxes des communes

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Métropole hors Ile-de-France	+4,7	+5,1	+5,5	+5,3	+5,2	+4,0	+4,0	+3,9	+3,5	+3,6	+4,5
Métropole	+4,6	+5,0	+5,5	+5,3	+5,0	+3,5	+4,0	+4,6	+3,5	+1,5	+4,1
Outre-mer	+12,1	-9,8	-9,0	+7,6	-29,3	-47,3	-2,1	-5,6	+4,6	-	-9,9
France entière	+4,6	+5,0	+5,5	+5,3	+4,7	+2,5	+3,8	+4,1	+3,5	+1,5	+3,9

(7) : pour les communes isolées ou appartenant à des groupements de même nature juridique et de même régime fiscal

Taxe et redevance d'enlèvement des ordures ménagères

Il s'agit d'un impôt direct facultatif, additionnel à la taxe foncière sur les propriétés bâties, à la charge du ménage occupant le local d'habitation. La taxe d'enlèvement des ordures ménagères constitue l'un des modes de financement spécifique du service d'élimination des déchets des ménages. La législation offre aux communes et à leurs groupements le choix entre trois modes de financement du service d'élimination des déchets ménagers : la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), la redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) ou le budget général.

La réforme du financement de l'élimination des déchets ménagers.

Dans un premier temps, l'article 107 de la LFI pour 2004 prévoit que la collectivité qui a institué la taxe vote, à compter de 2005, un taux de TEOM et non plus un produit. Cet article donne également un fondement légal à la possibilité, pour les collectivités compétentes, de fixer des taux de TEOM différenciés en fonction du service rendu à l'usager. Il permet aux groupements de communes de mettre en place, pour une durée maximale de cinq ans, un dispositif de zonage et de rapprochement progressif des taux de TEOM en vue de faciliter l'harmonisation du mode de financement.

Dans un second temps, l'article 101 de la LFI pour 2005 a assoupli ces dispositions, notamment pour répondre aux questions liées à l'augmentation des cotisations.

L'importance du service rendu est désormais appréciée non seulement en fonction des conditions objectives de réalisation du service mais également en fonction de son coût.

La durée de la période de lissage des taux est portée à dix ans décomptés soit à partir de 2005, soit à compter de l'institution de la taxe.

Enfin, à compter de 2006, les communes et leurs EPCI pourront, sur délibération, instituer un plafonnement des valeurs locatives des locaux à usage d'habitation et de leurs dépendances dans la limite d'un montant égal à au moins deux fois la valeur locative moyenne communale des locaux d'habitation.

L'article 68 de la LFR pour 2004 autorise les assemblées délibérantes compétentes à supprimer l'exonération de TEOM dont bénéficient de plein droit les locaux situés dans le périmètre où le service d'élimination des déchets ménagers ne fonctionne pas.

L'article 64 de la LFR pour 2004 prévoit que les communes et leurs groupements de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM doivent retracer dans un état spécial annexé aux documents budgétaires le produit perçu de la taxe et les dépenses directes et indirectes afférentes à l'exercice de la compétence élimination des déchets ménagers.

S'agissant des modifications apportées à la REOM, elles avaient pour objectif d'améliorer ses conditions d'établissement et de recouvrement.

L'article 67 de la LFR pour 2004 prévoit ainsi que le tarif de la redevance peut, en raison des caractéristiques de l'habitat, comprendre une part fixe correspondant aux coûts non proportionnels et une part variable.

Il permet d'établir, pour les habitats verticaux ou pavillonnaires, une redevance globale au nom de la personne morale ou physique chargée de la gestion de la résidence qui la répartira ensuite entre les foyers.

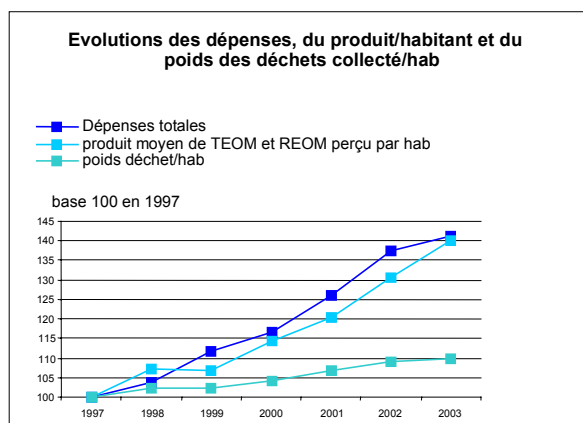
En dernier lieu, l'article 63 de la LFR pour 2004 crée un dispositif d'opposition à tiers détenteur permettant aux comptables directs du Trésor de saisir des sommes d'argent détenues ou dues par des tiers au débiteur pour recouvrer l'ensemble des produits locaux non fiscaux.

En 2005, 1 420 groupements de communes à fiscalité propre ont perçu la taxe, dont 129 communautés d'agglomération, les 14 communautés urbaines, 1 SAN et 1 276 communautés de communes.

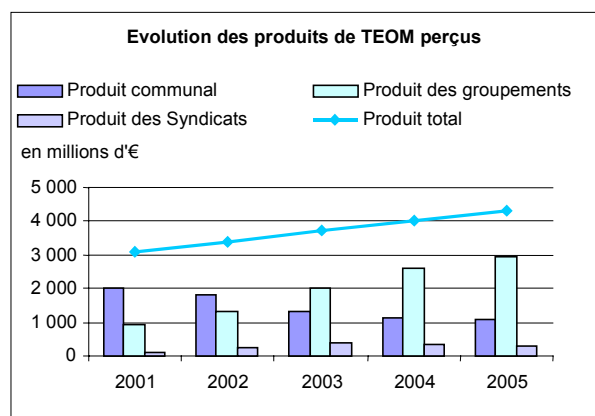
En 2004, les habitants de 95 % des communes étaient assujettis au paiement d'une taxe ou d'une redevance générale. La proportion de communes qui ont choisi la REOM en 2004 est en baisse (30 % contre 31 % en 2003). En 2005, le nombre de communes ayant opté pour la TEOM est en hausse (65 % contre 64 % en 2003).

Au total, ce sont 53 millions d'habitants (soit 88 % de la population) qui sont assujettis au régime de la TEOM.

Le rôle de l'intercommunalité et son développement expliquent en partie le dynamisme de cette taxe au cours des dernières années. La part de TEOM perçue par les EPCI n'a cessé de croître. Si le produit de TEOM prélevé par les EPCI ne représentait que 30,4 % du produit total en 2001, il en représente 68,8 % en 2005. Le pourcentage a plus que doublé en 4 ans ; dans le même temps la part des communes est passée de 65,9 % à 25,4 %. Un effet de substitution des groupements à fiscalité propre aux communes dans le domaine du traitement des ordures ménagères intervient clairement. La mise en commun des moyens et compétences a entraîné au sein des groupements une amélioration de la qualité du service rendu dans le domaine de la gestion de la collecte des ordures ménagères, en phase avec les développements de la réglementation.



Source : DGCL, Eurostat, IFEN



Source : DGCL, DGI

Si l'utilisation de la redevance est légèrement plus répandue dans les communes de moins de 500 habitants, elle devient tout à fait marginale dans les communes de plus de 5 000 habitants (moins de 10 %). La taxe est utilisée par plus de 85 % des communes au-dessus de 10 000 habitants. L'utilisation de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères est particulièrement fréquente dans l'est de la France.

Le produit total de la taxe atteint 4,32 milliards d'euros en 2005, bien que l'évolution de ce produit reste très dynamique, cette évolution s'atténue pour la première fois, en 2005 elle est de 8 % contre 9 % l'année précédente. Le produit de la redevance atteignait 0,42 milliards d'euros en 2004, contre 0,39 milliards d'euros en 2003.

Nombre de communes concernées par la TEOM selon la collectivité destinataire de la taxe en 2004

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 Hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 Hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 Hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
- groupement sans TPU	5 621	2 415	345	133	126	51	19	3	1	-	8 714
- groupement à TPU	3 112	3 119	785	394	490	250	159	42	26	3	8 380
- syndicat	2 498	1 204	200	64	100	30	18	1	-	-	4 115
- commune elle-même	931	743	204	91	142	99	99	32	2	2	2 345
Ensemble des communes	12 162	7 481	1 534	682	858	430	295	78	29	5	23 554

Nombre de communes concernées par la TEOM selon la collectivité destinataire de la taxe en 2005

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 Hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 Hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 Hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
- groupement sans TPU	5 786	2 467	354	131	129	49	16	3	1	-	8 936
- groupement à TPU	3 729	3 523	848	418	530	275	176	44	27	3	9 573
- syndicat	2 134	1 032	170	58	77	29	18	1	-	-	3 519
- commune elle-même	759	584	172	77	120	85	86	31	2	2	1 918
Ensemble des communes	12 408	7 606	1 544	684	856	438	296	79	30	5	23 946

Proportion de communes sur le territoire desquelles est perçue une taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) en 2004

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	12	27	43	52	74	63	75	100	100	-	26
Aquitaine	82	83	86	87	83	94	100	100	100	-	83
Auvergne	64	77	83	100	100	100	100	-	100	-	70
Bourgogne	64	73	80	100	88	100	100	100	100	-	68
Bretagne	55	54	62	72	78	91	75	100	100	-	58
Centre	63	66	76	80	87	82	100	100	100	-	66
Champagne-Ardenne	35	48	66	46	67	86	50	100	0	-	38
Corse	40	76	100	100	100	100	100	100	-	-	49
Franche-Comté	21	36	68	72	93	86	100	100	0	-	26
Ile-de-France	89	97	95	90	95	97	92	94	100	100	94
Languedoc-Roussillon	65	82	96	98	96	93	100	100	100	-	74
Limousin	76	72	77	78	91	75	-	100	100	-	75
Lorraine	20	50	58	72	86	95	100	-	100	-	31
Midi-Pyrénées	78	82	87	91	93	84	91	100	-	100	79
Nord-Pas-de-Calais	71	71	73	72	64	71	79	100	100	-	71
Basse-Normandie	76	82	88	96	100	100	100	-	100	-	79
Haute-Normandie	76	78	80	89	79	81	88	100	100	-	78
Pays de la Loire	52	65	70	82	86	100	100	100	100	-	64
Picardie	63	57	59	67	55	79	60	50	100	-	62
Poitou-Charentes	64	59	76	76	86	100	60	100	-	-	64
Provence-Alpes-Côte d'Azur	40	77	93	88	99	98	96	83	100	100	66
Rhône-Alpes	61	77	82	88	91	89	96	100	67	100	72
Métropole	58	68	76	82	86	89	91	95	90	100	64
Outre-mer	0	72	83	83	79	74	100	100	100	-	81
France entière	58	68	76	82	86	89	92	95	91	100	64

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	82	86	88	91	86	87	93	96	88	100	87
- à un SAN ⁽²⁾	100	100	100	100	100	100	83	-	-	-	97
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	100	100	100	100	100	100	100	-	100	-	100
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	69	70	76	80	81	91	78	-	-	-	70
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	55	63	69	73	79	75	88	100	-	-	58
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	45	75	79	87	91	100	84	83	-	-	67
- autres communes isolées	51	68	73	77	93	91	98	95	-	100	59
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	70	73	81	86	86	90	92	96	90	100	74
- à un groupement à fiscalité additionnelle	55	63	69	73	80	76	89	100	100	-	58
- communes isolées	51	69	74	80	93	94	92	92	-	100	59

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) communauté de communes

Proportion de communes sur le territoire desquelles est perçue une taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) en 2005

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	12	28	44	52	74	63	75	100	100	-	27
Aquitaine	83	83	87	87	86	90	100	100	100	-	84
Auvergne	66	78	85	100	100	100	100	-	100	-	72
Bourgogne	67	75	78	100	85	100	100	100	100	-	70
Bretagne	55	56	65	68	79	91	75	100	100	-	60
Centre	64	70	76	89	87	82	100	100	100	-	68
Champagne-Ardenne	35	48	66	62	67	86	50	100	0	-	38
Corse	41	78	100	100	100	100	100	100	-	-	51
Franche-Comté	22	39	68	78	71	86	100	100	0	-	28
Ile-de-France	91	97	95	92	94	98	94	94	100	100	94
Languedoc-Roussillon	68	85	96	98	98	100	100	100	100	-	77
Limousin	77	73	77	78	91	75	-	100	100	-	76
Lorraine	22	55	60	69	86	91	100	-	100	-	34
Midi-Pyrénées	80	81	87	89	93	85	91	100	-	100	81
Nord-Pas-de-Calais	70	68	64	62	58	65	71	100	100	-	68
Basse-Normandie	78	83	87	96	100	100	100	-	100	-	80
Haute-Normandie	77	77	80	89	82	81	88	100	100	-	78
Pays de la Loire	54	64	67	82	85	96	100	100	100	-	64
Picardie	63	59	63	67	55	79	60	50	100	-	62
Poitou-Charentes	65	60	76	75	83	100	60	100	-	-	64
Provence-Alpes-Côte d'Azur	40	76	93	88	99	93	96	100	100	100	66
Rhône-Alpes	62	78	82	89	93	94	100	100	100	100	73
Métropole	60	69	76	82	85	88	92	96	94	100	65
Outre-mer	0	94	100	100	96	100	100	100	100	-	96
France entière	59	69	76	82	85	89	92	96	94	100	65

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	82	85	86	89	87	87	93	98	92	100	86
- à un SAN ⁽²⁾	100	100	100	100	100	100	100	-	-	-	100
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	100	100	100	100	100	100	100	-	100	-	100
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	71	71	75	78	81	89	86	-	-	-	72
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	55	63	69	75	78	79	82	100	-	-	58
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	43	74	81	90	90	100	83	83	-	-	66
- autres communes isolées	51	69	73	83	95	89	97	94	-	100	59
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	72	74	80	84	86	90	94	98	94	100	76
- à un groupement à fiscalité additionnelle	55	63	69	75	79	80	83	100	100	-	58
- communes isolées	50	70	75	85	94	94	91	92	-	100	60

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) communauté de communes

Les taux de la TEOM des communes et de leurs groupements en 2004

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	8,0	7,9	8,0	7,5	7,3	9,3	10,1	8,4	11,2	-	9,4
Aquitaine	11,0	11,0	10,1	10,1	9,3	8,3	8,2	8,3	8,3	-	9,2
Auvergne	11,1	10,5	9,2	9,8	7,6	7,1	6,0	-	5,5	-	8,0
Bourgogne	10,0	9,1	8,7	8,5	7,9	6,3	7,9	8,5	6,6	-	8,1
Bretagne	11,5	9,8	8,8	9,0	8,0	7,5	5,1	8,7	6,0	-	8,0
Centre	14,1	13,6	12,6	13,5	10,3	10,5	10,6	9,4	8,7	-	11,1
Champagne-Ardenne	10,0	9,3	10,6	10,7	8,4	9,0	5,8	9,7	-	-	9,2
Corse	11,6	8,2	8,6	6,7	11,3	14,7	10,2	13,8	-	-	10,8
Franche-Comté	10,0	8,1	7,7	6,9	7,6	7,7	7,4	8,8	-	-	7,9
Ile-de-France	9,8	10,0	8,4	8,5	7,9	6,9	6,0	4,6	4,2	5,7	5,9
Languedoc-Roussillon	12,1	12,2	12,0	11,2	10,6	11,5	11,8	8,7	10,3	-	11,1
Limousin	9,8	10,2	9,3	8,9	10,0	6,1	-	9,1	7,5	-	8,8
Lorraine	10,6	9,2	9,0	9,2	8,9	9,0	9,5	-	9,1	-	9,2
Midi-Pyrénées	10,2	9,8	10,3	9,6	9,8	9,1	9,8	9,3	-	6,5	9,0
Nord-Pas-de-Calais	11,7	11,7	12,2	11,9	11,9	11,6	12,2	15,0	15,0	-	12,7
Basse-Normandie	12,3	11,4	11,0	9,2	10,0	9,2	9,2	-	7,9	-	10,1
Haute-Normandie	13,1	12,7	12,3	11,3	7,8	8,1	8,5	12,0	9,0	-	9,9
Pays de la Loire	11,2	10,3	10,5	10,3	8,8	8,6	7,8	6,4	9,1	-	9,0
Picardie	9,1	8,3	8,5	9,7	8,5	9,2	9,2	5,4	8,8	-	8,6
Poitou-Charentes	10,2	10,8	10,8	8,5	8,6	9,8	10,9	7,5	-	-	9,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8,6	8,9	8,3	8,6	9,0	8,5	9,1	10,2	5,8	13,1	9,8
Rhône-Alpes	8,6	8,2	7,9	7,0	7,1	6,7	6,2	6,0	5,9	6,6	7,0
Métropole	10,7	10,0	9,6	9,2	8,7	8,2	7,4	6,6	8,3	6,9	8,1
Outre-mer	-	6,2	7,9	8,5	9,9	11,4	9,0	12,1	10,8	-	10,5
France entière	10,7	10,0	9,6	9,2	8,7	8,2	7,5	6,9	8,4	6,9	8,1

Selon la collectivité destinataire de la taxe

- communauté urbaine ⁽¹⁾	6,7	6,2	5,1	4,0	8,3	10,1	9,6	-	6,2	-	7,5
- CC ⁽²⁾	10,6	10,3	10,3	10,0	9,7	9,2	7,4	6,4	-	-	9,7
- groupement à TPU	10,8	10,0	9,3	9,2	8,5	8,5	8,6	8,6	8,4	10,8	8,9
- syndicat	11,2	10,9	10,7	10,4	9,9	9,1	9,1	5,8	-	-	10,1
- commune elle-même	9,7	8,7	8,9	7,9	8,0	7,1	5,9	5,5	9,6	5,8	6,3

(1) : sans TPU ou fiscalité mixte (2) : communauté de communes sans TPU ou fiscalité mixte

Les taux de la TEOM des communes et de leurs groupements en 2005

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	8,9	8,2	8,7	7,7	7,8	10,0	10,2	9,0	11,3	-	9,7
Aquitaine	11,1	11,2	10,7	10,1	10,3	8,7	8,6	8,3	8,3	-	9,5
Auvergne	11,5	10,9	9,5	9,9	7,8	7,2	6,3	-	5,9	-	8,3
Bourgogne	10,6	9,5	9,0	8,7	8,1	6,4	8,1	8,6	6,6	-	8,4
Bretagne	11,8	10,0	9,1	9,2	8,2	7,8	5,2	9,0	6,6	-	8,3
Centre	13,7	13,1	12,7	12,5	10,5	10,6	10,6	9,8	8,8	-	11,1
Champagne-Ardenne	10,5	10,2	11,3	8,5	8,8	9,4	10,5	9,8	-	-	9,9
Corse	11,7	9,1	8,8	6,6	11,3	14,7	10,2	13,8	-	-	11,0
Franche-Comté	10,3	8,6	7,9	7,4	6,9	7,7	7,2	8,8	-	-	8,1
Ile-de-France	9,7	10,1	8,3	8,8	8,2	7,1	6,1	4,8	4,3	5,8	6,1
Languedoc-Roussillon	13,5	13,0	12,6	11,8	11,0	12,3	12,1	8,7	11,2	-	11,8
Limousin	10,5	10,8	10,0	9,4	10,3	6,4	-	9,6	7,5	-	9,1
Lorraine	11,7	10,0	9,5	9,2	9,5	8,9	9,6	-	9,1	-	9,4
Midi-Pyrénées	10,7	10,3	10,9	10,5	10,5	9,4	10,5	9,6	-	8,5	9,9
Nord-Pas-de-Calais	12,6	12,8	14,3	12,7	12,3	12,7	13,3	15,1	15,2	-	13,5
Basse-Normandie	12,8	11,6	11,5	9,4	10,4	9,7	9,6	-	8,7	-	10,5
Haute-Normandie	13,8	13,3	12,5	12,4	8,4	8,9	8,7	11,8	11,2	-	10,9
Pays de la Loire	11,3	10,9	10,7	10,6	9,2	9,1	8,3	7,1	9,5	-	9,4
Picardie	10,0	9,1	9,4	10,0	8,9	9,6	9,4	7,5	8,9	-	9,3
Poitou-Charentes	10,6	11,1	10,9	8,7	8,7	9,9	10,8	7,8	-	-	9,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	9,4	9,4	8,8	8,8	9,1	9,1	9,6	10,6	6,6	13,2	10,2
Rhône-Alpes	9,2	8,5	8,3	7,3	7,3	7,1	6,5	7,0	5,0	6,7	7,2
Métropole	11,2	10,4	10,0	9,5	9,0	8,5	7,7	6,9	8,6	7,0	8,4
Outre-mer	6,9	9,4	10,2	10,6	11,4	10,1	13,5	11,2	-	-	11,4
France entière	11,2	10,4	10,0	9,5	9,1	8,6	7,8	7,2	8,6	7,0	8,5

Selon la collectivité destinataire de la taxe

- communauté urbaine ⁽¹⁾	8,1	7,8	6,6	5,2	8,4	10,1	10,1	-	6,3	-	7,8
- CC ⁽²⁾	11,1	10,8	10,6	10,5	10,4	9,4	8,1	7,2	-	-	10,2
- groupement à TPU	11,4	10,4	9,7	9,5	8,8	8,8	8,6	8,9	8,5	10,9	9,1
- syndicat	11,2	10,9	11,1	9,8	9,7	8,6	8,9	6,1	-	-	9,9
- commune elle-même	10,8	9,3	9,4	8,4	8,5	7,6	6,1	5,8	11,8	5,9	6,6

(1) : sans TPU ou fiscalité mixte (2) : communauté de communes sans TPU ou fiscalité mixte

Évolution^(*) de 2003 à 2004 des taux de la TEOM des communes et de leurs groupements

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	+4,9	+3,4	+2,9	+2,2	+3,3	+3,4	+1,8	-1,4	+2,6	-	+2,5
Aquitaine	+3,8	+3,0	+6,0	+2,9	+9,2	+3,8	+4,2	+2,9	+1,7	-	+4,1
Auvergne	+3,4	+1,6	+1,3	+4,3	+2,0	-1,3	+21,3	-	+4,2	-	+3,9
Bourgogne	+6,3	+5,8	+8,8	+1,3	+7,6	+4,0	-0,3	+16,1	-2,1	-	+4,2
Bretagne	+2,7	+2,9	+1,1	-1,0	-1,4	0,0	+2,1	+3,2	-2,0	-	+0,6
Centre	-0,1	+0,3	+0,2	+0,6	-0,5	-0,9	-1,0	+4,3	-2,8	-	-0,2
Champagne-Ardenne	+4,8	-1,2	+2,6	+9,9	+3,3	+13,9	0,0	+3,5	-	-	+3,8
Corse	+3,4	+7,4	+0,3	-0,9	+10,8	-2,0	+2,0	-0,7	-	-	+1,9
Franche-Comté	+10,9	-1,2	-2,2	-2,6	+0,9	+2,0	+1,2	-10,3	-	-	-0,6
Ile-de-France	+3,3	+2,8	+2,1	+1,1	-1,0	+2,7	+2,9	+1,3	+5,3	-0,2	+1,3
Languedoc-Roussillon	+7,1	+7,8	+11,7	+18,5	+20,2	+22,2	+7,0	-0,7	+42,8	-	+19,0
Limousin	+6,3	+2,8	+7,4	+9,4	+5,8	+12,2	-	+9,0	+1,4	-	+5,0
Lorraine	-1,4	+3,0	+2,4	+0,8	+0,2	-3,3	+4,3	-	+1,1	-	+0,9
Midi-Pyrénées	+4,6	+4,3	+2,3	+2,7	+2,4	+4,3	+1,5	+4,0	-	+1,4	+2,8
Nord-Pas-de-Calais	+0,7	+1,3	+1,4	+1,8	+3,7	+2,1	+1,5	+1,0	+1,4	-	+1,7
Basse-Normandie	+2,6	+2,8	+3,4	-0,4	+1,3	+3,0	+0,8	-	+16,6	-	+3,3
Haute-Normandie	+0,9	+2,2	+4,6	+7,2	+1,9	+0,2	+0,9	-4,0	+1,0	-	+1,4
Pays de la Loire	+1,7	+2,5	+3,9	+4,8	+5,0	+2,2	+4,9	+2,4	+4,3	-	+3,7
Picardie	+3,6	+5,3	+4,5	+7,8	+3,4	+2,4	+1,9	+77,8	+4,3	-	+5,6
Poitou-Charentes	+8,2	+4,1	+3,7	+2,7	+6,8	+4,2	+6,0	+0,8	-	-	+4,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+2,0	+2,0	+2,7	+3,6	+4,0	+4,3	+6,1	+2,3	+0,7	+9,6	+5,2
Rhône-Alpes	+2,3	+3,9	+3,2	+1,1	+1,9	+0,6	+3,6	+2,7	+3,5	+0,3	+2,3
Métropole	+3,6	+3,2	+3,6	+3,5	+3,9	+3,0	+3,4	+2,0	+6,4	+1,7	+3,3
Outre-mer	-	+11,8	+6,5	+5,0	+10,2	+4,0	+3,7	-0,8	-0,9	-	+1,8
France entière	+3,6	+3,2	+3,6	+3,5	+4,0	+3,0	+3,4	+1,8	+6,2	+1,7	+3,3

Selon la collectivité destinataire de la taxe

- communauté urbaine ⁽¹⁾	+0,6	+0,6	+1,6	-10,9	-0,2	-1,2	-1,0	-	+2,0	-	+0,2
- CC ⁽²⁾	+4,2	+2,5	+3,7	+4,1	+4,2	+1,0	+3,6	+1,3	-	-	+3,2
- groupement à TPU	+3,7	+3,7	+3,8	+4,1	+5,8	+4,2	+4,5	+1,5	+6,3	+6,7	+4,6
- syndicat	+2,4	+2,3	+3,0	+0,5	+1,2	-2,3	+0,2	+2,1	-	-	+1,3
- commune elle-même	+3,8	+4,3	+3,5	+3,2	+0,8	+3,2	+2,4	+2,3	+6,0	0,0	+1,8

(1) : non TPU ou fiscalité mixte (2) : communauté de communes sans TPU ou fiscalité mixte

(*) pour les communes et leurs groupements ayant perçu de la TEOM les deux années

Évolution^(*) de 2004 à 2005 des taux de la TEOM des communes et de leurs groupements

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	+10,9	+9,9	+8,2	+1,2	+6,9	+7,3	+0,9	+7,3	+0,9	-	+3,9
Aquitaine	+1,9	+2,2	+4,9	+1,3	+9,9	+5,2	+9,9	+0,5	0,0	-	+4,6
Auvergne	+4,1	+4,7	+2,7	+2,0	+4,0	+0,7	+4,7	-	+7,6	-	+3,9
Bourgogne	+5,4	+5,1	+4,4	+2,1	+9,0	-0,9	+2,1	+2,0	0,0	-	+3,8
Bretagne	+3,5	+3,4	+2,7	+2,8	+2,6	+4,6	+1,2	+3,0	+9,5	-	+3,9
Centre	-1,0	-0,4	+2,9	+3,0	+1,7	+0,8	+0,5	+4,5	+1,2	-	+1,2
Champagne-Ardenne	+4,9	+6,7	+5,4	+4,3	+5,5	+3,8	+7,4	+0,7	-	-	+4,0
Corse	+1,8	+9,8	+2,7	-1,8	+0,6	-0,1	-0,1	-0,1	-	-	+1,9
Franche-Comté	+2,2	+4,0	+5,9	+3,0	+3,7	-0,5	-2,3	0,0	-	-	+2,0
Ile-de-France	+0,4	-0,5	+0,3	+1,2	+3,7	+2,2	+2,1	+4,7	+3,1	+0,9	+2,0
Languedoc-Roussillon	+8,5	+6,2	+4,9	+5,2	+3,5	+11,3	+2,7	0,0	+9,0	-	+6,0
Limousin	+6,5	+5,0	+11,4	+6,2	+8,8	+5,4	-	+6,1	0,0	-	+5,1
Lorraine	+0,1	+2,0	+3,3	+0,6	+3,0	+1,1	+1,0	-	0,0	-	+1,4
Midi-Pyrénées	+3,9	+4,1	+4,6	+5,2	+6,2	+3,4	+12,6	+2,8	-	+31,0	+10,3
Nord-Pas-de-Calais	+2,9	+3,2	+3,0	+2,0	+3,2	+1,6	+0,6	+0,6	+1,5	-	+1,7
Basse-Normandie	+2,4	+2,4	+4,5	+2,9	+4,4	+6,1	+4,9	-	+10,1	-	+4,3
Haute-Normandie	+4,9	+4,5	+1,7	+8,4	+11,6	+8,8	+1,6	-1,8	+24,5	-	+9,9
Pays de la Loire	+6,1	+4,9	+4,0	+5,0	+0,8	+5,2	+2,4	+10,0	+3,6	-	+4,2
Picardie	+6,5	+8,0	+5,6	+3,4	+5,6	+4,9	+2,7	+38,2	+2,3	-	+6,4
Poitou-Charentes	+2,8	+2,7	+1,3	+2,8	+2,4	+0,8	-0,7	+6,3	-	-	+2,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+9,4	+5,1	+5,3	+2,9	+0,4	+4,2	+0,9	+2,6	+15,3	+0,3	+2,3
Rhône-Alpes	+5,6	+4,4	+4,8	+5,1	+3,3	+6,5	+6,0	+16,0	+1,6	+2,3	+4,9
Métropole	+3,9	+3,6	+3,8	+3,3	+3,8	+3,8	+3,0	+4,2	+5,5	+2,4	+3,6
Outre-mer	-	+3,5	+19,0	+19,5	+18,5	+11,0	+11,7	+12,1	+4,1	-	+11,3
France entière	+3,9	+3,6	+3,9	+3,4	+4,0	+4,0	+3,4	+4,8	+5,4	+2,4	+3,8

Selon la collectivité destinataire de la taxe

- communauté urbaine ⁽¹⁾	+20,5	+25,5	+30,7	+30,6	+0,7	+0,2	+5,0	-	+1,4	-	+3,8
- CC ⁽²⁾	+4,4	+4,1	+2,9	+3,6	+7,6	+4,2	+5,2	+11,6	-	-	+4,8
- groupement à TPU	+3,4	+3,4	+3,9	+3,5	+3,8	+4,3	+4,2	+5,5	+4,1	+0,7	+3,9
- syndicat	+2,2	+2,6	+3,7	-0,2	+2,4	+5,8	+1,0	+4,0	-	-	+2,6
- commune elle-même	+6,9	+4,3	+5,1	+5,1	+2,4	+2,6	+1,7	+3,3	+22,9	+3,3	+3,6

(1) : non TPU ou fiscalité mixte (2) : communauté de communes sans TPU ou fiscalité mixte

(*) pour les communes et leurs groupements ayant perçu de la TEOM les deux années

Les produits de la TEOM des communes et de leurs groupements en 2004

Taille des communes en nombre d'habitants	En euros par habitant										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	54	55	62	59	62	75	91	68	97	-	77
Aquitaine	56	64	72	76	81	89	81	90	110	-	78
Auvergne	59	60	62	70	58	66	56	-	58	-	61
Bourgogne	56	56	57	53	58	54	70	75	67	-	60
Bretagne	48	53	61	71	65	59	44	82	47	-	60
Centre	73	71	73	79	74	82	86	77	84	-	77
Champagne-Ardenne	45	47	57	50	54	57	42	75	-	-	56
Corse	93	84	77	53	90	208	73	137	-	-	98
Franche-Comté	54	55	57	50	53	60	57	74	-	-	57
Ile-de-France	80	89	91	85	88	79	76	77	108	154	95
Languedoc-Roussillon	80	81	93	99	116	114	122	91	112	-	103
Limousin	53	58	63	66	87	55	-	86	76	-	67
Lorraine	45	52	55	61	63	68	78	-	98	-	68
Midi-Pyrénées	51	60	72	72	76	80	86	83	-	73	70
Nord-Pas-de-Calais	44	49	60	56	62	61	75	85	126	-	69
Basse-Normandie	48	58	74	81	74	68	71	-	70	-	65
Haute-Normandie	57	58	69	65	54	56	64	94	84	-	65
Pays de la Loire	42	48	58	62	72	78	65	53	82	-	65
Picardie	38	44	56	61	64	65	81	42	72	-	55
Poitou-Charentes	46	59	72	74	68	94	91	67	-	-	68
Provence-Alpes-Côte d'Azur	98	101	86	82	97	91	101	150	58	129	106
Rhône-Alpes	59	64	71	62	65	61	59	62	61	91	65
Métropole	55	62	70	71	75	75	78	82	84	132	78
Outre-mer	0	20	25	38	41	55	50	75	103	-	60
France entière	55	62	70	71	74	74	76	82	84	132	77

Selon la collectivité destinataire de la taxe

- communauté urbaine ⁽¹⁾	31	34	42	23	50	64	72	-	53	-	56
- CC ⁽²⁾	52	59	69	69	79	71	66	67	-	-	64
- groupement à TPU	54	57	65	68	69	72	79	82	85	118	76
- syndicat	61	70	80	84	87	83	91	63	-	-	77
- commune elle-même	62	73	81	77	78	77	70	84	92	141	90

(1) : non TPU ou fiscalité mixte (2) : communauté de communes sans TPU ou fiscalité mixte

Les produits de la TEOM des communes et de leurs groupements en 2005

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	62	59	69	61	69	83	95	75	101	-	83
Aquitaine	59	67	76	83	92	97	88	93	113	-	83
Auvergne	64	65	66	73	61	68	59	-	64	-	65
Bourgogne	61	61	60	56	64	57	73	78	69	-	65
Bretagne	51	57	64	75	69	64	46	88	53	-	64
Centre	74	71	76	75	78	85	89	82	87	-	79
Champagne-Ardenne	50	53	63	42	58	60	71	77	-	-	61
Corse	96	94	82	54	94	218	76	140	-	-	103
Franche-Comté	58	61	61	55	48	61	57	76	-	-	60
Ile-de-France	82	92	95	89	94	83	80	83	113	158	99
Languedoc-Roussillon	92	90	98	110	123	124	130	95	126	-	112
Limousin	58	63	71	72	92	59	-	94	78	-	72
Lorraine	52	58	61	63	69	70	81	-	101	-	72
Midi-Pyrénées	57	66	78	80	84	85	95	89	-	98	80
Nord-Pas-de-Calais	49	56	74	64	69	70	85	88	132	-	77
Basse-Normandie	52	61	78	89	78	74	77	-	79	-	69
Haute-Normandie	64	63	72	71	60	63	67	94	107	-	74
Pays de la Loire	45	51	62	67	75	86	75	61	89	-	71
Picardie	43	50	64	66	68	70	85	60	78	-	61
Poitou-Charentes	50	63	75	79	71	97	92	71	-	-	71
Provence-Alpes-Côte d'Azur	112	112	95	88	102	103	109	150	69	133	113
Rhône-Alpes	66	69	77	68	69	67	63	75	53	95	70
Métropole	60	67	76	76	80	81	83	88	89	139	83
Outre-mer	20	28	41	45	55	58	89	111	-	-	67
France entière	60	66	75	76	79	80	81	88	90	139	83

Selon la collectivité destinataire de la taxe

- communauté urbaine ⁽¹⁾	38	43	56	30	52	66	77	-	55	-	60
- CC ⁽²⁾	57	64	73	75	87	76	70	78	-	-	69
- groupement à TPU	60	63	70	73	74	78	84	88	89	122	80
- syndicat	64	74	86	84	92	86	90	68	-	-	81
- commune elle-même	75	86	96	85	87	84	76	90	116	149	99

(1) : non TPU ou fiscalité mixte (2) : communauté de communes sans TPU ou fiscalité mixte

Évolution^(*) de 2003 à 2004 des produits de la TEOM des communes et de leurs groupements

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	+9,2	+7,3	+6,7	+5,6	+6,2	+7,0	+5,2	+1,7	+5,3	-	+5,6
Aquitaine	+8,1	+7,1	+9,9	+7,1	+13,6	+7,1	+7,2	+5,2	+4,9	-	+7,7
Auvergne	+7,3	+5,1	+4,9	+7,7	+5,7	+3,4	+22,2	-	+6,6	-	+7,3
Bourgogne	+10,0	+9,9	+12,0	+4,2	+3,8	+6,0	+2,2	+19,2	+0,1	-	+6,4
Bretagne	+6,2	+6,9	+5,4	+4,9	+4,0	+4,2	+3,7	+5,6	+1,6	-	+4,7
Centre	+3,4	+3,8	+4,8	+4,3	+3,3	+5,3	+2,2	+5,9	-0,1	-	+3,5
Champagne-Ardenne	+8,6	+2,4	+6,3	+11,8	+6,7	+15,9	+1,7	+5,4	-	-	+6,6
Corse	+6,9	+11,0	+4,1	+6,4	+15,5	+3,0	+5,0	+1,3	-	-	+5,3
Franche-Comté	+15,1	+2,9	+0,7	+0,3	+3,6	+4,5	+0,3	-8,8	-	-	+2,0
Ile-de-France	+7,1	+7,3	+8,1	+4,6	+3,5	+5,9	+5,9	+4,9	+5,7	+2,3	+4,5
Languedoc-Roussillon	+12,2	+13,0	+17,1	+23,9	+25,0	+26,8	+10,5	+2,8	+47,4	-	+23,7
Limousin	+10,1	+6,8	+10,7	+14,3	+10,5	+13,9	-	+12,1	+4,2	-	+8,5
Lorraine	+2,7	+6,5	+6,8	+4,5	+3,3	-0,9	+5,7	-	+3,3	-	+3,6
Midi-Pyrénées	+9,3	+8,8	+6,5	+6,1	+6,5	+8,5	+4,7	+8,5	-	+5,6	+6,9
Nord-Pas-de-Calais	+4,4	+5,0	+5,3	+5,1	+6,9	+4,3	+4,2	+3,5	+4,7	-	+4,7
Basse-Normandie	+6,8	+6,6	+7,0	+2,6	+4,6	+5,4	+3,1	-	+20,7	-	+6,7
Haute-Normandie	+5,2	+5,9	+9,9	+5,0	+5,1	+3,3	+3,7	-1,5	+3,5	-	+4,5
Pays de la Loire	+6,1	+6,8	+8,4	+9,2	+8,2	+6,7	+8,2	+5,4	+7,0	-	+7,3
Picardie	+6,8	+9,2	+7,6	+12,5	+5,9	+4,7	+4,4	+81,5	+7,1	-	+8,7
Poitou-Charentes	+12,3	+7,4	+7,2	+6,1	+10,7	+7,9	+8,1	+3,5	-	-	+7,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+6,8	+6,7	+7,7	+8,9	+8,4	+8,2	+10,0	+5,1	+3,3	+12,7	+8,9
Rhône-Alpes	+7,1	+8,6	+7,9	+5,0	+5,1	+4,0	+6,7	+5,2	+6,5	+3,8	+6,1
Métropole	+7,8	+7,3	+8,1	+7,5	+7,7	+6,5	+6,4	+5,0	+9,3	+4,5	+6,8
Outre-mer	-	+21,4	+9,0	+14,0	+15,8	+10,7	+10,8	+4,2	+2,5	-	+7,4
France entière	+7,8	+7,3	+8,1	+7,5	+7,8	+6,6	+6,6	+4,9	+9,1	+4,5	+6,8

Selon la collectivité destinataire de la taxe

- communauté urbaine ⁽¹⁾	+3,3	+4,7	+3,6	+3,6	+3,5	+0,8	+1,0	-	+4,6	-	+2,8
- CC ⁽²⁾	+8,3	+6,7	+7,5	+7,0	+7,3	+4,3	+6,3	+5,2	-	-	+6,8
- groupement à TPU	+8,1	+7,9	+8,5	+8,5	+9,9	+8,0	+7,8	+4,6	+9,2	+9,9	+8,2
- syndicat	+6,3	+6,4	+8,2	+3,9	+4,9	+0,9	+2,8	+4,7	-	-	+5,0
- commune elle-même	+7,9	+8,4	+7,6	+7,4	+4,5	+6,6	+5,4	+5,3	+8,9	+2,6	+4,9

(1) : non TPU ou fiscalité mixte (2) : communauté de communes sans TPU ou fiscalité mixte

(*) pour les communes et leurs groupements ayant perçu de la TEOM les deux années

Évolution^(*) de 2004 à 2005 des produits de la TEOM des communes et de leurs groupements

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	+15,3	+14,4	+13,0	+3,9	+11,0	+10,1	+4,0	+10,5	+4,4	-	+7,4
Aquitaine	+5,8	+6,9	+9,1	+5,6	+15,1	+9,7	+8,4	+3,2	+3,2	-	+7,6
Auvergne	+8,6	+8,4	+6,9	+4,5	+6,5	+4,3	+5,9	-	+10,5	-	+7,1
Bourgogne	+9,0	+8,8	+7,8	+5,3	+5,9	+4,9	+4,8	+3,7	+3,3	-	+6,4
Bretagne	+7,4	+8,0	+7,6	+7,1	+7,3	+8,3	+3,7	+6,5	+11,9	-	+7,9
Centre	+2,7	+4,0	+5,1	+5,3	+5,5	+3,9	+3,2	+7,0	+3,6	-	+4,4
Champagne-Ardenne	+9,8	+10,6	+10,0	+8,1	+8,4	+5,8	+8,6	+3,2	-	-	+7,1
Corse	+5,4	+14,8	+6,8	+2,6	+4,5	+4,8	+3,8	+2,4	-	-	+5,6
Franche-Comté	+7,0	+8,6	+9,9	+6,5	+5,1	+2,0	0,0	+3,2	-	-	+5,3
Ile-de-France	+3,8	+3,4	+3,8	+4,9	+6,6	+5,0	+5,0	+7,1	+5,3	+3,0	+4,7
Languedoc-Roussillon	+14,3	+11,0	+9,5	+9,4	+7,6	+7,7	+6,4	+3,9	+12,4	-	+9,5
Limousin	+10,5	+8,6	+11,2	+10,6	+6,7	+8,6	-	+9,1	+2,6	-	+7,4
Lorraine	+5,0	+6,1	+8,4	+5,1	+6,2	+4,0	+3,5	-	+2,1	-	+4,6
Midi-Pyrénées	+8,9	+9,3	+9,8	+9,8	+11,6	+7,4	+10,1	+7,7	-	+33,7	+13,8
Nord-Pas-de-Calais	+7,0	+7,1	+6,5	+5,2	+7,0	+5,0	+3,6	+3,6	+4,8	-	+5,0
Basse-Normandie	+7,1	+6,7	+8,9	+6,2	+8,1	+9,5	+7,4	-	+12,6	-	+8,0
Haute-Normandie	+10,6	+8,8	+6,7	+10,0	+15,0	+12,0	+3,8	+0,5	+27,2	-	+13,4
Pays de la Loire	+8,0	+8,3	+8,8	+9,8	+5,3	+10,5	+15,1	+13,6	+7,7	-	+9,0
Picardie	+10,5	+12,1	+9,3	+7,0	+7,2	+7,9	+4,9	+42,0	+7,6	-	+10,0
Poitou-Charentes	+7,9	+7,4	+5,7	+5,9	+5,0	+4,2	+1,7	+7,3	-	-	+5,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+14,5	+10,6	+10,2	+8,1	+4,2	+7,5	+3,5	+5,6	+18,2	+3,4	+5,7
Rhône-Alpes	+11,4	+8,5	+9,8	+9,5	+7,0	+10,7	+9,3	+19,6	+4,5	+5,0	+8,8
Métropole	+8,4	+7,9	+8,1	+7,2	+7,3	+7,0	+5,5	+6,9	+8,7	+4,9	+6,9
Outre-mer	+7,5	+27,6	+25,7	+25,7	+18,1	+18,8	+17,9	+8,1	-	-	+17,4
France entière	+8,4	+7,9	+8,2	+7,4	+7,6	+7,2	+6,1	+7,8	+8,6	+4,9	+7,1

Selon la collectivité destinataire de la taxe

- communauté urbaine ⁽¹⁾	+24,2	+28,9	+34,0	+34,1	+3,8	+3,0	+7,3	-	+4,1	-	+6,5
- CC ⁽²⁾	+8,8	+8,0	+7,1	+7,6	+10,1	+7,5	+7,7	+15,3	-	-	+8,4
- groupement à TPU	+8,0	+8,1	+8,3	+7,5	+7,8	+7,3	+6,7	+8,7	+7,3	+3,8	+7,2
- syndicat	+6,8	+7,1	+7,7	+3,8	+5,4	+9,2	+3,8	+8,5	-	-	+6,4
- commune elle-même	+11,8	+8,4	+9,5	+9,1	+6,0	+6,5	+5,0	+5,8	+26,4	+5,5	+6,6

(1) : non TPU ou fiscalité mixte (2) : communauté de communes sans TPU ou fiscalité mixte

(*) pour les communes et leurs groupements ayant perçu de la TEOM les deux années

Les taux du foncier bâti et de la TEOM des communes et de leurs groupements en 2004

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	12,19	13,23	14,05	15,50	17,84	19,99	20,44	25,34	31,36	-	19,98
Aquitaine	21,58	22,78	26,06	27,61	27,08	29,97	33,31	34,98	35,68	-	29,11
Auvergne	19,38	22,26	22,95	26,76	26,15	26,62	30,78	-	25,31	-	24,95
Bourgogne	18,96	21,16	24,43	28,26	27,01	28,26	33,51	31,86	30,52	-	26,23
Bretagne	22,48	22,52	23,00	24,40	24,97	26,63	28,39	31,59	29,94	-	25,86
Centre	23,21	23,97	29,69	29,38	31,61	34,15	37,80	33,40	33,75	-	30,41
Champagne-Ardenne	19,76	22,96	26,01	23,77	24,34	31,31	34,11	37,24	28,83	-	27,44
Corse	15,46	15,93	18,87	17,21	26,77	25,76	30,83	30,80	-	-	22,63
Franche-Comté	14,24	15,75	18,18	19,49	25,17	29,78	27,63	26,85	23,76	-	20,66
Languedoc-Roussillon	24,84	28,61	31,72	29,49	31,59	36,77	44,38	36,85	39,65	-	34,45
Limousin	18,63	22,52	25,57	26,14	27,98	29,60	-	41,96	24,34	-	25,94
Lorraine	13,78	16,00	17,47	19,03	24,25	22,11	30,42	-	27,23	-	21,78
Midi-Pyrénées	19,92	23,36	26,30	28,95	29,92	29,66	37,79	39,58	-	27,93	28,19
Nord-Pas-de-Calais	21,26	22,44	25,96	28,63	31,19	35,65	37,51	40,26	38,22	-	32,94
Basse-Normandie	24,51	27,68	30,20	32,52	33,07	32,44	35,80	-	36,94	-	30,79
Haute-Normandie	25,85	25,72	34,73	33,12	28,60	34,26	37,37	46,09	33,02	-	31,66
Pays de la Loire	23,86	24,79	23,30	27,94	25,01	26,73	29,87	28,89	34,85	-	27,94
Picardie	22,07	22,29	26,25	26,91	27,08	32,22	33,59	35,59	35,96	-	28,01
Poitou-Charentes	22,71	22,67	26,78	25,66	29,80	38,25	36,62	37,89	-	-	29,27
Provence-Alpes-Côte d'Azur	19,92	22,43	22,45	24,27	26,46	28,54	30,87	30,97	28,28	33,02	28,93
Rhône-Alpes	20,36	20,12	20,50	21,41	23,99	25,78	28,45	28,22	28,00	22,95	23,79
Métropole hors Ile-de-France	20,42	21,90	23,89	25,23	26,84	29,20	32,94	33,52	32,05	29,15	27,47
Ile-de-France	18,17	21,07	22,05	23,97	23,02	25,49	22,87	18,11	10,69	12,88	18,76
Métropole	20,33	21,85	23,71	25,11	26,26	28,25	28,03	24,83	30,83	17,36	24,76
Outre-mer	n.s.	29,58	16,95	39,22	34,92	32,61	32,28	40,15	35,01	-	34,70
France entière	20,30	21,86	23,70	25,20	26,35	28,33	28,16	25,41	30,92	17,36	24,92

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	22,45	22,99	23,82	26,20	27,59	28,84	30,67	30,77	30,47	29,44	29,22
- à un SAN ⁽²⁾	11,59	16,35	25,97	30,39	32,67	37,59	37,13	-	-	-	33,83
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	27,22	26,06	22,75	25,73	27,44	29,32	32,06	38,64	32,32	28,93	30,80
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	20,80	22,92	22,99	26,89	32,65	35,59	36,30	-	28,33	-	30,87
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	20,89	21,58	24,05	24,97	26,02	30,99	32,36	-	-	-	25,05
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	20,49	22,37	24,17	26,04	26,40	28,33	31,13	26,66	-	-	24,40
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	15,35	18,36	22,01	20,72	20,01	22,11	21,86	17,05	-	-	20,48
- autres communes isolées	18,99	20,84	21,81	22,40	24,96	24,52	21,68	18,22	-	12,88	17,65
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	21,00	21,95	23,95	25,60	27,08	29,74	31,17	31,70	30,99	29,15	28,45
- à un groupement à fiscalité additionnelle	20,49	22,37	24,16	26,04	26,50	28,61	31,62	26,66	28,33	-	24,60
- communes isolées	18,67	20,47	21,85	21,81	23,43	23,48	21,74	17,98	-	12,88	18,17

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) communauté de communes

n.s. : non significatif

Les taux du foncier bâti et de la TEOM des communes et de leurs groupements en 2005

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	12,62	13,66	14,65	15,62	18,18	20,75	20,49	26,10	31,85	-	20,39
Aquitaine	22,02	23,17	26,79	27,86	28,91	29,53	34,04	34,97	35,64	-	29,61
Auvergne	20,09	22,77	23,57	27,09	26,68	26,64	30,98	-	26,15	-	25,41
Bourgogne	19,75	21,69	24,68	28,61	27,47	28,45	33,67	31,98	30,98	-	26,63
Bretagne	22,68	23,01	23,63	24,44	25,36	27,19	28,73	32,09	30,63	-	26,32
Centre	23,30	24,25	29,86	29,60	31,87	33,75	37,46	34,98	33,83	-	30,58
Champagne-Ardenne	20,17	23,67	26,82	24,18	24,85	31,42	36,36	37,60	29,15	-	28,04
Corse	15,96	16,70	19,18	17,36	27,18	25,74	30,76	30,73	-	-	22,90
Franche-Comté	14,78	16,41	18,49	20,16	23,51	29,90	27,52	27,18	23,76	-	20,82
Languedoc-Roussillon	26,69	29,76	32,48	30,37	32,46	38,21	45,53	36,83	40,54	-	35,43
Limousin	19,31	23,26	26,32	26,83	28,62	29,85	-	44,08	24,50	-	26,60
Lorraine	14,26	16,98	18,10	18,79	24,51	22,11	30,68	-	27,34	-	22,10
Midi-Pyrénées	20,61	23,93	26,54	29,72	30,09	29,91	38,45	39,84	-	29,88	29,01
Nord-Pas-de-Calais	21,65	22,75	26,33	28,79	31,26	36,16	37,91	40,87	38,52	-	33,25
Basse-Normandie	25,12	28,17	30,74	32,51	34,17	33,02	36,11	-	37,72	-	31,32
Haute-Normandie	26,48	26,09	34,97	33,94	29,33	34,69	37,53	45,93	35,21	-	32,44
Pays de la Loire	24,22	24,98	23,07	28,36	25,38	26,88	30,90	29,56	35,67	-	28,30
Picardie	22,98	23,11	27,24	27,79	27,78	33,02	34,10	36,79	36,32	-	28,78
Poitou-Charentes	23,32	23,30	27,40	25,89	29,99	38,39	37,06	38,50	-	-	29,73
Provence-Alpes-Côte d'Azur	20,49	23,02	23,14	24,93	26,88	29,13	31,36	32,16	29,13	34,73	29,80
Rhône-Alpes	21,01	20,63	20,84	21,89	24,39	26,30	28,89	29,14	29,07	23,07	24,27
Métropole hors Ile-de-France	21,04	22,45	24,34	25,63	27,32	29,54	33,43	34,25	32,74	30,46	28,02
Ile-de-France	18,44	21,06	22,17	24,16	23,47	25,63	23,27	18,58	11,03	12,90	19,03
Métropole	20,94	22,36	24,13	25,49	26,73	28,55	28,49	25,44	31,53	17,76	25,24
Outre-mer	n.s.	28,50	16,00	40,68	29,51	27,76	31,72	39,61	35,42	-	33,36
France entière	20,90	22,37	24,11	25,58	26,76	28,54	28,59	25,99	31,62	17,76	25,37

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	22,85	23,42	24,34	26,67	28,12	29,24	30,52	31,78	31,24	30,47	29,69
- à un SAN ⁽²⁾	12,92	16,53	25,97	29,44	32,16	38,00	39,22	-	-	-	34,47
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	31,63	26,08	23,07	26,05	27,90	29,79	32,45	39,04	32,85	30,45	31,49
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	20,53	23,29	23,77	28,02	33,01	35,82	36,47	-	28,70	-	31,18
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	21,63	22,12	24,31	25,25	26,47	30,87	33,15	-	-	-	25,51
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	21,02	22,89	24,49	26,38	26,56	27,77	27,52	27,70	-	-	24,46
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	15,44	18,77	22,72	20,23	18,32	22,64	22,58	17,27	-	-	20,73
- autres communes isolées	19,25	21,08	22,33	23,11	25,52	24,02	21,78	17,94	-	12,90	17,34
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	21,73	22,45	24,31	25,91	27,55	29,99	31,22	32,64	31,70	30,46	28,89
- à un groupement à fiscalité additionnelle	21,02	22,89	24,48	26,39	26,66	28,08	28,37	27,70	28,70	-	24,66
- communes isolées	18,90	20,71	22,41	22,08	23,17	23,37	22,10	17,80	-	12,90	17,98

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) communauté de communes

n.s. : non significatif

Evolution de 2003 à 2004 des taux du foncier bâti et de la TEOM des communes et de leurs groupements

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	+1,8	+3,1	+6,4	+5,6	+2,0	+8,5	+1,0	+0,9	+3,2	-	+3,7
Aquitaine	+3,5	+3,0	+3,0	+2,3	+3,4	+1,8	+2,0	+1,3	+0,4	-	+2,2
Auvergne	+2,7	+1,6	+1,1	+2,2	+1,5	0,0	+3,6	-	+3,2	-	+2,0
Bourgogne	+5,2	+3,4	+3,3	+1,0	+3,0	+1,7	-0,2	+3,4	+0,5	-	+2,1
Bretagne	+2,5	+3,1	+2,3	+3,6	+2,3	+1,7	+1,4	+0,9	+2,0	-	+2,2
Centre	+2,1	-1,8	+0,2	-5,1	+1,3	+0,7	-0,4	+1,1	-0,7	-	-0,2
Champagne-Ardenne	+3,2	+3,6	+1,3	+3,0	+2,4	+3,1	+2,2	+1,8	+1,0	-	+2,3
Corse	+4,7	+9,7	+1,1	+1,5	+7,3	-0,6	+0,7	-0,3	-	-	+2,5
Franche-Comté	+4,6	+1,6	+2,1	+0,5	+4,1	+0,6	+0,3	-3,4	+2,0	-	+1,5
Languedoc-Roussillon	+2,8	+3,9	+5,7	+7,0	+8,6	+4,0	+2,3	-0,2	+11,3	-	+6,5
Limousin	+5,2	+2,6	+3,1	+3,7	+3,4	+2,3	-	+1,8	+1,4	-	+2,6
Lorraine	+5,1	+5,5	+3,7	+2,9	+5,1	+2,4	+1,0	-	+0,6	-	+3,0
Midi-Pyrénées	+4,1	+3,2	+2,3	+2,0	+2,5	+2,3	+0,7	+0,9	-	+0,9	+1,9
Nord-Pas-de-Calais	+2,8	+1,3	+1,6	+2,6	+2,9	+1,7	+2,1	+1,2	+0,5	-	+1,8
Basse-Normandie	+2,5	+2,9	+2,1	+0,7	+0,7	+1,1	+0,2	-	+3,2	-	+1,8
Haute-Normandie	+2,3	+2,1	+2,3	+1,9	+1,4	+5,7	+0,4	-1,0	+1,0	-	+1,9
Pays de la Loire	+4,5	+3,6	+2,9	+3,3	+2,6	+1,5	+2,0	+0,6	+1,9	-	+2,3
Picardie	+2,6	+2,4	+1,0	+3,4	+3,7	+2,7	+1,9	+3,9	+0,9	-	+2,3
Poitou-Charentes	+4,8	+2,0	+2,0	+2,1	+3,0	+1,4	+1,3	+0,9	-	-	+1,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+2,1	+4,1	+3,6	+5,4	+4,2	+3,4	+4,8	-2,0	+0,2	+21,5	+7,0
Rhône-Alpes	+2,0	+2,4	+2,2	+1,7	+1,0	+0,8	+1,3	+0,7	+0,2	+0,1	+1,2
Métropole hors Ile-de-France	+3,2	+2,6	+2,6	+2,7	+3,1	+2,2	+1,9	+0,5	+2,4	+11,7	+2,8
Ile-de-France	+1,8	+2,1	+2,8	+0,6	0,0	+1,5	+1,3	+1,6	+2,0	-0,1	+1,0
Métropole	+3,2	+2,6	+2,6	+2,5	+2,7	+2,1	+1,7	+0,9	+2,4	+5,0	+2,4
Outre-mer	n.s.	+1,9	+7,8	+1,6	+4,4	-3,3	+5,5	+0,2	-0,3	-	+1,8
France entière	+3,2	+2,6	+2,6	+2,5	+2,7	+2,0	+1,8	+0,9	+2,3	+5,0	+2,4

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	+3,8	+4,5	+4,0	+3,5	+4,2	+2,8	+2,5	+0,4	+2,5	+23,4	+3,4
- à un SAN ⁽²⁾	-0,6	-0,4	+1,6	+1,0	-1,8	+1,3	-1,8	-	-	-	-0,4
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	-4,5	+1,6	+1,4	+2,4	+2,9	+1,6	+1,4	+0,8	+1,9	+4,2	+2,2
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	+0,1	+0,2	+0,7	+1,1	+0,4	-0,1	-0,3	-	+1,6	-	+0,7
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+3,8	+2,1	+2,0	+2,0	+2,2	+1,1	+0,7	-	-	-	+1,9
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+3,3	+2,9	+2,4	+3,2	+2,0	+2,2	+1,9	+1,7	-	-	+2,6
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	-0,1	+2,0	+1,3	+1,4	0,0	+1,9	+0,6	+0,5	-	-	+0,9
- autres communes isolées	+2,0	+1,4	+3,4	-1,0	+2,2	+1,1	+1,4	+1,9	-	-0,1	+1,1
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	+3,7	+2,6	+2,7	+2,7	+3,2	+2,1	+2,1	+0,5	+2,3	+11,7	+2,8
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+3,3	+2,9	+2,3	+3,2	+2,0	+2,1	+1,6	+1,7	+1,6	-	+2,5
- communes isolées	+1,8	+1,5	+2,9	-0,2	+1,6	+1,4	+1,1	+1,6	-	-0,1	+1,1

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) communauté de communes

n.s. : non significatif

Evolution de 2004 à 2005 des taux du foncier bâti et de la TEOM des communes et de leurs groupements

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	+3,3	+3,7	+3,6	+0,9	+2,9	+4,2	+0,5	+3,3	+1,3	-	+2,4
Aquitaine	+2,7	+2,0	+2,9	+1,8	+4,4	+1,7	+3,4	+0,5	0,0	-	+2,2
Auvergne	+3,9	+2,6	+2,7	+1,6	+1,7	+0,9	+0,9	-	+3,2	-	+2,1
Bourgogne	+4,6	+2,5	+1,3	+1,3	+3,1	+0,1	+0,6	+0,5	+1,5	-	+1,9
Bretagne	+1,8	+2,7	+2,1	+1,3	+1,7	+2,2	+1,3	+1,8	+2,4	-	+2,0
Centre	+0,8	+1,1	+1,4	+1,4	+1,0	+0,4	-0,4	+4,8	+0,3	-	+1,1
Champagne-Ardenne	+2,0	+3,2	+2,8	+3,3	+2,1	+1,2	+6,7	+0,9	+1,1	-	+2,4
Corse	+1,8	+4,9	+1,9	+1,0	+2,0	+0,5	0,0	0,0	-	-	+1,4
Franche-Comté	+4,4	+4,1	+1,8	+3,8	-4,2	+0,5	-0,3	+1,4	0,0	-	+1,4
Languedoc-Roussillon	+7,0	+4,4	+2,9	+2,8	+2,8	+6,2	+2,7	0,0	+2,5	-	+3,2
Limousin	+3,7	+3,6	+4,4	+2,8	+4,2	+1,2	-	+5,2	+0,8	-	+3,0
Lorraine	+4,9	+5,9	+3,2	-1,3	+1,2	-0,4	+0,9	-	+0,6	-	+1,6
Midi-Pyrénées	+3,6	+2,3	+1,8	+2,8	+3,1	-0,6	+3,1	+0,7	-	+7,5	+3,3
Nord-Pas-de-Calais	+2,4	+1,6	+2,3	+1,3	+0,5	+1,5	+1,0	+1,7	+0,6	-	+1,2
Basse-Normandie	+2,8	+2,3	+4,2	+1,5	+2,1	+2,0	+1,4	-	+2,2	-	+2,3
Haute-Normandie	+2,2	+1,8	+0,4	+3,0	+2,2	+1,6	+0,6	-0,4	+6,7	-	+2,6
Pays de la Loire	+2,3	+2,1	+2,1	+2,5	+1,4	+2,0	+1,6	+2,5	+2,1	-	+2,0
Picardie	+3,9	+3,6	+3,6	+2,3	+2,3	+2,1	+1,5	+3,3	+0,5	-	+2,6
Poitou-Charentes	+2,5	+2,7	+2,6	+2,3	+1,6	+0,4	+1,2	+2,1	-	-	+2,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+3,0	+2,5	+3,0	+2,5	+2,0	+2,1	+1,8	+3,8	+3,2	+5,1	+3,1
Rhône-Alpes	+2,8	+3,0	+2,2	+2,0	+1,7	+2,4	+1,6	+3,2	+3,8	+0,7	+2,2
Métropole hors Ile-de-France	+3,2	+2,7	+2,5	+1,9	+1,9	+1,8	+1,7	+2,3	+2,1	+4,6	+2,3
Ile-de-France	+1,5	0,0	+1,0	+1,7	+1,6	+0,4	+1,8	+2,5	+2,4	+0,4	+1,4
Métropole	+3,2	+2,6	+2,3	+1,9	+1,9	+1,5	+1,8	+2,4	+2,1	+2,3	+2,1
Outre-mer	+11,	-3,2	-7,3	+3,2	-	-	-1,6	-1,3	+1,4	-	-4,1
France entière	+3,2	+2,6	+2,3	+1,9	+1,6	+1,1	+1,7	+2,2	+2,1	+2,3	+2,0
Selon l'appartenance intercommunale											
- à une CA ⁽¹⁾	+2,0	+2,3	+2,6	+2,0	+1,7	+2,2	+2,0	+2,9	+2,4	+3,7	+2,4
- à un SAN ⁽²⁾	+11,	+0,7	+1,0	-1,4	-0,4	+1,2	+5,3	-	-	-	+2,1
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+15,	+0,2	+1,1	+2,0	+1,7	+1,6	+1,1	+1,4	+1,5	+5,3	+2,2
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	+4,0	+6,7	+6,5	+5,8	+1,2	+0,7	+1,3	-	+1,3	-	+1,5
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+3,4	+2,5	+2,3	+1,9	+1,7	+0,9	+2,4	-	-	-	+2,0
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+3,4	+3,0	+2,2	+2,0	+2,5	+1,1	+2,2	+3,7	-	-	+2,5
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+3,4	+2,0	+3,2	+0,1	+1,5	+1,2	0,0	+1,5	-	-	+0,9
- autres communes isolées	+1,9	+1,6	+2,4	+2,4	-0,4	-4,4	+0,6	+0,6	-	+0,4	+0,4
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	+3,3	+2,4	+2,3	+1,9	+1,6	+1,7	+2,0	+2,7	+2,1	+4,6	+2,3
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+3,4	+3,0	+2,2	+2,1	+2,5	+1,1	+2,1	+3,7	+1,3	-	+2,5
- communes isolées	+2,0	+1,7	+2,6	+1,7	+0,1	-1,9	+0,3	+0,8	-	+0,4	+0,5

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) communauté de communes

n.s. : non significatif

Les produits du foncier bâti et de la TEOM des communes et de leurs groupements en 2004

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	73	99	137	145	191	181	228	219	303	-	179
Aquitaine	108	140	208	204	252	325	322	367	457	-	245
Auvergne	106	137	173	215	220	269	284	-	277	-	195
Bourgogne	103	139	179	210	233	254	307	318	308	-	200
Bretagne	90	116	156	189	210	237	233	293	245	-	189
Centre	117	153	195	205	256	297	335	288	325	-	226
Champagne-Ardenne	92	148	156	151	196	233	257	281	270	-	189
Corse	137	155	163	147	204	345	202	305	-	-	202
Franche-Comté	72	110	172	180	192	241	269	240	224	-	157
Languedoc-Roussillon	170	190	243	275	334	355	444	366	404	-	309
Limousin	107	132	176	185	245	273	-	407	245	-	197
Lorraine	59	100	139	143	191	192	254	-	284	-	163
Midi-Pyrénées	115	163	197	216	232	272	362	346	-	319	230
Nord-Pas-de-Calais	79	110	143	163	191	209	241	261	340	-	197
Basse-Normandie	135	155	207	295	267	256	293	-	320	-	211
Haute-Normandie	145	152	212	233	270	291	288	391	321	-	239
Pays de la Loire	91	113	143	184	222	263	257	262	309	-	202
Picardie	92	131	191	199	211	248	269	287	316	-	186
Poitou-Charentes	98	131	186	228	242	372	316	321	-	-	206
Provence-Alpes-Côte d'Azur	245	264	239	236	287	339	341	417	275	319	315
Rhône-Alpes	184	177	217	220	258	259	281	306	293	307	243
Métropole hors Ile-de-France	111	142	183	204	238	265	299	315	312	316	223
Ile-de-France	192	221	298	264	286	301	303	303	282	343	304
Métropole	113	145	189	209	243	273	301	310	311	330	238
Outre-mer	n.s.	133	116	141	127	138	177	228	291	-	184
France entière	113	145	189	208	240	267	293	303	311	330	237

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	122	153	194	214	238	272	302	307	306	366	276
- à un SAN ⁽²⁾	287	377	1 097	356	432	412	271	-	-	-	373
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	125	192	221	215	243	257	278	302	329	287	285
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	175	129	205	147	202	230	290	-	252	-	244
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	116	135	172	198	231	266	292	-	-	-	182
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	106	140	185	201	224	232	263	242	-	-	168
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	128	172	234	277	259	287	270	232	-	-	254
- autres communes isolées	132	186	214	216	275	284	311	331	-	343	279
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	116	140	185	207	239	271	296	307	312	316	249
- à un groupement à fiscalité additionnelle	106	140	186	201	223	232	266	242	252	-	170
- communes isolées	132	184	218	233	271	285	295	306	-	343	274

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) communauté de communes

n.s. : non significatif

Les produits du foncier bâti et de la TEOM des communes et de leurs groupements en 2005

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	78	105	147	151	208	195	238	235	316	-	190
Aquitaine	116	148	214	224	276	334	340	386	474	-	259
Auvergne	114	145	185	225	234	274	293	-	292	-	205
Bourgogne	112	147	188	221	245	263	317	326	322	-	210
Bretagne	95	124	168	192	222	252	246	310	258	-	199
Centre	122	160	204	216	269	303	346	309	334	-	236
Champagne-Ardenne	98	157	166	155	206	247	281	290	280	-	199
Corse	146	169	173	156	218	365	211	314	-	-	213
Franche-Comté	79	120	182	195	184	249	275	252	228	-	164
Languedoc-Roussillon	186	206	251	300	356	383	474	381	430	-	330
Limousin	115	141	190	196	260	286	-	443	254	-	209
Lorraine	64	110	148	146	200	197	262	-	292	-	170
Midi-Pyrénées	124	173	204	225	252	278	390	365	-	356	247
Nord-Pas-de-Calais	84	116	151	168	198	219	249	274	351	-	205
Basse-Normandie	143	163	216	308	285	270	301	-	336	-	221
Haute-Normandie	154	161	220	246	282	301	297	398	350	-	252
Pays de la Loire	96	120	151	196	233	278	279	278	326	-	214
Picardie	100	140	206	206	223	262	281	304	329	-	197
Poitou-Charentes	105	139	198	243	251	385	327	337	-	-	216
Provence-Alpes-Côte d'Azur	263	280	257	254	304	355	360	446	292	345	335
Rhône-Alpes	199	189	227	236	272	273	294	325	310	319	257
Métropole hors Ile-de-France	120	151	193	216	251	278	314	333	328	341	236
Ile-de-France	200	228	313	271	302	312	318	319	292	352	317
Métropole	121	154	200	220	257	285	315	327	327	347	251
Outre-mer	n.s.	134	114	152	113	125	183	237	308	-	187
France entière	121	154	200	219	253	278	308	320	326	347	249

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	132	163	205	229	251	282	318	327	322	391	291
- à un SAN ⁽²⁾	340	384	1 113	200	450	428	300	-	-	-	394
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	150	200	232	232	259	271	291	317	345	311	301
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	178	134	223	159	210	238	292	-	262	-	251
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	123	145	182	208	244	278	310	-	-	-	194
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	114	149	195	213	236	247	263	261	-	-	177
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	134	184	259	289	259	298	283	244	-	-	266
- autres communes isolées	147	200	235	233	302	285	323	343	-	352	296
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	124	149	195	218	252	282	312	326	328	341	262
- à un groupement à fiscalité additionnelle	114	149	195	212	235	247	267	261	262	-	179
- communes isolées	146	197	239	249	289	291	306	317	-	352	289

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) communauté de communes

n.s. : non significatif

Les produits des quatre taxes et de la TEOM des communes et de leurs groupements en 2004

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 et plus hab.	Ensemble
Alsace	244	339	490	538	640	542	774	575	827	-	557
Aquitaine	304	364	535	505	692	986	766	951	1 155	-	637
Auvergne	316	369	472	539	603	738	665	-	762	-	520
Bourgogne	277	345	440	586	634	633	734	873	720	-	506
Bretagne	289	329	416	497	635	664	608	685	668	-	516
Centre	314	399	488	501	630	775	797	716	770	-	567
Champagne-Ardenne	274	411	404	512	553	606	688	661	790	-	516
Corse	350	391	413	607	487	829	564	746	-	-	520
Franche-Comté	205	300	521	748	491	594	1 016	663	685	-	463
Languedoc-Roussillon	408	421	524	631	710	780	912	851	880	-	673
Limousin	313	354	455	465	582	669	-	929	720	-	516
Lorraine	185	328	451	473	544	572	632	-	806	-	478
Midi-Pyrénées	326	430	487	550	540	670	851	726	-	885	584
Nord-Pas-de-Calais	247	408	436	530	654	656	722	819	973	-	625
Basse-Normandie	446	358	444	646	588	629	664	-	748	-	508
Haute-Normandie	322	393	489	569	1 022	834	682	914	741	-	628
Pays de la Loire	299	331	429	547	639	770	719	741	773	-	567
Picardie	270	350	497	534	618	672	649	703	807	-	492
Poitou-Charentes	286	349	461	600	582	726	776	777	-	-	511
Provence-Alpes-Côte d'Azur	562	621	580	760	687	1 081	863	1 011	714	718	800
Rhône-Alpes	460	485	639	653	784	784	742	939	769	901	692
Métropole hors Ile-de-France	311	385	491	578	664	755	759	817	797	793	598
Ile-de-France	415	485	858	603	674	700	743	807	1 053	849	755
Métropole	313	389	511	580	665	744	753	813	802	822	627
Outre-mer	n.s.	264	287	233	238	270	435	434	559	-	385
France entière	313	389	510	575	653	724	734	783	796	822	621

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	351	446	557	649	673	719	739	758	760	902	710
- à un SAN ⁽²⁾	1 029	1 758	3 481	780	1 006	1 823	606	-	-	-	1 135
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	513	629	827	661	813	902	798	919	898	728	825
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	390	344	530	328	521	519	655	-	704	-	619
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	338	369	454	525	609	645	689	-	-	-	478
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	293	365	485	530	592	622	634	544	-	-	440
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	370	455	566	705	655	753	694	720	-	-	674
- autres communes isolées	336	464	552	572	670	722	775	855	-	849	702
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	339	390	514	589	670	745	742	782	799	793	659
- à un groupement à fiscalité additionnelle	293	365	485	527	590	618	636	544	704	-	444

- communes isolées	339	463	555	609	666	735	744	821	-	849	696
---------------------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	----------	------------	------------

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) communauté de communes

n.s. : non significatif

Les produits des quatre taxes et de la TEOM des communes et de leurs groupements en 2005

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	258	356	521	567	665	572	783	599	862	-	582
Aquitaine	321	381	555	543	733	1 003	803	1 009	1 197	-	668
Auvergne	334	389	505	567	644	753	672	-	812	-	546
Bourgogne	293	360	462	602	667	657	752	893	750	-	526
Bretagne	305	348	444	507	667	695	637	713	686	-	540
Centre	326	414	509	528	658	787	818	748	788	-	586
Champagne-Ardenne	289	427	429	590	570	637	720	667	814	-	537
Corse	379	435	449	688	539	925	581	789	-	-	561
Franche-Comté	220	325	558	803	484	607	1 036	688	703	-	484
Languedoc-Roussillon	435	449	544	670	752	824	971	879	922	-	710
Limousin	330	374	485	487	609	682	-	966	746	-	539
Lorraine	199	351	477	484	557	593	642	-	819	-	495
Midi-Pyrénées	345	449	501	562	579	676	896	760	-	947	614
Nord-Pas-de-Calais	259	423	457	543	676	686	741	848	1 004	-	647
Basse-Normandie	464	376	463	644	659	656	673	-	746	-	527
Haute-Normandie	338	413	509	604	1 073	870	691	913	783	-	655
Pays de la Loire	315	345	447	533	668	762	761	773	755	-	577
Picardie	288	373	525	570	655	699	671	724	819	-	516
Poitou-Charentes	302	368	482	643	603	751	799	812	-	-	535
Provence-Alpes-Côte d'Azur	597	659	616	800	732	1 114	906	1 050	741	774	843
Rhône-Alpes	488	512	666	703	827	806	758	957	790	919	720
Métropole hors Ile-de-France	329	406	515	604	697	780	786	847	819	841	624
Ile-de-France	427	505	895	621	700	715	770	853	1 118	852	780
Métropole	331	410	536	605	697	767	780	849	826	847	653
Outre-mer	n.s.	250	278	245	201	215	437	438	587	-	375
France entière	331	409	535	600	683	744	759	817	819	847	645

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	375	468	584	667	696	729	764	794	780	943	733
- à un SAN ⁽²⁾	1 129	1 963	3 588	522	1 039	1 860	655	-	-	-	1 182
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	538	651	879	727	852	949	826	956	930	781	865
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	377	333	542	345	550	543	652	-	727	-	636
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	349	390	474	552	638	673	713	-	-	-	502
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	311	385	506	555	623	666	654	582	-	-	461
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	390	475	640	769	686	773	715	727	-	-	701
- autres communes isolées	368	497	600	612	728	691	812	895	-	852	736
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	351	411	537	611	695	764	766	818	822	841	681
- à un groupement à fiscalité additionnelle	311	385	507	552	621	660	654	582	727	-	466
- communes isolées	369	494	607	656	716	728	769	851	-	852	728

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) communauté de communes

n.s. : non significatif

Proportion de communes sur le territoire desquelles est perçue une redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) en 2003⁽¹⁾

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	86,6	69,8	61,5	54,8	22,2	43,8	25,0	0,0	0,0	-	72,2
Aquitaine	12,9	12,8	7,9	6,7	5,7	0,0	0,0	0,0	0,0	-	12,2
Auvergne	31,5	20,8	11,5	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	-	26,2
Bourgogne	36,3	28,6	18,4	0,0	15,2	0,0	0,0	0,0	0,0	-	33,2
Bretagne	45,4	43,2	35,4	28,4	20,3	8,7	25,0	0,0	0,0	-	39,7
Centre	31,7	28,2	20,9	11,4	8,1	4,5	0,0	0,0	0,0	-	28,4
Champagne-Ardenne	57,3	38,5	13,2	15,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	52,2
Corse	58,4	25,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	49,4
Franche-Comté	80,4	63,3	31,7	27,8	14,3	14,3	0,0	0,0	100,0	-	74,8
Ile-de-France	4,2	1,4	0,9	1,7	0,9	0,0	0,8	0,0	0,0	0,0	1,9
Languedoc-Roussillon	30,2	16,1	3,6	2,1	3,6	0,0	0,0	0,0	0,0	-	22,3
Limousin	27,3	29,3	23,1	22,2	9,1	25,0	-	0,0	0,0	-	27,3
Lorraine	70,5	49,1	29,3	30,8	12,5	4,8	0,0	-	0,0	-	61,2
Midi-Pyrénées	18,8	16,3	10,4	5,7	7,5	15,8	9,1	0,0	-	0,0	17,7
Nord-Pas-de-Calais	23,9	11,6	1,6	4,2	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	14,2
Basse-Normandie	22,4	16,9	8,2	4,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	-	19,9
Haute-Normandie	21,8	16,4	12,2	0,0	0,0	6,3	12,5	0,0	0,0	-	18,7
Pays de la Loire	44,5	36,2	31,6	18,0	13,6	0,0	0,0	0,0	0,0	-	35,6
Picardie	21,3	15,9	9,9	11,1	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	19,1
Poitou-Charentes	35,4	40,2	22,7	24,1	14,3	0,0	40,0	0,0	-	-	35,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	54,1	21,6	3,2	6,7	0,0	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	30,1
Rhône-Alpes	36,7	22,4	14,6	11,2	2,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	25,9
Métropole	37,5	27,6	17,7	13,0	6,5	3,9	2,3	0,0	3,2	0,0	31,2
Outre-mer	0,0	5,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,9
France entière	37,5	27,5	17,7	12,9	6,3	3,7	2,2	0,0	3,1	0,0	31,1

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	38,5	32,1	22,7	21,7	10,7	13,8	0,0	0,0	0,0	-	35,5
- à un SAN ⁽²⁾	28,1	22,2	14,1	8,8	5,4	1,9	3,4	0,0	3,4	0,0	21,4
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	-	0,0
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,3	0,0	-	-	1,9
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	38,5	32,2	22,9	22,0	10,9	14,3	0,0	0,0	0,0	-	35,6
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	29,2	26,1	20,4	16,9	12,9	3,3	17,4	-	-	-	26,4
- autres communes isolées	13,5	8,6	4,4	1,4	1,3	1,8	1,5	0,0	4,5	0,0	6,0
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	45,2	30,4	21,0	15,7	5,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	38,4
- à un groupement à fiscalité additionnelle	41,7	15,7	12,2	6,3	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	23,5
- communes isolées	44,9	28,4	19,6	13,2	4,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	36,7

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine (4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) communauté de communes

Produit par habitant de la REOM en 2003⁽¹⁾

en nombre d'habitants	En euros par habitant										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Toutes communes	58,7	56,9	61,8	60,9	72,9	77,5	74,6	-	88,7	-	61,0

(1) **N.B.** : les statistiques relatives à la REOM ne sont disponibles qu'avec une année de décalage.

Proportion de communes sur le territoire desquelles est perçue une redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) en 2004⁽¹⁾

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	87,9	71,6	56,9	48,4	25,9	37,5	25,0	0,0	0,0	-	73,0
Aquitaine	11,9	12,7	7,9	8,9	5,7	0,0	0,0	0,0	0,0	-	11,6
Auvergne	31,5	20,5	11,5	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	-	26,1
Bourgogne	34,1	25,8	18,4	0,0	15,2	0,0	0,0	0,0	0,0	-	31,0
Bretagne	40,8	39,1	29,1	23,9	15,6	8,7	25,0	0,0	0,0	-	35,2
Centre	34,7	29,9	20,9	11,4	8,1	4,5	0,0	0,0	0,0	-	30,6
Champagne-Ardenne	57,7	36,6	18,4	15,4	5,6	0,0	0,0	0,0	0,0	-	52,3
Corse	57,7	22,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	48,3
Franche-Comté	78,2	63,3	31,7	22,2	7,1	14,3	0,0	0,0	100,0	-	73,0
Ile-de-France	4,2	1,2	0,9	1,7	0,9	0,0	0,8	0,0	0,0	0,0	1,8
Languedoc-Roussillon	28,8	15,4	2,7	2,1	1,8	0,0	0,0	0,0	0,0	-	21,1
Limousin	23,6	27,9	23,1	22,2	9,1	25,0	-	0,0	0,0	-	24,6
Lorraine	71,7	43,7	29,3	25,6	10,7	0,0	0,0	-	0,0	-	60,7
Midi-Pyrénées	17,0	15,1	10,4	5,7	5,0	15,8	9,1	0,0	-	0,0	16,1
Nord-Pas-de-Calais	21,2	10,8	1,6	2,8	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	12,7
Basse-Normandie	22,2	16,3	10,2	4,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	-	19,7
Haute-Normandie	21,1	15,3	12,2	0,0	0,0	6,3	12,5	0,0	0,0	-	18,0
Pays de la Loire	42,5	34,2	29,4	16,4	13,6	0,0	0,0	0,0	0,0	-	33,8
Picardie	20,4	15,2	12,1	11,1	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	18,4
Poitou-Charentes	33,1	40,0	22,7	24,1	14,3	0,0	40,0	0,0	-	-	34,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	54,3	20,8	3,2	6,7	0,0	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	30,0
Rhône-Alpes	35,8	20,9	13,2	11,2	2,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	24,8
Métropole	36,6	26,5	16,8	12,0	5,9	3,4	2,3	0,0	3,2	0,0	30,3
Outre-mer	0,0	5,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,9
France entière	36,6	26,4	16,8	11,8	5,8	3,3	2,2	0,0	3,1	0,0	30,2

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	11,6	7,6	3,9	1,3	0,9	1,7	2,0	0,0	4,2	0,0	5,4
- à un SAN ⁽²⁾	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	-	0,0
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	-	0,0
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	28,2	26,2	18,5	17,3	12,5	5,7	17,4	-	-	-	25,8
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	38,9	30,5	22,4	18,1	10,7	8,2	0,0	0,0	-	-	35,4
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	49,4	19,3	12,8	4,3	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	26,7
- autres communes isolées	43,7	29,0	22,8	14,5	2,0	2,4	0,0	0,0	-	0,0	36,8
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	-	22,3	12,9	9,3	5,2	2,7	3,2	0,0	3,2	0,0	21,1
- à un groupement à fiscalité additionnelle	38,9	30,5	22,2	17,9	10,4	7,9	0,0	0,0	0,0	-	35,4
- communes isolées	44,1	27,6	20,9	11,8	1,5	1,4	0,0	0,0	-	0,0	35,7

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) communauté de communes

Produit par habitant de la REOM en 2004⁽¹⁾

en nombre d'habitants	En euros par habitant										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Toutes communes	64,5	62,2	67,6	64,4	75,1	83,0	80,3	-	71,5	-	65,7

(1) **N.B.** : les statistiques relatives à la REOM ne sont disponibles qu'avec une année de décalage.

Les groupements à fiscalité propre

Nature juridique

La loi relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale du 12 juillet 1999 a créé les communautés d'agglomération. Elle a également modifié les statuts des EPCI existants.

Les communautés d'agglomération

Créées par la loi du 12 juillet 1999 sur l'intercommunalité, elles regroupent plusieurs communes formant, à la date de la création, un ensemble de plus de 50 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave autour d'une ou plusieurs communes centre de plus de 15 000 habitants ou du chef-lieu du département.

Elles exercent obligatoirement les compétences suivantes : développement économique, aménagement de l'espace communautaire, équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et politique de la ville.

De plus, elles exercent également au moins trois compétences parmi les suivantes : création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire, création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire, assainissement, eau, protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie et construction, aménagement, entretien, gestion d'équipement culturels et sportifs d'intérêt communautaire.

Elles peuvent aussi exercer tout ou partie des compétences d'aide sociale.

Les communautés urbaines

Les communautés urbaines ont été créées par la loi du 31 décembre 1966. Les communautés urbaines de Bordeaux, Lyon, Lille, Strasbourg ont été créées d'office, celles de Brest, Cherbourg, Dunkerque, Le Creusot-Montceau-les-Mines, Le Mans se sont constituées spontanément, toutes avant 1972. Quatre districts se sont constitués en communautés urbaines ces dernières années : le district de l'agglomération nancéienne pour l'exercice budgétaire 1996, le district de l'agglomération alençonnaise pour l'exercice 1997, le district d'Arras pour l'exercice 1998 et le district de Nantes pour l'exercice 2001. De plus, la communauté de communes de Marseille-Provence-Métropole s'est transformée en communauté urbaine en 2001.

La loi du 12 juillet 1999 exige que les nouvelles communautés urbaines constituent, à la date de leur création, un ensemble de communes d'un seul tenant et sans enclave de plus de 500 000 habitants. Ce seuil s'est appliqué pour Nantes et Marseille.

Les communautés urbaines étaient compétentes de façon obligatoire dans les domaines de l'urbanisme, du logement, des transports urbains, des zones d'activité, de l'eau, de l'assainissement, de la lutte contre l'incendie. La loi de 1999 étend leurs compétences aux domaines suivants : développement et aménagement économique, social et culturel de l'espace communautaire, aménagement de l'espace communautaire, équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire, politique de la ville dans la communauté, gestion des services d'intérêt collectif et protection et mise en valeur de l'environnement et politique du cadre de vie. Elles peuvent exercer aussi tout ou partie des compétences d'aide sociale.

Les communautés de communes

Créées par la loi d'orientation relative à l'administration territoriale de la République du 6 février 1992, les communautés de communes ont pour objet « d'associer des communes au sein d'un espace de solidarité en vue de l'élaboration d'un projet commun de développement et d'aménagement de l'espace ». Les communautés de communes créées depuis la loi du 12 juillet 1999 doivent être d'un seul tenant et sans enclave.

La communauté de communes exerce des compétences relevant de chacun des deux domaines suivants : aménagement de l'espace et actions de développement

économique intéressant l'ensemble de la communauté. L'adoption du régime fiscal de la taxe professionnelle unique implique le transfert à la communauté de la compétence d'aménagement, gestion et entretien des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire qui sont d'intérêt communautaire.

La communauté de communes doit par ailleurs exercer des compétences relevant d'au moins un des quatre domaines suivants : protection et mise en valeur de l'environnement, politique du logement et du cadre de vie, création, aménagement et entretien de la voirie et construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, sportifs et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire.

Les syndicats d'agglomération nouvelle

Les SAN, syndicats d'agglomération nouvelle, ont été créés par la loi du 13 juillet 1983 pour les villes nouvelles, dont ils assurent l'aménagement de l'espace par l'élaboration des schémas directeurs d'urbanisme et par la programmation de l'investissement dans les domaines des transports, des réseaux et des voies nouvelles, du développement économique et des équipements rendus nécessaires par l'urbanisation nouvelle. La loi de 1999 leur donne la possibilité de se transformer en communautés d'agglomération. Evry en 2001, Sain-Quentin en Yvelines et Cergy-Pontoise en 2004 ont fait ce choix.

Les districts

Les districts ont été créés en 1959, la loi leur attribuait la gestion des services de logement et de lutte contre l'incendie. Ils exercent, en outre, leurs compétences dans la collecte des ordures ménagères, la voirie, les travaux d'assainissement, les activités scolaires et périscolaires, les services d'eau.

Les districts devaient se transformer impérativement avant le 1^{er} janvier 2002, en communauté urbaine, en communauté d'agglomération ou en communauté de communes. Sans décision de l'EPCI, le district a été transformé d'office en communauté de communes à l'expiration du délai.

Les communautés de villes

Instituées par la loi du 6 février 1992, les communautés de villes devaient se transformer avant le 1^{er} janvier 2002 en communautés d'agglomération ou en communautés de communes. Quatre communautés de villes sont passées en communautés d'agglomération au 1^{er} janvier 2000 : Garlaban, La Rochelle, Cambrai et le pays de Flers. Et la dernière communauté de villes, Sicoval (Haute-Garonne) au 1^{er} janvier 2001.

Régimes fiscaux

Il existe quatre régimes fiscaux pour les groupements à fiscalité propre.

Le régime de fiscalité additionnelle sur les quatre taxes

Les communes continuent à voter des taux et à percevoir des produits sur les quatre taxes ; le groupement vote des taux et perçoit des produits "additionnels" au titre des quatre taxes en appliquant des taux uniformes sur l'ensemble du territoire intercommunal.

Lors de la constitution du groupement, les rapports entre les taux des quatre taxes sont fixés de manière à être égaux aux rapports constatés l'année précédente entre les taux moyens de chaque taxe dans l'ensemble des communes membres.

Ultérieurement, le groupement peut différencier la variation des taux des quatre taxes, en respectant les règles d'encadrement des taux de la taxe professionnelle et du foncier non bâti en fonction de ceux des autres taxes. Les groupements à fiscalité additionnelle n'ont pas la possibilité d'utiliser la mesure dérogatoire de majoration spéciale du taux de la taxe professionnelle par rapport à ceux des autres taxes.

Le régime de Taxe Professionnelle Unique (TPU)

Les communes votent des taux et perçoivent des produits sur les trois taxes ménages (taxes d'habitation, sur le foncier bâti et sur le foncier non bâti) mais ne votent plus de taxe professionnelle pour leur compte propre. Le groupement vote seul un taux unique de taxe professionnelle sur l'ensemble de l'agglomération et perçoit le produit de cette taxe. Il ne perçoit pas de taxes ménages. Une partie du produit de taxe professionnelle ainsi récolté est utilisée par le groupement pour le financement de ses activités propres ; la partie restante est redistribuée aux communes sous deux formes : une allocation de compensation égale au montant de la taxe professionnelle perçue par chaque commune l'année qui précédait la création du groupement, diminué du montant des charges transférées au groupement, et éventuellement une dotation de solidarité intercommunale, dont la répartition est décidée par le conseil d'administration du groupement.

Le taux communautaire de taxe professionnelle fixé la première année ne peut dépasser le taux moyen constaté l'année précédente sur l'ensemble des communes membres, majoré le cas échéant des taux de fiscalité additionnelle intercommunale de l'année antérieure.

La loi du 12 juillet 1999 prévoit la possibilité de délier à la baisse le taux de taxe professionnelle des taux des taxes foncières et d'habitation des communes membres. Lorsqu'un EPCI choisit de faire varier librement ses taux une année donnée, la variation à la hausse du taux moyen pondéré des taxes foncières et d'habitation à prendre en compte pour la détermination du taux de taxe professionnelle est réduite de moitié les deux années suivantes.

En pratique, l'unification effective du taux de taxe professionnelle sur l'ensemble de l'agglomération est seulement réalisée après une période transitoire d'"unification progressive des taux" pouvant aller jusqu'à douze ans. La TPU, qui reste le régime applicable aux SAN, devient le régime obligatoire des communautés d'agglomération, des nouvelles communautés urbaines et depuis le 1^{er} janvier 2002, le régime de plein droit des communautés urbaines (sauf délibération contraire intervenue pour Alençon, Cherbourg, Lyon et Le Mans) et des communautés de communes de plus de 500 000 habitants.

Tous ces EPCI peuvent choisir le régime de la fiscalité mixte. En 2005 ; la communauté urbaine de Marseille Provence Métropole est passée du régime de taxe professionnelle unique au régime de fiscalité mixte.

Ces EPCI peuvent en outre percevoir la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Le régime de la fiscalité mixte

Institué en 2000, ce régime permet aux EPCI de lever, en sus de la TPU, une fiscalité additionnelle au titre de la taxe d'habitation et des taxes foncières. Les rapports entre les taux de ces trois taxes doivent être, la première année de la perception de celle-ci par l'EPCI, égaux à ceux constatés l'année précédente entre les taux moyens pondérés de chaque taxe des communes membres.

En 2005, 182 EPCI étaient à fiscalité mixte dont 7 communautés d'agglomération, 4 communautés urbaines et 143 communautés de communes. Cependant, 15 % d'entre eux (soit 28 EPCI) avaient des taux « ménages » nuls.

Le régime de Taxe Professionnelle unique de Zone d'activités économiques (TPZ)

Sur une zone d'activités économiques gérée et développée par le groupement, celui-ci vote un taux uniforme de taxe professionnelle spécifique à cette zone, et perçoit l'intégralité de son produit. Il peut également percevoir une fiscalité sur l'ensemble des quatre taxes en dehors de la zone d'activités économiques, additionnelle à celle des communes membres.

En règle générale, ce régime fiscal constitue avant tout un pôle de développement intercommunal pour l'avenir. La première année, le taux de taxe professionnelle "de zone" ne peut excéder le taux moyen de taxe professionnelle constaté l'année précédente dans l'ensemble des communes membres du groupement, qu'elles soient ou non comprises dans la zone d'activités économiques. Les variations du taux de taxe professionnelle de zone les années suivantes sont encadrées en fonction des variations des taux des taxes ménages dans des conditions identiques à la taxe professionnelle d'agglomération.

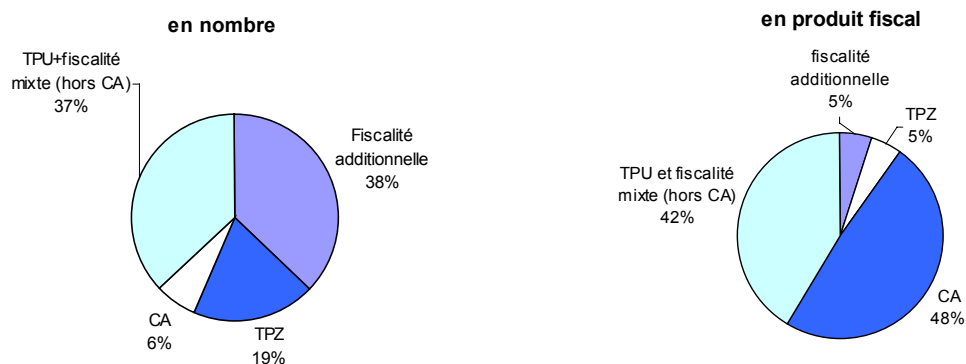
Évolution du nombre de groupements à fiscalité propre depuis 1997 (au 1^{er} janvier)

Type de groupement	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Communautés de communes sans TPU	1 044	1 166	1 251	1 264	1 325	1 425	1 423	1 430	1 418
dont ayant perçu une TPZ	156	227	300	439	451	453	449	467	481
Districts sans TPU	314	308	303	264	157	-	-	-	-
dont ayant perçu une TPZ	28	36	39	42	30	-	-	-	-
Communautés urbaines sans TPU	11	12	12	10	7	4	3	3	3
dont ayant perçu une TPZ	1	1	1	4	4	3	3	3	3
Ensemble des EPCI sans TPU	1 369	1 486	1 566	1 538	1 489	1 429	1 426	1 433	1 421
dont ayant perçu une TPZ	185	264	340	485	485	456	452	470	484
Syndicats d'Agglomération Nouvelle	9	9	9	9	8	8	8	6	6
Communautés urbaines à TPU	-	-	-	2	7	10	11	11	11
Communautés de communes et de villes	66	81	101	228	403	607	772	856	924
Districts à TPU	2	2	2	17	3	-	-	-	-
Communautés d'agglomération	-	-	-	50	90	120	143	155	162
Ensemble des EPCI à TPU	77	92	112	306	511	745	934	1 028	1 103
Ensemble	1 446	1 578	1 678	1 844	2 000	2 174	2 360	2 461	2 524

La population des groupements à fiscalité propre augmente : de 1,3 millions d'habitants entre 2004 et 2005.

Population des groupements selon le régime fiscal

Régime fiscal	Population 2004 (en milliers)	Population 2005 (en milliers)	Part dans la population (en %)	Évolution par rapport à 2002
Groupements à TPU et à fiscalité mixte	37 753	39 465	64	+4,5%
Groupements à TPZ	5 374	5 490	9	+2,2%
Groupements à fiscalité additionnelle	7 621	7 138	12	+1,5%
Ensemble	50 748	52 093	84	+2,7%

Répartition par régime fiscal des groupements à fiscalité propre en 2005

Les bases et produits par habitant des taxes foncières et d'habitation des tableaux qui suivent sont obtenus en rapportant les bases et les produits des taxes foncières et de la taxe d'habitation à la population des groupements à fiscalité additionnelle, à fiscalité mixte et à TPZ, ceux de la taxe professionnelle additionnelle à la population en groupements à fiscalité additionnelle et à TPZ, ceux de la taxe professionnelle unique à la population des groupements à TPU et à fiscalité mixte et ceux de la TPZ à la population des groupements à TPZ. Enfin, les bases et produits par habitant des quatre taxes sont obtenus en divisant le produit des quatre taxes par la population totale des EPCI.

Les bases en euros par habitant des EPCI à fiscalité propre en 2005 par nature juridique et taille de l'EPCI

	Nombre d'habitants de l'EPCI						Ensemble
	moins de 5 000	de 5 000 à 10 000	de 10 000 à 20 000	de 20 000 à 50 000	de 50 000 à 100 000	plus de 100 000	
Communautés urbaines							
Taxe d'habitation	-	-	-	-	765,4	941,3	919,4
Foncier bâti	-	-	-	-	719,1	868,7	850,0
Foncier non bâti	-	-	-	-	10,7	4,8	5,5
Taxe professionnelle additionnelle	-	-	-	-	1 017,5	1 730,8	1 426,3
TPU	-	-	-	-	1 686,9	1 670,4	1 670,9
TPZ	-	-	-	-	35,9	92,3	68,2
Communautés d'agglomération							
Taxe d'habitation					1 042,3	769,1	896,9
Foncier bâti					934,2	728,3	824,6
Foncier non bâti					12,4	8,5	10,3
TPU				1 698,6	1 533,3	1 617,8	1 592,3
Syndicats d'agglomération nouvelle							
TPU	-	-	6 495,1	2 720,7	2 821,5	-	3 155,3
Communautés de communes							
Taxe d'habitation	805,6	749,8	799,7	941,0	940,9	1 016,1	832,4
Foncier bâti	655,1	615,5	698,1	862,4	866,5	877,5	721,1
Foncier non bâti	121,7	99,5	61,2	35,9	25,4	15,5	70,8
Taxe professionnelle additionnelle	864,9	1 024,1	1 268,0	1 551,7	1 336,6	700,5	1 193,9
TPU	863,9	1 113,5	1 409,4	1 521,3	1 344,4	-	1 385,7
TPZ	74,6	70,5	70,8	167,8	37,6	-	96,1

Les bases en euros par habitant des EPCI à fiscalité propre en 2005 par régime fiscal et taille de l'EPCI

	Nombre d'habitants de l'EPCI						
	moins de 5 000	de 5 000 à 10 000	de 10 000 à 20 000	de 20 000 à 50 000	de 50 000 à 100 000	plus de 100 000	Ensemble
Taxe professionnelle unique et fiscalité mixte							
Taxe d'habitation	856,4	763,2	802,9	1 070,9	1 003,8	900,5	906,5
Foncier bâti	638,3	599,2	688,7	907,0	902,3	831,7	799,7
Foncier non bâti	106,4	86,4	54,0	22,0	12,4	5,4	27,2
TPU	863,9	1 113,5	1 447,7	1 531,4	1 577,0	1 632,9	1 550,8
Taxe professionnelle de zone							
Taxe d'habitation	711,8	700,8	714,5	855,1	908,3	885,9	772,9
Foncier bâti	623,2	591,2	655,1	833,4	780,8	862,2	703,3
Foncier non bâti	141,7	105,7	70,7	50,1	26,7	8,3	73,2
Taxe professionnelle additionnelle	890,3	1 056,2	1 208,7	1 654,7	1 095,1	1 730,8	1 271,6
TPZ	74,6	70,5	70,8	167,8	37,1	92,3	94,4
Fiscalité additionnelle							
Taxe d'habitation	831,1	780,7	864,7	985,3	905,2	1 016,1	865,8
Foncier bâti	667,9	636,3	734,1	876,9	929,0	877,5	736,4
Foncier non bâti	116,8	98,4	55,9	25,2	16,8	15,5	69,4
Taxe professionnelle additionnelle	856,3	1 001,8	1 313,8	1 428,7	1 569,9	700,5	1 145,1
Ensemble des EPCI							
Taxe d'habitation	805,6	749,8	799,7	941,0	945,3	916,0	846,1
Foncier bâti	655,1	615,5	698,1	862,4	864,4	840,6	741,8
Foncier non bâti	121,7	99,5	61,2	35,9	18,7	7,1	59,8
Taxe professionnelle additionnelle	864,9	1 024,1	1 268,0	1 551,7	1 283,6	1 054,2	1 200,1
TPU	863,9	1 113,5	1 447,7	1 531,4	1 577,0	1 632,9	1 550,8
TPZ	74,6	70,5	70,8	167,8	37,1	92,3	94,4

Les taux des EPCI à fiscalité propre en 2005 par nature juridique et taille de l'EPCI

En pourcentage

	Nombre d'habitants de l'EPCI						Ensemble
	moins de 5 000	de 5 000 à 10 000	de 10 000 à 20 000	de 20 000 à 50 000	de 50 000 à 100 000	plus de 100 000	
Communautés urbaines							
Taxe d'habitation	-	-	-	-	6,47	3,88	4,15
Foncier bâti	-	-	-	-	8,49	4,01	4,48
Foncier non bâti	-	-	-	-	18,45	6,58	9,46
Taxe professionnelle additionnelle	-	-	-	-	6,05	6,80	6,57
TPU	-	-	-	-	16,48	21,47	21,31
TPZ	-	-	-	-	17,52	15,58	16,02
Communautés d'agglomération							
Taxe d'habitation	-	-	-	-	0,48	0,25	0,37
Foncier bâti	-	-	-	-	0,61	0,45	0,53
Foncier non bâti	-	-	-	-	1,52	1,49	1,51
TPU	-	-	-	11,43	16,17	17,07	16,80
Syndicats d'agglomération nouvelle							
TPU	-	-	12,93	17,00	23,24	-	20,60
Communautés de communes							
Taxe d'habitation	2,83	2,18	2,03	1,97	1,92	0,85	2,11
Foncier bâti	4,55	3,33	3,07	3,00	2,62	1,70	3,22
Foncier non bâti	12,06	8,80	7,91	6,47	5,09	5,37	8,96
Taxe professionnelle additionnelle	3,49	2,32	2,49	2,64	1,88	0,79	2,52
TPU	11,74	11,91	11,47	13,81	13,44	-	12,69
TPZ	8,50	9,56	9,49	10,14	11,86	-	9,83

Les taux des EPCI à fiscalité propre en 2005 par régime fiscal et taille de l'EPCI

En pourcentage

	Nombre d'habitants de l'EPCI						Ensemble
	moins de 5 000	de 5 000 à 10 000	de 10 000 à 20 000	de 20 000 à 50 000	de 50 000 à 100 000	plus de 100 000	
Taxe professionnelle unique et fiscalité mixte							
Taxe d'habitation	1,27	1,16	0,89	1,14	1,01	2,60	1,78
Foncier bâti	2,20	1,60	1,24	1,55	1,21	2,46	1,93
Foncier non bâti	7,19	4,42	3,07	5,06	3,24	2,84	4,30
TPU	11,74	11,91	11,52	13,84	16,54	18,36	16,40
Taxe professionnelle de zone							
Taxe d'habitation	2,95	2,62	2,34	2,42	3,20	8,61	2,82
Foncier bâti	4,53	4,18	3,46	3,81	4,40	11,11	4,23
Foncier non bâti	11,72	10,01	8,00	7,03	6,11	17,50	9,09
Taxe professionnelle additionnelle	3,09	2,43	2,23	2,85	2,69	6,80	2,79
TPZ	8,50	9,56	9,49	10,14	13,37	15,58	10,10
Fiscalité additionnelle							
Taxe d'habitation	2,99	2,14	2,14	1,91	2,00	0,85	2,15
Foncier bâti	4,83	3,17	3,29	2,75	2,96	1,70	3,28
Foncier non bâti	12,73	8,81	9,18	5,69	7,08	5,37	9,82
Taxe professionnelle additionnelle	3,64	2,24	2,68	2,35	2,16	0,79	2,54
Ensemble des EPCI							
Taxe d'habitation	2,83	2,18	2,03	1,97	2,01	2,76	2,25
Foncier bâti	4,55	3,33	3,07	3,00	2,71	3,01	3,20
Foncier non bâti	12,06	8,80	7,91	6,47	5,57	4,93	8,89
Taxe professionnelle additionnelle	3,49	2,32	2,49	2,64	2,43	4,18	2,65
TPU	11,74	11,91	11,52	13,84	16,54	18,36	16,40
TPZ	8,50	9,56	9,49	10,14	13,37	15,58	10,10

Les produits en euros par habitant des EPCI à fiscalité propre en 2005 par nature juridique et taille de l'EPCI

	Nombre d'habitants de l'EPCI						
	moins de 5 000	de 5 000 à 10 000	de 10 000 à 20 000	de 20 000 à 50 000	de 50 000 à 100 000	plus de 100 000	Ensemble
Communautés urbaines							
Taxe d'habitation	-	-	-	-	49,5	36,5	38,1
Foncier bâti	-	-	-	-	61,0	34,8	38,1
Foncier non bâti	-	-	-	-	2,0	0,3	0,5
Taxe professionnelle additionnelle	-	-	-	-	61,6	117,7	93,7
TPU	-	-	-	-	278,0	358,7	356,1
TPZ	-	-	-	-	6,3	14,4	10,9
Ensemble des produits	-	-	-	-	267,4	371,5	366,0
Communautés d'agglomération							
Taxe d'habitation	-	-	-	-	5,0	1,9	3,4
Foncier bâti	-	-	-	-	5,7	3,3	4,4
Foncier non bâti	-	-	-	-	0,2	0,1	0,2
TPU	-	-	-	194,1	247,9	276,2	267,5
Ensemble des produits	-	-	-	194,1	248,8	276,4	267,9
Syndicats d'agglomération nouvelle							
TPU	-	-	839,8	462,5	655,9	-	650,0
Communautés de communes							
Taxe d'habitation	22,8	16,3	16,2	18,5	18,1	8,7	17,6
Foncier bâti	29,8	20,5	21,4	25,8	22,7	14,9	23,2
Foncier non bâti	14,7	8,8	4,8	2,3	1,3	0,8	6,3
Taxe professionnelle additionnelle	30,2	23,7	31,6	40,9	25,2	5,5	30,1
TPU	101,4	132,6	161,6	210,0	180,6	-	175,8
TPZ	6,3	6,7	6,7	17,0	4,5	-	9,4
Ensemble des produits	104,3	98,9	127,5	176,0	109,6	29,9	132,8

Les produits en euros par habitant des EPCI à fiscalité propre en 2005 par régime fiscal et taille de l'EPCI

	Nombre d'habitants de l'EPCI						
	moins de 5 000	de 5 000 à 10 000	de 10 000 à 20 000	de 20 000 à 50 000	de 50 000 à 100 000	plus de 100 000	Ensemble
Taxe professionnelle unique et fiscalité mixte							
Taxe d'habitation	10,9	8,9	7,2	12,2	10,1	23,4	16,1
Foncier bâti	14,0	9,6	8,5	14,1	10,9	20,5	15,4
Foncier non bâti	7,7	3,8	1,7	1,1	0,4	0,2	1,2
TPU	101,4	132,6	166,7	211,9	260,9	299,7	254,3
Ensemble des produits	110,9	137,7	169,0	214,6	262,6	304,2	257,9
Taxe professionnelle de zone							
Taxe d'habitation	21,0	18,4	16,7	20,7	29,1	76,3	21,8
Foncier bâti	28,2	24,7	22,7	31,7	34,4	95,8	29,7
Foncier non bâti	16,6	10,6	5,7	3,5	1,6	1,5	6,7
Taxe professionnelle additionnelle	27,5	25,6	26,9	47,1	29,4	117,7	35,5
TPZ	6,3	6,7	6,7	17,0	5,0	14,4	9,5
Ensemble des produits	99,7	86,0	78,7	120,1	99,5	305,6	103,2
Fiscalité additionnelle							
Taxe d'habitation	24,8	16,7	18,5	18,8	18,1	8,7	18,6
Foncier bâti	32,2	20,2	24,2	24,1	27,5	14,9	24,2
Foncier non bâti	14,9	8,7	5,1	1,4	1,2	0,8	6,8
Taxe professionnelle additionnelle	31,1	22,4	35,2	33,6	34,0	5,5	29,0
Ensemble des produits	103,1	68,0	83,0	77,9	80,7	29,9	78,7
Ensemble des EPCI							
Taxe d'habitation	22,8	16,3	16,2	18,5	19,0	25,3	19,0
Foncier bâti	29,8	20,5	21,4	25,8	23,5	25,3	23,7
Foncier non bâti	14,7	8,8	4,8	2,3	1,0	0,3	5,3
Taxe professionnelle additionnelle	30,2	23,7	31,6	40,9	31,2	44,0	31,8
TPU	101,4	132,6	166,7	211,9	260,9	299,7	254,3
TPZ	6,3	6,7	6,7	17,0	5,0	14,4	9,5
Ensemble des produits	104,3	98,9	130,6	177,6	243,8	299,3	217,0

Les bases en euros par habitant des EPCI à fiscalité propre en 2004 par nature juridique et taille de l'EPCI

	Nombre d'habitants de l'EPCI						Ensemble
	moins de 5 000	de 5 000 à 10 000	de 10 000 à 20 000	de 20 000 à 50 000	de 50 000 à 100 000	plus de 100 000	
Communautés urbaines							
Taxe d'habitation	-	-	-	-	760,4	1 021,3	953,7
Foncier bâti	-	-	-	-	721,7	888,7	845,4
Foncier non bâti	-	-	-	-	11,3	6,0	7,3
Taxe professionnelle additionnelle	-	-	-	-	1 074,0	1 721,6	1 445,4
TPU	-	-	-	-	1 681,3	1 636,8	1 638,2
TPZ	-	-	-	-	42,7	73,2	60,2
Communautés d'agglomération							
Taxe d'habitation	-	-	-	-	1 009,4	740,2	883,6
Foncier bâti	-	-	-	-	907,3	708,7	814,5
Foncier non bâti	-	-	-	-	11,9	8,6	10,4
TPU	-	-	-	1638,4	1 482,0	1 591,2	1 559,0
Syndicats d'agglomération nouvelle							
TPU	-	-	6 094,0	2 809,7	2 756,1	-	3 057,1
Communautés de communes							
Taxe d'habitation	765,0	709,8	770,7	912,9	844,7	865,9	793,5
Foncier bâti	627,5	584,4	680,8	837,8	772,7	755,2	691,4
Foncier non bâti	119,9	98,5	60,7	37,1	25,4	17,9	69,9
Taxe professionnelle additionnelle	837,2	972,4	1 267,9	1 495,1	1 325,5	650,4	1 160,2
TPU	825,5	1 103,0	1 366,7	1 482,8	1 472,8	-	1 355,6
TPZ	66,6	65,8	67,6	163,3	30,4	-	91,9

Les bases en euros par habitant des EPCI à fiscalité propre en 2004 par régime fiscal et taille de l'EPCI

	Nombre d'habitants de l'EPCI						Ensemble
	moins de 5 000	de 5 000 à 10 000	de 10 000 à 20 000	de 20 000 à 50 000	de 50 000 à 100 000	plus de 100 000	
Taxe professionnelle unique et fiscalité mixte							
Taxe d'habitation	835,6	731,9	774,0	1 083,4	972,3	927,2	905,6
Foncier bâti	629,8	576,2	678,0	925,0	876,5	816,2	783,0
Foncier non bâti	100,2	84,0	52,3	23,1	11,9	6,8	31,7
TPU	825,5	1 103,0	1 402,8	1 494,1	1 540,5	1 604,4	1 521,4
Taxe professionnelle de zone							
Taxe d'habitation	696,1	668,9	683,1	848,7	872,2	856,1	750,1
Foncier bâti	609,5	569,6	636,0	801,1	766,7	839,6	682,2
Foncier non bâti	136,2	104,3	69,1	51,4	26,8	7,8	71,8
Taxe professionnelle additionnelle	867,5	1 021,9	1 214,6	1 490,3	1 095,2	1 721,6	1 221,9
TPZ	66,6	65,8	67,6	163,3	33,8	73,2	89,9
Fiscalité additionnelle							
Taxe d'habitation	779,6	732,2	832,5	927,7	761,2	865,9	811,9
Foncier bâti	632,8	595,5	713,4	849,3	760,8	755,2	696,4
Foncier non bâti	116,7	97,2	56,6	26,2	17,4	17,9	68,4
Taxe professionnelle additionnelle	827,9	940,4	1 305,9	1 500,3	1 568,7	650,4	1 129,3
Ensemble des EPCI							
Taxe d'habitation	765,0	709,8	770,7	912,9	885,1	899,8	807,8
Foncier bâti	627,5	584,4	680,8	837,8	808,7	800,5	707,2
Foncier non bâti	119,9	98,5	60,7	37,1	18,6	10,3	62,9
Taxe professionnelle additionnelle	837,2	972,4	1 267,9	1 495,1	1 283,7	958,8	1 167,6
TPU	825,5	1 103,0	1 402,8	1 494,1	1 540,5	1 604,4	1 521,4
TPZ	66,6	65,8	67,6	163,3	33,8	73,2	89,9

Les taux des EPCI à fiscalité propre en 2004 par nature juridique et taille de l'EPCI

En pourcentage

	Nombre d'habitants de l'EPCI						Ensemble
	moins de 5 000	de 5 000 à 10 000	de 10 000 à 20 000	de 20 000 à 50 000	de 50 000 à 100 000	plus de 100 000	
Communautés urbaines							
Taxe d'habitation	-	-	-	-	6,50	5,85	5,99
Foncier bâti	-	-	-	-	8,56	6,56	7,00
Foncier non bâti	-	-	-	-	18,78	9,83	13,41
Taxe professionnelle additionnelle	-	-	-	-	6,03	6,70	6,49
TPU	-	-	-	-	16,00	21,26	21,09
TPZ	-	-	-	-	17,52	15,23	15,92
Communautés d'agglomération							
Taxe d'habitation	-	-	-	-	0,48	0,19	0,37
Foncier bâti	-	-	-	-	0,61	0,46	0,55
Foncier non bâti	-	-	-	-	1,56	1,31	1,46
TPU	-	-	-	10,95	16,52	17,22	16,99
Syndicats d'agglomération nouvelle							
TPU	-	-	12,94	17,00	22,70	-	20,36
Communautés de communes							
Taxe d'habitation	2,70	2,12	1,93	1,86	2,20	1,08	2,04
Foncier bâti	4,34	3,23	3,00	2,81	3,25	2,08	3,14
Foncier non bâti	11,70	8,43	7,61	5,98	5,12	4,79	8,56
Taxe professionnelle additionnelle	3,39	2,22	2,41	2,43	2,19	1,05	2,43
TPU	11,70	11,88	11,28	13,63	11,98	-	12,51
TPZ	7,26	9,36	9,03	10,15	11,59	-	9,63

Les taux des EPCI à fiscalité propre en 2004 par régime fiscal et taille de l'EPCI

En pourcentage

	Nombre d'habitants de l'EPCI						Ensemble
	moins de 5 000	de 5 000 à 10 000	de 10 000 à 20 000	de 20 000 à 50 000	de 50 000 à 100 000	plus de 100 000	
Taxe professionnelle unique et fiscalité mixte							
Taxe d'habitation	1,14	1,27	0,78	1,19	1,01	3,24	1,77
Foncier bâti	2,01	1,76	1,03	1,51	1,21	3,14	1,95
Foncier non bâti	6,64	4,81	2,59	5,02	3,29	2,97	4,25
TPU	11,70	11,88	11,33	13,66	16,69	18,42	16,49
Taxe professionnelle de zone							
Taxe d'habitation	2,76	2,48	2,38	1,96	3,21	8,52	2,64
Foncier bâti	4,26	3,87	3,60	3,29	4,41	11,00	4,02
Foncier non bâti	11,33	9,38	7,88	6,25	6,18	17,33	8,57
Taxe professionnelle additionnelle	3,05	2,30	2,33	2,57	2,70	6,70	2,70
TPZ	7,26	9,36	9,03	10,15	13,66	15,23	9,90
Fiscalité additionnelle							
Taxe d'habitation	2,84	2,06	1,92	2,01	2,78	1,08	2,10
Foncier bâti	4,58	3,09	3,04	2,76	4,49	2,08	3,24
Foncier non bâti	12,23	8,32	8,44	5,68	7,50	4,79	9,24
Taxe professionnelle additionnelle	3,50	2,16	2,46	2,29	2,76	1,05	2,45
Ensemble des EPCI							
Taxe d'habitation	2,70	2,12	1,93	1,86	2,16	3,23	2,21
Foncier bâti	4,34	3,23	3,00	2,81	3,06	3,85	3,24
Foncier non bâti	11,70	8,43	7,61	5,98	5,75	5,28	8,53
Taxe professionnelle additionnelle	3,39	2,22	2,41	2,43	2,73	3,97	2,56
TPU	11,70	11,88	11,33	13,66	16,69	18,42	16,49
TPZ	7,26	9,36	9,03	10,15	13,66	15,23	9,90

Les produits en euros par habitant des EPCI à fiscalité propre en 2004 par nature juridique et taille de l'EPCI

	Nombre d'habitants de l'EPCI						Ensemble
	moins de 5 000	de 5 000 à 10 000	de 10 000 à 20 000	de 20 000 à 50 000	de 50 000 à 100 000	plus de 100 000	
Communautés urbaines							
Taxe d'habitation	-	-	-	-	49,4	59,8	57,1
Foncier bâti	-	-	-	-	61,8	58,3	59,2
Foncier non bâti	-	-	-	-	2,1	0,6	1,0
Taxe professionnelle additionnelle	-	-	-	-	64,8	115,3	93,8
TPU	-	-	-	-	269,1	348,0	345,5
TPZ	-	-	-	-	7,5	11,2	9,6
Ensemble des produits	-	-	-	-	264,7	354,4	349,6
Communautés d'agglomération							
Taxe d'habitation	-	-	-	-	4,8	1,4	3,3
Foncier bâti	-	-	-	-	5,5	3,3	4,5
Foncier non bâti	-	-	-	-	0,2	0,1	0,2
TPU	-	-	-	179,4	242,4	274,0	264,8
Ensemble des produits	-	-	-	179,4	244,2	274,2	265,2
Syndicats d'agglomération nouvelle							
TPU	-	-	788,3	477,7	625,6	-	622,3
Communautés de communes							
Taxe d'habitation	20,7	15,1	14,9	17,0	18,6	9,4	16,2
Foncier bâti	27,3	18,9	20,4	23,5	25,2	15,7	21,7
Foncier non bâti	14,0	8,3	4,6	2,2	1,3	0,9	6,0
Taxe professionnelle additionnelle	28,4	21,6	30,6	36,4	29,0	6,8	28,1
TPU	96,6	131,0	154,1	202,1	176,4	-	169,6
TPZ	4,8	6,2	6,1	16,6	3,5	-	8,9
Ensemble des produits	96,0	92,2	118,7	164,0	104,6	32,8	123,4

Les produits en euros par habitant des EPCI à fiscalité propre en 2004 par régime fiscal et taille de l'EPCI

	Nombre d'habitants de l'EPCI						Ensemble
	moins de 5 000	de 5 000 à 10 000	de 10 000 à 20 000	de 20 000 à 50 000	de 50 000 à 100 000	plus de 100 000	
Taxe professionnelle unique et fiscalité mixte							
Taxe d'habitation	9,5	9,3	6,0	12,9	9,8	30,1	16,0
Foncier bâti	12,7	10,2	7,0	14,0	10,6	25,6	15,3
Foncier non bâti	6,7	4,0	1,4	1,2	0,4	0,2	1,3
TPU	96,6	131,0	158,9	204,1	257,1	295,5	250,8
Ensemble des produits	103,7	135,6	160,6	206,4	258,9	298,1	253,3
Taxe professionnelle de zone							
Taxe d'habitation	19,2	16,6	16,2	16,6	28,0	72,9	19,8
Foncier bâti	26,0	22,0	22,9	26,4	33,8	92,4	27,4
Foncier non bâti	15,4	9,8	5,4	3,2	1,7	1,4	6,2
Taxe professionnelle additionnelle	26,5	23,5	28,3	38,3	29,5	115,3	33,0
TPZ	4,8	6,2	6,1	16,6	4,6	11,2	8,9
Ensemble des produits	91,9	78,1	79,0	101,1	97,6	293,2	95,3
Fiscalité additionnelle							
Taxe d'habitation	22,2	15,1	15,9	18,6	21,2	9,4	17,1
Foncier bâti	29,0	18,4	21,7	23,4	34,1	15,7	22,6
Foncier non bâti	14,3	8,1	4,8	1,5	1,3	0,9	6,3
Taxe professionnelle additionnelle	29,0	20,3	32,1	34,3	43,2	6,8	27,7
Ensemble des produits	94,4	61,9	74,6	77,9	99,8	32,8	73,6
Ensemble des EPCI							
Taxe d'habitation	20,7	15,1	14,9	17,0	19,2	29,0	17,8
Foncier bâti	27,3	18,9	20,4	23,5	24,7	30,8	22,9
Foncier non bâti	14,0	8,3	4,6	2,2	1,1	0,5	5,4
Taxe professionnelle additionnelle	28,4	21,6	30,6	36,4	35,0	38,1	29,9
TPU	96,6	131,0	158,9	204,1	257,1	295,5	250,8
TPZ	4,8	6,2	6,1	16,6	4,6	11,2	8,9
Ensemble des produits	96,0	92,2	121,4	165,7	240,2	291,8	209,6

Evolution de la fiscalité départementale de 2003 à 2005

._*._*._*._*._*._

- . La fiscalité départementale en 2004 et 2005
- . Les bases 2004 et 2005
- . Evolution des bases de 2003 à 2005
- . Les taux 2004 et leur évolution
- . Les taux 2005 et leur évolution
- . Les produits votés en 2004
- . Les produits votés en 2005
- . Evolutions des produits votés de 2003 à 2005

La fiscalité départementale en 2004 et 2005

Les départements de métropole et d'outre-mer ont voté, en 2004 un produit total de 15,4 milliards d'euros et en 2005 un produit total de 16,7 milliards d'euros. L'évolution du produit entre 2004 et 2005 s'élève à 7,9 %, soit une augmentation de 3,4 points par rapport à l'évolution observée entre 2003 et 2004. L'année 2005 marque une rupture dans l'évolution jusqu'ici régulière et modérée de la fiscalité départementale. Cette rupture intervient dans un contexte de mutation et accompagne une forte croissance des budgets des collectivités. Elles augmentent leurs taux de fiscalité afin de se préserver une marge de manœuvre en perspective des nouvelles compétences qu'elles s'approprient à exercer (loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales) ou de la montée en charge des compétences anciennement dévolues (APA ,RMI...).

Évolution annuelle du produit voté par les départements de métropole entre 1996 et 2005, en euros constants et à législation constante

	<i>En pourcentage</i>									
	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Total	+ 5,0	+ 4,1	+ 3,4	+ 3,8	+ 2,4	+ 1,6	+ 5,4	+ 5,2	+ 3,2	+ 6,0
taxe d'habitation	+ 4,1	+ 3,2	+ 2,8	+ 2,2	+ 0,9	+ 1,0	+ 4,7	+ 4,9	+ 3,5	+ 5,9
foncier bâti	+ 5,7	+ 4,0	+ 4,1	+ 3,2	+ 1,2	+ 0,4	+ 5,0	+ 5,5	+ 3,1	+ 6,2
foncier non bâti	n.d.	- 2,0	- 1,2	+ 2,0	+ 1,1	+ 0,0	+ 4,5	+ 4,4	+ 1,9	+ 5,6
taxe professionnelle	+ 5,4	+ 4,6	+ 3,4	+ 4,8	+ 3,4	+ 2,4	+ 5,8	+ 5,2	+ 3,0	+ 5,9

n.d. : non disponible

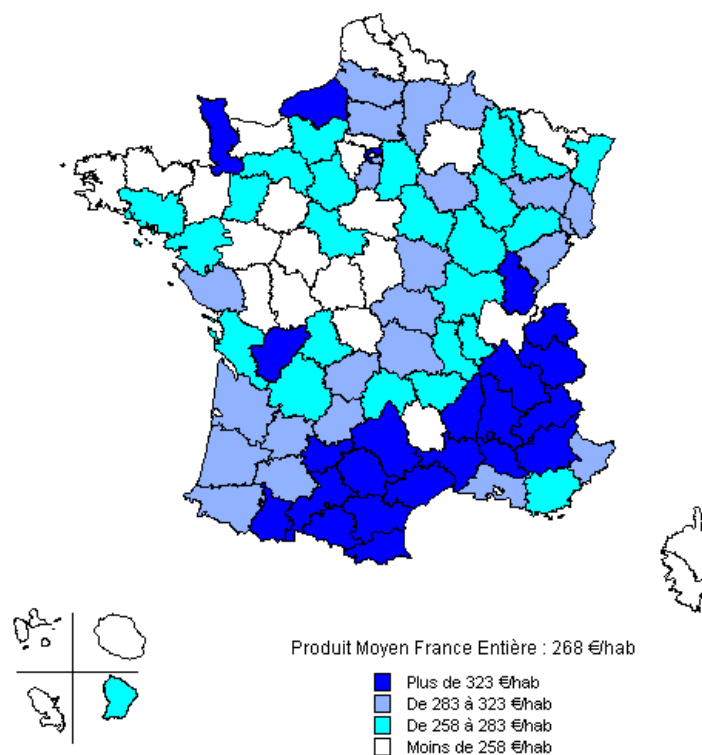
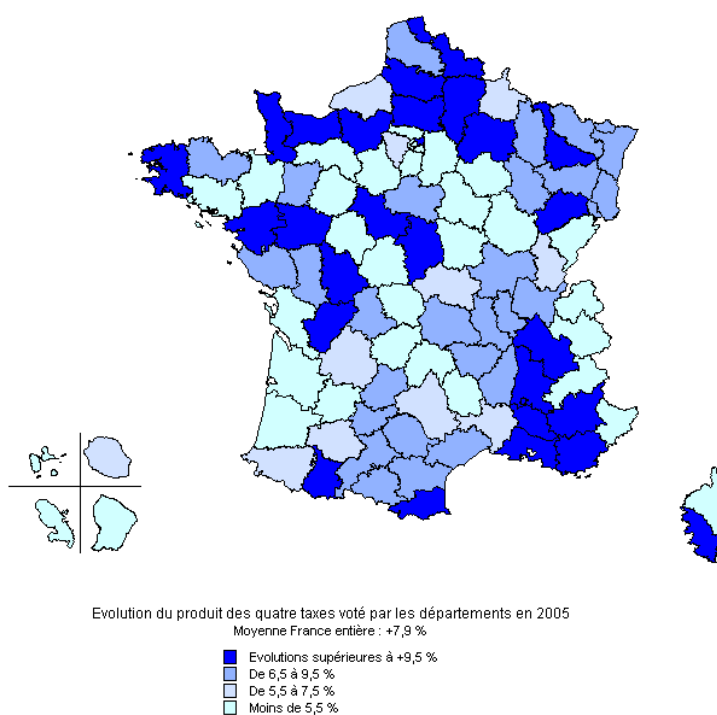
Les produits de taxes d'habitation et de foncier bâti augmentent plus fortement grâce à la revalorisation forfaitaire de leurs bases de +1,8%. En revanche les bases de taxe professionnelle enregistre la croissance la plus faible depuis 10 ans. Ceci s'explique par un moindre dynamisme de l'activité économique en 2003 , conséquence de la baisse des investissements des entreprises (les bases d'imposition sont calculées d'après les données de l'année n-2). Ainsi la forte augmentation du produit de taxe professionnelle s'explique moins par l'évolution des bases que par le recours des départements pour la première année de façon plus fréquente à la déliaison des taux. En 2005, 71 départements ont augmenté leur taux de taxe professionnelle contre 38 départements l'année précédente.

Évolution des taux des quatre taxes des départements de métropole (en %)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
taxe d'habitation	+ 3,7	+ 1,4	+ 0,8	+ 0,5	- 0,4	- 0,9	+ 3,2	+ 3,5	+ 1,2	+ 3,8
foncier bâti	+ 3,5	+ 1,3	+ 0,7	+ 0,7	- 0,3	- 0,2	+ 3,6	+ 3,7	+ 1,1	+ 4,2
foncier non bâti	- 10,2	+ 0,9	+ 0,7	+ 0,5	- 0,2	- 0,4	+ 3,3	+ 3,8	+ 0,8	+ 3,7
taxe professionnelle	+ 3,6	+ 1,3	+ 0,7	+ 0,6	- 0,1	- 0,6	+ 3,4	+ 4,3	+ 1,3	+ 4,6

72 départements ont augmenté leurs taux en 2005 et 28 les ont maintenu. Parmi les 72 départements qui ont augmenté leurs taux, 13 ont eu recours à la déliaison des taux ce qui explique que la croissance de la fiscalité en 2005 se concentre plus particulièrement sur la taxe professionnelle. L'évolution du produit moyen des 4 taxes + 7,9 % traduit la rupture intervenant en 2005 dans l'évolution de la fiscalité départementale.

L'évolution moyenne nationale des taux départementaux bien qu'élevée masque une certaine disparité en fonction des départements.

Produit des quatre taxes en euros par habitant voté par les départements en 2005**Évolution du produit des quatre taxes voté par les départements en 2005**

Les bases d'imposition 2004 des départements

Bases d'imposition des départements et bases par habitant en 2004

Les bases sont en millions d'euros, les bases par habitant en euros

Départements		Taxe d'habitation		Taxe sur le foncier bâti		Taxe sur le foncier non bâti		Taxe professionnelle	
		base	base par habitant	base	base par habitant	base	base par habitant	base	base par habitant
01	Ain	557,7	1 082,3	479,2	930,0	1,66	3,2	1 054,6	2 046,8
02	Aisne	384,5	718,1	339,1	633,3	1,54	2,9	763,2	1 425,2
03	Allier	307,4	891,8	265,6	770,5	0,88	2,5	443,8	1 287,4
04	Alpes-de-Haute-Provence	171,3	1 227,6	162,6	1 165,1	0,48	3,4	201,3	1 442,6
05	Hautes-Alpes	160,6	1 322,7	142,6	1 174,3	0,23	1,9	156,8	1 291,5
06	Alpes-Maritimes	1 717,4	1 698,2	1 483,1	1 466,5	7,96	7,9	1 269,4	1 255,2
07	Ardèche	247,6	865,7	223,1	780,0	0,54	1,9	459,4	1 606,2
08	Ardenne	177,8	612,9	184,9	637,2	0,47	1,6	630,2	2 172,3
09	Ariège	129,0	940,1	125,3	913,3	0,20	1,4	186,3	1 357,7
10	Aube	218,1	746,7	213,8	731,9	0,95	3,3	513,5	1 757,8
11	Aude	296,5	957,2	229,1	739,5	1,47	4,7	295,6	954,3
12	Aveyron	233,8	886,3	217,8	825,7	0,42	1,6	352,0	1 334,3
13	Bouches-du-Rhône	1 613,0	878,7	1 597,8	870,4	7,82	4,3	3 148,2	1 715,0
14	Calvados	634,4	978,5	486,3	750,0	4,40	6,8	903,4	1 393,2
15	Cantal	111,3	738,4	98,8	655,5	0,33	2,2	142,2	942,8
16	Charente	281,7	829,6	237,9	700,3	0,70	2,1	543,8	1 601,2
17	Charente-Maritime	643,2	1 154,8	460,5	826,8	2,06	3,7	513,8	922,4
18	Cher	270,3	859,6	234,4	745,4	0,81	2,6	478,1	1 520,5
19	Corrèze	230,0	988,8	192,0	825,4	0,35	1,5	299,7	1 288,8
2A	Corse-du-Sud	154,0	1 298,4	131,7	1 110,7	0,95	8,0	s.o.	s.o.
2B	Haute-Corse	134,9	952,9	108,8	768,5	0,35	2,5	s.o.	s.o.
21	Côte-d'Or	474,6	936,6	443,3	874,7	1,11	2,2	799,7	1 578,1
22	Côtes-d'Armor	422,4	778,8	357,5	659,1	1,55	2,9	552,9	1 019,4
23	Creuse	93,7	752,7	76,9	618,0	0,13	1,0	90,3	725,1
24	Dordogne	345,2	889,1	265,5	683,7	0,87	2,2	410,4	1 056,9
25	Doubs	459,6	920,9	421,2	843,9	1,15	2,3	1 081,4	2 166,9
26	Drôme	433,0	989,1	425,7	972,3	1,12	2,6	881,2	2 013,0
27	Eure	391,4	723,3	349,1	645,2	1,82	3,4	972,8	1 798,0
28	Eure-et-Loir	351,8	863,1	285,7	700,8	2,02	5,0	619,6	1 519,9
29	Finistère	890,8	1 045,0	675,3	792,2	3,33	3,9	905,8	1 062,7
30	Gard	603,7	968,9	515,8	827,7	1,76	2,8	795,9	1 277,3
31	Haute-Garonne	1 025,8	980,4	997,1	952,9	1,53	1,5	1 570,1	1 500,6
32	Gers	97,0	562,7	91,6	531,8	0,20	1,2	148,7	862,6
33	Gironde	1 461,6	1 135,4	1 174,9	912,6	4,80	3,7	1 715,2	1 332,4
34	Hérault	1 051,9	1 173,4	883,6	985,7	4,42	4,9	872,7	973,5
35	Ille-et-Vilaine	736,4	848,8	628,9	724,9	2,66	3,1	1 406,3	1 621,0
36	Indre	183,9	795,5	153,8	665,5	0,41	1,8	281,6	1 218,4
37	Indre-et-Loire	540,6	975,8	421,9	761,5	1,67	3,0	817,8	1 476,1
38	Isère	1 086,0	992,7	1 061,6	970,4	2,48	2,3	2 426,3	2 217,8
39	Jura	203,2	810,0	190,2	758,0	0,25	1,0	479,4	1 911,0
40	Landes	327,2	999,5	271,0	828,0	1,52	4,6	522,7	1 596,7
41	Loir-et-Cher	253,8	805,7	217,0	688,9	0,92	2,9	489,6	1 554,5
42	Loire	684,1	939,1	613,1	841,5	2,82	3,9	1 023,4	1 404,7
43	Haute-Loire	185,7	887,9	160,0	765,1	0,44	2,1	287,8	1 376,3
44	Loire-Atlantique	1 225,4	1 080,3	950,6	838,0	3,56	3,1	1 734,2	1 528,9
45	Loiret	603,1	975,7	540,0	873,7	1,87	3,0	1 176,6	1 903,6
46	Lot	156,2	975,2	125,0	780,3	0,21	1,3	156,7	978,4
47	Lot-et-Garonne	247,5	810,5	214,1	701,2	0,68	2,2	333,1	1 090,7
48	Lozère	76,1	1 035,8	56,2	764,8	0,10	1,3	70,1	953,9
49	Maine-et-Loire	545,0	743,6	486,1	663,2	2,42	3,3	866,6	1 182,4

s.o. : sans objet

Les bases sont en millions d'euros, les bases par habitant en euros

Départements		Taxe d'habitation		Taxe sur le foncier bâti		Taxe sur le foncier non bâti		Taxe professionnelle	
		base	base par habitant	base	base par habitant	Base	base par habitant	base	base par habitant
50	Manche	320,1	664,8	333,6	692,8	2,11	4,4	1 317,2	2 735,8
51	Marne	450,8	797,6	435,9	771,2	1,99	3,5	954,9	1 689,4
52	Haute-Marne	123,2	632,1	108,4	556,3	0,27	1,4	285,0	1 462,7
53	Mayenne	199,6	699,5	165,2	579,0	0,91	3,2	439,2	1 539,2
54	Meurthe-et-Moselle	704,9	987,5	582,9	816,7	2,09	2,9	1 005,8	1 409,2
55	Meuse	126,6	658,5	109,4	569,1	0,40	2,1	256,6	1 335,0
56	Morbihan	708,1	1 099,8	519,6	806,9	2,70	4,2	742,8	1 153,7
57	Moselle	764,1	746,6	810,7	792,1	1,80	1,8	2 212,8	2 162,1
58	Nièvre	211,9	940,9	170,0	754,7	0,42	1,9	265,4	1 178,7
59	Nord	1 262,2	494,0	1 555,3	608,7	5,45	2,1	4 377,2	1 713,2
60	Oise	632,7	825,5	563,9	735,7	1,87	2,4	1 310,1	1 709,3
61	Orne	180,4	617,0	169,9	581,3	0,78	2,7	362,7	1 240,7
62	Pas-de-Calais	942,6	653,9	838,4	581,6	2,73	1,9	2 236,7	1 551,5
63	Puy-de-Dôme	558,4	924,0	519,2	859,2	0,90	1,5	998,8	1 653,0
64	Pyrénées-Atlantiques	707,6	1 179,3	578,2	963,6	2,29	3,8	793,7	1 322,8
65	Hautes-Pyrénées	224,5	1 009,8	200,8	903,2	0,49	2,2	251,9	1 132,9
66	Pyrénées-Orientales	566,0	1 440,9	413,5	1 052,7	2,45	6,2	323,9	824,5
67	Bas-Rhin	838,2	816,9	935,4	911,5	1,62	1,6	2 042,2	1 990,2
68	Haut-Rhin	589,9	833,2	635,6	897,8	1,45	2,1	1 637,5	2 312,8
69	Rhône	1 625,0	1 029,2	1 762,9	1 116,6	5,18	3,3	3 038,9	1 924,8
70	Haute-Saône	154,1	670,9	148,0	644,1	0,37	1,6	290,7	1 265,4
71	Saône-et-Loire	463,6	850,8	399,4	733,0	1,25	2,3	869,6	1 596,0
72	Sarthe	386,3	729,1	350,1	660,7	2,55	4,8	831,3	1 568,9
73	Savoie	514,3	1 377,9	517,3	1 385,9	0,79	2,1	888,3	2 379,9
74	Haute-Savoie	904,3	1 431,6	755,4	1 195,8	1,98	3,1	1 315,5	2 082,5
76	Seine-Maritime	918,8	741,5	1 007,3	812,9	2,21	1,8	3 118,5	2 516,7
77	Seine-et-Marne	1 207,6	1 011,6	1 128,1	945,0	4,60	3,9	2 000,4	1 675,7
78	Yvelines	2 043,2	1 508,6	1 820,4	1 344,2	4,41	3,3	2 346,4	1 732,5
79	Deux-Sèvres	260,2	755,4	214,5	622,9	0,53	1,6	433,2	1 258,0
80	Somme	397,7	715,8	351,8	633,3	1,07	1,9	898,4	1 617,2
81	Tarn	255,5	744,2	236,2	687,9	0,68	2,0	346,5	1 009,2
82	Tarn-et-Garonne	165,3	802,5	150,8	731,8	0,29	1,4	307,3	1 491,4
83	Var	1 508,2	1 678,7	1 115,6	1 241,7	7,27	8,1	774,8	862,3
84	Vaucluse	538,2	1 077,1	451,1	902,8	1,98	4,0	664,7	1 330,3
85	Vendée	556,4	1 031,0	420,4	779,1	3,14	5,8	747,4	1 385,0
86	Vienne	323,1	809,6	274,6	688,3	0,88	2,2	661,3	1 657,3
87	Haute-Vienne	380,2	1 074,4	289,8	818,9	0,70	2,0	471,9	1 333,5
88	Vosges	252,7	663,3	255,8	671,4	0,50	1,3	765,6	2 009,8
89	Yonne	289,0	867,3	239,8	719,8	0,94	2,8	450,2	1 351,0
90	Territoire de Belfort	115,9	843,3	109,9	800,0	0,22	1,6	198,4	1 443,9
91	Essonne	1 505,2	1 327,0	1 396,4	1 231,1	4,44	3,9	1 959,6	1 727,7
92	Hauts-de-Seine	2 540,4	1 777,9	3 138,4	2 196,4	4,96	3,5	4 320,1	3 023,4
93	Seine-Saint-Denis	1 449,3	1 048,0	1 753,4	1 267,9	6,19	4,5	2 091,4	1 512,4
94	Val-de-Marne	1 769,2	1 441,6	1 631,4	1 329,3	3,36	2,7	1 613,4	1 314,7
95	Val-d'Oise	1 455,1	1 316,3	1 161,9	1 051,0	3,36	3,0	1 443,8	1 306,0
Métropole hors Paris		55 922,1	991,6	51 393,5	911,3	178,89	3,2	90 506,5	1 604,9
75	Paris	4 315,2	2 030,5	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Métropole		60 237,3	1 029,4	51 393,5	878,2	178,89	3,1	90 506,5	1 546,6
971	Guadeloupe	206,1	487,8	231,5	548,0	0,99	2,3	346,8	820,9
972	Martinique	180,5	1 147,9	220,1	1 399,8	1,31	8,3	354,6	2 255,8
973	Guyane	44,0	115,4	67,8	177,8	1,30	3,4	180,4	473,0
974	La Réunion	314,2	444,8	371,2	525,6	3,20	4,5	564,1	798,6
Départements d'Outre-mer		744,8	446,7	890,7	534,2	6,80	4,1	1 446,0	867,2
France entière		60 982,1	1 013,2	52 284,1	868,7	185,69	3,1	91 952,5	1 527,8

s.o. : sans objet

Les bases d'imposition 2005 des départements

Bases d'imposition des départements et bases par habitant en 2005

Les bases sont en millions d'euros, les bases par habitant en euros

Départements		Taxe d'habitation		Taxe sur le foncier bâti		Taxe sur le foncier non bâti		Taxe professionnelle	
		base	base par habitant	base	base par habitant	base	base par habitant	base	base par habitant
01	Ain	584,9	1 135,7	501,3	973,4	1,7	3,4	1 090,0	2 116,5
02	Aisne	397,6	743,6	349,6	653,8	1,6	3,0	767,8	1 436,1
03	Allier	315,2	915,4	274,3	796,7	0,9	2,7	458,4	1 331,4
04	Alpes-de-Haute-Provence	177,9	1 275,6	168,9	1 210,6	0,5	3,7	223,1	1 599,9
05	Hautes-Alpes	168,2	1 387,1	148,0	1 220,9	0,2	1,8	166,0	1 368,8
06	Alpes-Maritimes	1 772,6	1 755,6	1 528,9	1 514,3	8,1	8,1	1 284,1	1 271,8
07	Ardèche	260,8	912,2	231,8	810,6	0,6	2,0	464,1	1 623,1
08	Ardennes	184,3	635,5	190,9	658,5	0,5	1,7	625,0	2 155,3
09	Ariège	134,1	978,5	130,3	950,7	0,2	1,6	184,6	1 347,4
10	Aube	225,9	775,3	223,0	765,5	1,0	3,5	516,9	1 774,1
11	Aude	312,5	1 012,4	239,8	776,9	1,4	4,6	304,3	985,7
12	Aveyron	244,0	925,3	226,3	858,3	0,4	1,6	359,8	1 364,5
13	Bouches-du-Rhône	1 683,0	919,2	1 659,3	906,2	7,9	4,3	3 331,9	1 819,7
14	Calvados	662,7	1 023,8	506,0	781,7	4,5	7,0	924,2	1 427,9
15	Cantal	115,3	765,0	102,8	682,3	0,3	2,1	144,6	959,1
16	Charente	288,2	849,7	246,8	727,6	0,8	2,3	554,4	1 634,3
17	Charente-Maritime	675,8	1 215,5	480,6	864,4	2,2	3,9	535,5	963,3
18	Cher	279,5	890,0	242,1	770,8	0,9	2,7	484,8	1 543,6
19	Corrèze	239,4	1 032,6	198,8	857,7	0,4	1,7	302,2	1 303,6
2A	Corse-du-Sud	162,3	1 369,5	137,1	1 156,7	1,0	8,6	s.o.	s.o.
2B	Haute-Corse	143,8	1 025,0	113,0	805,6	0,4	2,5	s.o.	s.o.
21	Côte-d'Or	493,6	974,9	458,9	906,3	1,1	2,2	807,1	1 594,0
22	Côtes-d'Armor	440,5	812,5	372,3	686,7	1,7	3,1	569,5	1 050,3
23	Creuse	97,5	784,1	79,8	641,4	0,1	1,0	90,6	728,5
24	Dordogne	361,4	933,1	275,7	711,8	0,9	2,4	426,5	1 101,2
25	Doubs	479,4	961,8	434,8	872,4	1,1	2,3	1 118,9	2 244,8
26	Drôme	457,5	1 045,6	445,0	1 017,0	1,2	2,8	897,5	2 051,3
27	Eure	405,3	750,7	361,4	669,5	1,9	3,5	992,6	1 838,7
28	Eure-et-Loir	362,2	889,8	295,8	726,7	2,0	5,0	629,6	1 546,9
29	Finistère	906,6	1 065,6	699,7	822,4	3,6	4,2	927,3	1 089,9
30	Gard	639,4	1 029,6	538,5	867,1	1,7	2,8	789,6	1 271,5
31	Haute-Garonne	1 073,5	1 027,6	1 045,8	1 001,0	1,6	1,6	1 638,8	1 568,6
32	Gers	102,1	592,4	95,4	553,3	0,2	1,3	150,3	871,9
33	Gironde	1 476,8	1 148,3	1 226,3	953,6	4,9	3,8	1 783,3	1 386,6
34	Hérault	1 097,7	1 225,9	922,1	1 029,8	4,5	5,0	903,6	1 009,2
35	Ille-et-Vilaine	770,5	889,5	659,4	761,3	2,7	3,2	1 488,9	1 718,9
36	Indre	190,8	828,2	159,7	693,2	0,4	1,8	286,5	1 243,8
37	Indre-et-Loire	561,7	1 014,7	439,0	793,1	1,7	3,2	845,7	1 527,7
38	Isère	1 134,2	1 037,7	1 109,0	1 014,7	2,6	2,3	2 566,3	2 348,0
39	Jura	211,3	842,6	196,2	782,7	0,3	1,1	494,9	1 974,0
40	Landes	342,3	1 046,7	284,5	869,8	1,7	5,2	533,3	1 630,4
41	Loir-et-Cher	263,2	836,2	225,3	715,9	0,9	3,0	503,3	1 599,0
42	Loire	708,5	973,1	633,7	870,4	2,9	3,9	1 023,5	1 405,8
43	Haute-Loire	194,0	928,2	167,0	799,0	0,4	2,1	291,7	1 395,9
44	Loire-Atlantique	1 284,9	1 133,8	1 004,0	885,9	3,6	3,1	1 758,5	1 551,7
45	Loiret	623,9	1 010,1	560,8	907,9	1,9	3,0	1 218,6	1 973,0
46	Lot	163,0	1 018,0	130,0	812,1	0,2	1,3	159,5	996,4
47	Lot-et-Garonne	261,2	856,8	223,4	732,7	0,7	2,4	345,0	1 131,6
48	Lozère	79,1	1 077,5	58,3	794,4	0,1	1,4	73,0	993,8
49	Maine-et-Loire	572,1	781,4	507,1	692,6	2,4	3,3	885,1	1 208,8

s.o. : sans objet

Les bases sont en millions d'euros, les bases par habitant en euros

Départements		Taxe d'habitation		Taxe sur le foncier bâti		Taxe sur le foncier non bâti		Taxe professionnelle	
		base	base par habitant	base	base par habitant	Base	base par habitant	base	base par habitant
50	Manche	334,3	694,9	347,6	722,5	2,3	4,7	1 333,8	2 772,2
51	Marne	527,1	935,0	451,2	800,3	2,0	3,5	954,5	1 693,2
52	Haute-Marne	127,7	656,4	111,8	574,5	0,3	1,4	291,1	1 496,1
53	Mayenne	208,6	731,3	172,8	605,8	0,9	3,1	453,6	1 590,4
54	Meurthe-et-Moselle	732,1	1 027,8	600,6	843,2	2,2	3,0	1 010,9	1 419,3
55	Meuse	131,2	685,7	113,1	591,2	0,4	2,2	262,1	1 370,3
56	Morbihan	748,0	1 163,6	546,7	850,5	2,8	4,4	770,9	1 199,2
57	Moselle	790,0	774,0	839,3	822,4	1,8	1,8	2 258,7	2 213,0
58	Nièvre	218,5	970,9	175,1	778,0	0,5	2,0	274,7	1 220,5
59	Nord	1 307,0	512,3	1 610,6	631,3	5,7	2,2	4 548,4	1 782,7
60	Oise	653,1	853,4	584,0	763,1	1,9	2,5	1 343,5	1 755,3
61	Orne	187,6	643,2	176,0	603,5	0,8	2,8	370,7	1 270,8
62	Pas-de-Calais	981,2	681,5	867,7	602,7	2,9	2,0	2 271,8	1 578,0
63	Puy-de-Dôme	579,7	960,6	540,1	894,9	1,0	1,6	1 044,3	1 730,4
64	Pyrénées-Atlantiques	738,8	1 232,8	599,9	1 001,0	2,3	3,9	821,8	1 371,2
65	Hautes-Pyrénées	233,3	1 051,2	207,9	936,6	0,5	2,4	256,2	1 154,3
66	Pyrénées-Orientales	592,8	1 512,8	431,9	1 102,2	2,5	6,3	345,9	882,7
67	Bas-Rhin	870,3	849,5	971,1	947,9	1,7	1,6	2 085,0	2 035,2
68	Haut-Rhin	614,0	868,4	658,9	932,0	1,5	2,1	1 715,6	2 426,6
69	Rhône	1 686,6	1 069,7	1 832,8	1 162,5	5,2	3,3	3 079,3	1 953,1
70	Haute-Saône	160,7	700,0	154,2	671,6	0,4	1,7	304,1	1 324,7
71	Saône-et-Loire	481,9	885,4	414,1	760,8	1,3	2,4	887,0	1 629,6
72	Sarthe	403,3	762,1	367,2	693,8	2,7	5,1	852,7	1 611,1
73	Savoie	535,8	1 438,8	537,4	1 443,0	0,8	2,2	922,9	2 478,2
74	Haute-Savoie	946,6	1 499,6	785,0	1 243,5	2,0	3,2	1 363,6	2 160,1
76	Seine-Maritime	948,0	765,8	1 035,4	836,5	2,2	1,8	3 203,0	2 587,7
77	Seine-et-Marne	1 250,9	1 048,8	1 177,0	986,8	4,8	4,0	2 080,1	1 743,9
78	Yvelines	2 104,4	1 556,0	1 885,3	1 394,0	4,5	3,3	2 621,9	1 938,6
79	Deux-Sèvres	271,3	788,2	223,8	650,2	0,5	1,6	444,0	1 290,1
80	Somme	412,5	743,4	363,5	655,1	1,1	2,0	914,1	1 647,3
81	Tarn	266,8	777,9	245,2	714,9	0,8	2,3	354,3	1 033,3
82	Tarn-et-Garonne	174,0	845,9	156,9	763,0	0,3	1,6	312,7	1 520,3
83	Var	1 581,2	1 764,3	1 160,9	1 295,3	7,4	8,2	798,9	891,4
84	Vaucluse	563,0	1 129,4	472,3	947,3	2,0	4,0	682,1	1 368,2
85	Vendée	586,4	1 087,1	442,0	819,3	3,2	6,0	796,7	1 477,0
86	Vienne	336,4	843,9	283,9	712,1	1,0	2,5	673,4	1 688,9
87	Haute-Vienne	396,1	1 119,9	299,8	847,6	0,8	2,1	485,3	1 372,1
88	Vosges	262,0	688,8	263,2	692,1	0,6	1,5	776,0	2 040,1
89	Yonne	297,1	893,5	248,9	748,6	1,0	2,9	458,3	1 378,2
90	Territoire de Belfort	119,3	869,8	114,1	831,5	0,2	1,7	205,3	1 496,2
91	Essonne	1 549,2	1 371,0	1 451,4	1 284,5	4,5	3,9	1 966,4	1 740,1
92	Hauts-de-Seine	2 623,1	1 837,0	3 233,8	2 264,7	6,6	4,6	4 556,5	3 191,0
93	Seine-Saint-Denis	1 494,7	1 081,5	1 800,2	1 302,5	6,2	4,5	2 132,7	1 543,1
94	Val-de-Marne	1 823,0	1 488,7	1 679,5	1 371,4	3,4	2,7	1 647,1	1 345,0
95	Val-d'Oise	1 504,3	1 361,8	1 205,7	1 091,5	3,1	2,8	1 435,1	1 299,2
Métropole hors Paris		58 136,3	1 032,4	53 348,6	947,4	185,5	3,3	93 287,7	1 656,7
75	Paris	4 417,1	2 080,7	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Métropole		62 553,4	1 070,5	53 348,6	913,0	185,5	3,2	93 287,7	1 596,5
971	Guadeloupe	214,8	498,7	243,9	566,1	1,0	2,3	361,7	839,5
972	Martinique	190,3	486,2	232,4	593,7	1,3	3,4	366,8	936,9
973	Guyane	47,0	291,1	70,8	438,6	1,4	8,5	183,0	1 133,2
974	La Réunion	337,9	468,1	397,1	550,1	3,3	4,6	586,2	812,1
Départements d'Outre-mer		790,0	463,2	944,1	553,6	7,0	4,1	1 497,5	878,1
France entière		63 343,4	1 054,0	54 292,7	903,4	192,5	3,2	94 785,2	1 577,2

s.o. : sans objet

Évolution des bases d'imposition des départements entre 2003 et 2004

Départements		<i>en pourcentage</i>				
		Taxe d'habitation	Taxe sur le foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Taxe professionnelle	
					brute	"à législation constante (1)"
01	Ain	+3,9	+4,6	+0,4	+3,1	+3,5
02	Aisne	+2,4	+2,7	+3,4	+2,1	+2,2
03	Allier	+4,3	+2,9	+3,5	+3,7	+4,0
04	Alpes-de-Haute-Provence	+3,5	+3,3	+3,4	+2,7	+3,5
05	Hautes-Alpes	+3,7	+3,6	-2,1	+4,8	+4,8
06	Alpes-Maritimes	+3,3	+2,8	+3,3	+3,0	+2,6
07	Ardèche	+3,6	+2,3	+8,1	+3,1	+3,3
08	Ardenne	+3,4	-2,3	-1,2	+3,5	+3,8
09	Ariège	+5,6	+2,9	+6,0	+0,2	+0,2
10	Aube	+3,2	+2,3	+7,0	+2,5	+1,9
11	Aude	+4,9	+4,1	+9,9	+5,4	+6,5
12	Aveyron	+3,0	+2,9	-0,3	+2,4	+2,5
13	Bouches-du-Rhône	+3,6	+3,5	+3,6	+1,2	+1,4
14	Calvados	+2,9	+3,1	+3,7	-0,2	+0,0
15	Cantal	+4,0	+2,8	-3,6	+4,0	+4,7
16	Charente	+3,9	+3,2	+7,5	+2,0	+2,0
17	Charente-Maritime	+4,2	+3,8	+0,4	+2,6	+3,6
18	Cher	+1,5	+2,8	+2,5	+3,5	+3,6
19	Corrèze	+3,3	+2,7	-0,6	+3,3	+3,4
2A	Corse-du-Sud	+4,3	+3,6	+11,6	s.o.	s.o.
2B	Haute-Corse	+5,8	+3,1	+0,1	s.o.	s.o.
21	Côte-d'Or	+3,5	+3,4	-0,3	+2,3	+2,9
22	Côtes-d'Armor	+5,0	+4,0	+4,0	+2,8	+3,3
23	Creuse	+3,8	+3,0	+9,7	+3,0	+4,8
24	Dordogne	+3,2	+3,8	+10,4	+3,3	+3,0
25	Doubs	+4,2	+4,1	-0,5	+2,2	+2,1
26	Drôme	+9,1	+3,9	+4,9	+2,1	+2,4
27	Eure	+3,2	+3,2	+4,3	+6,0	+6,3
28	Eure-et-Loir	+2,5	+3,8	+7,9	+1,3	+1,7
29	Finistère	+13,7	+3,4	+4,9	+4,2	+4,5
30	Gard	+4,2	+3,9	+2,4	+2,3	+3,0
31	Haute-Garonne	+5,0	+4,3	+3,2	+2,6	+3,4
32	Gers	+6,8	+3,6	+7,5	+5,3	+6,2
33	Gironde	+12,4	+3,4	+0,4	-0,1	+0,2
34	Hérault	+4,8	+3,9	+2,3	+1,3	+2,0
35	Ille-et-Vilaine	+4,4	+4,8	+2,5	+4,3	+8,5
36	Indre	+3,0	+3,0	-0,9	+2,3	+2,1
37	Indre-et-Loire	+2,5	+2,7	+1,0	+2,2	+2,6
38	Isère	+3,8	+3,5	+0,6	+5,2	+5,4
39	Jura	+3,6	+3,4	+0,2	+4,0	+4,2
40	Landes	+5,2	+3,8	+5,4	+6,2	+6,0
41	Loir-et-Cher	+2,8	+3,0	+3,7	-6,2	-6,0
42	Loire	+3,1	+3,1	+4,1	+2,3	+2,7
43	Haute-Loire	+4,2	+3,9	+4,9	+5,8	+6,0
44	Loire-Atlantique	+3,2	+4,1	+3,0	+4,5	+4,6
45	Loiret	+3,2	+3,5	+1,8	+2,8	+3,0
46	Lot	+5,3	+3,3	+3,0	+5,9	+6,5
47	Lot-et-Garonne	+3,8	+3,2	+3,1	+3,9	+4,5
48	Lozère	+3,4	+3,3	+8,0	+2,0	+2,9
49	Maine-et-Loire	+5,0	+3,6	+2,8	+3,1	+3,0

Départements		Taxe d'habitation	Taxe sur le foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Taxe professionnelle	
					brute	"à législation constante (1)"
50	Manche	+3,8	+2,6	+3,7	+3,7	+3,9
51	Marne	+2,6	+3,0	-1,5	+1,2	+1,3
52	Haute-Marne	+2,3	+2,7	-2,6	+3,0	+2,9
53	Mayenne	+3,0	+3,7	+3,6	+3,6	+3,8
54	Meurthe-et-Moselle	+2,6	+2,9	+0,7	+0,5	+0,4
55	Meuse	+2,6	+3,2	+0,1	+2,8	+2,3
56	Morbihan	+4,2	+4,0	+4,6	+4,2	+4,6
57	Moselle	+4,2	+4,1	-1,9	+6,3	+6,4
58	Nièvre	+2,5	+2,5	+0,0	+3,2	+3,7
59	Nord	+4,3	+2,8	-0,1	+4,3	+4,2
60	Oise	+2,8	+3,7	-0,6	+3,0	+3,2
61	Orne	+4,2	+2,9	+0,1	+3,2	+3,7
62	Pas-de-Calais	+2,9	+3,3	+5,2	+1,2	+1,2
63	Puy-de-Dôme	+4,0	+3,4	+0,4	+2,8	+3,1
64	Pyrénées-Atlantiques	+3,9	+3,7	+3,8	+3,5	+3,9
65	Hautes-Pyrénées	+3,3	+3,1	+2,1	+3,8	+4,1
66	Pyrénées-Orientales	+3,6	+3,3	+7,0	+3,3	+4,3
67	Bas-Rhin	+3,2	+3,4	+2,1	+1,8	+2,1
68	Haut-Rhin	+3,4	+4,4	+2,0	+3,9	+4,2
69	Rhône	+2,9	+3,6	+3,4	+3,0	+3,2
70	Haute-Saône	+5,9	+4,6	+13,4	+3,4	+3,0
71	Saône-et-Loire	+2,4	+3,2	+4,0	+3,8	+4,4
72	Sarthe	+3,7	+3,7	+4,8	+1,9	+2,5
73	Savoie	+4,0	+3,1	+2,8	+4,1	+4,3
74	Haute-Savoie	+4,5	+4,0	+4,2	+2,2	+2,6
76	Seine-Maritime	+3,3	+3,3	+2,8	+2,4	+2,6
77	Seine-et-Marne	+3,0	+4,4	+1,1	+0,9	+1,1
78	Yvelines	+3,3	+2,6	+2,8	+2,0	+2,2
79	Deux-Sèvres	+4,4	+3,5	+6,8	+3,9	+4,0
80	Somme	+3,3	+3,3	+3,0	+4,0	+3,8
81	Tarn	+6,0	+3,4	+7,8	+1,5	+2,3
82	Tarn-et-Garonne	+3,7	+3,1	+4,8	+1,3	+1,7
83	Var	+3,8	+3,5	+1,7	+4,6	+5,3
84	Vaucluse	+3,8	+4,0	+11,6	+2,4	+2,5
85	Vendée	+4,6	+4,9	+4,0	+6,0	+6,2
86	Vienne	+3,7	+3,3	+8,4	+3,7	+3,5
87	Haute-Vienne	+2,4	+2,9	-4,3	+3,2	+3,5
88	Vosges	+3,1	+3,6	+5,5	+1,4	+1,6
89	Yonne	+3,1	+3,2	+0,3	+1,3	+1,4
90	Territoire de Belfort	+4,6	+3,9	+9,9	+6,3	+6,1
91	Essonne	+3,2	+3,1	-2,3	+0,6	+0,8
92	Hauts-de-Seine	+2,1	+4,2	-15,9	+1,1	+1,2
93	Seine-Saint-Denis	+3,2	+3,0	-0,1	+0,0	+0,9
94	Val-de-Marne	+2,8	+2,5	-8,1	+3,3	+3,0
95	Val-d'Oise	+2,2	+2,8	+3,3	+4,8	+4,4
Métropole hors Paris		+3,9	+3,4	+1,9	+2,7	+3,0
75	Paris	+2,2	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Métropole		+3,8	+3,4	+1,9	+2,7	+3,0
971	Guadeloupe	+1,9	+3,5	+0,8	+0,1	+0,4
972	Martinique	+5,1	+3,8	-0,4	+3,6	+3,1
973	Guyane	+3,5	+3,8	-1,7	-0,5	-1,2
974	La Réunion	+7,0	+5,8	+3,8	+5,2	+4,1
Départements d'Outre-mer		+4,8	+4,5	+1,4	+2,8	+2,3
France entière		+3,8	+3,4	+1,9	+2,7	+3,0

s.o. : sans objet

(1) Les exonérations de taxe professionnelle prises en compte incluent les exonérations suivantes : réduction de bases pour embauche ou investissement, exonérations dans les zones de redynamisation urbaine, les zones franches urbaines, la zone franche de Corse et les zones de revitalisation rurale, réduction progressive de la fraction des recettes pour les bénéfices non commerciaux (BNC).

Évolution des bases d'imposition des départements entre 2004 et 2005

Départements		<i>en pourcentage</i>				
		Taxe d'habitation	Taxe sur le foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Taxe professionnelle	
					brute	"à législation constante (1)"
01	Ain	+4,9	+4,6	+5,2	+3,4	+3,9
02	Aisne	+3,4	+3,1	+3,6	+0,6	+1,2
03	Allier	+2,5	+3,3	+6,8	+3,3	+4,0
04	Alpes-de-Haute-Provence	+3,8	+3,8	+9,0	+10,8	+11,9
05	Hautes-Alpes	+4,7	+3,8	-2,1	+5,8	+6,9
06	Alpes-Maritimes	+3,2	+3,1	+2,4	+1,2	+2,9
07	Ardèche	+5,4	+3,9	+3,9	+1,0	+1,8
08	Ardenne	+3,6	+3,3	+3,3	-0,8	-0,5
09	Ariège	+3,9	+4,0	+10,5	-0,9	+0,3
10	Aube	+3,5	+4,3	+5,9	+0,7	+1,1
11	Aude	+5,4	+4,7	-3,1	+2,9	+4,7
12	Aveyron	+4,3	+3,9	+3,1	+2,2	+3,2
13	Bouches-du-Rhône	+4,3	+3,8	+1,5	+5,8	+6,9
14	Calvados	+4,5	+4,0	+2,9	+2,3	+3,3
15	Cantal	+3,5	+4,0	-4,2	+1,7	+3,1
16	Charente	+2,3	+3,8	+9,4	+1,9	+2,7
17	Charente-Maritime	+5,1	+4,4	+5,2	+4,2	+5,0
18	Cher	+3,4	+3,3	+5,3	+1,4	+2,1
19	Corrèze	+4,1	+3,6	+9,5	+0,8	+1,6
2A	Corse-du-Sud	+5,4	+4,1	+7,0	s.o	s.o
2B	Haute-Corse	+6,6	+3,9	+0,8	s.o	s.o
21	Côte-d'Or	+4,0	+3,5	0,0	+0,9	+1,8
22	Côtes-d'Armor	+4,3	+4,1	+9,2	+3,0	+4,2
23	Creuse	+4,1	+3,7	+3,2	+0,4	+2,9
24	Dordogne	+4,7	+3,9	+8,8	+3,9	+5,2
25	Doubs	+4,3	+3,2	+0,2	+3,5	+4,0
26	Drôme	+5,7	+4,5	+10,5	+1,8	+2,4
27	Eure	+3,6	+3,5	+4,9	+2,0	+2,6
28	Eure-et-Loir	+2,9	+3,5	+1,4	+1,6	+2,5
29	Finistère	+1,8	+3,6	+7,8	+2,4	+3,6
30	Gard	+5,9	+4,4	-1,0	-0,8	+0,4
31	Haute-Garonne	+4,7	+4,9	+7,4	+4,4	+5,3
32	Gers	+5,3	+4,1	+6,7	+1,1	+3,3
33	Gironde	+1,0	+4,4	+1,5	+4,0	+4,7
34	Hérault	+4,4	+4,4	+1,7	+3,5	+5,7
35	Ille-et-Vilaine	+4,6	+4,9	+3,5	+5,9	+6,7
36	Indre	+3,8	+3,8	+2,2	+1,7	+2,6
37	Indre-et-Loire	+3,9	+4,1	+4,8	+3,4	+4,3
38	Isère	+4,4	+4,5	+3,4	+5,8	+6,4
39	Jura	+4,0	+3,2	+10,2	+3,2	+3,8
40	Landes	+4,6	+5,0	+11,4	+2,0	+3,1
41	Loir-et-Cher	+3,7	+3,8	+3,1	+2,8	+4,2
42	Loire	+3,6	+3,4	+1,6	+0,0	+0,9
43	Haute-Loire	+4,5	+4,4	+2,5	+1,4	+2,2
44	Loire-Atlantique	+4,9	+5,6	+0,2	+1,4	+2,2
45	Loiret	+3,4	+3,8	-1,0	+3,6	+4,2
46	Lot	+4,3	+4,0	+2,9	+1,8	+7,7
47	Lot-et-Garonne	+5,5	+4,3	+5,5	+3,6	+4,9
48	Lozère	+3,9	+3,8	+2,6	+4,1	+4,9
49	Maine-et-Loire	+5,0	+4,3	+1,2	+2,1	+3,4

Départements		Taxe d'habitation	Taxe sur le foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Taxe professionnelle	
					brute	"à législation constante (1)"
50	Manche	+4,5	+4,2	+8,4	+1,3	+1,7
51	Marne	+16,9	+3,5	-0,7	-0,0	+0,6
52	Haute-Marne	+3,7	+3,1	+2,2	+2,1	+1,3
53	Mayenne	+4,5	+4,6	-3,2	+3,3	+3,9
54	Meurthe-et-Moselle	+3,9	+3,0	+3,3	+0,5	+1,4
55	Meuse	+3,6	+3,4	+4,0	+2,1	+3,6
56	Morbihan	+5,6	+5,2	+4,0	+3,8	+4,9
57	Moselle	+3,4	+3,5	+1,4	+2,1	+2,6
58	Nièvre	+3,1	+3,0	+9,5	+3,5	+4,8
59	Nord	+3,6	+3,6	+4,5	+3,9	+4,5
60	Oise	+3,2	+3,6	+3,7	+2,5	+3,0
61	Orne	+4,0	+3,6	+5,7	+2,2	+3,0
62	Pas-de-Calais	+4,1	+3,5	+6,1	+1,6	+2,2
63	Puy-de-Dôme	+3,8	+4,0	+9,5	+4,6	+5,5
64	Pyrénées-Atlantiques	+4,4	+3,8	+1,0	+3,5	+4,9
65	Hautes-Pyrénées	+3,9	+3,5	+7,2	+1,7	+3,0
66	Pyrénées-Orientales	+4,7	+4,4	+0,2	+6,8	+8,8
67	Bas-Rhin	+3,8	+3,8	+3,0	+2,1	+2,8
68	Haut-Rhin	+4,1	+3,7	+3,7	+4,8	+5,3
69	Rhône	+3,8	+4,0	+0,8	+1,3	+2,2
70	Haute-Saône	+4,3	+4,2	+8,5	+4,6	+6,2
71	Saône-et-Loire	+4,0	+3,7	+3,4	+2,0	+2,7
72	Sarthe	+4,4	+4,9	+6,3	+2,6	+3,3
73	Savoie	+4,2	+3,9	+5,7	+3,9	+4,4
74	Haute-Savoie	+4,7	+3,9	+2,4	+3,7	+4,4
76	Seine-Maritime	+3,2	+2,8	-1,9	+2,7	+3,1
77	Seine-et-Marne	+3,6	+4,3	+4,8	+4,0	+4,6
78	Yvelines	+3,0	+3,6	+2,7	+11,7	+12,5
79	Deux-Sèvres	+4,3	+4,3	+2,8	+2,5	+3,4
80	Somme	+3,7	+3,3	+2,5	+1,7	+2,4
81	Tarn	+4,4	+3,8	+13,7	+2,3	+3,8
82	Tarn-et-Garonne	+5,2	+4,1	+10,3	+1,8	+2,8
83	Var	+4,8	+4,1	+1,6	+3,1	+5,2
84	Vaucluse	+4,6	+4,7	+1,7	+2,6	+3,7
85	Vendée	+5,4	+5,1	+3,3	+6,6	+7,4
86	Vienne	+4,1	+3,4	+14,6	+1,8	+2,7
87	Haute-Vienne	+4,2	+3,5	+7,8	+2,8	+3,6
88	Vosges	+3,7	+2,9	+11,7	+1,4	+2,1
89	Yonne	+2,8	+3,8	+2,5	+1,8	+2,7
90	Territoire de Belfort	+3,0	+3,8	+6,9	+3,5	+4,2
91	Essonne	+2,9	+3,9	+0,5	+0,3	+1,1
92	Hauts-de-Seine	+3,3	+3,0	+33,3	+5,5	+6,0
93	Seine-Saint-Denis	+3,1	+2,7	+0,7	+2,0	+2,6
94	Val-de-Marne	+3,0	+2,9	-0,2	+2,1	+3,0
95	Val-d'Oise	+3,4	+3,8	-7,5	-0,6	+0,5
Métropole hors Paris		+4,0	+3,8	+3,7	+3,1	+3,9
75	Paris	+2,4	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Métropole		+3,8	+3,8	+3,7	+3,1	+3,9
971	Guadeloupe	+4,2	+5,3	+0,6	+4,3	+5,1
972	Martinique	+5,5	+5,6	+0,4	+3,4	+4,9
973	Guyane	+6,8	+4,4	+5,2	+1,4	+1,5
974	La Réunion	+7,5	+7,0	+3,9	+3,9	+4,9
Départements d'Outre-mer		+6,1	+6,0	+3,0	+3,6	+4,5
France entière		+3,9	+3,8	+3,7	+3,1	+3,9

s.o. : sans objet

(1) Les exonérations de taxe professionnelle prises en compte incluent les exonérations suivantes : réduction de bases pour embauche ou investissement, exonérations dans les zones de redynamisation urbaine, les zones franches urbaines, la zone franche de Corse et les zones de revitalisation rurale, réduction progressive de la fraction des recettes pour les bénéfices non commerciaux (BNC).

Les taux 2004 et leur évolution

Taux votés par les départements en 2004 et leur évolution entre 2003 et 2004

En pourcentage

Départements		Taxe d'habitation		Taxe sur le foncier bâti		Taxe sur le foncier non bâti		Taxe professionnelle	
		taux	évolution	taux	évolution	taux	évolution	taux	évolution
01	Ain	4,44	-	5,65	-	19,87	-	6,30	-
02	Aisne	9,71	+2,0%	13,13	+2,0%	28,45	+2,0%	7,59	+2,0%
03	Allier	8,11	-	9,05	-	19,84	-	10,43	-
04	Alpes-de-Haute-Provence	5,27	-	13,80	-	44,91	-	10,29	-
05	Hautes-Alpes	4,65	-	12,56	-	64,23	-	8,20	-
06	Alpes-Maritimes	6,30	-	7,55	-	5,11	-	6,90	-
07	Ardèche	6,32	+1,0%	10,74	+1,0%	55,44	+1,0%	9,81	+1,0%
08	Ardennes	7,68	-	12,02	-	17,89	-	6,99	-
09	Ariège	6,61	+3,4%	12,43	+3,4%	59,30	+3,4%	13,07	+1,7%
10	Aube	9,07	-	13,01	-	15,43	-	7,00	-
11	Aude	8,64	+4,9%	19,39	+4,9%	50,31	+4,9%	13,45	+4,9%
12	Aveyron	6,11	-	11,06	-	51,76	-	12,09	-
13	Bouches-du-Rhône	8,70	+12,8%	7,15	+18,4%	9,80	-	6,54	+19,1%
14	Calvados	5,37	+2,5%	11,88	+2,5%	22,38	+2,5%	6,06	+2,5%
15	Cantal	8,64	-	13,89	-	61,73	-	12,08	-
16	Charente	6,62	-	14,11	-	29,06	-	9,28	-
17	Charente-Maritime	6,15	-	12,11	-	25,20	-	8,07	-
18	Cher	6,74	-	8,51	-	17,30	-	6,89	-
19	Corrèze	5,68	+2,5%	11,61	+2,5%	45,92	+2,5%	11,67	+2,5%
2A	Corse-du-Sud	9,74	-	6,32	-	27,11	-	s.o.	s.o.
2B	Haute-Corse	9,07	-	9,54	-	29,19	-	s.o.	s.o.
21	Côte-d'Or	6,60	+1,5%	10,81	+1,5%	23,44	+1,5%	6,33	+1,5%
22	Côtes-d'Armor	9,28	+2,0%	10,79	+2,0%	35,70	+2,0%	8,90	+2,0%
23	Creuse	8,21	+1,7%	10,11	+1,7%	38,13	+1,7%	11,35	+1,7%
24	Dordogne	5,96	+1,0%	15,73	+1,0%	54,86	+1,0%	9,39	+1,0%
25	Doubs	7,00	-	9,70	-	16,31	-	7,49	-
26	Drôme	6,73	-	9,97	-	36,57	-	9,08	-
27	Eure	5,88	-	12,70	-	32,51	-	6,33	-
28	Eure-et-Loir	7,84	-	13,57	-	20,62	-	7,26	-
29	Finistère	7,31	+1,5%	7,95	+1,5%	18,92	+1,5%	7,06	+1,5%
30	Gard	8,89	-	13,18	-	40,62	-	10,94	-
31	Haute-Garonne	7,88	+2,3%	11,45	+2,3%	52,62	+2,3%	10,61	+2,3%
32	Gers	10,25	+1,9%	20,10	+1,9%	77,89	+1,9%	13,62	+1,9%
33	Gironde	6,49	+1,0%	8,33	+1,0%	16,81	+1,0%	9,02	+1,0%
34	Hérault	8,24	-	11,69	-	36,03	-	11,49	-
35	Ille-et-Vilaine	7,19	+2,5%	7,54	+2,5%	15,47	+2,5%	7,20	+2,5%
36	Indre	6,82	-	11,02	-	25,03	-	8,57	-
37	Indre-et-Loire	6,32	-	7,92	-	18,52	-	5,60	-
38	Isère	6,44	-	10,71	-	31,91	-	8,85	-
39	Jura	8,46	+2,9%	15,58	+2,9%	28,98	+2,9%	7,26	+2,9%
40	Landes	7,51	+1,6%	8,28	+1,6%	22,98	+1,6%	8,91	+1,6%
41	Loir-et-Cher	7,13	-	11,49	-	28,05	-	6,39	-
42	Loire	6,94	-	8,98	-	19,49	-	8,46	-
43	Haute-Loire	6,07	+2,8%	9,92	+2,8%	28,00	+2,8%	9,07	+2,8%
44	Loire-Atlantique	6,50	+2,5%	6,24	+2,5%	16,90	+2,5%	7,80	+2,5%
45	Loiret	5,26	-	8,28	-	21,03	-	5,30	-
46	Lot	6,20	-	13,12	-	98,35	-	11,74	-
47	Lot-et-Garonne	7,55	-	14,61	-	54,62	-	9,82	-
48	Lozère	4,60	+2,7%	11,13	+2,7%	109,89	+2,7%	8,76	+2,7%
49	Maine-et-Loire	6,08	-	9,35	-	16,17	-	5,70	-

Départements		Taxe d'habitation		Taxe sur le foncier bâti		Taxe sur le foncier non bâti		Taxe professionnelle	
		taux	évolution	taux	évolution	taux	évolution	taux	évolution
50	Manche	6,98	-	11,04	-	25,95	-	6,53	-
51	Marne	6,10	+8,0%	6,48	+8,0%	7,16	+8,0%	4,02	+8,0%
52	Haute-Marne	8,01	-	15,24	-	20,49	-	7,32	-
53	Mayenne	7,94	-	11,73	-	21,58	-	7,43	-
54	Meurthe-et-Moselle	7,06	-	7,81	-	13,81	-	7,56	-
55	Meuse	8,98	-	16,73	-	27,86	-	7,37	+2,5%
56	Morbihan	7,22	-	10,82	-	24,65	-	7,05	-
57	Moselle	5,81	-	6,47	-	22,91	-	5,51	-
58	Nièvre	8,89	-	12,15	-	35,37	-	9,29	-
59	Nord	7,79	-	7,82	-	23,50	-	6,88	-
60	Oise	7,13	-	12,47	-	31,00	-	7,00	-
61	Orne	11,41	-	19,53	-	23,75	-	6,96	-
62	Pas-de-Calais	7,83	+2,9%	9,70	+2,9%	28,14	+2,9%	8,17	+2,9%
63	Puy-de-Dôme	7,47	-	10,76	-	21,47	-	7,62	-
64	Pyrénées-Atlantiques	7,30	-	8,38	-	18,75	-	8,32	-
65	Hautes-Pyrénées	7,97	+1,0%	13,73	+1,0%	43,09	+1,0%	13,24	+1,0%
66	Pyrénées-Orientales	7,36	-	9,91	-	22,40	-	12,06	-
67	Bas-Rhin	6,97	+3,9%	6,35	+3,9%	26,54	+3,9%	6,56	+3,9%
68	Haut-Rhin	5,95	+3,0%	6,48	+3,0%	30,74	+3,0%	7,28	+3,0%
69	Rhône	5,73	+2,6%	5,47	+2,6%	9,85	+2,6%	6,80	+2,6%
70	Haute-Saône	6,83	-	15,58	-	40,77	-	8,42	-
71	Saône-et-Loire	6,60	+2,0%	10,60	+2,0%	18,68	+2,0%	7,19	+2,0%
72	Sarthe	7,64	-	10,74	-	17,37	-	6,95	-
73	Savoie	4,78	-	7,24	-	28,51	-	8,83	-
74	Haute-Savoie	5,33	-	7,65	-	23,02	-	7,08	-
76	Seine-Maritime	6,53	-	13,16	-	22,74	-	6,38	-
77	Seine-et-Marne	6,10	-	9,94	-	27,65	-	6,15	-
78	Yvelines	4,80	-	4,60	-	16,54	-	4,53	-
79	Deux-Sèvres	7,22	+1,5%	9,65	+1,5%	28,21	+1,5%	7,49	+1,5%
80	Somme	9,51	-	13,78	-	27,01	-	7,57	-
81	Tarn	7,70	+1,9%	16,76	+1,9%	57,27	+1,9%	13,55	+1,9%
82	Tarn-et-Garonne	7,03	+3,0%	17,74	+3,0%	66,39	+3,0%	12,16	+4,5%
83	Var	5,29	-	6,40	-	20,18	-	7,50	-
84	Vaucluse	6,08	-	7,85	-	23,29	-	9,99	-
85	Vendée	8,19	+2,0%	8,33	+2,0%	20,16	+2,0%	7,93	+2,0%
86	Vienne	6,08	+3,0%	7,10	+3,0%	14,00	+3,0%	6,23	+3,0%
87	Haute-Vienne	6,66	+1,5%	9,21	+1,5%	23,88	+1,5%	7,69	+1,5%
88	Vosges	8,73	+2,2%	11,87	+2,2%	21,16	+2,2%	7,73	+2,2%
89	Yonne	7,10	-	11,51	-	29,79	-	7,38	-
90	Territoire de Belfort	7,44	+0,5%	8,47	+0,5%	8,51	+0,5%	10,55	+0,5%
91	Essonne	5,82	-	7,82	-	23,22	-	7,03	-
92	Hauts-de-Seine	5,80	+1,1%	4,74	+1,1%	7,50	+1,1%	5,68	+1,1%
93	Seine-Saint-Denis	6,04	-	7,62	-	10,97	-	10,19	-
94	Val-de-Marne	5,78	-	7,45	-	11,38	-	8,53	-
95	Val-d'Oise	5,88	-	6,65	-	18,50	-	6,45	-
Métropole hors Paris		6,67	+1,2%	8,84	+1,1%	21,72	+0,8%	7,47	+1,3%
75	Paris	2,19	-	s.o.	-	s.o.	-	s.o.	-
Métropole		6,35	+1,2%	8,84	+1,1%	21,72	+0,8%	7,47	+1,3%
971	Guadeloupe	11,74	-	19,03	-	23,99	-	9,64	-
972	Martinique	8,13	-	12,50	-	11,04	-	5,65	-
973	Guyane	11,41	-	25,98	-	15,70	-	11,87	-
974	La Réunion	4,16	-	5,91	-	8,56	-	4,43	-
Départements d'Outre-mer		7,65	-	12,48	-	12,65	-	6,91	-
France entière		6,37	+1,2%	8,90	+1,1%	21,39	+0,7%	7,46	+1,3%
s.o. : sans objet									

Les taux 2005 et leur évolution

Taux votés par les départements en 2005 et leur évolution entre 2004 et 2005

Départements		Taxe d'habitation		Taxe sur le foncier bâti		Taxe sur le foncier non bâti		Taxe professionnelle	
		En pourcentage							
		taux	évolution	taux	évolution	taux	évolution	taux	évolution
01	Ain	4,66	+5,0%	5,93	+5,0%	20,86	+5,0%	6,62	+5,1%
02	Aisne	11,03	+13,6%	14,92	+13,6%	32,32	+13,6%	8,62	+13,6
03	Allier	8,31	+2,5%	9,28	+2,5%	20,34	+2,5%	10,69	+2,5%
04	Alpes-de-Haute-Provence	5,53	+4,9%	14,49	+5,0%	47,16	+5,0%	10,80	+5,0%
05	Hautes-Alpes	4,65	-	12,56	-	64,23	-	8,20	-
06	Alpes-Maritimes	6,30	-	7,55	-	5,11	-	6,90	-
07	Ardèche	6,70	+6,0%	11,38	+6,0%	58,77	+6,0%	10,40	+6,0%
08	Ardenne	8,06	+4,9%	12,62	+5,0%	18,78	+5,0%	7,34	+5,0%
09	Ariège	6,94	+5,0%	13,05	+5,0%	62,27	+5,0%	13,73	+5,0%
10	Aube	9,07	-	13,01	-	15,43	-	7,00	-
11	Aude	9,07	+5,0%	20,36	+5,0%	52,83	+5,0%	14,12	+5,0%
12	Aveyron	6,26	+2,5%	11,34	+2,5%	53,05	+2,5%	12,39	+2,5%
13	Bouches-du-Rhône	9,12	+4,8%	8,51	+19,0%	9,80	-	7,01	+7,2%
14	Calvados	5,77	+7,4%	12,77	+7,5%	24,06	+7,5%	6,51	+7,4%
15	Cantal	8,64	-	13,89	-	61,73	-	12,08	-
16	Charente	7,55	+14,0%	16,09	+14,0%	33,13	+14,0%	10,76	+15,9
17	Charente-Maritime	6,15	-	12,11	-	25,20	-	8,07	-
18	Cher	7,18	+6,5%	9,06	+6,5%	18,42	+6,5%	7,56	+9,7%
19	Corrèze	5,85	+3,0%	11,96	+3,0%	47,30	+3,0%	12,02	+3,0%
2A	Corse-du-Sud	10,47	+7,5%	6,79	+7,4%	27,11	-	s.o	s.o
2B	Haute-Corse	9,07	-	9,54	-	29,19	-	s.o	s.o
21	Côte-d'Or	6,74	+2,1%	11,04	+2,1%	23,94	+2,1%	6,46	+2,1%
22	Côtes-d'Armor	9,74	+5,0%	11,33	+5,0%	37,49	+5,0%	9,35	+5,1%
23	Creuse	8,36	+1,8%	10,29	+1,8%	38,82	+1,8%	11,55	+1,8%
24	Dordogne	6,05	+1,5%	15,97	+1,5%	55,68	+1,5%	9,53	+1,5%
25	Doubs	7,00	-	9,70	-	16,31	-	7,49	-
26	Drôme	7,13	+5,9%	10,57	+6,0%	38,75	+6,0%	9,62	+5,9%
27	Eure	6,32	+7,5%	13,34	+5,0%	34,14	+5,0%	6,93	+9,5%
28	Eure-et-Loir	7,84	-	13,57	-	20,62	-	7,26	-
29	Finistère	7,93	+8,5%	8,63	+8,6%	20,53	+8,5%	7,66	+8,5%
30	Gard	9,16	+3,0%	13,58	+3,0%	41,84	+3,0%	11,27	+3,0%
31	Haute-Garonne	8,11	+2,9%	11,79	+3,0%	54,17	+2,9%	10,92	+2,9%
32	Gers	10,56	+3,0%	20,71	+3,0%	80,27	+3,1%	14,04	+3,1%
33	Gironde	6,58	+1,4%	8,44	+1,3%	17,03	+1,3%	9,20	+2,0%
34	Hérault	8,49	+3,0%	12,04	+3,0%	37,11	+3,0%	11,83	+3,0%
35	Ille-et-Vilaine	7,19	-	7,54	-	15,47	-	7,20	-
36	Indre	6,82	-	11,02	-	25,03	-	8,57	-
37	Indre-et-Loire	6,32	-	7,92	-	18,52	-	5,60	-
38	Isère	6,76	+5,0%	11,25	+5,0%	33,51	+5,0%	9,29	+5,0%
39	Jura	8,71	+3,0%	16,03	+2,9%	29,82	+2,9%	7,47	+2,9%
40	Landes	7,65	+1,9%	8,43	+1,8%	23,40	+1,8%	9,07	+1,8%
41	Loir-et-Cher	8,20	+15,0%	13,21	+15,0%	32,26	+15,0%	7,35	+15,0
42	Loire	7,36	+6,1%	9,52	+6,0%	20,66	+6,0%	8,97	+6,0%
43	Haute-Loire	6,37	+4,9%	10,41	+4,9%	29,37	+4,9%	9,51	+4,9%
44	Loire-Atlantique	6,96	+7,1%	6,68	+7,1%	16,90	-	8,50	+9,0%
45	Loiret	5,50	+4,6%	8,65	+4,5%	21,98	+4,5%	5,54	+4,5%
46	Lot	6,45	+4,0%	13,64	+4,0%	102,2	+4,0%	12,21	+4,0%
47	Lot-et-Garonne	7,55	-	14,61	-	54,62	-	9,82	-
48	Lozère	4,65	+1,1%	11,25	+1,1%	111,0	+1,1%	8,86	+1,1%
49	Maine-et-Loire	6,59	+8,4%	10,14	+8,4%	17,53	+8,4%	6,18	+8,4%

Départements		Taxe d'habitation		Taxe sur le foncier bâti		Taxe sur le foncier non bâti		Taxe professionnelle	
		taux	évolution	taux	évolution	taux	évolution	taux	évolution
50	Manche	7,50	+7,4%	11,87	+7,5%	27,90	+7,5%	7,02	+7,5%
51	Marne	6,68	+9,5%	7,40	+14,2%	7,84	+9,5%	4,59	+14,2%
52	Haute-Marne	8,32	+3,9%	15,83	+3,9%	21,28	+3,9%	7,60	+3,8%
53	Mayenne	8,34	+5,0%	12,32	+5,0%	22,66	+5,0%	7,80	+5,0%
54	Meurthe-et-Moselle	7,94	+12,5%	8,79	+12,5%	15,54	+12,5%	8,51	+12,6%
55	Meuse	9,38	+4,5%	17,48	+4,5%	29,11	+4,5%	7,87	+6,8%
56	Morbihan	7,22	-	10,82	-	24,65	-	7,05	-
57	Moselle	6,10	+5,0%	6,79	+4,9%	24,06	+5,0%	5,79	+5,1%
58	Nièvre	8,89	-	12,15	-	35,37	-	9,29	-
59	Nord	8,10	+4,0%	8,13	+4,0%	24,44	+4,0%	7,37	+7,1%
60	Oise	7,70	+8,0%	13,47	+8,0%	33,48	+8,0%	7,84	+12,0%
61	Orne	11,41	-	19,53	-	23,75	-	6,96	-
62	Pas-de-Calais	8,35	+6,6%	10,34	+6,6%	29,99	+6,6%	8,71	+6,6%
63	Puy-de-Dôme	7,69	+2,9%	11,08	+3,0%	22,11	+3,0%	7,85	+3,0%
64	Pyrénées-Atlantiques	7,43	+1,8%	8,52	+1,7%	19,07	+1,7%	8,46	+1,7%
65	Hautes-Pyrénées	8,67	+8,8%	14,94	+8,8%	46,88	+8,8%	14,40	+8,8%
66	Pyrénées-Orientales	8,24	+12,0%	11,10	+12,0%	25,09	+12,0%	13,51	+12,0%
67	Bas-Rhin	7,25	+4,0%	6,60	+3,9%	27,60	+4,0%	6,82	+4,0%
68	Haut-Rhin	6,12	+2,9%	6,67	+2,9%	31,61	+2,8%	7,49	+2,9%
69	Rhône	6,07	+5,9%	5,80	+6,0%	10,44	+6,0%	7,21	+6,0%
70	Haute-Saône	7,24	+6,0%	16,51	+6,0%	43,22	+6,0%	8,93	+6,1%
71	Saône-et-Loire	6,92	+4,8%	11,12	+4,9%	19,60	+4,9%	7,54	+4,9%
72	Sarthe	7,64	-	10,74	-	17,37	-	6,95	-
73	Savoie	4,78	-	7,24	-	28,51	-	8,83	-
74	Haute-Savoie	5,33	-	7,65	-	23,02	-	7,08	-
76	Seine-Maritime	6,53	-	13,16	-	22,74	-	6,75	+5,8%
77	Seine-et-Marne	6,10	-	9,94	-	27,65	-	6,15	-
78	Yvelines	4,80	-	4,60	-	16,54	-	4,53	-
79	Deux-Sèvres	7,54	+4,4%	10,08	+4,5%	29,48	+4,5%	7,83	+4,5%
80	Somme	10,27	+8,0%	14,88	+8,0%	29,16	+8,0%	8,17	+7,9%
81	Tarn	8,01	+4,0%	17,43	+4,0%	59,56	+4,0%	14,09	+4,0%
82	Tarn-et-Garonne	7,28	+3,6%	18,36	+3,5%	68,71	+3,5%	12,80	+5,3%
83	Var	5,61	+6,0%	6,78	+5,9%	21,39	+6,0%	7,88	+5,1%
84	Vaucluse	6,86	+12,8%	9,26	+18,0%	26,28	+12,8%	11,79	+18,0%
85	Vendée	8,39	+2,4%	8,54	+2,5%	20,66	+2,5%	8,13	+2,5%
86	Vienne	6,87	+13,0%	8,02	+13,0%	15,82	+13,0%	7,04	+13,0%
87	Haute-Vienne	6,86	+3,0%	9,48	+2,9%	24,58	+2,9%	7,98	+3,8%
88	Vosges	9,25	+6,0%	12,58	+6,0%	22,42	+6,0%	8,19	+6,0%
89	Yonne	7,28	+2,5%	11,80	+2,5%	30,54	+2,5%	7,57	+2,6%
90	Territoire de Belfort	7,81	+5,0%	8,89	+5,0%	8,94	+5,1%	11,08	+5,0%
91	Essonne	5,82	-	7,82	-	23,22	-	7,03	-
92	Hauts-de-Seine	5,80	-	4,74	-	7,50	-	5,68	-
93	Seine-Saint-Denis	6,53	+8,1%	8,23	+8,0%	11,85	+8,0%	11,42	+12,1%
94	Val-de-Marne	5,90	+2,1%	7,60	+2,0%	11,61	+2,0%	8,70	+2,0%
95	Val-d'Oise	5,88	-	6,65	-	18,50	-	6,45	-
Métropole hors Paris		6,93	+3,9%	9,21	+4,3%	22,54	+3,8%	7,82	+4,7%
75	Paris	2,19	-	s.o	s.o	s.o	s.o	s.o	s.o
Métropole		6,60	+3,9%	9,21	+4,3%	22,54	+3,8%	7,82	+4,7%
971	Guadeloupe	11,74	-	19,03	-	23,99	-	9,64	-
972	Martinique	8,13	-	12,50	-	11,04	-	5,65	-
973	Guyane	11,41	-	25,98	-	15,70	-	11,87	-
974	La Réunion	4,16	-	5,91	-	8,56	-	4,43	-
Départements d'Outre-mer		7,61	-0,5%	12,43	-0,4%	12,61	-0,3%	6,90	-0,2%
France entière		6,61	+3,8%	9,27	+4,2%	22,18	+3,7%	7,81	+4,6%

s.o. : sans objet

Produits votés par les départements en 2004

Les produits sont en millions d'euros, les produits par habitant en euros

Départements		Taxe d'habitation		Taxe sur le foncier bâti		Taxe sur le foncier non bâti		Taxe professionnelle		Total des 4 taxes	
		produit	produit par habitant	produit	Produit par habitant	produit	produit par habitant	produit	produit par habitant	produit	produit par habitant
01	Ain	24,8	48,1	27,1	52,5	0,33	0,6	66,4	128,9	118,6	230,2
02	Aisne	37,3	69,7	44,5	83,2	0,44	0,8	57,9	108,2	140,2	261,9
03	Allier	24,9	72,3	24,0	69,7	0,17	0,5	46,3	134,3	95,4	276,8
04	Alpes-de-Haute-Provence	9,0	64,7	22,4	160,8	0,21	1,5	20,7	148,4	52,4	375,5
05	Hautes-Alpes	7,5	61,5	17,9	147,5	0,15	1,2	12,9	105,9	38,4	316,1
06	Alpes-Maritimes	108,2	107,0	112,0	110,7	0,41	0,4	87,6	86,6	308,2	304,7
07	Ardèche	15,6	54,7	24,0	83,8	0,30	1,0	45,1	157,6	85,0	297,1
08	Ardennes	13,7	47,1	22,2	76,6	0,08	0,3	44,1	151,8	80,0	275,8
09	Ariège	8,5	62,1	15,6	113,5	0,12	0,8	24,3	177,5	48,6	354,0
10	Aube	19,8	67,7	27,8	95,2	0,15	0,5	35,9	123,0	83,7	286,5
11	Aude	25,6	82,7	44,4	143,4	0,74	2,4	39,8	128,4	110,5	356,8
12	Aveyron	14,3	54,2	24,1	91,3	0,22	0,8	42,6	161,3	81,1	307,6
13	Bouches-du-Rhône	140,3	76,4	114,2	62,2	0,77	0,4	205,9	112,2	461,2	251,3
14	Calvados	34,1	52,5	57,8	89,1	0,98	1,5	54,7	84,4	147,6	227,6
15	Cantal	9,6	63,8	13,7	91,0	0,20	1,3	17,2	113,9	40,7	270,1
16	Charente	18,7	54,9	33,6	98,8	0,20	0,6	50,5	148,6	102,9	302,9
17	Charente-Maritime	39,6	71,0	55,8	100,1	0,52	0,9	41,5	74,4	137,3	246,5
18	Cher	18,2	57,9	19,9	63,4	0,14	0,4	32,9	104,8	71,2	226,6
19	Corrèze	13,1	56,2	22,3	95,8	0,16	0,7	35,0	150,4	70,5	303,1
2A	Corse-du-Sud	15,0	126,5	8,3	70,2	0,26	2,2	s.o.	s.o.	23,6	198,8
2B	Haute-Corse	12,2	86,4	10,4	73,3	0,10	0,7	s.o.	s.o.	22,7	160,5
21	Côte-d'Or	31,3	61,8	47,9	94,6	0,26	0,5	50,6	99,9	130,1	256,8
22	Côtes-d'Armor	39,2	72,3	38,6	71,1	0,55	1,0	49,2	90,7	127,5	235,1
23	Creuse	7,7	61,8	7,8	62,5	0,05	0,4	10,2	82,3	25,8	207,0
24	Dordogne	20,6	53,0	41,8	107,6	0,48	1,2	38,5	99,2	101,4	261,0
25	Doubs	32,2	64,5	40,9	81,9	0,19	0,4	81,0	162,3	154,2	309,0
26	Drôme	29,1	66,6	42,4	96,9	0,41	0,9	80,0	182,8	152,0	347,2
27	Eure	23,0	42,5	44,3	81,9	0,59	1,1	61,6	113,8	129,5	239,4
28	Eure-et-Loir	27,6	67,7	38,8	95,1	0,42	1,0	45,0	110,3	111,8	274,1
29	Finistère	65,1	76,4	53,7	63,0	0,63	0,7	64,0	75,0	183,4	215,1
30	Gard	53,7	86,1	68,0	109,1	0,71	1,1	87,1	139,7	209,4	336,1
31	Haute-Garonne	80,8	77,3	114,2	109,1	0,81	0,8	166,6	159,2	362,4	346,3
32	Gers	9,9	57,7	18,4	106,9	0,16	0,9	20,2	117,5	48,8	283,0
33	Gironde	94,9	73,7	97,9	76,0	0,81	0,6	154,7	120,2	348,2	270,5
34	Hérault	86,7	96,7	103,3	115,2	1,59	1,8	100,3	111,9	291,8	325,5
35	Ille-et-Vilaine	52,9	61,0	47,4	54,7	0,41	0,5	101,3	116,7	202,0	232,9
36	Indre	12,5	54,3	17,0	73,3	0,10	0,4	24,1	104,4	53,7	232,5
37	Indre-et-Loire	34,2	61,7	33,4	60,3	0,31	0,6	45,8	82,7	113,7	205,2
38	Isère	69,9	63,9	113,7	103,9	0,79	0,7	214,7	196,3	399,2	364,9
39	Jura	17,2	68,5	29,6	118,1	0,07	0,3	34,8	138,7	81,7	325,7
40	Landes	24,6	75,1	22,4	68,6	0,35	1,1	46,6	142,3	93,9	287,0
41	Loir-et-Cher	18,1	57,4	24,9	79,2	0,26	0,8	31,3	99,3	74,6	236,8
42	Loire	47,5	65,2	55,1	75,6	0,55	0,8	86,6	118,8	189,7	260,3
43	Haute-Loire	11,3	53,9	15,9	75,9	0,12	0,6	26,1	124,8	53,4	255,2
44	Loire-Atlantique	79,6	70,2	59,3	52,3	0,60	0,5	135,3	119,3	274,8	242,3
45	Loiret	31,7	51,3	44,7	72,3	0,39	0,6	62,4	100,9	139,2	225,2
46	Lot	9,7	60,5	16,4	102,4	0,21	1,3	18,4	114,9	44,7	279,0
47	Lot-et-Garonne	18,7	61,2	31,3	102,4	0,37	1,2	32,7	107,1	83,1	272,0
48	Lozère	3,5	47,6	6,3	85,1	0,11	1,5	6,1	83,6	16,0	217,8
49	Maine-et-Loire	33,1	45,2	45,5	62,0	0,39	0,5	49,4	67,4	128,4	175,1

Les produits sont en millions d'euros, les produits par habitant en euros

Départements		Taxe d'habitation		Taxe sur le foncier bâti		Taxe sur le foncier non bâti		Taxe professionnelle		Total des 4 taxes	
		produit	produit par habitant	produit	produit par habitant	produit	produit par habitant	produit	produit par habitant	produit	produit par habitant
50	Manche	22,3	46,4	36,8	76,5	0,55	1,1	86,0	178,6	145,7	302,7
51	Marne	27,5	48,7	28,2	50,0	0,14	0,3	38,4	67,9	94,3	166,8
52	Haute-Marne	9,9	50,6	16,5	84,8	0,06	0,3	20,9	107,1	47,3	242,8
53	Mayenne	15,8	55,5	19,4	67,9	0,20	0,7	32,6	114,4	68,1	238,5
54	Meurthe-et-Moselle	49,8	69,7	45,5	63,8	0,29	0,4	76,0	106,5	171,6	240,4
55	Meuse	11,4	59,1	18,3	95,2	0,11	0,6	18,9	98,4	48,7	253,3
56	Morbihan	51,1	79,4	56,2	87,3	0,67	1,0	52,4	81,3	160,4	249,1
57	Moselle	44,4	43,4	52,4	51,2	0,41	0,4	121,9	119,1	219,2	214,2
58	Nièvre	18,8	83,6	20,6	91,7	0,15	0,7	24,7	109,5	64,3	285,5
59	Nord	98,3	38,5	121,6	47,6	1,28	0,5	301,2	117,9	522,4	204,5
60	Oise	45,1	58,9	70,3	91,7	0,58	0,8	91,7	119,6	207,7	271,0
61	Orne	20,6	70,4	33,2	113,5	0,19	0,6	25,2	86,4	79,2	270,9
62	Pas-de-Calais	73,8	51,2	81,3	56,4	0,77	0,5	182,7	126,8	338,6	234,9
63	Puy-de-Dôme	41,7	69,0	55,9	92,5	0,19	0,3	76,1	126,0	173,9	287,8
64	Pyrénées-Atlantiques	51,7	86,1	48,5	80,8	0,43	0,7	66,0	110,1	166,6	277,6
65	Hautes-Pyrénées	17,9	80,5	27,6	124,0	0,21	0,9	33,4	150,0	79,0	355,4
66	Pyrénées-Orientales	41,7	106,1	41,0	104,3	0,55	1,4	39,1	99,4	122,2	311,2
67	Bas-Rhin	58,4	56,9	59,4	57,9	0,43	0,4	134,0	130,6	252,2	245,8
68	Haut-Rhin	35,1	49,6	41,2	58,2	0,45	0,6	119,2	168,4	195,9	276,8
69	Rhône	93,1	59,0	96,4	61,1	0,51	0,3	206,6	130,9	396,7	251,3
70	Haute-Saône	10,5	45,8	23,1	100,4	0,15	0,7	24,5	106,5	58,2	253,4
71	Saône-et-Loire	30,6	56,2	42,3	77,7	0,23	0,4	62,5	114,7	135,7	249,0
72	Sarthe	29,5	55,7	37,6	71,0	0,44	0,8	57,8	109,0	125,3	236,5
73	Savoie	24,6	65,9	37,5	100,3	0,22	0,6	78,4	210,1	140,7	377,0
74	Haute-Savoie	48,2	76,3	57,8	91,5	0,46	0,7	93,1	147,4	199,6	315,9
76	Seine-Maritime	60,0	48,4	132,6	107,0	0,50	0,4	199,0	160,6	392,0	316,4
77	Seine-et-Marne	73,7	61,7	112,1	93,9	1,27	1,1	123,0	103,1	310,1	259,8
78	Yvelines	98,1	72,4	83,7	61,8	0,73	0,5	106,3	78,5	288,8	213,3
79	Deux-Sèvres	18,8	54,5	20,7	60,1	0,15	0,4	32,4	94,2	72,1	209,3
80	Somme	37,8	68,1	48,5	87,3	0,29	0,5	68,0	122,4	154,6	278,3
81	Tarn	19,7	57,3	39,6	115,3	0,39	1,1	47,0	136,7	106,6	310,5
82	Tarn-et-Garonne	11,6	56,4	26,7	129,8	0,19	0,9	37,4	181,4	75,9	368,5
83	Var	79,8	88,8	71,4	79,5	1,47	1,6	58,1	64,7	210,8	234,6
84	Vaucluse	32,7	65,5	35,4	70,9	0,46	0,9	66,4	132,9	135,0	270,2
85	Vendée	45,6	84,4	35,0	64,9	0,63	1,2	59,3	109,8	140,5	260,3
86	Vienne	19,6	49,2	19,5	48,9	0,12	0,3	41,2	103,2	80,5	201,7
87	Haute-Vienne	25,3	71,6	26,7	75,4	0,17	0,5	36,3	102,5	88,5	250,0
88	Vosges	22,1	57,9	30,4	79,7	0,11	0,3	59,2	155,4	111,7	293,2
89	Yonne	20,5	61,6	27,6	82,8	0,28	0,8	33,2	99,7	81,6	245,0
90	Territoire de Belfort	8,6	62,7	9,3	67,8	0,02	0,1	20,9	152,3	38,9	283,0
91	Essonne	87,6	77,2	109,2	96,3	1,03	0,9	137,8	121,5	335,6	295,9
92	Hauts-de-Seine	147,3	103,1	148,8	104,1	0,37	0,3	245,4	171,7	541,9	379,2
93	Seine-Saint-Denis	87,5	63,3	133,6	96,6	0,68	0,5	213,1	154,1	434,9	314,5
94	Val-de-Marne	102,3	83,3	121,5	99,0	0,38	0,3	137,6	112,1	361,8	294,8
95	Val-d'Oise	85,6	77,4	77,3	69,9	0,62	0,6	93,1	84,2	256,6	232,1
Métropole hors Paris		3 732,4	66,2	4 541,0	80,5	38,86	0,7	6 763,8	119,9	15 076,1	267,3
75	Paris	94,5	44,5	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	94,5	44,5
Métropole		3 826,9	65,4	4 541,0	77,6	38,86	0,7	6 763,8	115,6	15 170,6	259,2
971	Guadeloupe	24,2	57,3	44,1	104,3	0,24	0,6	33,4	79,1	101,9	241,3
972	Martinique	14,7	93,3	27,5	175,0	0,14	0,9	20,0	127,5	62,4	396,7
973	Guyane	5,0	13,2	17,6	46,2	0,20	0,5	21,4	56,2	44,3	116,0
974	La Réunion	13,1	18,5	21,9	31,1	0,27	0,4	25,0	35,4	60,3	85,3
Départements d'Outre-mer		57,0	34,2	111,1	66,6	0,86	0,5	99,9	59,9	268,8	161,2
France entière		3 883,9	64,5	4 652,2	77,3	39,72	0,7	6 863,7	114,0	15 439,4	256,5

s.o. : sans objet

Produits votés par les départements en 2005

Les produits sont en millions d'euros, les produits par habitant en euros

Départements		Taxe d'habitation		Taxe sur le foncier bâti		Taxe sur le foncier non bâti		Taxe professionnelle		Total des 4 taxes	
		produit	produit par habitant	produit	Produit par habitant	produit	produit par habitant	produit	produit par habitant	produit	produit par habitant
01	Ain	27,3	52,9	29,7	57,7	0,4	0,7	72,2	140,1	129,5	251,5
02	Aisne	43,9	82,0	52,2	97,6	0,5	1,0	66,2	123,8	162,7	304,3
03	Allier	26,2	76,1	25,5	73,9	0,2	0,6	49,0	142,3	100,8	292,9
04	Alpes-de-Haute-Provence	9,8	70,5	24,5	175,4	0,2	1,8	24,1	172,8	58,6	420,5
05	Hautes-Alpes	7,8	64,5	18,6	153,3	0,1	1,2	13,6	112,2	40,2	331,3
06	Alpes-Maritimes	111,7	110,6	115,4	114,3	0,4	0,4	88,6	87,8	316,1	313,1
07	Ardèche	17,5	61,1	26,4	92,2	0,3	1,2	48,3	168,8	92,5	323,3
08	Ardennes	14,9	51,2	24,1	83,1	0,1	0,3	45,9	158,2	84,9	292,8
09	Ariège	9,3	67,9	17,0	124,1	0,1	1,0	25,4	185,0	51,8	377,9
10	Aube	20,5	70,3	29,0	99,6	0,2	0,5	36,2	124,2	85,8	294,6
11	Aude	28,3	91,8	48,8	158,2	0,8	2,4	43,0	139,2	120,9	391,6
12	Aveyron	15,3	57,9	25,7	97,3	0,2	0,9	44,6	169,1	85,7	325,2
13	Bouches-du-Rhône	153,1	83,8	141,2	77,1	0,8	0,4	233,6	127,6	529,0	288,9
14	Calvados	38,2	59,1	64,6	99,8	1,1	1,7	60,2	93,0	164,1	253,5
15	Cantal	10,0	66,1	14,3	94,8	0,2	1,3	17,5	115,9	41,9	278,0
16	Charente	21,8	64,2	39,7	117,1	0,3	0,7	59,7	175,9	121,4	357,8
17	Charente-Maritime	41,6	74,8	58,2	104,7	0,5	1,0	43,2	77,7	143,5	258,2
18	Cher	20,1	63,9	21,9	69,8	0,2	0,5	36,7	116,7	78,8	250,9
19	Corrèze	14,0	60,4	23,8	102,6	0,2	0,8	36,3	156,7	74,3	320,5
2A	Corse-du-Sud	17,0	143,4	9,3	78,5	0,3	2,3	0,0	0,0	26,6	224,3
2B	Haute-Corse	13,0	93,0	10,8	76,9	0,1	0,7	0,0	0,0	23,9	170,6
21	Côte-d'Or	33,3	65,7	50,7	100,1	0,3	0,5	52,1	103,0	136,3	269,3
22	Côtes-d'Armor	42,9	79,1	42,2	77,8	0,6	1,2	53,2	98,2	139,0	256,3
23	Creuse	8,2	65,6	8,2	66,0	0,1	0,4	10,5	84,1	26,9	216,1
24	Dordogne	21,9	56,5	44,0	113,7	0,5	1,4	40,7	104,9	107,1	276,4
25	Doubs	33,6	67,3	42,2	84,6	0,2	0,4	83,8	168,1	159,7	320,5
26	Drôme	32,6	74,6	47,0	107,5	0,5	1,1	86,3	197,3	166,5	380,5
27	Eure	25,6	47,4	48,2	89,3	0,7	1,2	68,8	127,4	143,3	265,4
28	Eure-et-Loir	28,4	69,8	40,1	98,6	0,4	1,0	45,7	112,3	114,7	281,7
29	Finistère	71,9	84,5	60,4	71,0	0,7	0,9	71,0	83,5	204,0	239,8
30	Gard	58,6	94,3	73,1	117,8	0,7	1,2	89,0	143,3	221,4	356,5
31	Haute-Garonne	87,1	83,3	123,3	118,0	0,9	0,9	179,0	171,3	390,2	373,5
32	Gers	10,8	62,6	19,7	114,6	0,2	1,0	21,1	122,4	51,8	300,6
33	Gironde	97,2	75,6	103,5	80,5	0,8	0,6	164,1	127,6	365,6	284,3
34	Hérault	93,2	104,1	111,0	124,0	1,7	1,9	106,9	119,4	312,8	349,3
35	Ille-et-Vilaine	55,4	64,0	49,7	57,4	0,4	0,5	107,2	123,8	212,7	245,6
36	Indre	13,0	56,5	17,6	76,4	0,1	0,5	24,6	106,6	55,3	239,9
37	Indre-et-Loire	35,5	64,1	34,8	62,8	0,3	0,6	47,4	85,6	118,0	213,1
38	Isère	76,7	70,1	124,8	114,2	0,9	0,8	238,4	218,1	440,7	403,2
39	Jura	18,4	73,4	31,5	125,5	0,1	0,3	37,0	147,5	86,9	346,6
40	Landes	26,2	80,1	24,0	73,3	0,4	1,2	48,4	147,9	98,9	302,5
41	Loir-et-Cher	21,6	68,6	29,8	94,6	0,3	1,0	37,0	117,5	88,7	281,6
42	Loire	52,1	71,6	60,3	82,9	0,6	0,8	91,8	126,1	204,9	281,4
43	Haute-Loire	12,4	59,1	17,4	83,2	0,1	0,6	27,7	132,7	57,6	275,7
44	Loire-Atlantique	89,4	78,9	67,1	59,2	0,6	0,5	149,5	131,9	306,6	270,5
45	Loiret	34,3	55,6	48,5	78,5	0,4	0,7	67,5	109,3	150,7	244,1
46	Lot	10,5	65,7	17,7	110,8	0,2	1,4	19,5	121,7	48,0	299,5
47	Lot-et-Garonne	19,7	64,7	32,6	107,0	0,4	1,3	33,9	111,1	86,6	284,1
48	Lozère	3,7	50,1	6,6	89,4	0,1	1,5	6,5	88,1	16,8	229,0
49	Maine-et-Loire	37,7	51,5	51,4	70,2	0,4	0,6	54,7	74,7	144,3	197,0

Les produits sont en millions d'euros, les produits par habitant en euros

Départements		Taxe d'habitation		Taxe sur le foncier bâti		Taxe sur le foncier non bâti		Taxe professionnelle		Total des 4 taxes	
		produit	produit par habitant	produit	produit par habitant	produit	produit par habitant	produit	produit par habitant	produit	produit par habitant
50	Manche	25,1	52,1	41,3	85,8	0,6	1,3	93,6	194,6	160,6	333,8
51	Marne	35,2	62,5	33,4	59,2	0,2	0,3	43,8	77,7	112,6	199,7
52	Haute-Marne	10,6	54,6	17,7	90,9	0,1	0,3	22,1	113,7	50,5	259,6
53	Mayenne	17,4	61,0	21,3	74,6	0,2	0,7	35,4	124,1	74,3	260,4
54	Meurthe-et-Moselle	58,1	81,6	52,8	74,1	0,3	0,5	86,0	120,8	197,3	277,0
55	Meuse	12,3	64,3	19,8	103,3	0,1	0,6	20,6	107,8	52,8	276,1
56	Morbihan	54,0	84,0	59,2	92,0	0,7	1,1	54,3	84,5	168,2	261,7
57	Moselle	48,2	47,2	57,0	55,8	0,4	0,4	130,8	128,1	236,4	231,6
58	Nièvre	19,4	86,3	21,3	94,5	0,2	0,7	25,5	113,4	66,4	294,9
59	Nord	105,9	41,5	130,9	51,3	1,4	0,5	335,2	131,4	573,4	224,7
60	Oise	50,3	65,7	78,7	102,8	0,7	0,8	105,3	137,6	234,9	307,0
61	Orne	21,4	73,4	34,4	117,9	0,2	0,7	25,8	88,4	81,8	280,4
62	Pas-de-Calais	81,9	56,9	89,7	62,3	0,9	0,6	197,9	137,4	370,4	257,3
63	Puy-de-Dôme	44,6	73,9	59,8	99,2	0,2	0,4	82,0	135,8	186,6	309,2
64	Pyrénées-Atlantiques	54,9	91,6	51,1	85,3	0,4	0,7	69,5	116,0	176,0	293,6
65	Hautes-Pyrénées	20,2	91,1	31,1	139,9	0,2	1,1	36,9	166,2	88,4	398,4
66	Pyrénées-Orientales	48,8	124,7	47,9	122,3	0,6	1,6	46,7	119,2	144,1	367,8
67	Bas-Rhin	63,1	61,6	64,1	62,6	0,5	0,4	142,2	138,8	269,8	263,4
68	Haut-Rhin	37,6	53,1	44,0	62,2	0,5	0,7	128,5	181,8	210,5	297,7
69	Rhône	102,4	64,9	106,3	67,4	0,5	0,3	222,0	140,8	431,2	273,5
70	Haute-Saône	11,6	50,7	25,5	110,9	0,2	0,8	27,2	118,3	64,4	280,6
71	Saône-et-Loire	33,3	61,3	46,1	84,6	0,3	0,5	66,9	122,9	146,5	269,2
72	Sarthe	30,8	58,2	39,4	74,5	0,5	0,9	59,3	112,0	130,0	245,6
73	Savoie	25,6	68,8	38,9	104,5	0,2	0,6	81,5	218,8	146,2	392,7
74	Haute-Savoie	50,5	79,9	60,1	95,1	0,5	0,7	96,5	152,9	207,5	328,7
76	Seine-Maritime	61,9	50,0	136,3	110,1	0,5	0,4	216,2	174,7	414,9	335,2
77	Seine-et-Marne	76,3	64,0	117,0	98,1	1,3	1,1	127,9	107,3	322,6	270,4
78	Yvelines	101,0	74,7	86,7	64,1	0,7	0,6	118,8	87,8	307,3	227,2
79	Deux-Sèvres	20,5	59,4	22,6	65,5	0,2	0,5	34,8	101,0	77,9	226,5
80	Somme	42,4	76,3	54,1	97,5	0,3	0,6	74,7	134,6	171,5	309,0
81	Tarn	21,4	62,3	42,7	124,6	0,5	1,4	49,9	145,6	114,5	333,9
82	Tarn-et-Garonne	12,7	61,6	28,8	140,1	0,2	1,1	40,0	194,6	81,7	397,3
83	Var	88,7	99,0	78,7	87,8	1,6	1,8	63,0	70,2	231,9	258,8
84	Vaucluse	38,6	77,5	43,7	87,7	0,5	1,1	80,4	161,3	163,3	327,6
85	Vendée	49,2	91,2	37,7	70,0	0,7	1,2	64,8	120,1	152,4	282,5
86	Vienne	23,1	58,0	22,8	57,1	0,2	0,4	47,4	118,9	93,4	234,4
87	Haute-Vienne	27,2	76,8	28,4	80,4	0,2	0,5	38,7	109,5	94,5	267,2
88	Vosges	24,2	63,7	33,1	87,1	0,1	0,3	63,6	167,1	121,0	318,2
89	Yonne	21,6	65,0	29,4	88,3	0,3	0,9	34,7	104,3	86,0	258,6
90	Territoire de Belfort	9,3	67,9	10,1	73,9	0,0	0,2	22,7	165,8	42,2	307,8
91	Essonne	90,2	79,8	113,5	100,4	1,0	0,9	138,2	122,3	342,9	303,5
92	Hauts-de-Seine	152,1	106,5	153,3	107,3	0,5	0,3	258,8	181,2	564,7	395,5
93	Seine-Saint-Denis	97,6	70,6	148,2	107,2	0,7	0,5	243,6	176,2	490,1	354,6
94	Val-de-Marne	107,6	87,8	127,6	104,2	0,4	0,3	143,3	117,0	378,9	309,4
95	Val-d'Oise	88,5	80,1	80,2	72,6	0,6	0,5	92,6	83,8	261,8	237,0
Métropole hors Paris		4 030,5	71,6	4 914,5	87,3	41,8	0,7	7 296,7	129,6	16 283,5	289,2
75	Paris	96,7	45,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	96,7	45,6
Métropole		4 127,2	70,6	4 914,5	84,1	41,8	0,7	7 296,7	124,9	16 380,2	280,3
971	Guadeloupe	25,2	58,5	46,4	107,7	0,2	0,6	34,9	80,9	106,7	247,8
972	Martinique	15,5	39,5	29,0	74,2	0,1	0,4	20,7	52,9	65,4	167,0
973	Guyane	5,4	33,2	18,4	113,9	0,2	1,3	21,7	134,5	45,7	283,0
974	La Réunion	14,1	19,5	23,5	32,5	0,3	0,4	26,0	36,0	63,8	88,4
Départements d'Outre-mer		60,1	35,2	117,3	68,8	0,9	0,5	103,3	60,6	281,6	165,1
France entière		4 187,3	69,7	5 031,9	83,7	42,7	0,7	7 399,9	123,1	16 661,8	277,3

s.o. : sans objet

Évolution des produits votés de 2003 à 2005

Évolution des produits entre 2003 et 2004

en pourcentage

Départements		Taxe d'habitation	Taxe sur le foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Taxe professionnelle		Total des 4 taxes	
					brute	"à législation constante (1)"	brute	"à législation constante (1)"
01	Ain	+3,9	+4,6	+0,4	+3,1	+3,5	+3,6	+3,8
02	Aisne	+4,5	+4,8	+5,4	+4,2	+4,4	+4,4	+4,5
03	Allier	+4,3	+2,9	+3,5	+3,7	+4,2	+3,7	+3,9
04	Alpes-de-Haute-Provence	+3,5	+3,3	+3,4	+2,7	+3,3	+3,1	+3,4
05	Hautes-Alpes	+3,7	+3,6	-2,1	+4,8	+4,9	+4,0	+4,0
06	Alpes-Maritimes	+3,3	+2,8	+3,3	+3,0	+3,5	+3,0	+3,2
07	Ardèche	+4,6	+3,3	+9,2	+4,1	+4,3	+4,0	+4,1
08	Ardenne	+3,4	-2,3	-1,2	+3,5	+3,9	+1,8	+2,0
09	Ariège	+9,2	+6,4	+9,6	+1,9	+2,1	+4,6	+4,7
10	Aube	+3,2	+2,3	+7,0	+2,5	+2,6	+2,6	+2,6
11	Aude	+10,0	+9,3	+15,3	+10,6	+11,5	+9,9	+10,3
12	Aveyron	+3,0	+2,9	-0,3	+2,4	+1,5	+2,7	+2,1
13	Bouches-du-Rhône	+16,9	+22,5	+3,6	+20,6	+20,9	+19,9	+20,0
14	Calvados	+5,4	+5,7	+6,3	+2,3	+2,7	+4,4	+4,5
15	Cantal	+4,0	+2,8	-3,6	+4,0	+4,6	+3,5	+3,8
16	Charente	+3,9	+3,2	+7,5	+2,0	+2,1	+2,7	+2,8
17	Charente-Maritime	+4,2	+3,8	+0,4	+2,6	+4,0	+3,6	+4,0
18	Cher	+1,5	+2,8	+2,5	+3,5	+3,7	+2,8	+2,9
19	Corrèze	+5,9	+5,2	+1,9	+5,8	+5,9	+5,6	+5,7
2A	Corse-du-Sud	+4,3	+3,6	+11,6	s.o.	s.o.	+4,9	+4,9
2B	Haute-Corse	+5,8	+3,1	+0,1	s.o.	s.o.	+4,9	+4,9
21	Côte-d'Or	+5,1	+4,9	+1,2	+3,8	+4,4	+4,5	+4,7
22	Côtes-d'Armor	+7,1	+6,0	+6,1	+4,8	+5,3	+5,9	+6,1
23	Creuse	+5,6	+4,7	+11,6	+4,7	+6,2	+5,0	+5,6
24	Dordogne	+4,3	+4,9	+11,5	+4,3	+4,3	+4,6	+4,6
25	Doubs	+4,2	+4,1	-0,5	+2,2	+2,5	+3,1	+3,2
26	Drôme	+9,1	+3,9	+4,9	+2,1	+2,4	+3,9	+4,0
27	Eure	+3,2	+3,2	+4,3	+6,0	+6,3	+4,5	+4,7
28	Eure-et-Loir	+2,5	+3,8	+7,9	+1,3	+1,7	+2,5	+2,6
29	Finistère	+15,4	+5,0	+6,4	+5,7	+6,1	+8,8	+8,9
30	Gard	+4,2	+3,9	+2,4	+2,3	+3,1	+3,3	+3,6
31	Haute-Garonne	+7,4	+6,7	+5,6	+4,9	+5,9	+6,0	+6,5
32	Gers	+8,7	+5,6	+9,4	+7,3	+8,0	+6,9	+7,2
33	Gironde	+13,5	+4,4	+1,4	+0,9	+1,7	+5,1	+5,4
34	Hérault	+4,8	+3,9	+2,3	+1,3	+2,1	+3,3	+3,5
35	Ille-et-Vilaine	+7,1	+7,4	+5,1	+7,0	+10,0	+7,1	+8,6
36	Indre	+3,0	+3,0	-0,9	+2,3	+2,2	+2,7	+2,6
37	Indre-et-Loire	+2,5	+2,7	+1,0	+2,2	+2,7	+2,5	+2,6
38	Isère	+3,8	+3,5	+0,6	+5,2	+5,5	+4,4	+4,6
39	Jura	+6,6	+6,4	+3,0	+7,0	+7,2	+6,7	+6,8
40	Landes	+6,9	+5,4	+7,1	+7,9	+7,9	+7,0	+7,0
41	Loir-et-Cher	+2,8	+3,0	+3,7	-6,2	-5,8	-1,1	-0,9
42	Loire	+3,1	+3,1	+4,1	+2,3	+2,7	+2,7	+2,9
43	Haute-Loire	+7,2	+6,8	+7,9	+8,8	+8,9	+7,8	+7,9
44	Loire-Atlantique	+5,8	+6,7	+5,6	+7,1	+7,4	+6,6	+6,8
45	Loiret	+3,2	+3,5	+1,8	+2,8	+3,1	+3,1	+3,2
46	Lot	+5,3	+3,3	+3,0	+5,9	+6,4	+4,8	+5,0
47	Lot-et-Garonne	+3,8	+3,2	+3,1	+3,9	+4,6	+3,6	+3,9
48	Lozère	+6,2	+6,1	+11,0	+4,7	+5,6	+5,6	+6,0
49	Maine-et-Loire	+5,0	+3,6	+2,8	+3,1	+3,3	+3,8	+3,8

Départements		Taxe d'habitation	Taxe sur le foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Taxe professionnelle		Total des 4 taxes	
					brute	"à législation constante (1)"	brute	"à législation constante (1)"
50	Manche	+3,8	+2,6	+3,7	+3,7	+3,9	+3,4	+3,6
51	Marne	+10,7	+11,2	+6,3	+9,4	+9,7	+10,3	+10,4
52	Haute-Marne	+2,3	+2,7	-2,6	+3,0	+3,0	+2,7	+2,8
53	Mayenne	+3,0	+3,7	+3,6	+3,6	+4,0	+3,5	+3,7
54	Meurthe-et-Moselle	+2,6	+2,9	+0,7	+0,5	+0,8	+1,8	+1,9
55	Meuse	+2,6	+3,2	+0,1	+5,4	+5,5	+3,9	+3,9
56	Morbihan	+4,2	+4,0	+4,6	+4,2	+4,6	+4,1	+4,3
57	Moselle	+4,2	+4,1	-1,9	+6,3	+6,5	+5,3	+5,5
58	Nièvre	+2,5	+2,5	+0,0	+3,2	+3,7	+2,8	+3,0
59	Nord	+4,3	+2,8	-0,1	+4,3	+4,5	+3,9	+4,1
60	Oise	+2,8	+3,7	-0,6	+3,0	+3,3	+3,2	+3,3
61	Orne	+4,2	+2,9	+0,1	+3,2	+3,9	+3,3	+3,5
62	Pas-de-Calais	+5,8	+6,3	+8,2	+4,1	+4,3	+5,0	+5,1
63	Puy-de-Dôme	+4,0	+3,4	+0,4	+2,8	+3,2	+3,3	+3,4
64	Pyrénées-Atlantiques	+3,9	+3,7	+3,8	+3,5	+4,0	+3,7	+3,9
65	Hautes-Pyrénées	+4,4	+4,1	+3,1	+4,8	+5,2	+4,5	+4,6
66	Pyrénées-Orientales	+3,6	+3,3	+7,0	+3,3	+4,4	+3,4	+3,8
67	Bas-Rhin	+7,2	+7,4	+6,1	+5,8	+6,2	+6,5	+6,7
68	Haut-Rhin	+6,4	+7,5	+5,1	+7,0	+7,3	+7,0	+7,2
69	Rhône	+5,6	+6,4	+6,1	+5,7	+6,0	+5,8	+6,0
70	Haute-Saône	+5,9	+4,6	+13,4	+3,4	+3,9	+4,4	+4,6
71	Saône-et-Loire	+4,4	+5,3	+6,1	+5,9	+6,4	+5,4	+5,6
72	Sarthe	+3,7	+3,7	+4,9	+1,9	+2,4	+2,8	+3,1
73	Savoie	+4,0	+3,1	+2,8	+4,1	+4,4	+3,8	+4,0
74	Haute-Savoie	+4,5	+4,0	+4,2	+2,2	+2,6	+3,3	+3,4
76	Seine-Maritime	+3,3	+3,3	+2,8	+2,4	+2,6	+2,9	+3,0
77	Seine-et-Marne	+3,0	+4,4	+1,1	+0,9	+1,2	+2,7	+2,8
78	Yvelines	+3,3	+2,6	+2,8	+2,0	+2,4	+2,6	+2,7
79	Deux-Sèvres	+6,0	+5,0	+8,4	+5,4	+5,7	+5,5	+5,6
80	Somme	+3,3	+3,3	+3,0	+4,0	+3,9	+3,6	+3,6
81	Tarn	+8,1	+5,4	+9,8	+3,4	+4,1	+5,0	+5,3
82	Tarn-et-Garonne	+6,7	+6,2	+7,9	+5,8	+6,2	+6,1	+6,3
83	Var	+3,8	+3,5	+1,7	+4,6	+5,8	+3,9	+4,2
84	Vaucluse	+3,8	+4,0	+11,6	+2,4	+2,8	+3,2	+3,4
85	Vendée	+6,7	+7,0	+6,0	+8,1	+8,5	+7,4	+7,5
86	Vienne	+6,9	+6,4	+11,6	+6,8	+6,8	+6,7	+6,7
87	Haute-Vienne	+4,0	+4,5	-2,9	+4,7	+5,0	+4,4	+4,6
88	Vosges	+5,4	+5,9	+7,8	+3,7	+3,9	+4,6	+4,8
89	Yonne	+3,1	+3,2	+0,3	+1,3	+1,6	+2,4	+2,5
90	Territoire de Belfort	+5,1	+4,4	+10,4	+6,8	+6,9	+5,8	+5,9
91	Essonne	+3,2	+3,1	-2,3	+0,6	+0,9	+2,0	+2,2
92	Hauts-de-Seine	+3,2	+5,3	-15,1	+2,1	+2,4	+3,3	+3,4
93	Seine-Saint-Denis	+3,2	+3,0	-0,1	+0,0	+0,8	+1,5	+1,9
94	Val-de-Marne	+2,8	+2,5	-8,1	+3,3	+3,4	+2,9	+2,9
95	Val-d'Oise	+2,2	+2,8	+3,3	+4,8	+4,7	+3,3	+3,3
Métropole hors Paris		+5,2	+4,6	+3,4	+4,1	+4,5	+4,5	+4,7
75	Paris	+2,2	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	+2,2	+2,2
Métropole		+5,1	+4,6	+3,4	+4,1	+4,5	+4,5	+4,7
971	Guadeloupe	+1,9	+3,5	+0,8	+0,1	+0,4	+2,0	+2,1
972	Martinique	+5,1	+3,8	-0,4	+3,6	+4,2	+4,0	+4,2
973	Guyane	+3,5	+3,8	-1,7	-0,5	-0,8	+1,6	+1,4
974	La Réunion	+7,0	+5,8	+3,8	+5,2	+5,1	+5,8	+5,8
Départements d'Outre-mer		+4,0	+4,0	+0,9	+1,9	+2,0	+3,2	+3,3
France entière		+5,1	+4,6	+3,3	+4,1	+4,5	+4,5	+4,7

s.o. : sans objet

(1) Les compensations de taxe professionnelle prises en compte incluent les compensations versées par l'État au titre des exonérations suivantes : réduction de bases pour embauche ou investissement, exonérations dans les zones de redynamisation urbaine, les zones franches urbaines, la zone franche de Corse et les zones de revitalisation rurale, réduction progressive de la fraction des recettes pour les bénéfices non commerciaux (BNC).

Évolution des produits entre 2004 et 2005

en pourcentage

Départements		Taxe d'habitation	Taxe sur le foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Taxe professionnelle		Total des 4 taxes	
					brute	"à législation constante (1)"	brute	"à législation constante (1)"
01	Ain	+10,1	+9,8	+10,5	+8,6	+9,1	+9,2	+9,4
02	Aisne	+17,4	+17,1	+17,7	+14,3	+14,9	+16,0	+16,3
03	Allier	+5,1	+5,9	+9,5	+5,9	+6,3	+5,7	+5,9
04	Alpes-de-Haute-Provence	+9,0	+9,0	+14,5	+16,3	+17,0	+11,9	+12,2
05	Hautes-Alpes	+4,7	+3,8	-2,1	+5,8	+6,7	+4,7	+4,9
06	Alpes-Maritimes	+3,2	+3,1	+2,4	+1,2	+3,1	+2,6	+3,1
07	Ardèche	+11,7	+10,1	+10,2	+7,1	+7,7	+8,8	+9,1
08	Ardennes	+8,7	+8,4	+8,5	+4,1	+4,4	+6,1	+6,3
09	Ariège	+9,1	+9,1	+16,0	+4,1	+5,0	+6,6	+7,1
10	Aube	+3,5	+4,3	+5,9	+0,7	+1,1	+2,6	+2,8
11	Aude	+10,6	+9,9	+1,7	+8,1	+9,3	+9,4	+9,8
12	Aveyron	+6,9	+6,5	+5,6	+4,8	+6,7	+5,7	+6,7
13	Bouches-du-Rhône	+9,4	+23,6	+1,5	+13,4	+14,3	+14,7	+15,1
14	Calvados	+12,2	+11,8	+10,6	+9,9	+10,8	+11,2	+11,5
15	Cantal	+3,5	+4,0	-4,2	+1,7	+2,9	+2,9	+3,4
16	Charente	+16,7	+18,3	+24,8	+18,2	+19,0	+18,0	+18,4
17	Charente-Maritime	+5,1	+4,4	+5,2	+4,2	+5,1	+4,5	+4,8
18	Cher	+10,2	+10,0	+12,2	+11,3	+11,9	+10,6	+10,9
19	Corrèze	+7,2	+6,7	+12,8	+3,8	+4,3	+5,4	+5,6
2A	Corse-du-Sud	+13,3	+11,8	+7,0	s.o	s.o	+12,7	+13,0
2B	Haute-Corse	+6,6	+3,9	+0,8	s.o	s.o	+5,3	+6,2
21	Côte-d'Or	+6,2	+5,7	+2,1	+3,0	+4,0	+4,8	+5,1
22	Côtes-d'Armor	+9,5	+9,4	+14,7	+8,2	+9,6	+9,0	+9,5
23	Creuse	+6,0	+5,6	+5,1	+2,2	+4,1	+4,4	+5,1
24	Dordogne	+6,3	+5,4	+10,5	+5,5	+6,6	+5,6	+6,1
25	Doubs	+4,3	+3,2	+0,2	+3,5	+4,0	+3,6	+3,9
26	Drôme	+11,9	+10,8	+17,1	+7,9	+8,4	+9,5	+9,8
27	Eure	+11,3	+8,7	+10,1	+11,7	+12,2	+10,6	+10,9
28	Eure-et-Loir	+2,9	+3,5	+1,4	+1,6	+2,3	+2,6	+2,9
29	Finistère	+10,4	+12,5	+17,0	+11,1	+12,2	+11,3	+11,7
30	Gard	+9,1	+7,6	+2,0	+2,2	+3,4	+5,7	+6,2
31	Haute-Garonne	+7,7	+8,0	+10,5	+7,4	+8,4	+7,7	+8,1
32	Gers	+8,4	+7,2	+10,0	+4,2	+5,8	+6,2	+6,9
33	Gironde	+2,4	+5,8	+2,8	+6,0	+6,7	+5,0	+5,3
34	Hérault	+7,5	+7,5	+4,7	+6,6	+8,6	+7,2	+7,9
35	Ille-et-Vilaine	+4,6	+4,9	+3,5	+5,9	+3,9	+5,3	+4,3
36	Indre	+3,8	+3,8	+2,2	+1,7	+2,5	+2,9	+3,2
37	Indre-et-Loire	+3,9	+4,1	+4,8	+3,4	+4,3	+3,8	+4,1
38	Isère	+9,6	+9,7	+8,6	+11,0	+11,6	+10,4	+10,7
39	Jura	+7,0	+6,2	+13,4	+6,2	+6,7	+6,4	+6,6
40	Landes	+6,6	+6,9	+13,5	+3,9	+5,0	+5,3	+5,9
41	Loir-et-Cher	+19,3	+19,4	+18,5	+18,2	+19,5	+18,9	+19,4
42	Loire	+9,8	+9,6	+7,7	+6,0	+6,8	+8,0	+8,3
43	Haute-Loire	+9,7	+9,5	+7,5	+6,3	+7,0	+8,0	+8,3
44	Loire-Atlantique	+12,3	+13,1	+0,2	+10,5	+11,3	+11,6	+11,9
45	Loiret	+8,2	+8,5	+3,5	+8,3	+8,8	+8,3	+8,5
46	Lot	+8,5	+8,1	+7,0	+5,9	+8,0	+7,3	+8,2
47	Lot-et-Garonne	+5,5	+4,3	+5,5	+3,6	+4,9	+4,3	+4,8
48	Lozère	+5,1	+4,9	+3,7	+5,3	+6,0	+5,1	+5,3
49	Maine-et-Loire	+13,8	+13,1	+9,7	+10,7	+12,1	+12,4	+12,9

Départements		Taxe d'habitation	Taxe sur le foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Taxe professionnelle		Total des 4 taxes	
					brute	"à législation constante (1)"	brute	"à législation constante (1)"
50	Manche	+12,2	+12,	+16,5	+8,9	+9,2	+10,2	+10,4
51	Marne	+28,0	+18,	+8,7	+14,1	+14,7	+19,4	+19,6
52	Haute-Marne	+7,7	+7,1	+6,2	+6,0	+5,2	+6,8	+6,4
53	Mayenne	+9,8	+9,8	+1,6	+8,4	+9,3	+9,1	+9,5
54	Meurthe-et-Moselle	+16,8	+16,	+16,2	+13,1	+13,8	+14,9	+15,2
55	Meuse	+8,2	+8,0	+8,6	+9,1	+9,9	+8,5	+8,8
56	Morbihan	+5,6	+5,2	+4,0	+3,8	+5,0	+4,9	+5,3
57	Moselle	+8,5	+8,7	+6,5	+7,3	+7,7	+7,9	+8,1
58	Nièvre	+3,1	+3,0	+9,5	+3,5	+5,0	+3,2	+3,8
59	Nord	+7,7	+7,7	+8,7	+11,3	+11,7	+9,8	+10,0
60	Oise	+11,5	+11,	+12,0	+14,9	+15,3	+13,1	+13,3
61	Orne	+4,0	+3,6	+5,7	+2,2	+3,0	+3,3	+3,5
62	Pas-de-Calais	+11,0	+10,	+13,1	+8,3	+8,8	+9,4	+9,7
63	Puy-de-Dôme	+6,9	+7,1	+12,7	+7,7	+8,6	+7,3	+7,7
64	Pyrénées-Atlantiques	+6,3	+5,5	+2,7	+5,3	+6,5	+5,6	+6,1
65	Hautes-Pyrénées	+13,0	+12,	+16,6	+10,6	+11,8	+11,9	+12,4
66	Pyrénées-Orientales	+17,3	+17,	+12,3	+19,6	+21,1	+17,9	+18,4
67	Bas-Rhin	+8,0	+7,9	+7,1	+6,1	+6,8	+7,0	+7,3
68	Haut-Rhin	+7,0	+6,7	+6,6	+7,8	+8,2	+7,4	+7,7
69	Rhône	+9,9	+10,	+6,8	+7,4	+8,2	+8,7	+9,1
70	Haute-Saône	+10,5	+10,	+15,0	+11,0	+11,7	+10,7	+11,0
71	Saône-et-Loire	+9,0	+8,8	+8,5	+7,0	+7,4	+8,0	+8,2
72	Sarthe	+4,4	+4,9	+6,3	+2,6	+3,2	+3,7	+4,0
73	Savoie	+4,2	+3,9	+5,7	+3,9	+4,4	+3,9	+4,2
74	Haute-Savoie	+4,7	+3,9	+2,4	+3,7	+4,4	+4,0	+4,3
76	Seine-Maritime	+3,2	+2,8	-1,9	+8,7	+9,1	+5,8	+6,0
77	Seine-et-Marne	+3,6	+4,3	+4,8	+4,0	+4,6	+4,0	+4,3
78	Yvelines	+3,0	+3,6	+2,7	+11,7	+12,5	+6,4	+6,7
79	Deux-Sèvres	+8,9	+9,0	+7,4	+7,1	+8,0	+8,1	+8,5
80	Somme	+12,0	+11,	+10,7	+9,8	+10,4	+10,9	+11,2
81	Tarn	+8,6	+7,9	+18,2	+6,3	+7,5	+7,4	+7,9
82	Tarn-et-Garonne	+9,0	+7,7	+14,1	+7,1	+7,9	+7,6	+8,0
83	Var	+11,2	+10,	+7,7	+8,3	+10,3	+10,1	+10,6
84	Vaucluse	+18,0	+23,	+14,7	+21,1	+21,9	+21,0	+21,3
85	Vendée	+8,0	+7,8	+5,8	+9,3	+10,1	+8,5	+8,8
86	Vienne	+17,7	+16,	+29,5	+15,1	+15,7	+16,1	+16,5
87	Haute-Vienne	+7,3	+6,5	+10,9	+6,7	+7,3	+6,8	+7,1
88	Vosges	+9,9	+9,1	+18,3	+7,4	+8,0	+8,3	+8,7
89	Yonne	+5,4	+6,4	+5,1	+4,4	+5,2	+5,3	+5,7
90	Territoire de Belfort	+8,1	+8,9	+12,3	+8,6	+9,5	+8,6	+9,1
91	Essonne	+2,9	+3,9	+0,5	+0,3	+1,1	+2,2	+2,5
92	Hauts-de-Seine	+3,3	+3,0	+33,3	+5,5	+6,0	+4,2	+4,5
93	Seine-Saint-Denis	+11,5	+10,	+8,8	+14,3	+15,3	+12,7	+13,2
94	Val-de-Marne	+5,2	+5,0	+1,8	+4,1	+5,3	+4,7	+5,2
95	Val-d'Oise	+3,4	+3,8	-7,5	-0,6	+0,4	+2,0	+2,4
Métropole hors Paris		+8,0	+8,2	+7,6	+7,9	+8,6	+8,0	+8,3
75	Paris	+2,4	s.o	s.o	s.o	s.o	+2,4	+2,4
Métropole		+7,8	+8,2	+7,6	+7,9	+8,6	+8,0	+8,3
971	Guadeloupe	+4,2	+5,3	+0,6	+4,3	+4,9	+4,7	+4,9
972	Martinique	+5,5	+5,6	+0,4	+3,4	+3,9	+4,9	+5,0
973	Guyane	+6,8	+4,4	+5,2	+1,4	+1,5	+3,2	+3,2
974	La Réunion	+7,5	+7,0	+3,9	+3,9	+4,9	+5,8	+6,2
Départements d'Outre-mer		+5,5	+5,6	+2,7	+3,4	+4,0	+4,7	+4,9
France entière		+7,8	+8,2	+7,5	+7,8	+8,6	+7,9	+8,2

s.o. : sans objet

(1) Les compensations de taxe professionnelle prises en compte incluent les compensations versées par l'État au titre des exonérations suivantes : réduction de bases pour embauche ou investissement, exonérations dans les zones de redynamisation urbaine, les zones franches urbaines, la zone franche de Corse et les zones de revitalisation rurale, réduction progressive de la fraction des recettes pour les bénéfices non commerciaux (BNC).

La fiscalité directe des régions de 2003 à 2005

**_*_*_*_*_*_*_

- . La fiscalité régionale en 2004 et 2005
- . Les bases 2004 et leur évolution
- . Les bases 2005 et leur évolution
- . Les taux 2004 et leur évolution
- . Les taux 2005 et leur évolution
- . Les produits 2004 et leur évolution
- . Les produits 2005 et leur évolution

La fiscalité régionale en 2004 et en 2005

Les régions de métropole et d'outre-mer ont voté, en 2004, un produit total de 3,16 milliards d'euros. Cette hausse de 110 millions correspond à une évolution de +3,4% par rapport à 2003, à législation constante, la hausse aurait atteint 3,7%. Si en 2004 l'évolution de la fiscalité régionale s'inscrivait dans une tendance d'évolution modérée et régulière observée jusqu'ici pour la fiscalité régionale, en 2005 en revanche on observe une rupture, les régions augmentent leurs taux de + 21,0%. Cette évolution intervient dans un contexte de mutation pour les régions dont les budgets connaissent une forte croissance. Les collectivités augmentent leurs taux afin de se préserver une marge de manœuvre en perspective des nouvelles compétences qu'elles s'approprient à exercer (loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales) ou de la montée en charge des compétences anciennement dévolues.

Évolution annuelle du produit voté par les régions (métropole) entre 1996 et 2005, en euros constants et à législation constante

	<i>en pourcentage</i>									
	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Total	+ 5,5	+ 1,7	+ 2,3	+ 3,9	+ 5,1	+ 2,9	+ 2,6	+ 1,8	+ 2,1	+23,5
Taxe d'habitation	+ 4,9	+ 0,5	+ 1,8	+ 1,7	+ 3,8	+ 2,4	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Foncier bâti	+ 5,7	+ 1,7	+ 2,8	+ 2,8	+ 3,8	+ 1,6	+ 1,6	+ 1,8	+ 2,1	+24,6
Foncier non bâti	- 0,6	- 4,1	- 2,5	+ 3,4	+ 5,3	+ 1,6	+ 0,9	+ 0,5	+ 1,4	+20,1
Taxe professionnelle	+ 5,7	+ 2,2	+ 2,3	+ 5,0	+ 6,2	+ 3,6	+ 3,2	+ 2,2	+ 2,2	+23,0

L'évolution est surtout sensible pour la taxe professionnelle qui connaît une variation de taux de +21,7 % pour les régions. Les régions ont eu davantage recours à la « déliaison » des taux en 2005, ce qui explique entre autres la concentration de la hausse de la fiscalité sur la taxe professionnelle.

Alors qu'en 2004 quatre régions ont modifié leur taux, dont une à la baisse (-1,5%) et trois plus fortement à la hausse (+2,6%, +3,0% et +3,6%). En 2005, ce sont 22 régions qui ont augmenté leurs taux pour une évolution moyenne des trois taxes de + 21,0 %.

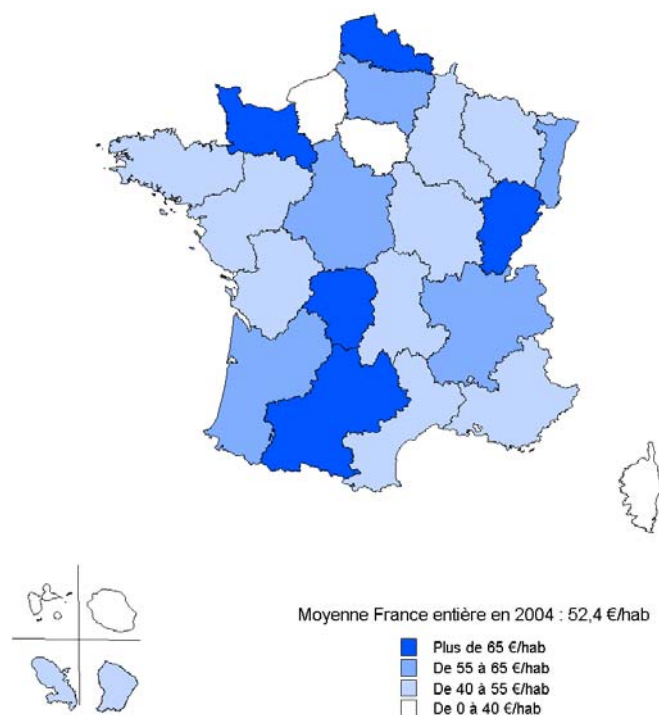
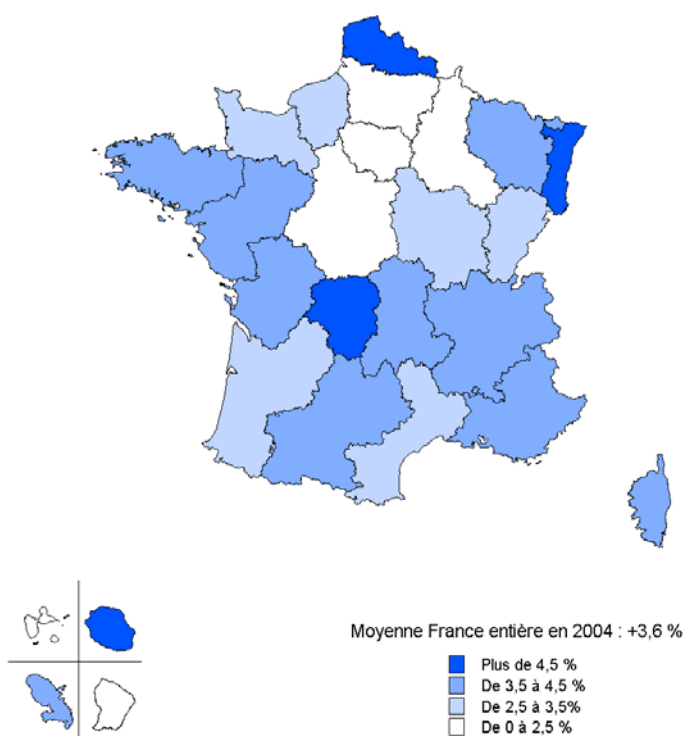
Évolution des taux des quatre taxes des régions (métropole)

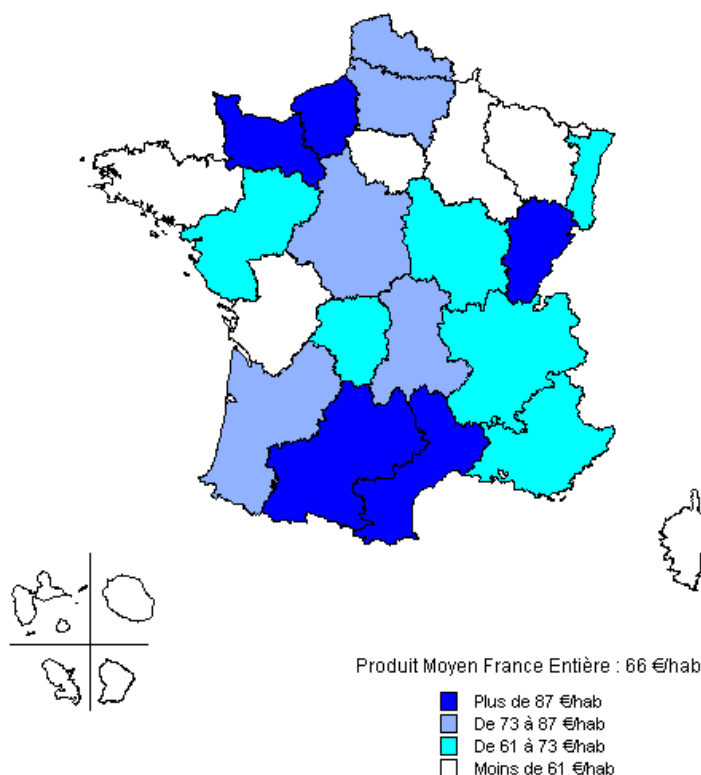
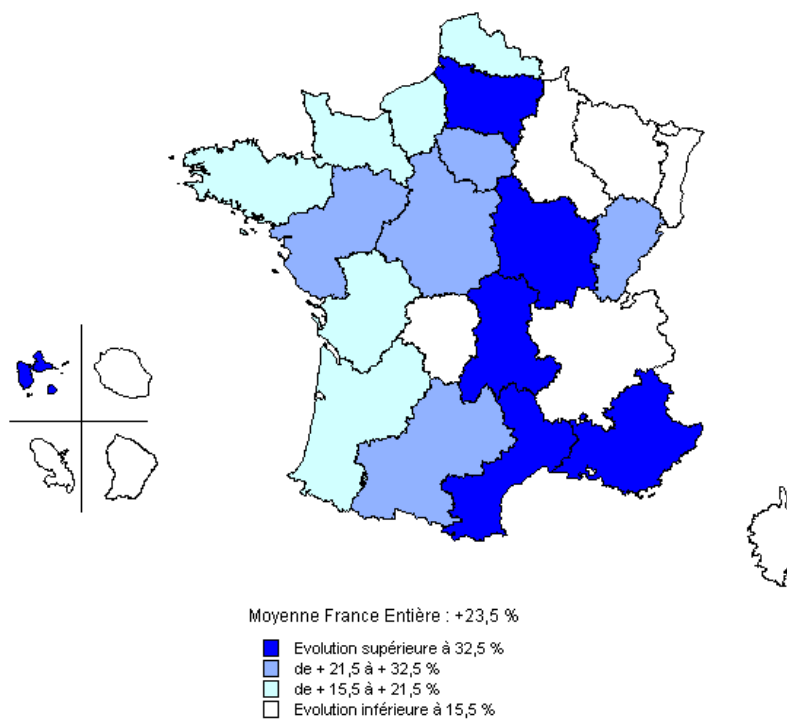
	<i>en pourcentage</i>									
	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Taxe d'habitation	+ 4,5	- 1,2	- 0,4	+ 0,0	+ 2,7	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Foncier bâti	+ 3,7	- 0,9	- 0,4	+ 0,3	+ 2,3	+ 0,9	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,3	+20,0
Foncier non bâti	+ 1,6	- 1,8	- 0,4	+ 1,3	+ 3,9	+ 1,5	+ 0,0	+ 0,2	+ 0,4	+16,1
Taxe professionnelle	+ 4,2	- 0,9	- 0,4	+ 0,4	+ 2,8	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,5	+21,8

Le produit moyen par habitant des trois taxes a augmenté, en 2005 il s'élève à 66 €/hab contre 52€/hab en 2004.

Il est utile de noter qu'en l'absence de taxe d'habitation la fiscalité régionale touche peu les ménages, les propriétaires et les entreprises sont plus directement concernés.

Les évolutions enregistrées dans les régions sont à apprécier en regard de la part que représentent les produits fiscaux de ces collectivités dans le produit global de fiscalité directe. Ainsi, l'évolution des taux régionaux implique en moyenne pour le contribuable à la taxe sur le foncier bâti un supplément d'impôt de 21 €.

Produit des trois taxes, voté par les régions en 2004, en euros par habitant**Évolution du produit des trois taxes voté par les régions en 2004 (à législation constante)**

Produit des trois taxes, voté par les régions en 2005, en euros par habitant**Évolution du produit des trois taxes voté par les régions en 2005 (à législation constante)**

Les différences entre les produits sont dues à des bases de niveaux différents mais aussi à des taux très disparates.

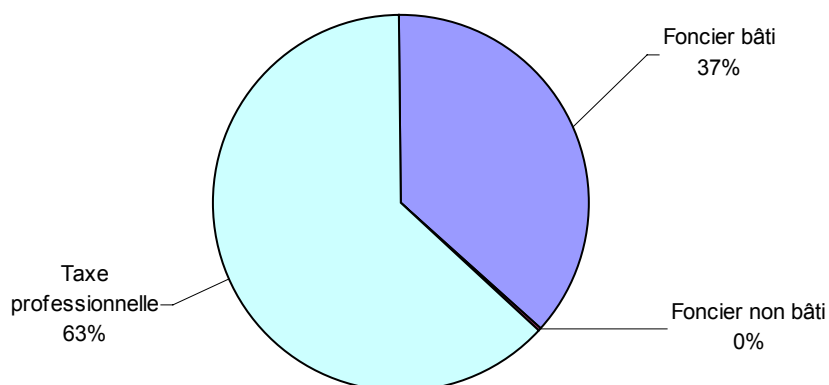
Les taux des trois taxes en 2005

	<i>En pourcentage</i>		
	Foncier bâti	Foncier non bâti	Taxe professionnelle (1)
Taux moyen	2,39	5,79	2,48
Nombre de régions ayant un taux inférieur à la moyenne	6	10	9
Taux le plus bas	1,02	1,73	1,38
Taux le plus élevé	4,80	13,78	4,06
Ecart entre le taux le plus fort et le plus faible	3,78	12,05	2,68
Taux en dessous duquel se situe la moitié des régions (médiane)	3,47	6,91	2,78

(1) Hors Corse

La répartition du produit entre les différentes taxes est, a contrario, presque identique pour toutes les régions sauf la Corse qui ne perçoit pas de taxe professionnelle et les départements d'outre-mer.

Répartition du produit perçu par les régions entre les différentes taxes



Les bases 2004 et leur évolution

Bases d'imposition des régions

en millions d'euros

Régions	Taxe sur le Foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Taxe Professionnelle
Alsace	1 571,1	3,07	3 680,0
Aquitaine	2 505,7	10,15	3 773,6
Auvergne	1 044,1	2,54	1 891,8
Bourgogne	1 262,6	3,72	2 379,5
Bretagne	2 181,7	10,24	3 607,2
Centre	1 852,8	7,70	3 859,4
Champagne-Ardenne	942,9	3,69	2 369,8
Corse	240,5	1,30	s.o.
Franche-Comté	869,8	1,99	2 047,2
Languedoc-Roussillon	2 098,6	10,19	2 359,7
Limousin	558,9	1,18	867,1
Lorraine	1 758,5	4,78	4 238,5
Midi-Pyrénées	2 145,2	4,02	3 302,1
Nord - Pas-de-Calais	2 394,1	8,18	6 739,6
Basse-Normandie	991,9	7,29	2 580,3
Haute-Normandie	1 360,8	4,04	4 109,6
Pays de la Loire	2 373,3	12,58	4 590,1
Picardie	1 254,8	4,48	2 966,5
Poitou-Charentes	1 188,8	4,17	2 146,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 953,2	25,72	6 323,8
Rhône-Alpes	5 839,3	16,56	11 065,8
Métropole hors Ile de France	39 388,5	147,60	74 898,4
Ile-de-France	17 709,6	39,57	21 493,4
Métropole	57 098,1	187,17	96 391,8
Guadeloupe	231,5	0,99	346,5
Martinique	220,1	1,31	354,6
Guyane	67,8	1,30	180,4
La Réunion	371,2	3,20	564,2
Régions d'Outre-mer	890,7	6,80	1 445,7
Ensemble des régions	57 988,8	193,97	97 837,5

s.o. : sans objet

Bases par habitant

en euros par habitant

Régions	Taxe sur le foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Taxe professionnelle
Alsace	906,0	1,77	2 122,1
Aquitaine	861,5	3,49	1 297,5
Auvergne	797,7	1,94	1 445,4
Bourgogne	784,2	2,31	1 477,9
Bretagne	750,7	3,52	1 241,2
Centre	759,2	3,16	1 581,5
Champagne-Ardenne	702,4	2,75	1 765,4
Corse	924,5	5,00	s.o.
Franche-Comté	778,6	1,78	1 832,7
Languedoc-Roussillon	914,2	4,44	1 027,9
Limousin	786,1	1,65	1 219,6
Lorraine	761,1	2,07	1 834,5
Midi-Pyrénées	840,7	1,58	1 294,1
Nord - Pas-de-Calais	599,0	2,05	1 686,3
Basse-Normandie	697,4	5,12	1 814,3
Haute-Normandie	764,4	2,27	2 308,5
Pays de la Loire	736,6	3,91	1 424,6
Picardie	675,5	2,41	1 597,0
Poitou-Charentes	724,8	2,54	1 309,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 099,2	5,71	1 403,4
Rhône-Alpes	1 034,3	2,93	1 960,2
Métropole hors Ile de France	828,1	3,10	1 574,6
Ile-de-France	1 617,0	3,61	1 962,5
Métropole	975,7	3,20	1 647,2
Guadeloupe	548,0	2,34	820,1
Martinique	577,0	3,44	929,8
Guyane	431,3	8,29	1 147,7
La Réunion	525,6	4,53	798,8
Régions d'Outre-mer	534,2	4,08	867,0
Ensemble des régions	963,5	3,22	1 625,6

s.o. : sans objet

Évolution des bases de 2003 à 2004*en pourcentage*

Régions	Taxe sur le Foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Taxe professionnelle	
			<i>brute</i>	<i>à législation constante⁽¹⁾</i>
Alsace	+3,8	+2,0	+2,8	+3,1
Aquitaine	+3,5	+2,9	+2,2	+2,3
Auvergne	+3,3	+1,7	+3,4	+3,9
Bourgogne	+3,2	+1,3	+2,7	+3,2
Bretagne	+4,1	+4,0	+4,0	+4,4
Centre	+3,2	+3,3	+1,3	+1,5
Champagne-Ardenne	+1,7	+0,5	+2,2	+2,4
Corse	+3,4	+8,2	s.o.	s.o.
Franche-Comté	+4,1	+3,0	+2,8	+3,1
Languedoc-Roussillon	+3,8	+4,5	+2,4	+4,2
Limousin	+2,8	-1,9	+3,2	+3,6
Lorraine	+3,6	+0,1	+4,0	+4,3
Midi-Pyrénées	+3,7	+3,9	+2,7	+3,4
Nord - Pas-de-Calais	+2,9	+1,6	+3,5	+3,8
Basse-Normandie	+2,8	+3,3	+2,2	+2,6
Haute-Normandie	+3,2	+3,5	+3,3	+3,5
Pays de la Loire	+4,0	+3,6	+3,9	+4,1
Picardie	+3,3	+1,5	+3,0	+3,2
Poitou-Charentes	+3,5	+4,0	+3,0	+3,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+3,3	+3,5	+3,9	+4,4
Rhône-Alpes	+3,6	+3,1	+3,3	+3,7
Métropole hors Ile de France	+3,5	+3,0	+3,1	+3,5
Ile-de-France	+2,9	-3,4	+0,7	+1,2
Métropole	+3,3	+1,6	+2,6	+3,0
Guadeloupe	+3,5	+0,8	+0,1	+0,3
Martinique	+3,8	-0,4	+3,6	+4,2
Guyane	+3,8	-1,7	-0,5	-1,0
La Réunion	+5,8	+3,8	+4,9	+4,8
Régions d'Outre-mer	+4,5	+1,5	+2,7	+2,8
Ensemble des régions	+3,3	+1,6	+2,6	+3,0

(1) Les exonérations de taxe professionnelle prises en compte incluent les exonérations suivantes : réduction de bases pour embauche ou investissement, exonérations dans les zones de redynamisation urbaine, les zones franches urbaines, la zone franche de Corse et les zones de revitalisation rurale, réduction progressive de la fraction des recettes pour les bénéfices non commerciaux (BNC).

Les bases 2005 et leur évolution

Bases d'imposition des régions

en millions d'euros

Régions	Taxe sur le Foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Taxe Professionnelle
Alsace	1 630,2	3,2	3 798,1
Aquitaine	2 611,8	10,5	3 907,8
Auvergne	1 084,2	2,7	1 956,3
Bourgogne	1 307,1	3,8	2 424,0
Bretagne	2 278,6	10,8	3 746,6
Centre	1 922,7	7,9	3 962,1
Champagne-Ardenne	976,6	3,8	2 385,6
Corse	250,1	1,4	s.o.
Franche-Comté	899,4	2,1	2 124,4
Languedoc-Roussillon	2 191,1	10,2	2 418,1
Limousin	578,5	1,3	881,3
Lorraine	1 816,7	5,0	4 304,0
Midi-Pyrénées	2 238,0	4,4	3 415,9
Nord - Pas-de-Calais	2 478,6	8,6	6 885,5
Basse-Normandie	1 032,1	7,6	2 625,3
Haute-Normandie	1 401,4	4,1	4 213,1
Pays de la Loire	2 494,1	12,9	4 716,8
Picardie	1 297,1	4,6	3 021,8
Poitou-Charentes	1 236,3	4,5	2 200,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 138,7	26,2	6 568,1
Rhône-Alpes	6 075,5	17,1	11 386,3
Métropole hors Ile de France	40 938,5	152,4	76 941,7
Ile-de-France	18 258,9	40,8	21 965,3
Métropole	59 197,4	193,3	98 907,0
Guadeloupe	243,9	1,0	361,3
Martinique	232,4	1,3	366,8
Guyane	70,8	1,4	183,0
La Réunion	397,1	3,3	586,3
Régions d'Outre-mer	944,1	7,0	1 497,3
Ensemble des régions	60 141,5	200,3	100 404,3

s.o. : sans objet

Bases par habitant

en euros par habitant

Régions	Taxe sur le foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Taxe professionnelle
Alsace	941,5	1,83	2 193,6
Aquitaine	899,2	3,63	1 345,3
Auvergne	829,2	2,05	1 496,2
Bourgogne	812,8	2,38	1 507,2
Bretagne	785,2	3,74	1 291,1
Centre	788,8	3,23	1 625,5
Champagne-Ardenne	729,0	2,80	1 780,8
Corse	966,4	5,30	s.o.
Franche-Comté	805,9	1,85	1 903,7
Languedoc-Roussillon	956,7	4,46	1 055,8
Limousin	814,9	1,79	1 241,4
Lorraine	788,3	2,15	1 867,6
Midi-Pyrénées	878,2	1,71	1 340,4
Nord - Pas-de-Calais	621,0	2,15	1 725,2
Basse-Normandie	726,7	5,38	1 848,7
Haute-Normandie	788,3	2,30	2 370,1
Pays de la Loire	774,7	3,99	1 465,1
Picardie	699,2	2,50	1 629,1
Poitou-Charentes	754,7	2,74	1 343,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 142,9	5,83	1 460,8
Rhône-Alpes	1 077,2	3,02	2 018,9
Métropole hors Ile de France	861,9	3,21	1 620,0
Ile-de-France	1 669,4	3,73	2 008,3
Métropole	1 013,1	3,31	1 692,6
Guadeloupe	578,7	2,36	857,3
Martinique	610,8	3,46	964,0
Guyane	454,8	8,81	1 175,1
La Réunion	563,4	4,72	832,0
Régions d'Outre-mer	568,0	4,21	900,8
Ensemble des régions	1 000,8	3,33	1 670,7

s.o. : sans objet

Évolution des bases de 2004 à 2005

Régions	Taxe sur le Foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	en pourcentage	
			brute	à législation constante ⁽¹⁾
Alsace	+3,8	+3,3	+3,2	+3,9
Aquitaine	+4,2	+3,7	+3,6	+4,6
Auvergne	+3,8	+5,6	+3,4	+4,3
Bourgogne	+3,5	+2,8	+1,9	+2,7
Bretagne	+4,4	+5,9	+3,9	+4,9
Centre	+3,8	+2,2	+2,7	+3,5
Champagne-Ardenne	+3,6	+1,7	+0,7	+1,0
Corse	+4,0	+5,3	s.o.	s.o.
Franche-Comté	+3,4	+3,7	+3,8	+4,4
Languedoc-Roussillon	+4,4	+0,2	+2,5	+4,2
Limousin	+3,5	+7,8	+1,6	+2,6
Lorraine	+3,3	+3,5	+1,5	+2,2
Midi-Pyrénées	+4,3	+8,1	+3,4	+4,6
Nord - Pas-de-Calais	+3,5	+5,1	+2,2	+2,7
Basse-Normandie	+4,1	+4,8	+1,7	+2,4
Haute-Normandie	+3,0	+1,1	+2,5	+3,0
Pays de la Loire	+5,1	+2,1	+2,8	+3,6
Picardie	+3,4	+3,4	+1,9	+2,5
Poitou-Charentes	+4,0	+7,6	+2,5	+3,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+3,7	+1,9	+3,9	+5,2
Rhône-Alpes	+4,0	+3,0	+2,9	+3,6
Métropole hors Ile de France	+3,9	+3,3	+2,7	+3,5
Ile-de-France	+3,1	+3,2	+2,2	+3,2
Métropole	+3,7	+3,3	+2,6	+3,5
Guadeloupe	+5,3	+0,6	+4,3	+5,1
Martinique	+5,6	+0,4	+3,4	+4,2
Guyane	+4,4	+5,2	+1,4	+1,5
La Réunion	+7,0	+3,9	+3,9	+4,9
Régions d'Outre-mer	+6,0	+3,0	+3,6	+4,4
Ensemble des régions	+3,7	+3,3	+2,6	+3,5

(1) Les exonérations de taxe professionnelle prises en compte incluent les exonérations suivantes : exonérations dans les zones de redynamisation urbaine, les zones franches urbaines, la zone franche de Corse et les zones de revitalisation rurale, réduction progressive de la fraction des recettes pour les bénéfices non commerciaux (BNC).

Les taux 2004 et leur évolution

Taux votés par les régions

en pourcentage

Régions	Taxe sur le foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Taxe professionnelle
Alsace	1,55	7,45	2,04
Aquitaine	2,70	7,97	3,03
Auvergne	2,79	6,40	2,20
Bourgogne	2,28	5,72	1,69
Bretagne	2,47	3,44	2,41
Centre	3,00	7,45	2,29
Champagne-Ardenne	2,92	3,86	1,90
Corse	1,02	6,24	0,00
Franche-Comté	3,07	8,03	2,44
Languedoc-Roussillon	2,55	5,37	2,26
Limousin	3,47	13,54	3,43
Lorraine	1,94	5,83	1,84
Midi-Pyrénées	3,66	8,69	3,12
Nord - Pas-de-Calais	3,16	10,74	3,07
Basse-Normandie	4,29	5,79	2,36
Haute-Normandie	4,02	8,36	2,27
Pays de la Loire	2,23	4,26	2,26
Picardie	3,33	6,11	2,20
Poitou-Charentes	2,97	7,72	2,16
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,48	5,57	2,27
Rhône-Alpes	1,68	4,18	1,97
Métropole hors Ile de France	2,48	6,07	2,33
Ile-de-France	0,867	1,50	1,02
Métropole	1,98	5,10	2,04
Guadeloupe	2,19	1,73	1,19
Martinique	3,88	3,71	1,94
Guyane	4,02	3,06	2,20
La Réunion	2,53	0,90	2,19
Régions d'Outre-mer	2,89	1,98	1,89
Ensemble des régions	1,99	4,99	2,03

s.o. : sans objet

Évolution des taux votés par les régions de 2003 à 2004

en pourcentage

Régions	Taxe sur le Foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Taxe Professionnelle
Alsace	+2,6	+2,6	+2,0
Aquitaine	-	-	-
Auvergne	-	-	-
Bourgogne	-	-	-
Bretagne	-	-	-
Centre	-	-	-
Champagne-Ardenne	-	-	-
Corse	-	-	s.o.
Franche-Comté	-	-	-
Languedoc-Roussillon	-	-	-
Limousin	+3,0	+3,0	+3,0
Lorraine	-	-	-
Midi-Pyrénées	-	-	-
Nord - Pas-de-Calais	+3,6	+3,6	+3,6
Basse-Normandie	-	-	-
Haute-Normandie	-	-	-
Pays de la Loire	-	-	-
Picardie	-1,5	-1,5	-1,3
Poitou-Charentes	-	-	-
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-	-	-
Rhône-Alpes	-	-	-
Métropole hors Ile de France	+0,3	+0,4	+0,5
Ile-de-France	-	-	-
Métropole	+0,3	+0,4	+0,5
Guadeloupe	-	-	-
Martinique	-	-	-
Guyane	-	-	-
La Réunion	-	-	-
Régions d'Outre-mer	-	-	-
Ensemble des régions	+0,3	+0,4	+0,4

s.o. : sans objet - : taux constants, pas d'évolution observée entre les 2 années

Les taux 2005 et leur évolution

Taux votés par les régions

Régions	en pourcentage		
	Taxe sur le foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Taxe professionnelle
Alsace	1,59	7,64	2,09
Aquitaine	3,11	9,15	3,48
Auvergne	3,63	8,32	2,86
Bourgogne	3,42	8,58	2,95
Bretagne	2,76	3,84	2,83
Centre	3,47	8,62	2,83
Champagne-Ardenne	3,10	4,04	2,07
Corse	1,02	6,24	0,00
Franche-Comté	3,84	10,04	3,05
Languedoc-Roussillon	4,59	5,37	4,06
Limousin	3,53	13,78	3,49
Lorraine	2,11	6,35	2,00
Midi-Pyrénées	4,28	10,17	3,74
Nord - Pas-de-Calais	3,62	12,31	3,52
Basse-Normandie	4,80	6,48	2,78
Haute-Normandie	4,42	9,20	2,61
Pays de la Loire	2,63	5,02	2,76
Picardie	4,13	6,91	2,99
Poitou-Charentes	3,32	8,63	2,51
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,93	7,25	2,96
Rhône-Alpes	1,78	4,43	2,09
Métropole hors Ile de France	2,96	7,03	2,80
Ile-de-France	1,07	1,85	1,38
Métropole	2,38	5,93	2,48
Guadeloupe	3,90	1,73	2,50
Martinique	3,88	3,71	1,94
Guyane	4,02	3,06	2,20
La Réunion	2,53	0,90	2,19
Régions d'Outre-mer	3,33	1,97	2,20
Ensemble des régions	2,39	5,79	2,48

s.o. : sans objet

Évolution des taux votés par les régions de 2004 à 2005

Régions	en pourcentage		
	Taxe sur le Foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Taxe Professionnelle
Alsace	+2,6	+2,6	+2,5
Aquitaine	+15,2	+14,8	+14,9
Auvergne	+30,1	+30,0	+30,0
Bourgogne	+50,0	+50,0	+74,6
Bretagne	+11,7	+11,6	+17,4
Centre	+15,7	+15,7	+23,6
Champagne-Ardenne	+6,2	+4,7	+8,9
Corse	-	-	s.o.
Franche-Comté	+25,1	+25,0	+25,0
Languedoc-Roussillon	+80,0	-	+79,6
Limousin	+1,7	+1,8	+1,7
Lorraine	+8,8	+8,9	+8,7
Midi-Pyrénées	+16,9	+17,0	+19,9
Nord - Pas-de-Calais	+14,6	+14,6	+14,7
Basse-Normandie	+11,9	+11,9	+17,8
Haute-Normandie	+10,0	+10,0	+15,0
Pays de la Loire	+17,9	+17,8	+22,1
Picardie	+24,0	+13,1	+35,9
Poitou-Charentes	+11,8	+11,8	+16,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+30,4	+30,2	+30,4
Rhône-Alpes	+6,0	+6,0	+6,1
Métropole hors Ile de France	+19,5	+15,6	+20,1
Ile-de-France	+23,0	+23,3	+35,3
Métropole	+20,0	+16,1	+21,8
Guadeloupe	+78,1	-	+110,1
Martinique	-	-	-
Guyane	-	-	-
La Réunion	-	-	-
Régions d'Outre-mer	+15,3	-	+16,7
Ensemble des régions	+19,9	+15,9	+21,7

s.o. : sans objet

Les produits 2004 et leur évolution

Produits votés par les régions

en millions d'euros

Régions	Taxe sur le Foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Taxe Professionnelle	Total 3 taxes
Alsace	24,4	0,23	75,1	99,7
Aquitaine	67,7	0,81	114,3	182,8
Auvergne	29,1	0,16	41,6	70,9
Bourgogne	28,8	0,21	40,2	69,2
Bretagne	53,9	0,35	86,9	141,2
Centre	55,6	0,57	88,4	144,5
Champagne-Ardenne	27,5	0,14	45,0	72,7
Corse	2,5	0,08	s.o.	2,5
Franche-Comté	26,7	0,16	50,0	76,8
Languedoc-Roussillon	53,5	0,55	53,3	107,4
Limousin	19,4	0,16	29,7	49,3
Lorraine	34,1	0,28	78,0	112,4
Midi-Pyrénées	78,5	0,35	103,0	181,9
Nord - Pas-de-Calais	75,7	0,88	206,9	283,4
Basse-Normandie	42,6	0,42	60,9	103,9
Haute-Normandie	54,7	0,34	93,3	148,3
Pays de la Loire	52,9	0,54	103,7	157,2
Picardie	41,8	0,27	65,3	107,3
Poitou-Charentes	35,3	0,32	46,4	82,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	73,3	1,43	143,5	218,3
Rhône-Alpes	98,1	0,69	218,0	316,8
Métropole hors Ile de France	976,0	8,95	1 743,6	2 728,5
Ile-de-France	153,5	0,59	219,2	373,4
Métropole	1 129,5	9,55	1 962,9	3 101,9
Guadeloupe	5,1	0,02	4,1	9,2
Martinique	8,5	0,05	6,9	15,5
Guyane	2,7	0,04	4,0	6,7
La Réunion	9,4	0,03	12,4	21,8
Régions d'Outre-mer	25,7	0,13	27,3	53,2
Ensemble des régions	1 155,2	9,68	1 990,2	3 155,1

s.o. : sans objet

Produits par habitant

en euros par habitant

Régions	Taxe sur le foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Taxe Professionnelle	Total 3 taxes
Alsace	14,0	0,13	43,3	57,5
Aquitaine	23,3	0,28	39,3	62,9
Auvergne	22,3	0,12	31,8	54,2
Bourgogne	17,9	0,13	25,0	43,0
Bretagne	18,5	0,12	29,9	48,6
Centre	22,8	0,24	36,2	59,2
Champagne-Ardenne	20,5	0,11	33,5	54,2
Corse	9,4	0,31	s.o.	9,7
Franche-Comté	23,9	0,14	44,7	68,8
Languedoc-Roussillon	23,3	0,24	23,2	46,8
Limousin	27,3	0,22	41,8	69,3
Lorraine	14,8	0,12	33,8	48,6
Midi-Pyrénées	30,8	0,14	40,4	71,3
Nord - Pas-de-Calais	18,9	0,22	51,8	70,9
Basse-Normandie	29,9	0,30	42,8	73,0
Haute-Normandie	30,7	0,19	52,4	83,3
Pays de la Loire	16,4	0,17	32,2	48,8
Picardie	22,5	0,15	35,1	57,8
Poitou-Charentes	21,5	0,20	28,3	50,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	16,3	0,32	31,9	48,4
Rhône-Alpes	17,4	0,12	38,6	56,1
Métropole hors Ile de France	20,5	0,19	36,7	57,4
Ile-de-France	14,0	0,05	20,0	34,1
Métropole	19,3	0,16	33,5	53,0
Guadeloupe	12,0	0,04	9,8	21,8
Martinique	22,4	0,13	18,0	40,6
Guyane	17,3	0,25	25,3	42,8
La Réunion	13,3	0,04	17,5	30,8
Régions d'Outre-mer	15,4	0,08	16,4	31,9
Ensemble des régions	19,2	0,16	33,1	52,4

s.o. : sans objet

Évolution des produits de 2003 à 2004

en pourcentage

Régions	Taxe sur le Foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Taxe Professionnelle		Ensemble des taxes	
			Brute	à législation constante ⁽¹⁾	Brute (3 taxes)	à législation constante ⁽¹⁾
Alsace	+6,5	+4,7	+4,8	+5,1	+5,2	+5,4
Aquitaine	+3,5	+2,9	+2,2	+2,6	+2,7	+2,9
Auvergne	+3,3	+1,7	+3,4	+3,8	+3,4	+3,5
Bourgogne	+3,2	+1,3	+2,7	+3,2	+2,9	+3,0
Bretagne	+4,1	+4,0	+4,0	+4,5	+4,0	+4,3
Centre	+3,2	+3,3	+1,3	+1,6	+2,0	+2,1
Champagne-Ardenne	+1,7	+0,5	+2,2	+2,4	+2,0	+2,1
Corse	+3,4	+8,2	s.o.	s.o.	+3,5	+3,5
Franche-Comté	+4,1	+3,0	+2,8	+3,1	+3,2	+3,4
Languedoc-Roussillon	+3,8	+4,5	+2,4	+3,0	+3,1	+3,3
Limousin	+5,9	+1,0	+6,3	+6,8	+6,1	+6,1
Lorraine	+3,6	+0,1	+4,0	+4,3	+3,9	+4,0
Midi-Pyrénées	+3,7	+3,9	+2,7	+3,5	+3,1	+3,5
Nord - Pas-de-Calais	+6,7	+5,2	+7,4	+7,6	+7,2	+7,2
Basse-Normandie	+2,8	+3,3	+2,2	+2,6	+2,5	+2,6
Haute-Normandie	+3,2	+3,5	+3,3	+3,5	+3,3	+3,3
Pays de la Loire	+4,0	+3,6	+3,9	+4,3	+3,9	+4,1
Picardie	+1,8	+0,1	+1,6	+1,9	+1,7	+1,8
Poitou-Charentes	+3,5	+4,0	+3,0	+3,6	+3,2	+3,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+3,3	+3,5	+3,9	+4,5	+3,7	+4,1
Rhône-Alpes	+3,6	+3,1	+3,3	+3,7	+3,4	+3,7
Métropole hors Ile de France	+3,8	+3,3	+3,6	+4,1	+3,7	+3,9
Ile-de-France	+2,9	-3,4	+0,7	+1,2	+1,6	+1,9
Métropole	+3,6	+2,9	+3,3	+3,7	+3,4	+3,6
Guadeloupe	+3,5	+0,8	+0,1	+0,3	+1,9	+2,1
Martinique	+3,8	-0,4	+3,6	+3,9	+3,7	+3,9
Guyane	+3,8	-1,7	-0,5	-0,8	+1,2	+1,0
La Réunion	+5,8	+3,8	+4,9	+5,0	+5,3	+5,3
Régions d'Outre-mer	+4,4	+0,2	+3,0	+3,1	+3,7	+3,8
Ensemble des régions	+3,7	+2,8	+3,3	+3,7	+3,4	+3,6

(1) Les compensations de taxe professionnelle prises en compte incluent les compensations versées par l'État au titre des exonérations suivantes : réduction de bases pour embauche ou investissement, exonérations dans les zones de redynamisation urbaine, les zones franches urbaines, la zone franche de Corse et les zones de revitalisation rurale, réduction progressive de la fraction des recettes pour les bénéfices non commerciaux (BNC).

s.o. : sans objet

Les produits 2005 et leur évolution

Produits votés par les régions

en millions d'euros

Régions	Taxe sur le Foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Taxe Professionnelle	Total 3 taxes
Alsace	25,9	0,2	79,4	105,5
Aquitaine	81,2	1,0	136,0	218,2
Auvergne	39,4	0,2	56,0	95,5
Bourgogne	44,7	0,3	71,5	116,5
Bretagne	62,9	0,4	106,0	169,3
Centre	66,7	0,7	112,1	179,5
Champagne-Ardenne	30,3	0,2	49,4	79,8
Corse	2,6	0,1	0,0	2,6
Franche-Comté	34,5	0,2	64,8	99,5
Languedoc-Roussillon	100,6	0,5	98,2	199,3
Limousin	20,4	0,2	30,8	51,4
Lorraine	38,3	0,3	86,1	124,7
Midi-Pyrénées	95,8	0,4	127,8	224,0
Nord - Pas-de-Calais	89,7	1,1	242,4	333,2
Basse-Normandie	49,5	0,5	73,0	123,0
Haute-Normandie	61,9	0,4	110,0	172,3
Pays de la Loire	65,6	0,6	130,2	196,4
Picardie	53,6	0,3	90,4	144,2
Poitou-Charentes	41,0	0,4	55,2	96,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	99,2	1,9	194,4	295,5
Rhône-Alpes	108,1	0,8	238,0	346,9
Métropole hors Ile de France	1 212,0	10,7	2 151,4	3 374,1
Ile-de-France	195,4	0,8	303,1	499,2
Métropole	1 407,4	11,5	2 454,5	3 873,4
Guadeloupe	9,5	0,0	9,0	18,6
Martinique	9,0	0,0	7,1	16,2
Guyane	2,8	0,0	4,0	6,9
La Réunion	10,0	0,0	12,8	22,9
Régions d'Outre-mer	31,4	0,1	33,0	64,6
Ensemble des régions	1 438,8	11,6	2 487,5	3 938,0

s.o. : sans objet

Produits par habitant

en euros par habitant

Régions	Taxe sur le foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Taxe Professionnelle	Total 3 taxes
Alsace	15,0	0,14	45,8	61,0
Aquitaine	28,0	0,33	46,8	75,1
Auvergne	30,1	0,17	42,8	73,1
Bourgogne	27,8	0,20	44,5	72,5
Bretagne	21,7	0,14	36,5	58,4
Centre	27,4	0,28	46,0	73,7
Champagne-Ardenne	22,6	0,11	36,9	59,6
Corse	9,9	0,33	0,0	10,2
Franche-Comté	30,9	0,19	58,1	89,2
Languedoc-Roussillon	43,9	0,24	42,9	87,0
Limousin	28,8	0,25	43,3	72,3
Lorraine	16,6	0,14	37,4	54,1
Midi-Pyrénées	37,6	0,17	50,1	87,9
Nord - Pas-de-Calais	22,5	0,26	60,7	83,5
Basse-Normandie	34,9	0,35	51,4	86,6
Haute-Normandie	34,8	0,21	61,9	96,9
Pays de la Loire	20,4	0,20	40,4	61,0
Picardie	28,9	0,17	48,7	77,8
Poitou-Charentes	25,1	0,24	33,7	59,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	22,1	0,42	43,2	65,7
Rhône-Alpes	19,2	0,13	42,2	61,5
Métropole hors Ile de France	25,5	0,23	45,3	71,0
Ile-de-France	17,9	0,07	27,7	45,6
Métropole	24,1	0,20	42,0	66,3
Guadeloupe	22,6	0,04	21,4	44,0
Martinique	23,7	0,13	18,7	42,5
Guyane	18,3	0,27	25,9	44,4
La Réunion	14,3	0,04	18,2	32,5
Régions d'Outre-mer	18,9	0,08	19,9	38,8
Ensemble des régions	23,9	0,19	41,4	65,5

s.o. : sans objet

Évolution des produits de 2004 à 2005

en pourcentage

Régions	Taxe sur le Foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Taxe Professionnelle		Ensemble des taxes	
			Brute	à législation constante ⁽¹⁾	Brute (3 taxes)	à législation constante ⁽¹⁾
Alsace	+6,4	+6,0	+5,7	+5,0	+5,9	+5,4
Aquitaine	+20,1	+19,1	+18,9	+17,0	+19,4	+18,1
Auvergne	+35,1	+37,3	+34,4	+30,3	+34,7	+32,2
Bourgogne	+55,3	+54,2	+77,8	+74,4	+68,4	+66,6
Bretagne	+16,7	+18,2	+22,0	+21,0	+19,9	+19,4
Centre	+20,0	+18,3	+26,9	+25,5	+24,2	+23,4
Champagne-Ardenne	+10,0	+6,5	+9,7	+8,0	+9,8	+8,7
Corse	+4,0	+5,3	s.o.	+3,0	+4,0	+3,2
Franche-Comté	+29,3	+29,7	+29,7	+27,9	+29,6	+28,4
Languedoc-Roussillon	+87,9	+0,2	+84,1	+78,1	+85,6	+82,5
Limousin	+5,3	+9,7	+3,4	+1,2	+4,2	+2,8
Lorraine	+12,4	+12,7	+10,4	+9,4	+11,0	+10,3
Midi-Pyrénées	+22,0	+26,5	+24,0	+21,5	+23,1	+21,7
Nord - Pas-de-Calais	+18,6	+20,4	+17,1	+14,8	+17,5	+15,8
Basse-Normandie	+16,4	+17,3	+19,9	+18,9	+18,4	+17,9
Haute-Normandie	+13,2	+11,3	+17,9	+17,6	+16,1	+16,0
Pays de la Loire	+23,9	+20,4	+25,5	+23,2	+25,0	+23,4
Picardie	+28,2	+16,9	+38,4	+35,2	+34,4	+32,5
Poitou-Charentes	+16,2	+20,3	+19,1	+17,3	+17,9	+16,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+35,3	+32,7	+35,4	+34,2	+35,4	+34,5
Rhône-Alpes	+10,2	+9,1	+9,2	+8,7	+9,5	+9,2
Métropole hors Ile de France	+24,2	+19,7	+23,4	+21,6	+23,7	+22,5
Ile-de-France	+27,2	+27,3	+38,3	+33,6	+33,7	+31,1
Métropole	+24,6	+20,1	+25,0	+23,0	+24,9	+23,5
Guadeloupe	+87,6	+0,6	+119,1	+122,0	+101,5	+98,2
Martinique	+5,6	+0,4	+3,4	+1,8	+4,6	+3,8
Guyane	+4,4	+5,2	+1,4	-1,5	+2,6	+0,9
La Réunion	+7,0	+3,9	+3,9	+2,3	+5,2	+4,2
Régions d'Outre-mer	+22,1	+2,6	+20,8	+19,6	+21,4	+19,9
Ensemble des régions	+24,5	+19,9	+25,0	+22,9	+24,8	+23,5

(1) Les compensations de taxe professionnelle prises en compte incluent les compensations versées par l'État au titre des exonérations suivantes : réduction des bases des créations d'établissements, exonérations dans les zones de redynamisation urbaine, les zones franches urbaines, la zone franche de Corse et les zones de revitalisation rurale, réduction progressive de la fraction des recettes pour les bénéfices non commerciaux (BNC).

s.o. : sans objet

Les contributions de l'État aux quatre taxes directes locales

._*_*_*_*_*_*_._

- . Part de l'État dans la fiscalité directe locale
- . Structure et évolution des ressources fiscales perçues au titre des quatre taxes selon la taxe d'origine, y compris les compensations de l'État
- . Les compensations versées par l'État (y compris subventions fiscales)
- . Les dégrèvements
- . Évolution des montants des dégrèvements et admissions en non-valeur par taxe et par nature de 1996 à 2004

Part de l'État dans la fiscalité directe locale

En conséquence des allègements d'impôt qu'il a décidés, l'État est amené à contribuer lui-même aux recettes fiscales des collectivités locales pour ne pas porter atteinte à leurs ressources. Ces contributions s'effectuent par le versement d'allocations compensatrices ou par le système des dégrèvements.

Pour plus de précisions sur l'évolution de la législation en matière de fiscalité directe locale, voir l'annexe 1 « Le cadre législatif de la fiscalité directe locale de 1980 à 2005 »

Les dégrèvements et les admissions en non-valeur sont des prises en charge par l'État de tout ou partie de la contribution due par les contribuables aux collectivités locales. Cette opération se déroule entre l'État et les contribuables au moment de l'établissement des avis d'imposition ou du recouvrement. Elle n'implique aucunement les collectivités : l'État prend intégralement à sa charge le coût des dégrèvements et le montant des impayés et verse le produit correspondant aux collectivités locales. Les dégrèvements sont inclus dans les produits des quatre taxes votés par les collectivités dans le cadre de leur budget.

Les compensations sont des allocations annuelles versées par l'État aux collectivités locales pour compenser les pertes de recettes fiscales entraînées par les exonérations et allègements de bases décidés par voie législative. Le mécanisme de compensation dépend de décisions nationales : chaque collectivité ne dispose plus d'un pouvoir direct sur l'évolution de cette recette dans son budget. Cette recette a donc perdu toute nature fiscale pour la collectivité (en particulier, les variations de taux décidées par les collectivités ne sont plus prises en charge par l'État), mais son montant reste lié au montant des ressources fiscales que percevait la collectivité avant l'exonération.

Les contributions de l'État aux quatre taxes directes locales (dégrèvements + allocations compensatrices) représentent un montant d'environ 14 milliards d'euros en 2005, soit un quart (25 %) du total des recettes perçues par les collectivités au titre de leurs quatre taxes. Sur ce montant, près de 9 milliards d'euros sont versés au titre de la seule taxe professionnelle.

L'État finance en partie cette contribution par le prélèvement de frais de dégrèvement et d'admission en non-valeur auprès des contribuables des quatre taxes.

Évolution des contributions de l'État aux quatre taxes directes locales de 1996 à 2005

Les montants indiqués sont en millions d'euros

	1996	1997	1998	1999(3)	2000(3)	2001(3)	2002(3)	2003(3)	2004	2005
Compensations										
Taxe d'habitation	1 052	1 083	1 086	1 113	1 143	2 044 (4)	2 090 (4)	2 111 (4)	1 141	1 164 ^(*)
Foncier bâti	275	266	250	213	244	334	325	339	357	371 ^(*)
Foncier non bâti	342	340	335	335	335	332	334	332	330	332 ^(*)
Taxe professionnelle	2 711	2 905	2 785	4 238	5 473	7 133	9 606	10 732	1 806	1 929 ^(*)
Total	4 380	4 595	4 464	5 915	7 196	9 843	12 355	13 513	3 634	3 796^(*)
Évolution en %	- 0,6 %	+ 4,9 %	- 2,8 %	+ 32,5 %	+ 21,6 %	+ 36,8 %	+ 25,5 %	+ 9,4 %	- 73,1 %	+ 4,5 %
Dégrèvements et admissions en non-valeur (1)										
Taxe d'habitation	1 067	1 105	1 300	1 323	3 212	2 247	2 334	2 356	2 728	2 762
Taxes foncières	53	67	45	30	29	75	147	337	561	589
Taxe professionnelle	5 096	5 643	5 872	5 920	5 923	5 681	5 341	6 238	6 659	7 109
Total	6 215	6 815	7 218	7 272	9 164	8 003	7 822	8 932	9 948	10 460
Évolution en %	+ 6,4 %	+ 9,6 %	+ 5,9 %	+ 0,7 %	+ 26,0 %	- 12,7 %	- 2,3 %	+ 14,2 %	+ 11,4 %	+ 5,1 %
Contributions de l'État aux 4 taxes (brutes, non déduits les frais de dégrèvement et admission en non-valeur perçus par l'État)										
Taxe d'habitation	2 118	2 187	2 386	2 436	4 355	4 290	4 424	4 467	3 869	3 926
Taxes foncières	670	674	631	244	608	741	805	1 008	1 247	1 292
Taxe professionnelle	7 808	8 549	8 657	10 158	11 396	12 814	14 947	16 970	8 465	9 038
Total	10 595	11 410	11 681	13 187	16 359	17 846	20 176	22 445	13 582	14 256
Évolution en %	+ 3,4 %	+ 7,7 %	+ 2,4 %	+ 12,9 %	+ 24,1 %	+ 9,1 %	+ 13,1 %	+ 11,2 %	- 39,5 %	+ 5,0 %
Pourcentage des recettes au titre des 4 taxes(2) pris en charge par l'État (charge non déduite des frais de dégrèvement)										
Taxe d'habitation	19,5 %	19,3 %	20,4 %	20,3 %	35,3 %	33,7 %	33,1 %	31,8 %	30,9 %	29,7 %
Taxes foncières	5,1 %	4,9 %	4,4 %	1,7 %	4,0 %	4,7 %	4,9 %	5,8 %	7,2 %	7,0 %
Taxe professionnelle	31,7 %	33,1	32,3 %	36,7 %	39,4 %	42,5 %	46,9 %	50,7 %	35,8 %	35,8 %
Total	21,8 %	22,4 %	22,1 %	24,2 %	29,0 %	30,5 %	32,7 %	34,6 %	23,8 %	25,0 %
Frais de dégrèvement et admission en non-valeur perçus par l'État (en milliards d'euros)										
	1,48	1,55	1,59	1,60	1,62	1,62	1,63	1,68	2,20	nd

(1) dégrèvements législatifs et dégrèvements ou admissions en non-valeur accordés à titre gracieux (erreurs dans l'avis d'imposition, chute de revenus ...) ou contentieux par les services fiscaux. Les dégrèvements non législatifs, relevant de l'activité d'imposition des services fiscaux, ne figurent pas dans le tableau des concours financiers de l'État aux collectivités locales annexé à la loi de finances initiale

(2) produits des quatre taxes + allocations compensatrices versées aux collectivités locales au titre de la réduction de chaque taxe

(3) réforme de la taxe professionnelle sur cinq années (4) y compris la compensation de la part régionale de la taxe d'habitation

(*) Les montants des compensations 2005 sont provisoires. Les montants indiqués ici sont très probablement sous-estimés par rapport aux montants définitifs rendus publics un peu plus tard.

n.d. : non disponible

Source : Direction générale des impôts. Rôles généraux et rôles supplémentaires émis au titre de chaque exercice fiscal

Structure et évolution des ressources fiscales perçues au titre des quatre taxes selon la taxe d'origine, y compris les compensations de l'État

Pour apprécier sur longue période l'évolution des ressources des collectivités locales perçues au titre de leurs quatre taxes, il est intéressant d'ajouter aux produits versés par les contribuables les compensations perçues par les collectivités au titre des pertes de recettes fiscales engendrées par les exonérations imposées par voie législative. Cet indicateur ne marque pas les ruptures subies par le produit des quatre taxes chaque année où l'État a instauré une exonération.

Ressources fiscales perçues par les collectivités locales au titre des quatre taxes, selon la taxe d'origine de 1996 à 2005 (y compris les transferts de l'État)

	En milliards d'euros									
	1996	1997 (1)	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Taxe d'habitation	10,88	11,34	11,72	12,12	12,52	12,83	13,49	13,92	13,65	14,39
Foncier bâti	11,97	12,59	13,21	13,67	14,09	14,53	15,28	15,72	16,82	17,97
Foncier non bâti	1,13	1,14	1,14	1,16	1,17	1,18	1,20	1,23	1,25	1,28
Taxe professionnelle	24,67	25,84	26,27	27,21	28,48	29,63	31,45	32,67	25,09	26,55
Total	48,63	50,92	52,34	54,16	56,26	58,16	61,43	63,53	56,81	60,19

(1) en 1997, les compensations au titre des exonérations instituées par le pacte de relance pour la ville n'ont pas été ajoutées aux produits fiscaux parmi les autres compensations puisqu'elles ont été, de fait, muées en dégrèvements et incluses dans les produits votés par les collectivités.

Source : direction générale des impôts. Rôles généraux et rôles supplémentaires émis au titre de chaque exercice fiscal

Évolution annuelle des ressources fiscales perçues par les collectivités locales au titre des quatre taxes en euros constants, de 1996 à 2005

Taux d'évolution déflatés par l'indice des prix à la consommation des ménages (hors tabac) en %

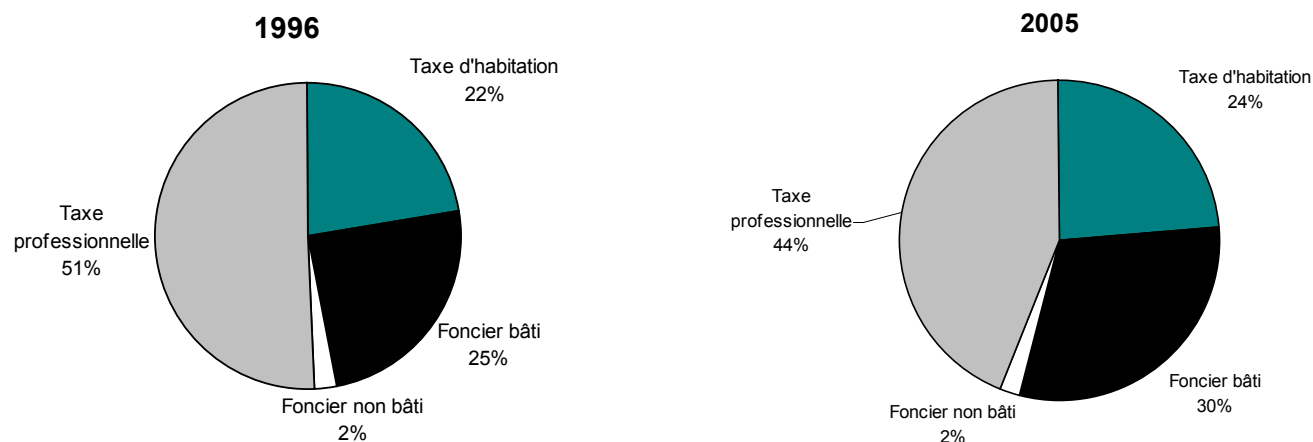
	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005(1)
Taxe d'habitation	+4,8	+3,0	+2,8	+2,9	+1,7	+0,8	+3,4	+1,6	-3,4	+3,6
Foncier bâti	+5,6	+4,1	+4,3	+2,9	+1,5	+1,5	+3,4	+1,3	+5,5	+5,0
Foncier non bâti	-1,9	+0,2	-1,1	+1,2	-0,4	-1,1	+0,6	+0,2	+0,1	+0,6
Taxe professionnelle	+3,6	+3,6	+1,1	+3,1	+3,0	+2,4	+4,4	+2,3	-24,7	+4,0
Total	+4,2	+3,6	+2,2	+3,0	+2,2	+1,8	+3,9	+1,7	-12,0	+4,1

(1) chiffres provisoires

Source : Direction générale des impôts

Les lois de finances 1999, 2000 et 2001 avaient apporté des allègements fiscaux : suppression sur 5 ans de la part salaires de la taxe professionnelle, suppression et/ou réduction des droits de mutation à titre onéreux (DMTO), suppression de la part régionale de la taxe d'habitation et de la vignette. Ces compensations fiscales ont été réintégrées dans la DGF en 2004 ce qui explique la baisse de 12 % des ressources fiscales totales perçues par les collectivités locales en 2004.

Répartition des ressources selon la taxe d'origine



Les contributions de l'État aux quatre taxes directes locale

Les compensations versées par l'État (y compris subventions fiscales)

Évolution du montant des compensations par taxe et par nature de 1996 à 2005

	<i>En millions d'euros</i>									
Compensations versées par l'État	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Taxe d'habitation (A)	1 052	1 082	1 086	1 120	1 140	2 044	2 090	2 111	1 141	1 165
Compensation de la part régionale	-	-	-	-	-	939	977	999	-	-
Foncier bâti (B)	274	267	258	237	245	334	325	339	356	371
Exonérations sur les bâtiments	110	75	44	18	11	6	4	3	6	6
Exonérations des personnes de condition modeste	166	192	206	209	224	235	231	241	251	260
Exonérations ZFU	-	-	8	9	10	93	90	94	100	103
Foncier non bâti (C)	341	340	335	338	340	332	333	332	330	332
Exonération des terres ensemencées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
plantées ou replantées en bois	3	3	3	3	4	4	5	5	5	6
Exonération régionale des terres agricoles	58	58	57	57	57	55	54	54	53	54
Exonération départementale des terres agricoles	281	279	274	276	278	271	273	272	269	271
Exonération Corse communale	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2
Taxe professionnelle (D)	2 711	2 906	2 769	4 245	5 466	7 133	9 606	10 732	1 842	1 929
Suppression progressive de la part "salaires"	-	-	-	2 000	3 498	5 307	7 837	8 941	-	-
DCTP (hors REI)	2 200	2 233	2 117	1 865	1 720	1 578	1 540	1 465	1 409	1 256
Plafonnement du taux de 1983	79	81	76	69	65	61	57	55	53	50
Réduction des salaires imposés	436	444	422	370	341	311	289	280	271	254
Allègement de 16% des bases	1 686	1 710	1 618	1 426	1 314	1 206	1 195	1 130	1 084	952
Réduction pour embauche ou investissement	462	492	456	187	50	50	62	64	61	66
Exonérations dans des zones	50	180	197	193	197	198	167	157	154	152
Exonérations Corse	49	70	74	67	66	66	62	50	63	61
Exonération ZFU - ZRU - ZRR	2	108	123	126	131	132	105	107	91	91
Réduction de la fraction des recettes	-	-	-	-	-	-	-	104	219	452
Ensemble (A+B+C+D)	4 380	4 595	4 448	5 939	7 191	9 843	12 354	13 514	3 669	3 797

Source : Direction Générale des Impôts - Direction Générale des Collectivités Locales

Les dégrèvements

La loi de finances rectificative 2000 a modifié fortement les dégrèvements d'office de la **taxe d'habitation**.

- La suppression de la part régionale a pris la forme d'un dégrèvement pour tous les contribuables en 2000, puis d'une compensation à partir de 2001.
- Sont dégrévés totalement les bénéficiaires du RMI s'ils respectent certaines conditions de cohabitation.
- La cotisation des contribuables dont le revenu fiscal ne dépasse pas 17 441 euros majoré de 4 076 euros pour la première demi-part et de 3 206 euros pour chacune des suivantes, sera plafonnée à 4,3 % du revenu fiscal diminué d'un abattement. Cet abattement sera de 3 783 euros pour la première part, majoré de 1 093 euros pour chacune des quatre premières demi-parts et de 1 934 euros pour chacune des suivantes.
- Depuis 1998, la loi a instauré des dégrèvements particuliers aux gestionnaires de foyers de jeunes travailleurs, de foyers de travailleurs migrants et de résidences sociales ainsi qu'aux organismes louant des logements à des personnes défavorisées.

Pour le **foncier non bâti**,

- des dégrèvements sont accordés en cas de pertes de récolte sur pied, leur montant est proportionnel à l'importance des pertes subies. Sont aussi accordés des dégrèvements en cas de perte de bétail à la suite d'épizootie et de disparition d'un immeuble non bâti à la suite d'un événement extraordinaire.
- Les propriétaires de prés, prairies naturelles, herbages, pâturages et landes bénéficient d'un dégrèvement temporaire (de 1995 à 2004) lorsque leurs terres sont comprises dans le périmètre d'une association foncière pastorale.
- Un dégrèvement de 50 % pendant 5 ans est accordé depuis 1996 aux jeunes agriculteurs bénéficiaires d'aides de l'État. Ce dégrèvement peut être complété par les collectivités locales à hauteur des 50 % restants, à la charge des collectivités.

Pour la **taxe professionnelle**, des dégrèvements d'office sont accordés :

- Pour allègement transitoire en 1980. Depuis 1999, ce dégrèvement est supprimé pour la métropole.
- Pour plafonnement en fonction de la valeur ajoutée (d'abord accordé par rapport à la valeur ajoutée de l'année n-2 puis, depuis 1993, par rapport à la valeur ajoutée de l'année n) : le taux de plafonnement originellement fixé à 6 % a été abaissé à 5 % en 1985, à 4 % en 1989 et à 3,5 % en 1991. Il a été réajusté à 3,8 % et à 4 % pour les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel excède respectivement 21 350 000 et 76 225 000 euros. Par ailleurs, ce taux est fixé à 1 % pour les entreprises de travaux agricoles, ruraux et forestiers à compter de 2002. A partir de 1996, l'État n'a plus pris en charge pour ces redevables les augmentations de taux décidées par les collectivités.
- A partir des impositions établies au titre de 1998, les entreprises utilisant des véhicules routiers de plus de 16 tonnes ou des autocars de plus de 40 places sont dégrévées de 122 euros par véhicules. L'article 29 de la Loi de Finances 2005 étend le champ d'application du dégrèvement de taxe professionnelle de 122 € par véhicule, bénéficient dorénavant de la mesure les véhicules routiers dont le poids total roulant ou autorisé en charge est égal ou supérieur à 7,5 tonnes et aux bateaux de marchandises et de passagers affectés à la navigation aérienne. Le montant du dégrèvement s'élève à 244 € par véhicule ou par bateau pour les impositions établies au titre de 2004. Pour les impositions établies à compter de 2005, le montant du dégrèvement est porté à 366€.

La loi de Finances rectificative pour 2005 modifie ce montant pour les impositions établies à compter de 2005 pour le porter à 700€ pour les véhicules d'un PTAC égal ou supérieur à 16 tonnes, pour les autocars de plus de 40 places assises et pour certains bateaux. Cette mesure est destinée à tenir compte des conséquences, pour les professionnels, de l'importante augmentation des prix du carburant et à renforcer la compétitivité de ces entreprises. Le dégrèvement de 700€ est porté à 1000€ lorsque les véhicules mentionnés ci-dessus respectent certaines normes environnementales.

Dégrèvement de taxe professionnelle au titre des investissements nouveaux

La loi du 9 août 2004 pour le soutien à la consommation et à l'investissement institue un dispositif transitoire de dégrèvement visant les nouveaux investissements. Sont ainsi exonérées de la cotisation de taxe professionnelle établie au titre des années 2005, 2006 et 2007, les immobilisations corporelles qui, à la date de leur création ou de leur première acquisition, intervenue entre le 1^{er} janvier 2004 et le 31 décembre 2005, sont éligibles au dispositif d'amortissement dégressif prévu par les dispositions de l'article 39A du code général des impôts.

Le montant du dégrèvement est égal au produit de la valeur locative de ces immobilisations par le taux global de l'année d'imposition, limité au taux global constaté dans la commune au titre de 2003, s'il est inférieur.

Par ailleurs, afin de renforcer l'impact du dégrèvement de taxe professionnelle au titre des investissements nouveaux (DIN) pour les contribuables éligibles au mécanisme de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée, les contribuables éligibles à ce mécanisme bénéficient d'un dégrèvement complémentaire, portant sur les biens qui font l'objet du DIN, limité à 50 % du montant du dégrèvement obtenu au titre du plafonnement en fonction de la valeur ajoutée (article 100 LFI 2005).

La montée en charge du DIN débute dès l'année 2005 pour les investissements réalisés par les entreprises créées au cours de l'année 2004 et imposables la première fois au titre de 2005; elle devrait atteindre ses pleins effets pour les investissements réalisés par les autres entreprises au cours des années 2004 et 2005.

Par ailleurs, les services fiscaux accordent de nombreux dégrèvements et admissions en non-valeur lors du recouvrement.

Évolution des montants des dégrèvements et admissions en non-valeur par taxe et par nature de 1996 à 2005

	En millions d'euros								
Dégrèvements	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Taxe d'habitation	1 518	1 574	1 799	1 769	3 601	2 572	2 644	2 646	2 727
Total personnes de condition modeste	146	172	193	217	217	199	271	285	257
Partiel y compris plafonnement revenu	922	933	1 108	1 106	2 044	2 047	2 069	2 071	2 091
Part régionale	-	-	-	-	951	-	1	2	-
Autres (1)	450	469	499	447	389	325	303	286	381
Taxes foncières	384	450	391	407	472	507	591	769	561
Personnes de condition modeste	23	20	23	23	19	68	136	138	56
Pertes de récolte	29	47	17	8	10	7	12	199	39
Prés et landes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres (1)	332	383	351	376	443	432	443	432	466
Taxe professionnelle	6 555	7 136	7 408	7 333	7 330	6 981	7 122	7 324	6 658
Allègement transitoire	6	4	2	1	1	1	2	-	-
Plafonnement valeur ajoutée	5 090	5 640	5 844	5 888	5 888	5 651	5 865	6 207	5 478
Autres (1)	1 459	1 492	1 562	1 444	1 442	1 330	1 256	1 117	1 180
Ensemble	8 459	9 160	9 599	9 509	11 403	10 060	10 357	10 739	9 946

(1) dégrèvements non législatifs et admissions en non-valeur

Source : Direction Générale des Impôts

La fiscalité locale directe et indirecte de 2002 à 2003

._*._*._*._*._*._*

- . Généralités
- . Toutes collectivités
- . Le secteur communal
- . Les départements
- . Les régions

Généralités

Les collectivités locales perçoivent des produits fiscaux de deux natures : directs et indirects.

La fiscalité directe se compose, pour sa majeure partie, des quatre taxes directes locales (taxe d'habitation, taxes foncières et taxe professionnelle, y compris le fonds de péréquation de la taxe professionnelle). S'y ajoutent la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), le versement transports et des taxes annexes. **Le versement destiné aux transports en commun** est un impôt particulier, prélevé sur les entreprises de plus de 9 salariés par les communes ou les groupements de communes responsables de l'organisation des transports en commun dans des ensembles urbains de plus de 30 000 habitants. L'assiette (la masse salariale) et le recouvrement de ce versement sont assurés par les organismes chargés du recouvrement des cotisations de sécurité sociale. Au titre des **taxes annexes** sont prélevées les taxes de balayage, trottoirs, pavages, redevance des mines et redevances sur les pylônes électriques. Il s'agit de taxes communales exceptée la redevance des mines dont les départements perçoivent une partie du produit.

La fiscalité indirecte se décompose en trois grandes parties : les droits de mutation, les taxes d'urbanisme et les autres taxes.

Les droits de mutation additionnels sont perçus par toutes les collectivités. La taxe communale additionnelle aux droits de mutation est un impôt obligatoire, perçu soit au profit des communes autorisées, soit au profit d'un fonds de péréquation départemental réparti par le Conseil Général. Des mutations de différents ordres (immeubles, fonds de commerce, droits de bail ...) sont concernées. Ses taux sont fixés au niveau national. A noter que cette taxe communale additionnelle n'a subi aucune exonération, contrairement aux droits de mutation départementaux et régionaux. La taxe régionale additionnelle aux droits de mutation était elle un impôt facultatif au taux plafond de 1,60 % pour toutes les régions depuis 1992. Cette taxe a été réduite par l'Etat de 35 % du 1^{er} juillet 1995 au 31 décembre 1996 de la même manière que pour le droit départemental d'enregistrement. L'Etat a, dans la loi de finances 1999, décidé sa suppression à partir du 1^{er} septembre 1998. Cette suppression est assortie d'une compensation de l'Etat aux régions. La taxe départementale additionnelle aux droits de mutation est un impôt obligatoire perçu par les départements. Son taux pour les cessions d'immeubles professionnels a été fixé à 4,8 % par la loi de finances 1999, avec effet rétroactif au 1^{er} septembre 1998. **La taxe départementale de publicité foncière ou droit départemental d'enregistrement sur les mutations d'immeubles** est un impôt perçu par les départements sur le prix du bien cédé, augmenté des charges, le cas échéant, ou sur la valeur vénale si elle est supérieure. Les taux sont différents selon le type d'immeuble et susceptibles d'être modifiés chaque année par le Conseil général. Le taux applicable aux acquisitions d'immeubles à usage d'habitation et de garage a été plafonné à 5 % à compter du 1^{er} juin 1996. La loi de finances 2000 a de nouveau abaissé ce taux à partir du 1^{er} septembre 1999 à 3,6 %. Les Conseils généraux peuvent toujours modifier ce taux dans une fourchette allant de 1 % à 3,6 %.

Parmi les **taxes d'urbanisme**, la plus importante est la **taxe locale d'équipement**. Elle est perçue par les communes ou les groupements de communes compétents en matière d'urbanisme, de plein droit pour les communes de plus de 10 000 habitants et une partie des communes de la région Ile-de-France, à titre facultatif pour les autres. Elle est liquidée (estimée) par les Directions Départementales de l'Équipement à l'occasion des autorisations de construction, mais n'est recouvrée par les collectivités qu'au moment du versement effectif, qui se fait en deux fractions égales dans un délai de dix-huit, puis trente six mois. Son produit est utilisable librement par les collectivités. Les autres taxes d'urbanisme sont le versement pour dépassement du coefficient légal de densité, la participation pour dépassement du coefficient d'occupation des sols et la participation pour non réalisation d'aires de stationnement pour les communes, la taxe départementale d'espaces naturels sensibles, la taxe départementale destinée au financement des conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement et la taxe spéciale d'équipement de la Savoie pour les départements, la taxe additionnelle à la taxe locale d'équipement perçue au profit de la région Ile de France et la redevance pour création de bureaux en région Ile de France pour les régions.

Enfin, sont prélevées au titre de la fiscalité indirecte, entre autres :

- ◇ **la taxe sur l'électricité** qui est une taxe facultative assise sur la consommation d'électricité et mise en recouvrement par le distributeur (EDF). Son produit revient aux communes et aux départements ;

- ◇ **la taxe de séjour** qui est une taxe facultative prélevée par les communes "touristiques" (ou leurs groupements). Elle est payée par les personnes séjournant provisoirement dans ces communes et non passibles de la taxe d'habitation à cet endroit. Classiquement, elle repose sur le nombre de nuits passées dans la commune, multiplié par un tarif dépendant de la qualité de l'hébergement. Elle peut aussi être perçue "au forfait" et est alors établie en fonction de la capacité d'accueil des établissements. Le produit de cette taxe doit être affecté à des actions en faveur du tourisme. Le département peut prélever 10 % en sus du produit prélevé par la commune ;
- ◇ **la taxe différentielle sur les véhicules à moteur (ou vignette)** qui est un impôt obligatoire perçu au profit des départements et de la région de Corse. Cet impôt est une contrepartie du transfert de compétences aux collectivités locales décidé par les lois de 1982 et 1983. Cette taxe a été supprimée par la loi de finances 2001 pour les particuliers, les associations, et par la loi de finances 2002 pour les professionnels, sous certaines conditions.
- ◇ **la taxe sur les cartes grises** qui est un impôt constituant la contrepartie financière du transfert de compétences effectué par l'Etat vers la région en 1983 dans le domaine de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage. Le taux unitaire par cheval-vapeur, taux de base, est fixé librement par le Conseil régional ;
- ◇ les taxes sur les affiches publicitaires, les emplacements publicitaires fixes, les véhicules publicitaires, la taxe sur les spectacles, la taxes sur les casinos, la taxe sur les « bowlings » (supprimé par la loi de finances 2000), le droit de licence des débits de boissons, la surtaxe sur les eaux minérales, la taxe d'usage des abattoirs, le permis de chasse au profit des communes, la taxe sur les remontés mécaniques aux profit des communes et des départements, le permis de conduire et les taxes sur les transports aériens et maritimes en provenance ou à destination de la Corse et des DOM pour les régions.

Pour plus de détails sur l'ensemble des taxes locales, voir « L'inventaire général des impôts locaux » de la DGCL.

Les données relatives à la plupart des taxes indirectes ne sont disponibles qu'en termes de produits effectivement perçus au cours de l'année et non pas en termes de produits votés par les collectivités dans leurs budgets. Par souci d'homogénéité, c'est également en termes de produits perçus au cours de l'année que sont fournies ici les statistiques sur les quatre taxes directes locales et la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, et non en termes de produits votés par les collectivités pour l'exercice fiscal correspondant. La différence provient essentiellement de l'activité de vérification et de contentieux des services fiscaux, qui peuvent émettre des avis de rappel d'imposition plusieurs années après l'exercice fiscal au titre duquel est émis l'avis : jusqu'à deux années pour les taxes d'habitation et foncières, et quatre années pour la taxe professionnelle. Ces rappels peuvent provenir du fait que les bases retenues pour le calcul des taux votés n'ont qu'un caractère prévisionnel. La différence principale provient de l'activité de contentieux de la taxe professionnelle, imprévisible pour les collectivités locales.

Toutes collectivités

Produits de la fiscalité directe et indirecte de l'ensemble des collectivités locales

	Montants en millions d'euros		Evolution en %
	2002	2003	2003
Fiscalité directe	58 406	61 192	+ 4,8 %
Taxe d'habitation	11 398	12 064	+ 5,8 %
Taxe sur le foncier bâti	14 957	15 836	+ 5,9 %
Taxe sur le foncier non bâti	871	897	+ 3,0 %
Taxe professionnelle	21 846	22 315	+ 2,1 %
dont fonds départemental de péréquation	523	446	- 14,7 %
Ensemble des quatre taxes	49 074	51 112	+ 4,2 %
TEOM	3 390	3 743	+ 10,4 %
Taxe pour frais de chambre d'agriculture, de commerce et d'industrie, chambres des métiers	1 422	1 539	+ 8,2 %
Taxe spéciale d'équipement au profit d'établissements publics	33	42	+ 27,3 %
Versement transport	4 254	4 516	+ 6,2 %
Taxes annexes	231	240	+ 3,9 %
Autre fiscalité directe	9 332	10 080	+ 8,0 %
Fiscalité indirecte	9 792	10 694	+ 9,2 %
Fiscalité indirecte hors taxes d'urbanisme	9 052	10 004	+ 10,5 %
Droits de mutation	5 461	6 545	+ 19,8 %
dont taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement	3 998	4 935	+ 23,4 %
Taxes liées à l'urbanisme	740	690	- 6,8 %
dont taxe locale d'équipement	352	345	- 2,0 %
dont taxe sur les espaces naturels sensibles	138	121	- 12,3 %
Autre taxes indirectes	3 591	3 459	- 3,7 %
dont taxe sur l'électricité	1 300	1 197	- 7,9 %
Vignette automobile	177	205	+ 15,8 %
taxe sur les cartes grises	1 503	1 468	- 2,3 %
taxe de séjour	116	87	- 25,0 %
Ensemble de la fiscalité locale	68 198	71 886	+ 5,4 %
Ensemble de la fiscalité locale hors taxes d'urbanisme	67 458	71 196	+ 5,5 %

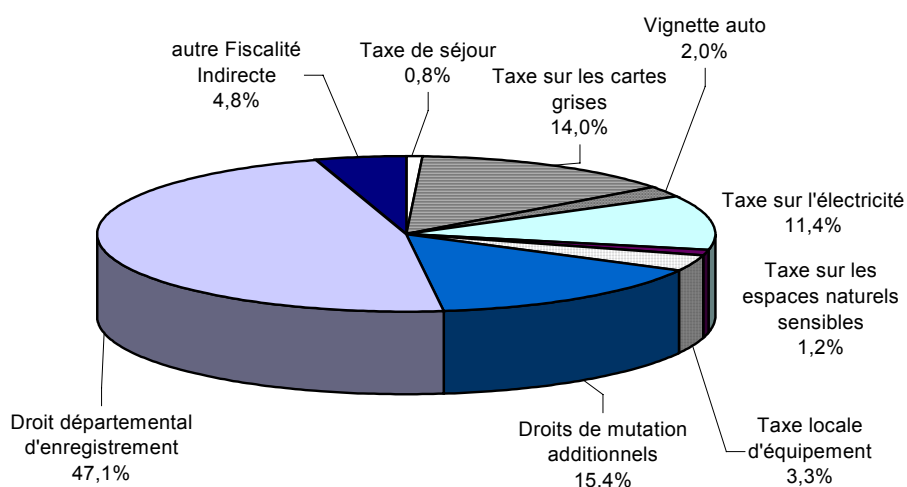
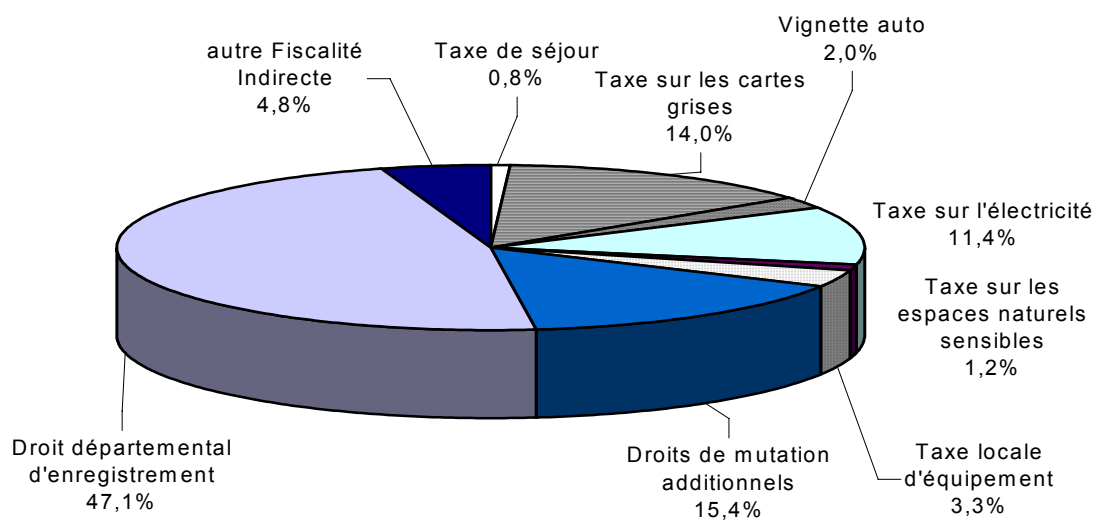
Source : Direction générale des impôts – Direction générale des douanes et des droits indirects – Direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction – Direction générale des collectivités locales

La fiscalité locale a rapporté 71,9 milliards d'euros aux collectivités locales en 2003.

La fiscalité directe est en progression en 2003 du fait de l'augmentation de la pression fiscale des quatre taxes directes locales - notamment celle du secteur communal et celle des départements - et du dynamisme des bases nettes imposables.

L'augmentation de la fiscalité indirecte est fortement liée à celle des droits de mutation.

La fiscalité directe représente 85 % de la fiscalité locale. Les droits de mutation représentent plus de la moitié du produit de la fiscalité indirecte, dont 75 % au seul titre des droits départementaux d'enregistrement et de publicité foncière. Depuis la suppression de la vignette pour les particuliers, on trouve désormais à la deuxième place des impôts locaux indirects la taxe sur les cartes grises : 14 % du produit de la fiscalité indirecte.

Répartition de la fiscalité locale, par catégorie de collectivité en 2003**Répartition de la fiscalité indirecte par grandes taxes en 2003**

La fiscalité locale directe et indirecte de 2002 à 2003

Le secteur communal

Produits de la fiscalité directe et indirecte des communes et de leurs groupements

	Montants en millions d'euros		Evolution en %
	2002	2003	2003
Fiscalité directe	39 899	41 928	+ 5,1 %
Taxe d'habitation	7 907	8 247	+ 4,3 %
Taxe sur le foncier bâti	9 732	10 199	+ 4,8 %
Taxe sur le foncier non bâti	826	847	+ 2,5 %
Taxe professionnelle	13 577	14 196	+ 4,6 %
dont fonds départemental de péréquation	523	453	-13,4 %
Ensemble des quatre taxes	32 040	33 489	+ 4,5 %
TEOM	3 390	3 700	+9,1 %
Versement transport	4 255	4 516	+ 6,1 %
autres taxes	214	223	+ 4,2 %
Autre fiscalité directe	7 859	8 439	+ 7,4 %
Fiscalité indirecte	3 207	3 245	+ 1,2 %
Fiscalité indirecte hors taxes d'urbanisme	2 800	2 854	+ 1,9 %
Droits de mutation	1 383	1 525	+ 10,3 %
Taxes liées à l'urbanisme	407	391	- 3,9 %
dont taxe locale d'équipement	352	345	-2,0 %
Autre taxes indirectes	1 417	1 329	- 6,2 %
dont taxe sur l'électricité	862	794	-7,9 %
Ensemble de la fiscalité locale	43 106	45 173	+4,8 %
Ensemble de la fiscalité locale hors taxes d'urbanisme	42 700	44 782	+4,9 %

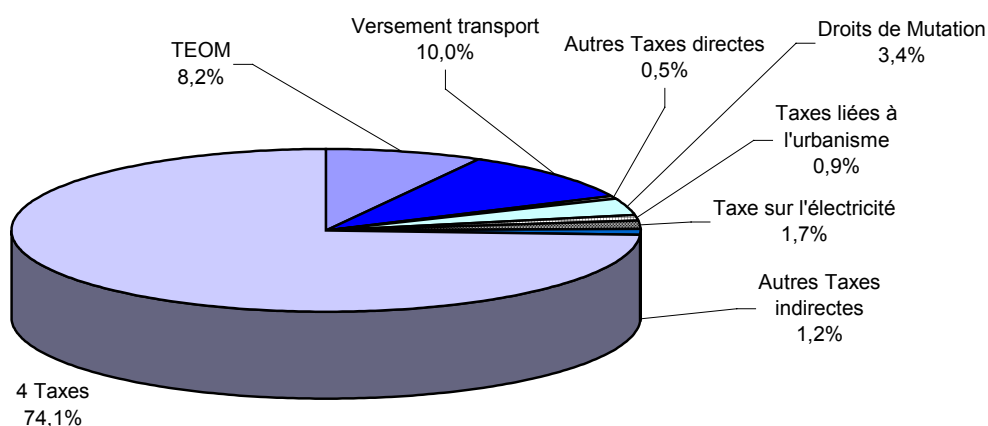
Source : Direction générale des impôts – Direction générale des douanes et des droits indirects – Direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction – Direction générale des collectivités locales

Le produit fiscal des communes et de leurs groupements s'est élevé à 45,1 milliards d'euros en 2003, soit 4,8 % de plus qu'en 2002.

93 % de ce produit provient de la fiscalité directe, en incluant le versement destiné aux transports en commun, 83 % sans l'inclure. Le produit du versement transports est reparti à la hausse, mais reste en deçà de la progression de 2000 : +10,4 % en 1996, +4,8 % en 1997, +6,3 % en 1998, +3,4 % en 1999, +8,4 % en 2000, +4,4 % en 2001 et +5,7 % en 2002.

Le produit de la fiscalité indirecte du secteur communal a augmenté de 1,2 % en 2003 après 7,1 % en 2001. Les droits de mutation composent plus de 47% du produit de fiscalité indirecte.

Répartition de la fiscalité des communes et de leurs groupements en 2003



Les départements

Produits de la fiscalité directe et indirecte des départements

	Montants en millions d'euros		Evolutions en %
	2002	2003	2003
Fiscalité directe	14 040,7	14 853	+ 5,8 %
Taxe d'habitation	3 492,3	3 734	+ 6,9 %
Taxe sur le foncier bâti	4 148,9	4 459	+ 7,5 %
Taxe sur le foncier non bâti	36,6	39	+ 5,4 %
Taxe professionnelle	6 345,7	6 604	+ 4,1 %
Ensemble des quatre taxes	14 023,5	14 836	+ 5,8 %
Autre fiscalité directe	17,1	17	+ 0,0 %
Fiscalité indirecte	4 879,7	5 793	+ 18,7 %
Fiscalité indirecte hors taxes d'urbanisme	4 702,2	5 637	+ 19,9 %
Droits de mutation	4 077,6	5 019	+ 23,1 %
dont taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement	3 998,9	4 935	+ 23,4 %
Taxes liées à l'urbanisme	177,6	156	- 11,9 %
dont taxe sur les espaces naturels sensibles	138,6	121	- 12,9 %
Autre taxes indirectes	624,6	618	- 1,12 %
dont taxe sur l'électricité	438,0	403	- 8,0 %
vignette automobile	177,3	205	+ 15,8 %
Ensemble de la fiscalité locale	18 920,4	20 646	+ 9,1 %
Ensemble de la fiscalité locale hors taxes d'urbanisme	18 742,8	20 490	+ 9,3 %

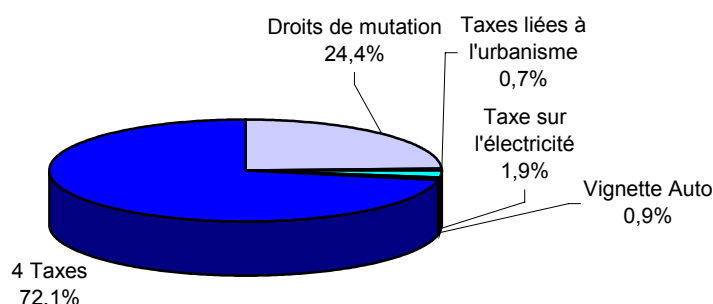
Source : Direction générale des impôts – Direction générale des douanes et des droits indirects – Direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction – Direction générale des collectivités locales

Le produit fiscal des départements a été de 20,6 milliards d'euros en 2003, soit en augmentation de 9,1 % par rapport à 2001.

En 2003, la fiscalité directe des départements est en hausse. Cette hausse est due à l'augmentation des taux (+1,6 % en moyenne) d'une part et au dynamisme des bases d'imposition des quatre taxes d'autre part.

Le produit de la fiscalité indirecte en 2003 est en forte hausse par rapport à celui de 2002 (+ 9,1 %) en raison de l'évolution des droits de mutation départementaux d'une part, le montant de cet impôt a augmenté de 23,1 % en 2003. Les droits de mutation conservent toujours leur place de premier impôt indirect des départements. Le produit de la vignette automobile ne représente plus que 4 % du produit fiscal indirect des départements alors que ce pourcentage était de 11 % en 2000.

Répartition de la fiscalité des départements en 2003



Les régions

Produits de la fiscalité directe et indirecte des régions

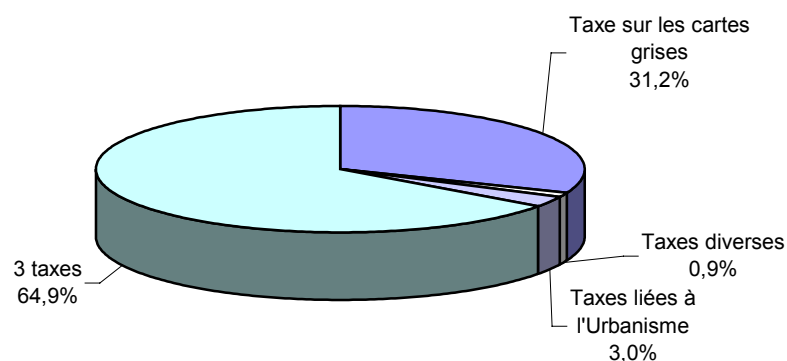
	Montants en millions d'euros		Evolution en %
	2002	2003	2003
Fiscalité directe	3 010	3 056	+ 1,5 %
Taxe d'habitation	0	0	-
Taxe sur le foncier bâti	1 077	1 117	+ 3,7 %
Taxe sur le foncier non bâti	9	10	+ 11,1 %
Taxe professionnelle	1 924	1 929	+ 0,3 %
Fiscalité indirecte	1 639	1 655	+1,0 %
Fiscalité indirecte hors taxes d'urbanisme	1 483	1 512	+ 2,0 %
Taxes liées à l'urbanisme	156	143	- 8,3 %
Autre taxes indirectes	1 483	1 512	+ 2,0 %
dont taxe sur les cartes grises	1 437	1 468	+ 2,2 %
Ensemble de la fiscalité locale	4 650	4 711	+ 1,3 %
Ensemble de la fiscalité locale hors taxes d'urbanisme	4 494	4 568	+ 1,6 %

Source : Direction générale des impôts – Direction générale des douanes et des droits indirects – Direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction – Direction générale des collectivités locales

Le produit fiscal des régions s'est élevé à 4,7 milliards d'euros en 2003, soit une légère augmentation de 1,3 % par rapport à 2001, après une baisse de 16,0 % due à la suppression de la part régionale de la taxe d'habitation inscrite dans la loi de finances rectificative pour 2000. Cette suppression avait pris la forme d'un dégrèvement en 2000 et la perte de recettes qui en avait résulté avait été intégralement compensée aux régions. Depuis 2001, cette compensation fait l'objet d'une dotation budgétaire.

La structure de la fiscalité des régions s'en trouve fortement modifiée. Elle se partage presque entièrement entre le produit des quatre taxes (65 %) et celui des cartes grises (31 %).

Répartition de la fiscalité des régions entre les différentes taxes en 2003



Annexes

***_**_**_**_

Annexe 1 :

Le cadre législatif de la fiscalité directe locale de 1980 à 2006

Annexe 2 :

Les fonds de péréquation

Annexe 3 :

Données de cadrage sur le poids de la fiscalité locale

Annexe 4 :

Données démographiques des collectivités locales

Annexe 1 : Le cadre législatif de la fiscalité directe locale de 1980 à 2006

Depuis la réforme de 1980, la législation en matière de fiscalité directe locale a été souvent remaniée, parfois de façon importante. Ce chapitre dresse un historique des principales dispositions adoptées sur la période.

La loi du 10 janvier 1980

Jusqu'en 1980, les assemblées délibérantes votaient uniquement un produit fiscal global nécessaire à l'équilibre du budget de leur collectivité.

Ce montant, transmis par l'intermédiaire de la préfecture aux services fiscaux, était réparti par ces derniers entre les quatre catégories de redevables de la collectivité au prorata d'une clé fondée sur les "éléments de répartition".

Les éléments de répartition étaient mis à jour chaque année en fonction de l'évolution de la matière imposable, mais les assemblées délibérantes ne pouvaient pas modifier ou corriger la répartition de la charge fiscale entre les différents impôts.

C'est en 1981 que la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale fut appliquée pour la première fois. Ainsi, depuis 1981, la réforme résultant des articles 2 et 3 de cette loi permet aux assemblées délibérantes de fixer les taux des quatre taxes directes locales. Comme par le passé, les assemblées délibérantes doivent déterminer le produit fiscal global dont elles ont besoin pour assurer l'équilibre de leur budget.

Mais en fixant directement le taux de chacune des taxes et, par conséquent, le produit voté de chacune d'entre elles, elles assurent elles-mêmes et dans les limites fixées par la loi, une répartition de la charge fiscale entre les quatre catégories de redevables.

La loi du 10 janvier 1980 donne aux assemblées délibérantes le choix entre deux options :

- maintenir entre les quatre taxes la hiérarchie des taux de l'année précédente : les assemblées délibérantes choisissent alors la solution dite de référence ou "variation proportionnelle des taux";
- modifier cette hiérarchie : les assemblées délibérantes choisissent alors la solution dite de "variation différenciée des taux".

Dans les deux cas, la loi du 10 janvier 1980 dispose qu'aucun des quatre taux ne doit dépasser un taux plafond égal à deux fois et demie le taux moyen national constaté l'année précédente, ou, s'il lui est supérieur, deux fois et demie le taux moyen départemental constaté cette même année. La loi du 10 janvier 1980 pose une limite supplémentaire afin de prévenir les divergences excessives dans l'évolution des quatre taxes : le taux de la taxe professionnelle ne doit pas augmenter plus vite que le taux moyen pondéré des trois autres taxes. Toutefois, si le taux ainsi déterminé pour la taxe professionnelle reste inférieur à celui de la moyenne nationale de l'année précédente, l'assemblée délibérante dispose d'une marge de manœuvre supplémentaire appelée "majoration spéciale de la taxe professionnelle", qui lui permet d'augmenter son taux de taxe professionnelle, dans la limite de 5 % du taux moyen national.

Ce sont là les dispositions essentielles de la loi du 10 janvier 1980 en matière de vote des taux. Le système mis en place en 1981 reste valable dans ses grandes lignes. Toutefois, la loi de finances rectificative pour 1982 (n° 82-540 du 28 juin 1982) a introduit des aménagements importants dans le processus du vote des taux, dont la majorité concerne la taxe professionnelle.

Les modifications apportées par la loi de finances rectificative pour 1982 du 28 juin 1982

Les dispositions de la loi de finances rectificative pour 1982 qui ont une incidence permanente sur la fiscalité directe locale à partir de 1983, visent essentiellement à alléger le poids de la taxe professionnelle, par le biais, soit d'une réduction des bases d'imposition, soit de nouvelles règles d'encadrement du taux de la taxe professionnelle. Les principales innovations sont les suivantes :

a) Les dispositions concernant les bases d'imposition de la taxe professionnelle :

- la fraction des salaires prise en compte dans les bases de taxe professionnelle est réduite de 10 % (art. 13), c'est-à-dire qu'elle est ramenée de 20 % à 18 % de la masse salariale;
- la prise en compte dans les bases de taxe professionnelle de l'augmentation des investissements d'une année sur l'autre est étalée sur deux ans (art. 14) (« réduction pour investissement »).

La diminution du montant de la taxe professionnelle pour les collectivités locales qui résulte des dispositions des articles 13 et 14 fait l'objet d'une compensation de l'État.

Par ailleurs, par l'intermédiaire du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle, les communes dont le potentiel fiscal est inférieur à la moyenne et le montant des impôts ménages supérieur à la moyenne de leur catégorie, ont reçu pour la première fois en 1984, une dotation égale à 11 % de leur insuffisance de potentiel fiscal. Cette dotation est en partie alimentée par l'institution d'une cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle (art. 9) à la charge des établissements situés dans les communes où le taux global de cette taxe est inférieur au taux moyen national constaté l'année précédente.

b) Les dispositions concernant la fixation du taux de la taxe professionnelle :

- le lien entre le taux de la taxe professionnelle et celui de la taxe d'habitation est renforcé par l'article 17 : à compter de 1983, le taux de taxe professionnelle ne peut pas excéder celui de l'année précédente corrigé de la variation du taux de taxe d'habitation ou, si elle est moins élevée, de la variation du taux pondéré des trois autres taxes (comme le prévoyait la loi du 10 janvier 1980). La majoration spéciale de la taxe professionnelle peut s'appliquer dans les collectivités où le taux moyen pondéré des trois autres taxes est au moins égal à la moyenne nationale et le taux de taxe professionnelle est inférieur au taux moyen national de l'année précédente;
- à compter de 1983, le taux plafond de la taxe professionnelle est fixé à deux fois le taux moyen de cette taxe constaté l'année précédente au niveau national. Les communes dont le taux de la taxe professionnelle de 1982 était supérieur à ce nouveau taux plafond recevront une compensation annuelle.

Par ailleurs, la loi de finances rectificative pour 1982 institue un dégrèvement d'office total de la taxe d'habitation en faveur des contribuables âgés non imposables sur le revenu.

La loi du 8 juillet 1983 portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des entreprises, et la loi du 9 juillet 1984 (art. 17) complétant ces dispositions

Les entreprises créées du 1er janvier 1983 au 31 décembre 1988, ayant un caractère industriel et employant moins de 150 salariés pour un chiffre d'affaires inférieur à 4,57 millions d'euros, soumises à un régime réel d'imposition de leurs résultats et dont les deux tiers au moins des biens d'équipement sont amortissables selon le mode dégressif, peuvent être exonérées par les collectivités locales de la taxe professionnelle et/ou de la taxe foncière sur les propriétés bâties, pour les établissements qu'elles ont créés ou repris à une entreprise en difficulté, au titre des 2 années suivant celle de leur création.

La loi de finances pour 1984

Elle réduit la durée des exonérations temporaires du foncier bâti. De nombreux contribuables paient la taxe pour la première fois. L'allocation compensatrice versée aux collectivités est diminuée en conséquence.

La loi n°85-695 du 11 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

Elle reporte l'actualisation des valeurs locatives cadastrales prévue par l'article 1518 du Code Général des Impôts. Celle-ci est remplacée par des revalorisations forfaitaires annuelles prenant en compte l'évolution des loyers.

Néanmoins, il est de plus décidé l'institution d'un coefficient déflateur diminuant le montant des bases revalorisées, afin de tenir compte du ralentissement de l'inflation, qui occasionnait des écarts importants entre la croissance des bases liée à la revalorisation, basée sur l'augmentation des loyers (et des salaires) de l'année n-2, et l'inflation économique globale constatée par les contribuables l'année n. Ce coefficient déflateur a été supprimé à compter de 1991 après stabilisation de l'inflation.

Coefficient de majoration appliqué aux bases de 1981 à 2005

	Propriétés bâties	Propriétés non bâties	Locaux industriels
1981	1,10	1,09	1,10
1982	1,11	1,09	1,11
1983	1,13	1,10	1,08
1984	1,12	1,08	1,10
1985	1,08	1,08	1,06
1986	1,08	1,08	1,06
1987	1,05	1,01	1,03
1988	1,03	1,00	1,01
1989	1,04	1,01	1,02
1990	1,01	1,00	1,00
1991	1,03	1,00	1,01
1992	1,01	1,00	1,00
1993	1,03	1,00	1,01
1994	1,03	1,00	1,01
1995	1,02	1,00	1,00
1996	1,01	1,00	1,00
1997	1,01	1,00	1,00
1998	1,011	1,00	1,00
1999	1,01	1,01	1,01
2000	1,01	1,01	1,01
2001	1,01	1,01	1,01
2002	1,01	1,01	1,01
2003	1,015	1,015	1,015
2004	1,015	1,015	1,015
2005	1,018	1,018	1,018

A compter de 1985, les contribuables non passibles de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les grandes fortunes en 1984 sont dégrevés d'office de la taxe d'habitation afférente à leur habitation principale, à concurrence de 25 % du montant de l'imposition excédant 152 euros. Ce montant critique est réactualisé chaque année en fonction de la variation de la cotisation moyenne de taxe d'habitation constatée l'année précédente au niveau national.

À compter de 1990, le régime des dégrèvements partiels est aménagé : la part de l'impôt dégreuvé passe à 100 % du montant de l'imposition excédant une somme actualisée à 209 euros pour les contribuables non imposables sur le revenu, et les contribuables faiblement imposés sur le revenu (moins de 236 euros) peuvent eux aussi bénéficier d'un dégrèvement à hauteur de 50 % du montant de leur imposition excédant la même somme de 209 euros.

En outre, pour tous les contribuables dont le montant de l'impôt sur le revenu est inférieur à 2 287 euros, le montant de la cotisation de taxe d'habitation est plafonné à 4 % de leur revenu imposable.

Ces paramètres ont été réactualisés chaque année. La loi de finances pour 1996 a abaissé à 2 026 euros le plafond de cotisation à l'impôt sur le revenu nécessaire pour pouvoir prétendre au dégrèvement partiel pour plafonnement de la taxe d'habitation à 3,4 % du revenu, mais la loi de finances pour 1998 a annulé les effets de cette mesure en réajustant à la hausse le revenu maximum à ne pas dépasser pour bénéficier du plafonnement par rapport au revenu.

La loi de finances pour 1998 a instauré un nouveau dégrèvement partiel plus favorable pour les contribuables disposant des plus faibles revenus : le montant de leur cotisation est désormais plafonné à 229 euros au lieu de 325 euros.

Afin de neutraliser les conséquences de la révision des tranches du barème à l'impôt sur le revenu, les montants plafonds d'impôt sur le revenu nécessaires pour pouvoir prétendre aux dégrèvements partiels à la taxe d'habitation ont été remplacés par des montants plafonds fixés par rapport au revenu lui-même (et tenant compte du quotient familial) à compter de 1997.

La loi de finances rectificative 2000 a profondément modifié le régime des dégrèvements de taxe d'habitation. La cotisation des contribuables dont le revenu fiscal ne dépasse pas 16 567 euros majoré de 3 871 euros pour la première demi-part et de 3 045 euros pour chacune des suivantes, sera plafonnée à 4,3 % du revenu fiscal diminué d'un abattement. Cet abattement sera de 3 593 euros pour la première part, majoré de 1 038 euros pour chacune des quatre premières demi-parts et de 1 837 euros pour chacune des suivantes.

La loi de finances pour 1985 allège le montant de la taxe professionnelle

Un abattement (dégrèvement) de 10 % des cotisations est prévu pour l'ensemble des redevables de la taxe professionnelle. Le coût de cet abattement est intégralement pris en charge par l'État et est donc sans conséquence pour les collectivités locales.

De plus, le taux de plafonnement de la taxe professionnelle par rapport à la valeur ajoutée, institué depuis 1979 afin d'éviter toute hausse excessive des cotisations, est réduit de 6 % à 5 % (le montant de l'allègement étant remboursé par l'État aux redevables à titre de dégrèvement, sans conséquence pour les collectivités).

Ce taux sera encore réduit par les lois de finances pour 1989 (à 4 %) et 1991 (à 3,5 %). Il sera réajusté en loi de finances pour 1995, à 3,8 % pour les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 21 350 000 euros, et à 4 % pour celles dont le chiffre d'affaires est supérieur à 76 225 000 euros.

La loi de finances pour 1987 comporte une réforme importante de la taxe professionnelle

a - Allègement général des bases de la taxe professionnelle :

Les bases d'imposition de tous les redevables font l'objet d'un abattement général de 16 %, pour la taxe due au titre de 1987 et des années suivantes. Cet abattement concerne la totalité des éléments retenus dans les bases d'imposition et ne remet pas en cause les réductions ou abattements anciennement en vigueur et appliqués sur les bases d'imposition. Toutefois, pour déterminer le dégrèvement spécial que peuvent obtenir les redevables dont les bases d'imposition diminuent d'une année sur l'autre, le nouvel abattement de 16 % n'est pas pris en considération.

En contrepartie, le dégrèvement d'office de 10 % appliqué sur le montant des cotisations de taxe professionnelle depuis 1985, est supprimé pour le calcul de la taxe établie au titre de 1987 et des années suivantes.

b - Réduction pour embauche et investissement :

Afin de lisser l'évolution de la taxe des établissements qui embauchent ou investissent, la réduction accordée depuis 1983 lors de l'augmentation de la valeur locative de l'ensemble des équipements et biens mobiliers d'un redevable, est appliquée pour les impositions établies au titre de 1988 et des années suivantes à l'augmentation de l'ensemble de la base d'imposition d'un même établissement (les équipements et biens mobiliers certes, mais aussi désormais les biens passibles d'une taxe foncière, la fraction des salaires (18 %) ou les recettes annuelles (10 %) de l'année de référence). Cette réduction est égale à la moitié du montant qui excède la base de l'année précédente actualisée par l'indice des prix à la consommation.

c - Allègement des charges pour les entreprises qui investissent :

En cas de création d'établissement, la base d'imposition du nouvel exploitant est réduite de moitié pour la première année d'imposition.

d - Création d'une dotation de compensation de la taxe professionnelle :

Afin de compenser les pertes de recettes résultant des dispositions précédentes, il est institué une dotation de compensation de la taxe professionnelle pour les collectivités. La somme destinée à compenser en 1987 les pertes de recettes est égale au montant de la diminution de 16 % de la base imposable multiplié par le taux de la taxe professionnelle de la collectivité pour 1986. La dotation budgétaire versée à chaque collectivité comprend également le montant de la compensation versée au titre des allègements appliqués depuis 1983. En 1987, le montant global de la dotation de compensation s'élevait à plus de 2,4 milliards d'euros, dont plus de 1,8 milliards en compensation de l'abattement de 16 %.

La loi de finances pour 1988

- Afin d'éviter une augmentation trop rapide du taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, préjudiciable notamment aux exploitants agricoles, son évolution est liée à celle du taux de la taxe d'habitation. La variation du taux de la taxe sur le foncier non bâti ne peut plus désormais excéder la variation du taux de la taxe d'habitation.
- Les régions étant devenues des collectivités territoriales en 1986, leur fiscalité directe est alignée à compter de 1989 sur celle des départements et des communes : elles perçoivent les quatre taxes directes locales en lieu et place de la taxe régionale additionnelle ; elles votent directement le taux de ces taxes à condition toutefois de respecter les règles générales de variation des taux entre eux ; elles peuvent fixer leurs propres abattements de taxe d'habitation. Compte tenu de sa situation spécifique, la région Ile-de-France continue à percevoir la taxe spéciale d'équipement, additionnelle à chacune des quatre taxes directes locales, dont les taux ne sont pas identiques sur le territoire régional. Mais comme dans les autres régions, le conseil régional d'Ile-de-France peut désormais voter les taux de la taxe ainsi que les abattements applicables aux bases de la taxe additionnelle à la taxe d'habitation.

La loi de finances pour 1989

- Les conditions d'exonération temporaire de la taxe professionnelle et du foncier bâti des entreprises nouvelles créées à compter de 1989 sont modifiées ainsi qu'elles le sont pour l'impôt sur les sociétés. L'activité des entreprises exonérées peut désormais être industrielle, commerciale ou artisanale. Le caractère de "création" de l'entreprise est mieux surveillé.
- Le code des impôts prévoit, en contrepartie des frais des dégrèvements ou admissions en non-valeur que l'État prend à sa charge, une perception de 3,60 % du montant des quatre taxes principales et d'autres taxes locales. Le produit n'était en fait plus perçu depuis 1984 sur les résidences secondaires pour la taxe d'habitation.

La loi de finances pour 1991

Un dégrèvement de 45 % sur les cotisations départementale et régionale est accordé aux propriétés non bâties dans la catégorie des prés, prairies naturelles, herbages et pâturages.

La loi sur l'aménagement du territoire du 29 décembre 1990

Les collectivités locales ont la possibilité d'exonérer de taxe professionnelle pendant 5 ans les créations, extensions ou décentralisations d'établissements industriels ou de recherche scientifique ou technique ou de direction, d'études, d'ingénierie ou d'informatique, réalisées dans des zones délimitées par les arrêtés des 12 juin, 18 août 1990 et 21 janvier 1991.

La loi d'orientation sur la ville du 13 juillet 1991

Une exonération de taxe professionnelle peut être instituée pendant 5 ans sur les créations et extensions d'établissements employant moins de 150 salariés réalisées dans des zones caractérisées par la présence de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé et par un déséquilibre entre l'habitat et l'emploi.

La loi de finances pour 1992

- Les dégrèvements totaux de la taxe d'habitation pour les personnes dites « de condition modeste » (hormis les bénéficiaires du RMI) âgées ou handicapées non imposables sur le revenu sont transformés en exonération assortie d'une subvention compensatrice versée aux collectivités locales. Pour l'année 1992, la compensation est égale au montant des dégrèvements d'office accordés en 1991. À partir de 1993, elle est égale aux bases exonérées de l'année précédente multipliée par le taux de la taxe d'habitation voté par la collectivité en 1991. L'État ne prend donc plus en charge les augmentations de taux décidées par les collectivités.
- La compensation des exonérations de courte durée de la taxe sur le foncier bâti versée aux communes et à leurs groupements est supprimée. Dans la mesure où l'exonération n'est plus compensée, la commune ou le groupement de communes peut décider, par délibération, de supprimer cette exonération. L'exonération est par ailleurs désormais réservée aux seuls immeubles à usage d'habitation.
- La compensation versée aux collectivités locales pour réduction de la taxe professionnelle pour embauche ou investissement est réduite d'un montant égal à 2 % des recettes fiscales de la collectivité. Toutefois, les collectivités dont les bases de taxe professionnelle par habitant sont inférieures à la

moyenne constatée pour les collectivités de même nature, les communes remplissant les conditions d'éligibilité à la dotation de solidarité urbaine ou au fonds de solidarité Ile-de-France, les communes dont le nombre de logements sociaux représente plus de 17 % de la population, les départements bénéficiant de la dotation de fonctionnement minimale des départements, ne sont pas concernés par cette mesure.

- Les communes subissant une réduction de leur attribution de dotation globale de fonctionnement et (ou) contributrices à la dotation de solidarité urbaine, peuvent majorer leur taux de taxe professionnelle de 1 point au maximum, sans que cette majoration soit prise en compte pour l'application de la règle de lien entre les taux, à condition que le taux communal de taxe professionnelle n'excède pas la moitié du taux moyen national de cette taxe constaté la même année, et que le taux communal de la taxe d'habitation soit supérieur à la moitié du taux moyen national de cette taxe constaté la même année. Cette majoration ne peut se cumuler avec la majoration spéciale du taux de la taxe professionnelle.
- L'exonération sur 10 ans de la taxe foncière sur les propriétés non bâties est supprimée à compter de 1992 pour les terres en friches depuis 15 ans, plantées en arbres fruitiers ou mises en cultures. Néanmoins, les exonérations en cours continuent à s'appliquer jusqu'à leur terme.
- Le dégrèvement de 45 % sur les parts départementale et régionale de taxe foncière sur les propriétés non bâties afférentes aux prés, prairies, herbages et pâturages est porté à 70 % pour 1992 et étendu aux landes.
- Les collectivités locales peuvent instituer un dégrèvement pour 5 ans de la taxe foncière sur les propriétés non bâties en faveur des jeunes agriculteurs installés à compter du 1er janvier 1992. Ce dégrèvement est à la charge des collectivités locales. À compter de 1996, l'État rend ce dégrèvement de plein droit pour 50 %, les collectivités locales pouvant le compléter pour les 50 % restants.

La loi d'orientation relative à l'administration territoriale de la République du 6 février 1992

La loi d'orientation relative à l'administration territoriale de la République propose deux nouvelles formes de groupements de communes : la communauté de villes et la communauté de communes.

Les communautés de villes, réservées aux agglomérations de plus de 20 000 habitants, votent le taux de la taxe professionnelle d'agglomération qui devient un impôt communautaire. Elles en perçoivent l'entier produit sur le territoire de l'agglomération. Ce produit est en partie redistribué aux communes en fonction de celui qu'elles percevaient avant la formation du groupement et en fonction de critères de solidarité internes.

Un dispositif transitoire d'unification des taux est institué pendant une période allant de un à dix ans selon le niveau des écarts existant entre les valeurs extrêmes des taux des communes de l'agglomération.

Les communautés de communes sont dotées d'un pouvoir fiscal en ce qui concerne les quatre taxes directes locales.

Elles ont de plus la possibilité, si elles le souhaitent, d'instituer une taxe professionnelle unique de zone d'activités économiques. Les entreprises situées sur le territoire de la zone, sont imposées à un taux unique de taxe professionnelle qui peut être différent du taux de la commune d'implantation. Un dispositif transitoire d'unification des taux, semblable à celui institué pour les communautés de villes, est prévu pour les communes de la communauté.

Les entreprises situées en dehors de la zone demeurent imposées conjointement au taux de la taxe professionnelle de la commune et à celui de la communauté de communes.

La loi de finances pour 1993

La loi de finances pour 1993 (art. 9) instaure une exonération qui s'applique en totalité à compter de 1993 à la taxe régionale sur le foncier non bâti et à la taxe spéciale d'équipement perçue au profit de la région Ile-de-France sur les propriétés non bâties classées en terres agricoles.

La taxe foncière départementale sur les propriétés non bâties à usage agricole fait, quant à elle, l'objet d'une exonération dont l'application est étendue progressivement sur quatre ans. L'État compense la perte de recettes pour les départements pour la fraction excédant 1 % du produit des quatre impôts directs locaux. Cette exonération est totale en 1996.

Par ailleurs, il est décidé que le plafonnement de la taxe professionnelle par rapport à la valeur ajoutée se fera désormais en fonction de la valeur ajoutée de l'année d'imposition et non plus en fonction de celle de l'année n-2.

La loi de finances pour 1994

La loi de finances pour 1994 (art. 54) décide de réduire la compensation relative à l'abattement général de 16 % des bases de taxe professionnelle et à la réduction de la fraction imposable des salaires. Cette réfaction est en 1994 de :

- 15 % lorsque le produit des rôles généraux de taxe professionnelle émis au profit de la collectivité locale ou du groupement de communes a été multiplié entre 1987 et 1993 par un coefficient supérieur ou égal à 1,2 mais inférieur à 1,8 (pour 2003 : lorsqu'il a été multiplié entre 1987 et 2002 par un coefficient compris entre 2,08 et 3);
- 35 % lorsque le coefficient est supérieur à 1,8 et inférieur ou égal à 3 (3 et 5 pour 2003 respectivement);
- 50 % lorsque le coefficient est supérieur à 3 (5 pour 2003).

Cette réfaction est plafonnée à 2 % du produit des rôles généraux des taxes foncières, de la taxe d'habitation et de la taxe professionnelle, au profit de la collectivité locale ou du groupement de communes.

Toujours en matière de taxe professionnelle, la loi de finances pour 1994 contient à son article 84, en ce qui concerne le vote des taux, une disposition applicable en 1994, permettant à certaines communes et départements de majorer leur taux de taxe professionnelle de 5 % au maximum sans faire intervenir les règles de lien entre les taux. Cette dérogation ne peut se cumuler avec la majoration spéciale telle qu'elle est définie par la loi de finances rectificative du 28 juin 1982. Ces collectivités doivent avoir un taux de taxe professionnelle inférieur d'au moins 10 % au taux moyen de cette taxe constaté l'année précédente dans les collectivités de même nature.

La loi du 27 décembre 1994 portant statut fiscal de la Corse

Cette loi supprime à compter de 1995 les parts départementale et régionale de la taxe professionnelle collectée en Corse. Un abattement supplémentaire de 25 % est institué sur la part communale. De plus, les terres agricoles sont totalement exonérées du foncier non bâti.

Ces exonérations sont compensées par l'État.

La loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire du 4 février 1995

Elle revoit en profondeur le dispositif d'exonérations temporaires de taxe professionnelle sur le territoire.

Cette loi s'appuie sur une redéfinition des zones du territoire caractérisées par un faible niveau de développement économique, et sur un classement de ces zones en quatre catégories :

- les zones d'aménagement du territoire, éligibles à la prime d'aménagement du territoire, délimitées par les décrets n°82-379 du 6 mai 1982, modifié par les décrets n°87-580 du 22 juillet 1987 et 95-149 du 6 février 1995.
- les territoires ruraux de développement prioritaire, délimités par le décret n°94-1139 du 26 décembre 1994.
- parmi ceux-ci, les zones de revitalisation rurale, confrontées à des difficultés particulières, caractérisées par une faible densité démographique et/ou par le déclin de leur population totale et/ou par le déclin de leur population active et/ou par un taux de population active agricole supérieur au double de la moyenne nationale.
- les zones urbaines sensibles, caractérisées par la présence de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé et par un déséquilibre accentué entre l'habitat et l'emploi. Il est fait référence pour ces quartiers aux quartiers urbains sensibles définis par la loi d'orientation sur la ville du 13 juillet 1991.

Parmi ces zones urbaines sensibles, les quartiers situés dans des communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine l'année précédente constituent les zones dites de redynamisation urbaine.

La loi institue tout d'abord une exonération de plein droit pour cinq ans, compensée aux collectivités locales, des créations ou extensions d'établissements remplissant certaines conditions dans les zones les plus défavorisées : zones de revitalisation rurale et zones de redynamisation urbaine. Cette exonération se substitue éventuellement à l'exonération qui pouvait avoir été accordée par les collectivités locales antérieurement en référence respectivement à la loi sur l'aménagement du territoire du 29 décembre 1990 et à la loi d'orientation sur la ville du 13 juillet 1991 (dans certaines zones qui ne remplissent plus les conditions fixées, l'exonération ne peut plus être accordée par les collectivités). Elle peut être supprimée sur décision des collectivités concernées.

D'autre part, l'exonération pour cinq ans à délibération des collectivités locales prévue par la loi sur l'aménagement du territoire du 29 décembre 1990 s'applique désormais dans le cadre de nouvelles zones : les zones d'aménagement du territoire et les territoires ruraux de développement prioritaire. Sa portée est étendue.

Enfin, la loi décide que l'exonération de taxe professionnelle et/ou du foncier bâti des entreprises nouvelles pour 2 ans ne peut plus désormais être accordée que dans les zones d'aménagement du territoire, les territoires ruraux de développement prioritaire et les zones de redynamisation urbaine, alors qu'elle pouvait être accordée sur l'ensemble du territoire auparavant.

La loi de finances pour 1996

La loi institue un plancher de cotisation à la taxe professionnelle de 0,35 % par rapport à la valeur ajoutée pour les entreprises dont le chiffre d'affaires excède 7 600 000 euros. Le taux de cette cotisation minimale a été porté à 1 % en 1999, à 1,2 % en 2000 et à 1,5 % à partir de 2001.

Par ailleurs, elle allège le coût budgétaire pour l'État des dégrèvements partiels, sans conséquence pour les ressources des collectivités.

Ainsi, à compter de 1996, le montant de taxe professionnelle dépassant le plafond par rapport à la valeur ajoutée (cf. "La loi de finances pour 1985") sera remboursé aux entreprises jusqu'au niveau d'une cotisation de référence prenant en compte les taux d'imposition de l'année 1995 (ou ceux de l'année en cours s'ils sont inférieurs), et non plus jusqu'au niveau effectif de la cotisation payée (obtenue en appliquant les taux de l'année en cours) en cas d'augmentation des taux. L'État veut ainsi stabiliser pour plusieurs années (au moins jusqu'en 1998) le coût budgétaire de ce dégrèvement, sans conséquence pour les collectivités, sinon une plus grande responsabilisation vis-à-vis de leurs entreprises.

De plus, la loi abaisse de 2 582 euros à 2 028 euros le plafond de cotisation à l'impôt sur le revenu nécessaire pour pouvoir prétendre au plafonnement de la taxe d'habitation par rapport au revenu.

Le pacte de relance pour la ville du 14 novembre 1996

Il redéfinit le découpage antérieur des zones urbaines sensibles et surtout des zones de redynamisation urbaine, et institue une catégorie de quartiers de plus de 10 000 habitants particulièrement défavorisés au regard des critères pris en compte pour la détermination des zones de redynamisation urbaine : les zones franches urbaines.

Dans les nouvelles zones de redynamisation urbaine, l'exonération est étendue aux établissements (de moins de 150 salariés) existants ou changeant d'exploitant. Le montant de base exonérée est limité à 152 449 euros pour les créations, extensions et changements d'exploitant et 76 225 euros pour l'existant (montants réactualisés à 118 440 euros et 59 220 euros pour 2003). Dans les zones franches urbaines, l'exonération peut porter sur un montant de 319 390 euros (en 2003) si l'établissement compte moins de 50 salariés et exerce une activité de proximité ou faiblement exportatrice ; elle porte alors également sur le foncier bâti. Ces exonérations sont compensées par l'État aux collectivités locales.

La loi relative à la zone franche de Corse

La loi institue un dispositif d'exonération de plein droit (sauf délibération contraire) de taxe professionnelle, compensé aux collectivités, sur tout le territoire corse, dans la limite d'un montant de base exonérée de 457 347 euros par établissement (319 390 euros pour 2003). Un très grand nombre d'entreprises sont concernées à des taux et pour des durées divers.

La loi de finances pour 1997

La loi institue un plafonnement des taux de la taxe professionnelle des départements et des régions à deux fois le taux moyen national, comme pour les communes.

Elle laisse de nouvelles possibilités pour réduire le taux de taxe d'habitation sans réduction parallèle des taux de taxe professionnelle et du foncier non bâti pour les collectivités dont le taux de taxe professionnelle était inférieur au taux moyen national l'année précédente et le taux de taxe d'habitation supérieur au taux moyen national.

Elle supprime la possibilité pour une entreprise de déduire de sa valeur ajoutée les loyers versés à une entreprise liée pour le calcul du plafonnement.

La loi de finances pour 1998

La loi institue un nouveau dégrèvement partiel de taxe d'habitation : la cotisation de taxe d'habitation est plafonnée à 229 euros pour les contribuables disposant de moins de 3 842 euros de revenus pour la première part de quotient familial, majoré de 1 537 euros par demi-part supplémentaire.

La loi étend l'exonération de plein droit de taxe professionnelle dans les zones de revitalisation rurale aux opérations de décentralisation d'activités industrielles, de recherche scientifique et technique, de services de direction, d'études, d'ingénierie ou d'informatique ; aux opérations de reconversion et reprises d'établissements en difficulté exerçant le même type d'activités. Cette exonération est également étendue aux artisans qui effectuent principalement des travaux de réparation ou de prestation de services et pour lesquels la rémunération du travail représente plus de 50 % du chiffre d'affaires global.

La loi de finances pour 1999

La loi de finances pour 1999 a institué la suppression progressive à l'horizon 2003 de la part « salaires » des bases de taxe professionnelle. La fraction imposable des salaires est réduite par redevable et par commune de 15 245 euros au titre de 1999, 45 735 euros au titre de 2000, 152 449 euros au titre de 2001 et 914 694 euros au titre de 2002 avant d'être supprimée à partir de 2003. La perte de recettes résultant de cette mesure est compensée aux collectivités locales et à leurs groupements. Cette compensation est intégrale, aux taux votés en 1998, la première année puis indexée sur la dotation globale de fonctionnement.

Par ailleurs, la réduction pour embauche ou investissement (REI), qui s'appliquait en 1998 à 50 % de la croissance des bases de taxe professionnelle, a été réduite de moitié en 1999 et a disparu en 2000 sauf pour les créations d'établissements. Les taux de la cotisation nationale de péréquation de la taxe professionnelle et de la cotisation minimale par rapport à la valeur ajoutée sont progressivement relevés.

D'autres mesures concernaient les taxes indirectes, et notamment les droits de mutation : la taxe additionnelle régionale a été supprimée, et le taux du droit départemental sur les cessions d'immeubles professionnels a été abaissé à 4,80 %. Ces mesures ont été compensées aux régions et aux départements.

La loi sur l'intercommunalité du 12 juillet 1999

Elle a créé les communautés d'agglomération, regroupements de plusieurs communes formant un ensemble de plus de 50 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave autour d'une ou plusieurs communes de plus de 15 000 habitants ou du chef-lieu du département.

Les districts et les communautés de ville devaient obligatoirement se transformer en communautés d'agglomération ou en communautés de communes avant le 1^{er} janvier 2002.

La loi de finances pour 2000

La loi de finances pour 2000 a poursuivi le dispositif visant à supprimer la part « salaires » de la taxe professionnelle jusqu'en 2003. La compensation versée aux collectivités a été indexée à 2,05 % : ce chiffre correspond à la variation de la DGF hors régularisation de la DGF de 1998 (après prise en compte de cette régularisation, la DGF n'évolue plus que de 0,82 %). La REI a été supprimée sauf dans le cas de création d'établissements.

Une nouvelle étape de la simplification fiscale a été votée avec la suppression de 49 impôts et taxes.

Les droits de mutation sur l'immobilier d'habitation (« frais de notaire ») sont réduits à 4,8 % depuis le 15 septembre 1999, ce qui met au même niveau les droits exigibles au titre de l'immobilier d'habitation et de l'immobilier professionnel. Le droit départemental, qui était compris entre 4,2 et 5 %, est réduit à 3,6 %. La taxe additionnelle communale conserve son niveau : 1,2 %.

Depuis le 1^{er} janvier 2000, les locaux acquis ou aménagés avec une aide de l'État à la création d'hébergements d'urgence sont exonérés de taxe foncière sur les propriétés bâties durant quinze ans.

La loi de finances rectificative a supprimée la part régionale de la taxe d'habitation. Cette réforme prend la forme d'un dégrèvement pour 2000.

Les dégrèvements partiels de taxe d'habitation sont remplacés par un dispositif de plafonnement de la cotisation.

La loi de finances pour 2001

La loi pour 2001 a prévu la suppression de la vignette automobile pour les particuliers. Cette perte de ressources, de l'ordre de 1,9 milliards d'euros a été intégralement compensée aux départements en 2001 puis intégrée dans la dotation globale de décentralisation.

La réforme de la taxe professionnelle s'est poursuivie : la fraction imposable des salaires a été réduite par redevable et par commune de 152 449 euros. La compensation versée aux collectivités a augmenté de 2,85 % (évolution de la DGF en 2000).

L'exonération des outillages de manutention portuaire situés dans des ports maritimes ou de pêche et exploités par des entreprises privées a été appliquée, sur délibération des collectivités locales, de 2001 à 2006.

La loi de finances pour 2002

La loi pour 2002 a poursuivi la suppression de la vignette automobile pour les particuliers et l'a étendu aux professionnels sous certaines conditions (suppression jusqu'au troisième véhicule ou au véhicule ayant un tonnage inférieur à 2,5 tonnes).

La réforme de la taxe professionnelle s'est poursuivie : la fraction imposable des salaires a été réduite par redevable et par commune de 914 694 euros. La compensation versée aux collectivités a augmenté de 3,42 % (évolution de la DGF en 2001).

La loi prévoit une sortie progressive sur trois ans du dispositif d'exonération de la taxe professionnelle dans les ZRU pour les seuls établissements existants au 1^{er} janvier 1997 ou ceux ayant été créés, étendus ou ayant changé d'exploitant avant le 31 décembre 2001. A l'issue de la période d'exonération, la base nette imposable des établissements fait l'objet d'un abattement qui est égal la première année à 60 % de la base exonérée de la dernière application du dispositif ZRU (l'abattement est ramené à 40 % la deuxième année et à 20 % pour la dernière). Les collectivités locales ou leur EPCI à fiscalité propre peuvent refuser l'application de cet abattement par délibération prise avant le 1^{er} juillet d'une année (le 31 janvier 2002 pour l'année 2003).

Suite à l'arrêt Pantin, la loi de finances instaure une dotation forfaitaire et spécifique au profit des collectivités locales compensant, pour le passé, la non-prise en compte des rôles supplémentaires dans le calcul des dotations de compensations de taxe professionnelle, attribuées en contrepartie de l'abattement de 16 % et de la réduction pour embauche ou investissement, prévues par la loi de finances de 1987.

Les syndicats professionnels sont désormais exonérés de la taxe professionnelle quelle que soit leur forme juridique. Par ailleurs, les collectivités locales et leurs groupements à fiscalité propre peuvent exonérer de la taxe professionnelle les établissements de spectacles cinématographiques réalisant en moyenne hebdomadaire moins de 5 000 entrées et bénéficiant d'un classement « art et essai », ainsi que les établissements publics administratifs d'enseignement supérieur ou de recherche gérées par des services d'activités industrielles et commerciales.

La loi de finances pour 2003

La loi pour 2003 a assoupli les règles de lien entre les taux de fiscalité directe locale : les collectivités locales peuvent augmenter leur taux de taxe professionnelle une fois et demi plus que leur taux ménages (« déliaison partielle » du taux de taxe professionnelle).

La loi a proposé un allègement de la taxe professionnelle des professions libérales : la fraction des recettes, prises en compte dans les bases de taxe professionnelle des bénéfices non commerciaux des entreprises employant moins de cinq salariés, sera progressivement réduite. Elle passera de 10 % en 2002 à 6 % en 2006. Cette mesure donnera lieu à une compensation par l'État aux collectivités (105 millions d'euros en 2003). Les investissements utilisés pour la recherche seront aussi exonérés de taxe professionnelle. Par ailleurs, l'État a compensé la suppression du droit de licence sur les débits de boisson par un abondement de 23 millions d'euros de la dotation d'aménagement.

La réforme de la taxe professionnelle, dispositif initié par la loi de finances de 1999, s'est achevée en 2003. La compensation versée aux collectivités a augmenté de 4,07 % (évolution de la DGF en 2002) pour s'établir à 9,8 milliards d'euros.

La loi de finances pour 2003 a poursuivi le dispositif de compensation tirant les conséquences de la condamnation de l'État dans le cadre du contentieux « Pantin », conduisant au versement sur quatre ans aux collectivités lésées de 285 millions d'euros.

Un délai de trois ans a été accordé aux collectivités pour qu'elles se mettent en conformité avec la loi relative aux modalités de financement du service d'élimination des déchets des ménages.

La loi a prévu la prolongation et la création de nouvelles zones franches urbaines sur une période de cinq années, de 2003 à 2008. Il a été décidé par ailleurs d'aider les entreprises de moins de cinq salariés, situés sur ces zones franches, en prolongeant l'exonération de charges sociales de 60 % pendant 5 ans, puis à un taux dégressif pendant 4 ans supplémentaires.

La loi de finances pour 2004

La loi poursuit l'allègement de la taxe professionnelle des professions libérales : la fraction des recettes prises en compte dans les bases de taxe professionnelle des bénéfices non commerciaux des entreprises employant moins de cinq salariés sera de 8 % au titre de 2004 et de 6 % à compter des impositions 2005, après avoir été de 9 % en 2003. Une compensation, indexée sur l'évolution de la DGF, est prévue au bénéfice des collectivités territoriales.

La loi de finances contient plusieurs dispositions concernant l'assiette des impositions directes locales : ainsi, les collectivités ont la possibilité de consentir aux personnes physiques ou morales, vendant au public des écrits périodiques en qualité de mandataires inscrits au conseil supérieur des messageries de presse, un abattement de leur base d'imposition à la taxe professionnelle. Par ailleurs, une exonération (compensée par l'État) de taxe professionnelle et de taxe foncière sur les propriétés bâties est prévue au profit des entreprises équestres par ailleurs soumise au régime des bénéfices agricoles. Une exonération (compensée par l'État) de taxe foncière sur les propriétés bâties pour une durée de 15 ans est accordée aux logements locatifs sociaux financés par des prêts aidés par l'État. Cette liste n'est pas exhaustive.

En matière de vote des taux de fiscalité directe locale, la loi de finances pour 2004 prévoit de nouvelles possibilités de déliaison pour les collectivités puisqu'elle permet aux EPCI à taxe professionnelle unique ou de zone de répartir sur 3 ans leurs droits à augmentation du taux de taxe professionnelle non retenus au titre d'une année.

Par ailleurs, la loi de finances pour 2004 supprime le fonds national de péréquation de la taxe professionnelle (FNTP) et lui substitue un prélèvement sur les recettes de l'État permettant de verser une compensation dégressive (sur 3 ou 5 ans) aux communes et EPCI qui enregistrent une perte importante de base d'imposition à la taxe professionnelle ou de ressources de redevance des mines.

L'article 59 de la loi de finances pour 2004, modifiée par l'article 2 de la loi de finances rectificative pour 2004, prévoit l'attribution aux départements d'une quote-part de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers (TIPP) afin de compenser les charges découlant de la décentralisation du revenu minimum d'insertion (RMI). Les recettes transférées sont calculées sur la base des dépenses exécutées par l'État en 2003. La loi prévoit que si le produit de TIPP est inférieur au montant des dépenses exécutées par l'État en 2003, celui-ci compensera la différence par le prélèvement sur la part de produit de TIPP qui lui revient.

L'article 107 constitue la première étape de la réforme du financement du service d'élimination des ordures ménagères puisqu'il prévoit qu'à compter de 2005 les communes, les EPCI et les syndicats mixtes ayant institué la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) voteront un taux et non plus un produit. Des taux différents pourront toutefois être votés sur des zones définies en fonction de l'importance du service rendu à l'usager. Enfin, une harmonisation progressive des taux de TEOM (lissage) sur le périmètre d'un groupement est rendue possible.

La loi de finances pour 2005

La loi comporte plusieurs mesures allégeant le poids de la fiscalité locale sur certains contribuables. Ainsi, des exonérations de taxe professionnelle et de taxe foncière sur les propriétés bâties sont prévues au profit des entreprises participant à un projet de recherche et de développement dans les pôles de compétitivité ; un crédit d'impôt de taxe professionnelle de 1 000 € par salarié est institué pour le maintien de l'activité dans les zones d'emploi en grande difficulté face aux délocalisations ; le dégrèvement de taxe professionnelle en faveur des entreprises disposant de véhicules routiers ou d'autocars est renforcé.

La loi renforce également l'impact du dégrèvement pour investissements nouveaux (DIN) créé par la loi du 9 août 2004 modifiée prévoyant une franchise de taxe pour les investissements réalisés entre le 1^{er} janvier 2004 et le 31 décembre 2005 pour les contribuables éligibles au mécanisme de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée, en instituant au profit des contribuables un dégrèvement complémentaire au titre des années 2005, 2006, 2007.

La loi de finances 2005 étend les possibilités de déliaison des taux. Ainsi, les EPCI à TPU dont le taux de taxe professionnelle est inférieur à 75% de la moyenne de leur catégorie peuvent fixer le taux de taxe professionnelle dans cette limite, sans que l'augmentation du taux soit supérieure à 5 %. Par ailleurs, les communes, les départements et les EPCI peuvent diminuer leur taux de taxe professionnelle dans une proportion au moins égale à la moitié de la diminution du taux de taxe d'habitation ou de celle du taux moyen pondéré de la taxe d'habitation et des taxes foncières ou de la plus importante de ces diminutions lorsque ces deux taux sont en baisse.

Comme en 2004, la loi de finances pour 2005 comporte plusieurs mesures relatives au financement de la décentralisation, notamment la compensation des transferts de compétences prévus par la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales. Ainsi, les départements sont affectataires d'une quote-part de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) et les régions d'une fraction de tarif de TIPP. La loi de finances rectificative pour 2005 régularise les montants attribués aux départements et aux régions dans le cadre de la première tranche de transferts de la loi LRL ainsi qu'en matière de RMI.

Par ailleurs, un second train de mesures (dit « Pantin 2 ») concernant l'intégration des rôles supplémentaires de taxe professionnelle dans les compensations de fiscalité locale est prévu.

Enfin, la loi de finances pour 2005 met en œuvre la deuxième étape de la réforme de la TEOM : assouplissement des dispositions adoptées dans la loi de finances pour 2004 en matière de durée de lissage d'harmonisation et de zonage pour service rendu, dispositif de plafonnement des valeurs locatives, extension du régime dérogatoire aux communes qui adhèrent directement à un syndicat mixte, suppression sur délibération de l'exonération de droit de certains locaux, création d'un état spécial TEOM annexé aux documents budgétaires pour retracer l'utilisation du produit de la taxe.

La loi de finances pour 2006

Elle met en œuvre la réforme de la taxe professionnelle annoncée par le président de la République en 2004 et par le rapport Fouquet de décembre 2004. Ainsi, elle pérennise le dégrèvement pour investissements nouveaux (DIN) pour l'ensemble des immobilisations neuves. Par ailleurs, elle réforme en profondeur le dispositif de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée qui ne jouait plus son rôle de modération de la cotisation de TP en fonction des capacités contributives des redevables.

Elle généralise ainsi le seuil de plafonnement à 3,5 % de la valeur ajoutée, quel que soit le chiffre d'affaires de l'entreprise ; elle institue un plafonnement calculé en fonction des taux effectivement votés par les collectivités au titre de l'année d'imposition et non plus en fonction d'un taux fictif calculé sur la base des taux 1995. Enfin, elle partage le coût de ce plafonnement entre l'État et les collectivités territoriales en mettant à la charge de celles-ci les conséquences des augmentations de taux qu'elles décident, lorsque ces augmentations de taux se traduisent par un accroissement du dégrèvement accordé aux entreprises bénéficiant du plafonnement en fonction de la valeur ajoutée.

Par ailleurs, une exonération de 20 % des parts communale et intercommunale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties à usage agricole est prévue à compter de 2006, dont le bénéfice doit être reporté sur les exploitants même lorsque ceux-ci ne sont pas les redevables de la taxe. Cette exonération est compensée par l'État en 2006 et indexée sur l'évolution de la DGF à compter de 2007.

La loi prévoit également de plafonner à 60 % du revenu le montant total des impôts acquittés par les ménages. Les impositions concernées sont l'impôt sur le revenu, l'impôt de solidarité sur la fortune, la taxe d'habitation et les deux taxes foncières acquittées sur l'habitation principale du contribuable. Une quote-part du coût de ce plafonnement est supportée par les collectivités, à raison de la part des impôts locaux dans le total du montant du plafonnement. Le montant en cause est imputé en amont sur la DGF à répartir.

La loi accompagne également la montée en charge des transferts de compétence en accroissant les fractions de taux de TSCA et de tarif de TIPP attribuées aux départements et aux régions. L'assiette et le tarif de la TIPP sont en outre régionalisés, dans la perspective d'une modulation (limitée) de la TIPP par les régions à compter de 2007.

Plusieurs nouvelles taxes locales sont instituées comme la taxe sur les déchets stockés, destinée à faciliter l'installation des infrastructures de traitement des déchets ménagers, ou la taxe sur les résidences mobiles terrestres dans la mesure où ces résidences ne sont pas assujetties à la taxe d'habitation.

En matière de TEOM, la loi proroge d'une année supplémentaire le régime transitoire sous deux formes restreintes, assouplit les dates limites de délibération pour les EPCI créés ex nihilo et adapte le régime de la redevance spéciale d'élimination des déchets assimilés aux déchets ménagers.

Enfin, la loi procède à la suppression définitive de la vignette ; les pertes de recettes sont compensées pour les départements par un relèvement à due concurrence de la fraction de taux de la TSCA qui leur est attribuée en compensation des transferts de compétence de la loi LRL.

Annexe 2 : Les fonds de péréquation

Les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle (art. 1648 A et 1648 AA du CGI)

Institués en 1975, au moment où la taxe professionnelle a été substituée à la patente, les FDPTP ont pour but de mettre en œuvre une certaine péréquation fiscale horizontale du produit de taxe professionnelle de certains établissements au niveau départemental ou interdépartemental.

1. Produits de l'écêtement des « établissements exceptionnels » ou du prélèvement (art. 1648 A du CGI)

Alimentation du FDPTP

I, I bis, I ter, I quater, I quinquies et I sexies de l'art. 1648 A du CGI

Il existe deux modes d'alimentation du FDPTP ; d'une part, une alimentation par un écêtement communal ou intercommunal, d'autre part, une alimentation par prélèvement direct sur les ressources fiscales de certains EPCI.

Tout d'abord, le FDPTP est traditionnellement alimenté par le produit de taxe professionnelle issu des bases écêtées des établissements dits « exceptionnels ». Il y a lieu à écêtement au profit du FDPTP dès lors que les bases d'imposition d'un établissement, divisées par la population de la commune sur laquelle il est implanté, excèdent deux fois la moyenne nationale des bases communales de taxe professionnelle par habitant.

Pour 2006, le seuil de péréquation, par habitant, des bases d'imposition de taxe professionnelle des établissements exceptionnels à retenir pour le calcul de l'écêtement au profit du FDPTP est de 3 230 € (en Corse, 2 422 €).

Le produit de l'écêtement affecté au FDPTP est égal au produit des bases excédentaires d'imposition par le taux de taxe professionnelle voté par la commune ou le groupement.

Par ailleurs, dans le cas où le groupement est une communauté d'agglomération, une communauté urbaine à taxe professionnelle unique ou une communauté de communes à taxe professionnelle unique issue, à compter du 13 juillet 1999, d'un ancien district, créé avant le 8 février 1992, et qui opte pour la taxe professionnelle unique à partir du 1^{er} janvier 2002, il est perçu directement un prélèvement de taxe professionnelle au profit du FDPTP.

Répartition des ressources du FDPTP

II, III, IV, IV bis, V et V ter de l'art. 1648 A du CGI

La répartition des ressources du FDPTP est de la compétence du conseil général dans le cadre d'une répartition départementale et de celle d'une commission interdépartementale dans le cadre d'une répartition interdépartementale.

Les ressources du FDPTP font l'objet de modalités de répartition qui varient en fonction de leur provenance.

Ressources en provenance d'un écrêtement communal

Après affectation prioritaire au remboursement des annuités de certains emprunts au profit des communes ou syndicats de communes, les ressources du FDPTP sont réparties entre deux grandes catégories de bénéficiaires.

D'une part, il s'agit des communes concernées. Sont concernées de droit les communes où sont domiciliés au moins 10 salariés travaillant dans l'établissement dont les bases sont écrêtées et qui représentent avec leurs familles au moins 1% de la population totale de la commune.

Sont aussi considérées comme communes concernées de droit, les communes sur le territoire desquelles est implanté un barrage destiné à régulariser le débit du fleuve, situé près d'un établissement produisant de l'énergie ou traitant des combustibles nucléaires.

Enfin, peuvent être considérées comme communes concernées, les communes qui subissent une charge ou un préjudice précis et réel du fait de la proximité de l'établissement exceptionnel.

D'autre part, il s'agit des collectivités défavorisées pour la détermination desquelles une grande liberté est laissée au conseil général. Les critères légaux sont la faiblesse du potentiel fiscal ou l'importance des charges, mais il peut être tenu compte également du montant de la dette par habitant, du nombre d'élèves scolarisés... Cette catégorie concerne les communes, EPCI et agglomérations nouvelles, à la différence de la catégorie précédente qui n'est ouverte qu'aux seules communes.

Ressources en provenance d'un écrêtement intercommunal ou d'un prélèvement

La répartition des ressources du FDPTP provenant de l'alimentation par écrêtement intercommunal ou prélèvement fait l'objet de modalités particulières. En effet, au préalable de toute répartition les EPCI écrêtés ou prélevés au bénéfice du FDPTP font l'objet d'un retour prioritaire de leurs ressources écrêtées ou prélevées.

La part du retour prioritaire est comprise entre 20 et 40% pour les EPCI à TPU, 30 et 60% pour les EPCI à fiscalité additionnelle et de 2/3 et 3/4 pour certains EPCI.

Une fois ce retour prioritaire effectué, les modalités classiques de répartition sont mises en application. Tout d'abord, il y a lieu à une affectation prioritaire au remboursement des annuités de certains emprunts au profit des communes ou syndicats de communes. Ensuite, le solde des ressources est réparti entre communes concernées et collectivités défavorisées, dans les conditions mentionnées ci-dessus.

2. Produit de l'écèlement des magasins de grande surface (art. 1648 AA du CGI)

Les magasins de commerce de détail qui sont soumis à cette péréquation de la taxe professionnelle, sont des établissements dont la création ou l'extension est soumise à une autorisation de la commission départementale d'urbanisme commercial, délivrée après le 1^{er} janvier 1991 et qui répondent à certaines conditions de surface, dans des départements, communes et des cantons de faible densité.

Alimentation du FDPTP-GS

I et II de l'art. 1648 AA du CGI

Lorsqu'une grande surface répond aux conditions d'écèlement et constitue aussi un établissement exceptionnel au sens de l'article 1648 A du CGI, ses bases de taxe professionnelle sont d'abord écèlées au profit du FDPTP.

Par la suite, sur les bases de l'établissement restant imposables au profit de la commune, s'applique le dispositif de péréquation des grandes surfaces.

Sur ces bases restant à la commune, 80% subissent un écèlement au profit du FDPTP-GS, 20% restent définitivement à la commune.

Répartition du FDPTP-GS

III et IV de l'art. 1648 AA du CGI

Les sommes versées au FDPTP au titre de l'écèlement des bases des magasins de grande surface sont réparties par le préfet selon les modalités suivantes.

Tout d'abord, il est effectué une répartition à concurrence de 85% des ressources du FDPTP-GS au profit des communes situées dans la zone de chalandise de l'établissement. Il s'agit des communes dont tout ou partie du territoire se trouve à une distance de 5 km d'un point quelconque de l'ensemble commercial. Cette distance est portée à 10 km lorsque la surface de vente des magasins concernés est égale ou supérieure à 5 000 m².

Cette répartition est faite en proportion des populations des communes intéressées. Lorsque les communes concernées par cette répartition sont membres d'un groupement à fiscalité propre, la population communale est affectée d'un coefficient multiplicateur de 1.50. Dans ce cas, les sommes correspondantes sont directement versées au groupement concerné.

Ensuite, le surplus est versé à un fonds régional dont les ressources sont réparties entre les fonds départementaux d'adaptation du commerce rural, en raison inverse du potentiel fiscal par km².

Sont exclues de la répartition, à l'exception de la commune d'implantation, la ou les communes dont les bases de taxe professionnelle par habitant excèdent le double de la moyenne des bases de taxe professionnelle par habitant des communes appartenant au même groupe démographique.

Enfin, lorsque la somme qui doit résulter de la répartition pour la commune est inférieure à 457 €, le versement n'est pas effectué et vient en augmentation des sommes à répartir entre les communes pouvant encore bénéficier de la répartition.

3. Montant effectif des produits affectés au fonds en 2004

En 2004, plus de 600 millions € ont été affectés aux FDPTP contre près de 600 millions € pour 2003.

Ce montant prend en compte les différents types d'écrêtement, les prélèvements et l'ensemble des compensations versées au profit des FDPTP, c'est-à-dire essentiellement les allocations compensatrices relatives à la suppression de la part salaires et à l'abattement général de 16%.

Le fonds national de péréquation de la taxe professionnelle (FNPTP)

Le fonds national de péréquation de la taxe professionnelle (FNPTP) était devenu un assemblage de recettes et de dépenses diverses, peu lisible et source de complexité.

L'article 53 de la loi de finances initiale pour 2004 supprime ce fonds et lui substitue un prélèvement sur les recettes de l'État permettant de verser une compensation dégressive (sur 3 ou 5 ans) aux communes et EPCI qui enregistrent une perte importante de bases d'imposition à la taxe professionnelle ou de ressources de redevance des mines.

La compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et des diminutions de ressources de redevance des mines

1 Répartition

L'article 53 de la loi de finances pour 2004 dispose que les communes et les établissements publics de coopération intercommunale éligibles à la compensation bénéficient d'une attribution égale :

- la première année, à 90 % de la perte de produit enregistrée ;
- la deuxième année à 75 % de l'attribution reçue l'année précédente ;
- la troisième année à 50 % de l'attribution reçue la première année.

Toutefois, la durée de compensation est portée à cinq ans pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale situés dans les cantons où l'État anime une politique de conversion industrielle. Dans ce cas, les taux de compensation sont fixés à 90 % la première année, 80 % la deuxième année, 60 % la troisième année, 40 % la quatrième année et 20 % la cinquième année.

Les dispositions du décret n° 86-422 du 12 mars 1986 pris en application de la loi n° 86-29 du 9 janvier 1986 fixent la liste des cantons où l'État mène une politique de conversion industrielle pour lesquels la durée de compensation est allongée de trois à cinq ans.

De plus, le Gouvernement a relancé en 2003 une politique de reconversion industrielle, qui prend la forme de contrats de site, dont la liste est fixée en comité interministériel de l'aménagement et du développement du territoire (CIADT), et qui permet d'identifier des territoires caractérisés par un réel sinistre économique, un bassin d'emploi dégradé et des entreprises défaillantes.

Le décret n° 2004-1440 du 23 décembre 2004 complète donc la liste établie en 1986 par une liste des cantons figurant dans les contrats de site.

2 Eligibilité

Ces conditions sont fixées par le décret n° 2004-1488 du 29 décembre 2004 pris pour l'application de l'article 53 de la loi de finances pour 2004 et relatif aux modalités de compensation des pertes de bases d'imposition à la taxe professionnelle ou de ressources de redevance des mines subies par les communes et les groupements de communes.

Il fixe tout d'abord un seuil identique d'éligibilité aux compensations pour les communes et groupements de communes. Ce seuil est fixé à 2 % du produit fiscal de référence.

Il prévoit ensuite d'appliquer aux groupements de communes qui relèvent de la fiscalité additionnelle et, le cas échéant, de la taxe professionnelle de zone les conditions applicables aux communes. En effet, ces groupements ont une structure fiscale comparable à celle des communes. Il n'y a pas lieu dès lors de les traiter différemment.

Il précise les conditions de calcul de la perte de recettes de taxe professionnelle en confirmant la prise en compte des rôles généraux de taxe professionnelle et définit les modalités de versement de la compensation pour les groupements qui relèvent de la taxe professionnelle unique.

Sont donc éligibles :

1° - les communes, les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre additionnelle et, le cas échéant, à taxe professionnelle de zone qui ont enregistré, par rapport à l'année précédente :

a) une perte de produit de taxe professionnelle, soit supérieure à 5 490 euros (en 2006), soit supérieure à 10 % du produit de la taxe professionnelle de l'année précédente, à condition qu'elle représente, dans l'un et l'autre cas, au moins 2 % du produit fiscal global de la taxe d'habitation, des taxes foncières et de la taxe professionnelle de l'année où intervient la perte de bases d'imposition à la taxe professionnelle ;

b) une perte de ressources de redevance des mines soit supérieure à 5 490 euros (en 2006), soit supérieure à 10 % du produit de redevance des mines de l'année précédente, à condition qu'elle représente, dans l'un et l'autre cas, au moins 2 % du produit de la redevance des mines, de la taxe d'habitation, des taxes foncières et de la taxe professionnelle de l'année où intervient la perte de ressources de redevance des mines.

2° - les établissements publics de coopération intercommunale soumis au régime de la taxe professionnelle unique qui ont enregistré une perte supérieure à 2 %, soit du produit de la taxe professionnelle, soit du montant de ressources de redevance des mines, perçu l'année précédente.

Le fonds national de péréquation (FNP)

Le fonds national de péréquation (FNP) qui était destiné à des communes ayant un faible potentiel fiscal, et un effort fiscal supérieur à la moyenne est depuis 2004, intégré à la DGF. Cette dotation est répartie selon les règles applicables pour le FNP et est appelée dotation nationale de péréquation (DNP).

La DNP bénéficie comme la dotation de solidarité urbaine et la dotation de solidarité rurale de l'augmentation annuelle du solde de la dotation d'aménagement en fonction des choix effectués par le Comité des finances locales.

Annexe 3 : Données de cadrage sur le poids de la fiscalité locale

Poids dans les comptes des collectivités territoriales (communes, départements et régions)

Communes, départements et régions

	en millions d'euros							
	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Recettes totales	114,29	116,32	118,63	124,13	126,13	129,62	136,53	141,58
évolution annuelle	+4,6%	+1,8%	+2,0%	+4,6%	+1,6%	+2,8%	+5,33%	+3,70%
Recettes de fonctionnement	90,87	94,69	97,57	101,97	102,54	104,33	110,15	113,54
évolution annuelle	+5,6%	+4,2%	+3,0%	+4,5%	+0,6%	+1,7%	+5,58%	+3,08%
Impôts et taxes	57,89	60,86	63,42	66,19	66,39	67,72	70,51	73,16
évolution annuelle	+5,9%	+5,1%	+4,2%	+4,4%	+0,3%	+2,0%	+4,12%	+3,76%
Produit des 4 taxes	40,84	42,81	44,32	44,51	43,48	41,05	40,63	41,61
évolution annuelle	+6,7%	+4,8%	+3,5%	+0,4%	-2,3%	-5,6%	-1,02%	-2,41%

Source : Direction générale de la comptabilité publique

Ce tableau fournit le montant des ressources inscrit dans les comptes des collectivités territoriales *stricto sensu*, hors groupements de communes. Les montants inscrits dans les « produits des quatre taxes » incluent les produits provenant de l'activité de vérification et de contentieux des services fiscaux au titre des années antérieures : ils sont donc supérieurs aux produits des quatre taxes votés par les collectivités dans le cadre de l'établissement de leur budget.

Notons qu'on sous-évalue la part des quatre taxes dans les comptes des collectivités territoriales en utilisant au dénominateur les chiffres de recettes totales ou de recettes de fonctionnement "agrégés" de la comptabilité publique, car ceux-ci résultent de la synthèse des comptes des différentes collectivités sans consolidation par élimination des flux entre collectivités.

Poids dans le PIB (Produit Intérieur Brut) (séries révisées)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Taux national de prélèvements obligatoires en % du PIB	45,0%	44,8%	45,5%	45,0%	44,7%	43,9%	43,8%	43,4%
· dont impôts	26,7%	28,7%	29,2%	28,8%	28,5%	27,6%	27,3%	27,3%
· dont cotisations sociales	18,2%	16,1%	16,3%	16,2%	16,2%	16,3%	16,5%	16,1%
Prélèvements obligatoires revenant aux APUL en % du PIB	5,72%	5,70%	5,57%	5,25%	5,04%	4,97%	5,12%	5,34%
· dont prélèvements sur recettes fiscales de l'État	0,99%	0,97%	0,91%	0,92%	0,85%	0,79%	0,84%	0,76%
· dont fiscalité locale	4,74%	4,74%	4,66%	4,34%	4,19%	4,18%	4,27%	4,57%

Source : Comptes de la Nation 2003 - Insee

Les comptes nationaux 1998 ont fait l'objet de profondes modifications. Ils sont désormais établis selon le Système européen des comptes (SEC 95) adopté par tous les pays de l'Union européenne et qui reproduit très largement un système préparé sous l'égide de l'ONU (le SNC 93).

Sans introduire de bouleversement, le SEC 95 apporte plusieurs changements et améliorations, qui conduisent notamment à revoir le classement de certaines unités dans les secteurs institutionnels en fonction du caractère marchand ou non marchand de leur activité. En particulier, le champ des APUL est plus large que celui des collectivités locales : hormis les collectivités territoriales (régions, départements, communes), les groupements à fiscalité propre (communautés urbaines, d'agglomération et de communes, syndicats d'agglomération nouvelle), certains autres groupements (SIVU, SIVOM...) et leurs services annexes, figurent également les organismes divers d'administration locale (chambres d'agriculture, de commerce, des métiers, organismes consulaires, sociétés d'aménagement foncier et d'équipement rural (SAFER)...). À l'inverse, certains syndicats de communes et les régies sont désormais exclus du champ des APUL lorsque le produit de leurs ventes couvre plus

de 50% de leurs coûts de production. A compter de 1998, sont retracées également les opérations relatives aux départements d'outre-mer.

Les prélèvements obligatoires habituellement calculés en comptabilité nationale, font aussi l'objet de certaines modifications de calcul avec la mise en place du nouveau système comptable. Les prélèvements obligatoires comprennent les impôts et taxes et les cotisations sociales. Ils sont calculés après prélèvements sur les recettes de l'État à destination des APUL, de la Sécurité Sociale et de l'Union européenne. Les prélèvements obligatoires revenant aux APUL comportent :

- les transferts de recettes fiscales en provenance de l'État, correspondant à certaines compensations, dégrèvements et exonérations au titre des quatre taxes directes locales ; les autres concours financiers de l'État (DGF, DGD...) ne sont plus retracés ici ;
- les impôts directement perçus par les APUL, à savoir l'ensemble des impôts traditionnels, directs et indirects, à l'exception de certains impôts considérés comme le paiement d'un service (exemple : la taxe pour l'enlèvement des ordures ménagères ne figure plus dans les prélèvements obligatoires d'après le SEC 95).

On notera que l'adoption de ce système comptable harmonisé au niveau européen conduit à faire baisser d'environ un point le taux national de prélèvements obligatoires par rapport au système antérieur, et de 1,5 point la part revenant aux APUL.

Les recettes fiscales de l'État 1995-2003

	<i>en milliards d'euros</i>								
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Impôts directs (A)	87,78	92,01	95,54	101,33	113,36	121,21	129,09	122,85	123,68
Evolution en euros courants	+5,5%	+4,8%	+3,8%	+6,1%	+11,9%	+6,9%	+6,5%	-4,8%	+0,7%
Evolution en euros constants	+3,7%	+3,4%	+2,5%	+5,2%	+11,3%	+5,8%	+4,6%	-6,5%	-0,8%
Impôt sur le revenu	45,29	47,89	44,74	46,34	50,86	53,25	53,46	49,99	43,75
Evolution en euros courants	+0,5%	+5,7%	-6,6%	+3,6%	+9,8%	+4,7%	+0,4%	-6,5%	-12,5%
Evolution en euros constants	-1,2%	+4,2%	-7,8%	+2,7%	+9,3%	+3,7%	-1,4%	-8,2%	-14,0%
Impôt sur les sociétés	23,00	26,18	30,79	34,45	41,38	45,15	49,24	47,17	48,47
Evolution en euros courants	+12,2%	+13,8%	+17,6%	+11,9%	+20,1%	+9,1%	+9,1%	-4,2%	+2,8%
Evolution en euros constants	+10,3%	+12,2%	+16,1%	+10,9%	+19,5%	+8,0%	+7,2%	-5,9%	+1,3%
Autres impôts perçus par voie de rôle	7,84	5,78	7,48	7,91	8,23	8,27	9,20	8,76	4,62
Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers	2,27	2,49	2,43	2,03	1,73	1,72	2,20	2,09	1,81
Taxe sur les salaires	6,77	6,73	7,00	7,14	7,30	7,59	8,02	8,33	8,54
Autres impôts directs	2,61	2,94	3,11	3,47	3,84	5,23	6,98	6,49	6,48
Impôts indirects (B)	144,54	154,98	160,91	168,39	175,50	174,97	176,46	178,70	182,28
Evolution en euros courants	+3,1%	+7,2%	+3,8%	+4,6%	+4,2%	-0,3%	+0,9%	+1,3%	+2,0%
Evolution en euros constants	+1,4%	+5,7%	+2,5%	+3,7%	+3,7%	-1,3%	-0,9%	-0,5%	+0,5%
Taxe sur la Valeur Ajoutée	102,02	111,02	115,16	123,10	128,28	133,27	136,50	138,50	142,13
Evolution en euros courants	+3,7%	+8,8%	+3,7%	+6,9%	+4,2%	+3,9%	+2,4%	+1,5%	+2,6%
Evolution en euros constants	+2,0%	+7,3%	+2,4%	+5,9%	+3,7%	+2,9%	+0,6%	-0,3%	+1,1%
Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers	21,85	22,62	22,98	23,47	24,65	24,27	23,41	23,96	24,30
Evolution en euros courants	+1,6%	+3,5%	+1,6%	+2,1%	+5,0%	-1,5%	-3,6%	+2,4%	+1,4%
Evolution en euros constants	-0,1%	+2,1%	+0,3%	+1,2%	+4,5%	-2,5%	-5,3%	+0,6%	-0,1%
Enregistrement, timbre et bourse	12,21	13,03	14,45	14,19	13,99	14,43	13,14	12,78	12,58
Droits de consommation sur les tabacs	6,29	6,40	6,21	5,60	6,33	0,48 (1)	0,00 (1)	0,00 (1)	0,00(1)
Autres produits des douanes	1,75	1,54	1,72	1,63	1,58	1,77	1,67	1,56	1,50
Autres droits indirects	0,42	0,37	0,39	0,40	0,67	0,76	1,76	1,90	1,76
Total des recettes fiscales brutes (C = A + B)	232,31	246,99	256,45	269,72	288,85	296,18	305,55	301,55	305,95
Evolution en euros courants	+4,0%	+6,3%	+3,8%	+5,2%	+7,1%	+2,5%	+3,2%	-1,3%	+1,5%
Evolution en euros constants	+2,3%	+4,8%	+2,5%	+4,3%	+6,6%	+1,5%	+1,4%	-3,0%	+0,0%
Remboursements et dégrèvements (D)	33,87	39,72	40,49	48,32	50,18	56,13	60,71	61,33	66,13
Recettes fiscales nettes (E = C - D)	198,44	207,27	215,96	221,40	238,68	240,05	244,85	240,22	239,82
Evolution en euros courants	+3,8%	+4,4%	+4,2%	+2,5%	+7,8%	+0,6%	+2,0%	-1,9%	-0,2%
Evolution en euros constants	+2,1%	+3,0%	+2,9%	+1,6%	+7,3%	-0,4%	+0,2%	-3,6%	-1,7%

(1) : le produit du droit de consommation sur les tabacs manufacturés est affecté directement aux régimes obligatoires de base de sécurité sociale et aux organismes créés pour concourir à leur financement.

Source : Direction du Budget - Lois de règlement

Annexe 4 : Données démographiques des collectivités locales

Définitions

La population des régions et des départements présentée et utilisée dans ce guide est issue du dernier recensement général de la population réalisé par l'Insee en mars 1999. Les "doubles comptes" (population comptée dans deux communes différentes : militaires, internes...) en sont exclus. Ce sont ces chiffres qui ont servi pour les statistiques de produit et base par habitant des départements, des régions et de « l'ensemble des collectivités ».

La population communale présentée dans ce guide et utilisée dans toutes les statistiques relatives aux communes du guide est la population totale « avec doubles comptes » issue du recensement en mars 1999 et des recensements complémentaires. Elle ne comprend pas la population attribuée aux résidences secondaires pour le calcul des concours financiers de l'État.

Population des régions

	<i>En milliers</i>
Alsace	1 734,1
Aquitaine	2 908,4
Auvergne	1 308,9
Bourgogne	1 610,1
Bretagne	2 906,2
Centre	2 440,3
Champagne-Ardenne	1 342,4
Corse	260,2
Franche-Comté	1 117,1
Languedoc-Roussillon	2 295,6
Limousin	710,9
Lorraine	2 310,4
Midi-Pyrénées	2 551,7
Nord-Pas-de-Calais	3 996,6
Basse-Normandie	1 422,2
Haute-Normandie	1 780,2
Pays de la Loire	3 222,1
Picardie	1 857,5
Poitou-Charentes	1 640,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 506,2
Rhône-Alpes	5 645,4
Métropole hors Ile de France	47 566,4
Ile-de-France	10 952,0
Métropole	58 518,4
Guadeloupe	422,5
Martinique	381,4
Guyane	157,2
Réunion	706,3
Outre mer	1 667,4
France entière	60 185,8

Population des départements (en milliers)

01	Ain	515,3
02	Aisne	535,5
03	Allier	344,7
04	Alpes-de-Haute-Provence	139,6
05	Hautes-Alpes	121,4
06	Alpes-Maritimes	1 011,3
07	Ardèche	286,0
08	Ardennes	290,1
09	Ariège	137,2
10	Aube	292,1
11	Aude	309,8
12	Aveyron	263,8
13	Bouches-du-Rhône	1 835,7
14	Calvados	648,4
15	Cantal	150,8
16	Charente	339,6
17	Charente-Maritime	557,0
18	Cher	314,4
19	Corrèze	232,6
2A	Corse-du-Sud	118,6
2B	Haute-Corse	141,6
21	Côte-d'Or	506,8
22	Côtes-d'Armor	542,4
23	Creuse	124,5
24	Dordogne	388,3
25	Doubs	499,1
26	Drôme	437,8
27	Eure	541,1
28	Eure-et-Loir	407,7
29	Finistère	852,4
30	Gard	623,1
31	Haute-Garonne	1 046,3
32	Gers	172,3
33	Gironde	1 287,3
34	Hérault	896,4
35	Ille-et-Vilaine	867,5
36	Indre	231,1
37	Indre-et-Loire	554,0
38	Isère	1 094,0
39	Jura	250,9
40	Landes	327,3
41	Loir-et-Cher	315,0
42	Loire	728,5
43	Haute-Loire	209,1
44	Loire-Atlantique	1 134,3
45	Loiret	618,1
46	Lot	160,2
47	Lot-et-Garonne	305,4
48	Lozère	73,5
49	Maine-et-Loire	732,9

50	Manche	481,5
51	Marne	565,2
52	Haute-Marne	194,9
53	Mayenne	285,3
54	Meurthe-et-Moselle	713,8
55	Meuse	192,2
56	Morbihan	643,9
57	Moselle	1 023,4
58	Nièvre	225,2
59	Nord	2 555,0
60	Oise	766,4
61	Orne	292,3
62	Pas-de-Calais	1 441,6
63	Puy-de-Dôme	604,3
64	Pyrénées-Atlantiques	600,0
65	Hautes-Pyrénées	222,4
66	Pyrénées-Orientales	392,8
67	Bas-Rhin	1 026,1
68	Haut-Rhin	708,0
69	Rhône	1 578,9
70	Haute-Saône	229,7
71	Saône-et-Loire	544,9
72	Sarthe	529,9
73	Savoie	373,3
74	Haute-Savoie	631,7
76	Seine-Maritime	1 239,1
77	Seine-et-Marne	1 193,8
78	Yvelines	1 354,3
79	Deux-Sèvres	344,4
80	Somme	555,6
81	Tarn	343,4
82	Tarn-et-Garonne	206,0
83	Var	898,4
84	Vaucluse	499,7
85	Vendée	539,7
86	Vienne	399,0
87	Haute-Vienne	353,9
88	Vosges	381,0
89	Yonne	333,2
90	Territoire de Belfort	137,4
91	Essonne	1 134,2
92	Hauts-de-Seine	1 428,9
93	Seine-Saint-Denis	1 382,9
94	Val-de-Marne	1 227,3
95	Val-d'Oise	1 105,5
Métropole hors Paris		56 393,1
75	Paris	2 125,2
Métropole		58 518,4
971	Guadeloupe	422,5
972	Martinique	157,2
973	Guyane	381,4
974	La Réunion	706,3
Départements d'outre-mer		1 667,4
France entière		60 185,8

Répartition des groupements à fiscalité propre par strate de population et par région

	moins de 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Total
Alsace	11	25	27	11	1	2	77
Aquitaine	63	50	43	14	5	3	178
Auvergne	35	41	19	1	5	1	102
Bourgogne	51	47	18	4	4	2	126
Bretagne	10	31	41	23	6	5	116
Centre	27	46	37	9	5	3	127
Champagne-Ardenne	67	26	8	8	2	2	113
Corse	8	6	1	-	2	-	17
Franche-Comté	42	34	14	5	1	2	98
Languedoc-Roussillon	61	23	20	15	5	4	128
Limousin	29	23	9	2	1	1	65
Lorraine	41	48	22	19	6	2	138
Midi-Pyrénées	107	51	27	10	7	1	203
Nord-Pas-de-Calais	13	27	29	13	5	10	97
Basse-Normandie	35	56	25	8	2	1	127
Haute-Normandie	7	26	27	9	5	2	76
Pays de la Loire	6	48	47	24	6	4	135
Picardie	4	24	27	22	6	1	84
Poitou-Charentes	16	38	27	10	4	4	99
Provence-Alpes-Côte d'Azur	33	12	11	15	9	7	87
Rhône-Alpes	59	58	57	36	8	5	223
Métropole hors Paris	725	740	536	258	95	62	2 416
Ile-de-France	5	14	20	21	17	16	93
Métropole	730	754	556	279	112	78	2 509
Outre-mer	1	-	2	3	1	8	15
France entière	731	754	558	282	113	86	2 524

Population des groupements à fiscalité propre par strate de population et par région*En milliers*

	moins de 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Total
Alsace	36,8	190,0	408,0	335,5	93,6	629,8	1 693,7
Aquitaine	226,3	360,6	585,6	437,4	290,2	928,0	2 828,2
Auvergne	126,6	283,3	269,6	32,1	317,5	284,7	1 313,9
Bourgogne	167,9	329,0	239,9	109,1	297,3	358,4	1 501,6
Bretagne	39,0	227,4	555,2	734,2	394,4	1 030,6	2 980,7
Centre	92,4	335,1	505,5	222,7	360,9	645,6	2 162,1
Champagne-Ardenne	180,4	184,7	108,4	241,8	145,3	344,0	1 204,6
Corse	19,2	41,9	10,5	0,0	117,3	0,0	188,9
Franche-Comté	128,1	232,5	203,1	163,1	96,1	302,5	1 125,3
Languedoc-Roussillon	150,1	176,0	302,4	397,3	366,2	874,1	2 266,0
Limousin	93,6	158,9	128,7	71,7	79,0	190,4	722,3
Lorraine	120,7	331,2	288,6	554,6	387,4	493,0	2 175,5
Midi-Pyrénées	295,1	363,6	405,3	279,4	485,6	602,3	2 431,2
Nord-Pas-de-Calais	40,5	191,5	396,9	359,7	396,1	2 636,0	4 020,7
Basse-Normandie	117,7	392,6	340,7	218,7	144,6	226,6	1 440,9
Haute-Normandie	31,5	193,4	378,0	235,1	312,6	659,4	1 810,1
Pays de la Loire	25,2	372,4	669,1	647,8	445,7	1 149,3	3 309,5
Picardie	14,4	183,9	387,7	661,7	402,7	177,8	1 828,2
Poitou-Charentes	60,5	276,0	360,7	276,0	237,5	489,6	1 700,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	74,2	84,3	162,9	437,5	673,6	2 681,5	4 114,0
Rhône-Alpes	170,4	413,8	790,0	1 081,5	545,6	2 227,5	5 228,8
Métropole hors Paris	2 210,7	5 322,0	7 496,6	7 496,8	6 589,3	16 931,0	46 046,5
Ile-de-France	14,3	104,9	288,1	661,3	1 240,5	2 398,1	4 707,2
Métropole	2 225,0	5 426,9	7 784,7	8 158,1	7 829,8	19 329,1	50 753,6
Outre-mer	4,1	0,0	23,3	109,8	95,9	1 108,3	1 341,4
France entière	2 229,1	5 426,9	7 808,0	8 268,0	7 925,7	20 437,4	52 095,0

Répartition des communes par strate de population et par région

	moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Total
Alsace	312	444	66	31	27	16	4	1	2	-	903
Aquitaine	1 325	730	100	47	51	20	19	3	1	-	2 296
Auvergne	817	381	52	24	20	10	5	-	1	-	1 310
Bourgogne	1 458	476	49	14	33	7	7	1	1	-	2 046
Bretagne	255	659	187	69	66	23	4	4	2	-	1 269
Centre	952	675	110	35	37	22	6	3	2	-	1 842
Champagne-Ardenne	1 550	314	38	13	18	7	4	3	1	-	1 948
Corse	281	54	15	3	4	1	1	1	-	-	360
Franche-Comté	1 384	318	41	18	14	7	2	1	1	-	1 786
Languedoc-Roussillon	894	412	111	48	56	14	6	1	3	-	1 545
Limousin	466	229	26	9	11	4	-	1	1	-	747
Lorraine	1 605	508	99	39	56	21	9	-	2	-	2 339
Midi-Pyrénées	2 212	600	99	36	40	20	11	1	-	1	3 020
Nord-Pas-de-Calais	633	531	129	71	101	51	24	5	1	-	1 546
Basse-Normandie	1 220	484	52	24	16	10	5	-	1	-	1 812
Haute-Normandie	833	464	50	18	28	16	8	1	2	-	1 420
Pays de la Loire	450	703	192	61	58	25	6	4	3	-	1 502
Picardie	1 572	569	91	18	20	14	5	2	1	-	2 292
Poitou-Charentes	728	576	90	28	29	5	5	3	-	-	1 464
Provence-Alpes-Côte d'Azur	425	236	95	60	68	44	25	6	2	2	963
Rhône-Alpes	1 170	1 193	223	99	114	47	25	4	3	1	2 879
Métropole hors Paris	20 542	10 556	1 915	765	867	384	181	45	30	4	35 289
Ile-de-France	332	431	109	59	108	90	119	31	1	1	1 281
Métropole	20 874	10 987	2 024	824	975	474	300	76	31	5	36 570
Outre-mer	3	18	6	12	28	19	21	6	1	-	114
France entière	20 877	11 005	2 030	836	1 003	493	321	82	32	5	36 684

Population des communes par strate de population et par région

En milliers

	moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Total
Alsace	97,1	435,4	168,8	128,0	177,8	208,2	110,4	67,2	379,1	0,0	1 772,0
Aquitaine	321,5	696,5	260,7	199,4	339,9	264,6	527,9	200,8	218,9	0,0	3 030,2
Auvergne	193,5	357,8	134,2	100,6	141,8	144,8	148,4	0,0	141,0	0,0	1 362,1
Bourgogne	304,1	439,6	125,7	59,0	229,3	90,3	218,3	52,3	153,8	0,0	1 672,2
Bretagne	82,2	706,8	500,1	285,5	453,9	311,2	114,9	236,5	368,7	0,0	3 059,8
Centre	249,7	642,4	288,9	144,4	262,2	321,2	183,8	180,3	253,6	0,0	2 526,3
Champagne-Ardenne	278,1	289,6	96,3	52,7	113,3	89,3	109,2	171,0	191,3	0,0	1 390,8
Corse	38,9	52,6	39,8	12,1	23,0	10,6	39,0	54,7	0,0	0,0	270,7
Franche-Comté	257,0	287,6	107,0	77,2	94,2	109,9	54,8	52,5	122,3	0,0	1 162,5
Languedoc-Roussillon	164,4	406,4	292,3	201,7	372,0	188,6	218,4	71,4	474,0	0,0	2 389,2
Limousin	108,5	213,0	67,3	38,8	72,0	54,6	0,0	51,6	137,5	0,0	743,3
Lorraine	303,4	478,5	262,4	164,1	401,0	291,8	250,4	0,0	233,3	0,0	2 384,9
Midi-Pyrénées	412,0	564,2	261,6	148,4	274,8	247,3	331,7	54,4	0,0	398,4	2 692,7
Nord-Pas-de-Calais	165,6	527,4	340,7	297,9	696,4	685,2	732,1	408,5	219,6	0,0	4 073,3
Basse-Normandie	274,0	445,7	133,0	103,5	112,0	147,3	144,5	0,0	117,2	0,0	1 477,2
Haute-Normandie	218,3	417,2	130,2	74,3	208,6	208,6	213,1	54,1	302,0	0,0	1 826,4
Pays de la Loire	135,3	746,3	496,5	252,2	385,9	348,5	184,0	232,3	584,7	0,0	3 365,6
Picardie	342,3	512,9	236,4	73,9	138,8	190,7	159,3	118,4	139,2	0,0	1 912,0
Poitou-Charentes	194,9	526,9	236,4	120,1	193,4	70,4	157,5	226,4	0,0	0,0	1 725,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	82,8	251,2	252,4	249,0	480,9	605,5	842,2	395,7	303,5	1 153,0	4 616,3
Rhône-Alpes	282,9	1 182,5	579,7	414,2	787,0	650,7	783,2	232,7	467,0	453,2	5 833,2
Métropole hors Paris	4 506,3	10 180,4	5 010,3	3 197,0	5 958,1	5 239,3	5 523,2	2 860,8	4 806,8	2 004,6	49 286,7
Ile-de-France	93,5	430,3	293,1	251,0	772,7	1 368,9	3 593,6	2 079,0	107,0	0,0	8 989,1
Métropole	4 599,8	10 610,6	5 303,5	3 448,0	6 730,8	6 608,2	9 116,8	4 939,8	4 913,8	2 004,6	58 275,9
Outre-mer	0,5	25,3	17,6	49,6	196,0	277,1	577,9	428,8	132,6	0,0	1 705,5
France entière	4 600,3	10 635,9	5 321,1	3 497,6	6 926,8	6 885,3	9 694,7	5 368,6	5 046,4	2 004,6	59 981,3